



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Le Premier Ministre capverdien à la Chambre des Députés

«Nous préparons le take-off!»



«Le take-off que nous sommes en train de préparer sera un moment crucial pour le pays, déterminant pour une navigation normale - malgré toutes les turbulences.» S.E. M. José Maria Pereira Neves, Premier Ministre de la République du Cap-Vert, a fait appel au langage aéronautique pour décrire la situation actuelle de son pays.

Tous les efforts du Gouvernement capverdien étaient concentrés sur le développement du pays, un «développement économique durable». Le Premier Ministre a

identifié deux champs d'action prioritaires: le développement des infrastructures sur les différentes îles et la formation professionnelle, la «valorisation des ressources humaines» comme il s'est exprimé. Il ne serait pas envisagé à ce stade d'exploiter les réserves pétrolières au large du Cap-Vert: «Ce sera une option pour la prochaine génération», a dit le Premier Ministre qui, dans l'immédiat, entend plutôt développer le secteur touristique.

Par ailleurs M. Pereira Neves a expliqué que le Cap-Vert cherchait

à intensifier ses relations avec l'Union européenne. Malgré son appartenance géographique au continent africain, il espérait pouvoir bénéficier d'un «statut spécial» le rapprochant de l'UE grâce au soutien des pays (européens) amis, dont le Luxembourg ferait partie. Dans ce contexte, il a été relevé des deux côtés que

les relations entre le Cap-Vert et le Grand-Duché étaient particulièrement étroites et «au beau fixe», vu - d'une part - la présence d'une grande communauté capverdienne à Luxembourg (entre 2000 et 3000 personnes) et - d'autre part - le partenariat des deux pays dans le contexte de la coopération au développement.

Le Premier Ministre du Cap-Vert a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz. La délégation luxembourgeoise se composait en outre de MM. Nico Loes, Jean-Paul Rippering, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Laurent Mosar et Claude Wiseler.



Visite tchèque au Parlement

«Pas d'accord sans commissaire!»

La future Constitution européenne ne pourra compter sur l'accord de la République tchèque que si le principe «un commissaire par pays» y est explicitement inscrit et garanti au-delà de 2009. C'est ce qu'a affirmé M. Pavel Svoboda, président de la Commission pour l'Inté-

gration européenne du parlement tchèque, au cours d'un entretien à la Chambre des Députés. «Parmi les 4 ou 5 points sur lesquels nous aimerions voir le projet de traité constitutionnel modifié, c'est sans doute celui qui nous tient le plus à cœur», a-t-il dit.

Pour expliquer le poids que la République tchèque accorde à cette revendication, M. Svoboda a fait part de la crainte de ses concitoyens de voir leur pays se perdre au milieu de l'Union élargie «comme un morceau de sucre qui se dilue dans une tasse de thé».

MM. Helming et Fayot, ayant représenté la Chambre des Députés à la Convention sur l'avenir de l'Europe, ont réitéré la position luxembourgeoise d'après laquelle la garantie d'une représentation régulière dans les cercles décisionnels de la Commission est plus importante qu'une présence permanente au sein de l'exécutif européen.

M. Svoboda, qui était accompagné d'une délégation, a été accueilli à la Chambre des Députés par M. Paul Helming, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense. Au cours de l'entretien, il était entouré de MM. Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes et Marcel Sauber.

Entrevue de parlementaires finlandais et luxembourgeois



En date du 5 novembre, une délégation composée de membres de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement finlandais a rencontré la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés. Au cours d'un échange de vues informel il a été question essentiellement de

l'éventuel référendum sur le nouveau Traité constitutionnel européen au Luxembourg. La délégation de la Chambre était présidée par M. Paul-Henri Meyers et se composait par ailleurs de MM. Jean-Paul Rippering, Jean Asselborn, Jacques-Yves Henckes et Marcel Sauber.





Assemblée régionale EUROPE de la francophonie

Sur invitation de la section jurassienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la XVI^e Assemblée régionale EUROPE s'est réunie à Delémont (Jura/Suisse) du 5 au 8 novembre 2003.

Le Luxembourg fut représenté par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés et Président de la délégation luxembourgeoise à l'APF, par M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés ainsi que par Mme Sonja Benassutti, Secrétaire administrative de la section luxembourgeoise.

La réunion fut placée autour des thèmes du tourisme, outil de promotion de la langue française et de la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP.

La coopération entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)

Les parlementaires présents ont retenu que l'accord signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000 entre les 15 pays de l'Union européenne et les 77 pays ACP marque une véritable rupture avec les conventions antérieures dans plusieurs domaines du fait qu'il tente de poursuivre cette coopération unique au monde sur des bases renouvelées.

L'esprit de l'accord fait en effet apparaître plusieurs évolutions qui vont incontestablement dans le bon sens: introduction d'une plus grande souplesse et d'un souci d'efficacité dans la coopération financière, partage équitable des responsabilités dans la prise de décision et la gestion, association de la société civile et du secteur privé dans le partenariat, exigence de bonnes pratiques dans les domaines économique et

politique, mise en place de dynamiques visant à inverser le processus de marginalisation économique des pays les plus pauvres.

L'Assemblée régionale EUROPE de l'APF demande à toutes ses sections, chacune dans son Parlement, d'être vigilantes sur les modalités d'application de l'accord dans leurs orientations politiques, économiques, financières et sociales.

Le tourisme, outil de promotion de la langue française

Les participants ont attesté à la langue française une situation délicate dans le concert des langues

les plus utilisées et la difficulté de trouver un point d'appui à sa promotion dans le tourisme. Concrètement, il serait nécessaire d'obtenir au plus tôt l'utilisation du français dans les milieux concernés par les flux touristiques (sites, aéroports, gares, hôtels, bureaux de voyage) ainsi que l'affichage des indications et informations en français dans ces mêmes lieux, aux côtés des langues nationales et de l'anglais déjà généralisé.

Les délégués se sont prononcés par ailleurs en faveur de l'initiation des produits touristiques fondés sur la culture francophone.



1^{ère} rangée: M. Jean Spautz et M. Claude Frieseisen; 2^e rangée, à droite: Mme Sonja Benassutti

Visite à Riga



Mme Inese Vaidere et M. Paul Helminger

En date des 21 et 22 octobre 2003, M. Paul Helminger, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés, a été en visite auprès du Saeima, le Parlement letton. Dans le cadre de cette visite, le Député luxembourgeois a eu un échange de vues avec le sous-secrétaire d'État du Ministère des Affaires étrangères, M. Andris Pie-

balgs, avec M. Arnolds Laksa, le Président de la Commission de la Défense et des Affaires intérieures du Saeima, et avec Mme Inese Vaidere, la Présidente de la Commission des Affaires étrangères.

La Conférence intergouvernementale, l'élargissement de l'Union européenne et l'OTAN étaient parmi les sujets évoqués dans les différentes entrevues.

Travaux des commissions parlementaires

Commission des Travaux publics: Visite du tunnel de Gosseldange



La stabilité du tunnel de Gosseldange est rétablie. Des travaux supplémentaires devront cependant être entrepris sur une centaine de mètres afin de la garantir à long terme. Ces travaux ne restent pas sans répercussion sur le calendrier des travaux prévu: la mise en service du tronçon de la route dite du Nord entre Mersch et Lorentzweiler sera retardée et ne pourra avoir lieu qu'en 2005.

Voilà - en substance - les renseignements que la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés a pu tirer dans la matinée du 6 novembre d'une visite du chantier du tunnel. La visite faisait suite à une demande du groupe parlementaire du Parti Démocratique. Début octobre, la presse avait fait état de fissures dans la voûte

en béton du tunnel. D'après les responsables du chantier, il ne s'agissait en vérité que de déformations surgies à la fin du mois d'août et dont la cause reste d'ailleurs controversée. À ce sujet un litige opposerait l'État (en tant que maître d'ouvrage) à l'entreprise en charge des travaux. Aussi y aurait-il désaccord entre les deux parties concernant la suite des travaux et la manière dont ils seront effectués. Les membres de la commission ont appris dans ce contexte que les responsables du Ministère venaient de proposer à l'entreprise en question un compromis visant un achèvement des travaux dans les meilleurs délais sans préjuger de la responsabilité des problèmes.

Commission des Pétitions: Besuch des Flugfeldes in Noertringen



Der Petitionsausschuss der Abgeordnetenversammlung hatte sich am 7. November in Noertringen über das Ausmaß angeblicher Belästigungen und Beeinträchtigungen der Anrainer durch das dortige Flugfeld informiert. Im Gespräch mit Kritikern und Anhängern des etwa 700 Meter langen Start- und Landefeldes für Kleinflugzeuge versuchten sich die Ausschussmitglieder vor Ort ein Bild über die tatsächliche Lage zu verschaffen. Grund des Besuchs war eine Petition, die am vergangenen 3. Juli von unzufriedenen Anwohnern im Parlament eingereicht worden war.

Im Anschluss an den Meinungsaustausch mit Vertretern beider Parteien gab sich die Ausschuss-

vorsitzende Lydie Err (LSAP) zuversichtlich, eine für beide Seiten befriedigende Lösung finden zu können. In einer nächsten Sitzung werde der Ausschuss definitive Empfehlungen formulieren, die anschließend an das zuständige Transportministerium weitergeleitet würden. Ziel sei es, den Flugbetrieb aufrechtzuerhalten, ihn in Zukunft aber klarer und unmissverständlicher zu regeln. Auch müssten Sanktionen festgesetzt werden, um eventuelle Verstöße gegen diese Regeln zu ahnden. Der Ausschuss befürwortet die ohnehin existierenden Pläne, das Flugfeld zu umzäunen, sieht aber Schwierigkeiten bei der Forderung nach der permanenten Präsenz einer Aufsichtsperson auf dem Fluggelände.

Chamber TV

weist all
öffentlich Sitzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bärmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermisdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



49^e réunion annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

M. Niki Bettendorf, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, ainsi que M. Claude Wiseler ont représenté la Chambre des Députés du 7 au 11 novembre 2003 lors de la 49^e réunion annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Orlando (Floride).

Les 214 parlementaires des 19 États membres de l'OTAN ainsi que des 20 États associés ont eu l'occasion de préparer leurs travaux au sein de cinq commissions, à savoir la Commission politique, la Commission de la Défense et de la Sécurité, la Commission sur la Dimension civile

de la Sécurité, la Commission de l'Économie et de la Sécurité ainsi que la Commission des Sciences et des Technologies. À noter que M. Niki Bettendorf a été réélu en sa qualité de président de la sous-commission sur la gouvernance démocratique.

Lors de la 49^e réunion annuelle, les parlementaires ont approuvé plusieurs résolutions ayant trait à des sujets variés, à savoir les opérations alliées en Irak, la restauration de la confiance transatlantique après la guerre en Irak, le développement économique et la sécurité, la non-prolifération au XXI^e siècle ainsi que la traite des êtres humains.

La délégation luxembourgeoise était accompagnée par M. Marcel Glesener, membre de la Chambre des Députés, en sa qualité de Président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, qui a mis l'accent dans son allocution sur la politique européenne de sécurité et de défense.

La prochaine réunion se déroulera du 28 mai au 1^{er} juin 2004 à Bratislava (Slovaquie).

(de gauche à droite)
M. Marcel Glesener, M. Niki Bettendorf, M. Claude Wiseler



NOUVELLES LOIS

4861 - Projet de loi

fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à tenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification:

1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs;

3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;

4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;

5. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation;

6. de la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours;

7. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers;

8. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

9. de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

L'objectif du projet de loi sous rubrique est la transposition en droit national de la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs.

Cette nouvelle loi étendra l'instrument de l'action en cessation à tous les textes législatifs portant transposition des directives reprises à l'annexe de la directive. Ce faisant, la protection des consommateurs se voit largement renforcée du fait de la possibilité

pour des personnes, associations ou groupements habilités de faire cesser des pratiques - même transfrontalières - contraires aux intérêts collectifs des consommateurs dans de nouveaux domaines du droit de la consommation. L'action en cessation leur ouvre en particulier un accès facile et rapide à la justice ce qui est de nature à augmenter la confiance des consommateurs dans le marché unique et à favoriser le déploiement du marché intérieur. Ce développement est à saluer alors que le règlement des litiges de consommation tant nationaux que transnationaux nécessite une attention accrue à un moment où le droit de la consommation s'avère suffisamment développé pour offrir un niveau élevé de protection aux consommateurs, mais où ni le respect de ces dispositions protectrices ni le règlement des différends qui s'en suit n'apparaissent suffisamment garantis.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 25.10.2001

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

11.02.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

08.10.2003 Volet économie: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Volet transports: Discussion de l'étude Basler + Partner sur le projet BB de l'ingénieur Georges Schummer

14.10.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.11.2003

5098 - Projet de loi

modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation par le législateur du projet de réalisation d'un raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel. Ces sites seront reliés au réseau ferré existant par une boucle partant, d'une part, à proximité de la gare de Dommeldange sur la ligne de chemin de fer Luxembourg-Gouvy, dite ligne du Nord, et, d'autre part, au lieu-dit «Irrgarten» sur la ligne de chemin de fer Luxembourg-Wasserbillig.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 11.02.2003

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

24.03.2003 Présentation du raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel

17.09.2003 Désignation du rapporteur
Présentation par M. le Ministre des Transports de l'étude Basler concernant le concept de transport BB (Bus-Bunn) de l'ingénieur Georges Schummer

08.10.2003 Discussion de l'étude Basler + Partner sur le projet BB de l'ingénieur Georges Schummer

14.10.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.11.2003

5109 - Projet de loi

ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic

Le présent projet de loi a pour objet la mise en place d'un système de télématique routière sous la dénomination «Centre de Contrôle du Trafic». L'objectif du Centre de Contrôle du Trafic est de sécuriser et de fluidifier la circulation routière par une gestion du trafic efficace. Le projet a été initié suite aux programmes européens qui, depuis le début des années 1990, tâchent de garantir de meilleures conditions de mobilité aux populations notamment par la promotion de services de transport intelligents (ITS: «Intelligent Transportation Services»). Les systèmes de télématique routière font partie de ces services.

En mai 1998, l'article 6 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes a été modifié pour tenir compte de la mise en œuvre de CITA (Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes) en tant qu'équipement du réseau de la grande voirie.

Le Centre de Contrôle du Trafic à Bertrange est opérationnel depuis novembre 2000. Vu que le système, tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle sera complété par l'ajout de nouvelles fonctionnalités et étendu sur les nouvelles autoroutes (Autoroute de la Sarre, Route du Nord) et qu'il va gérer le réseau annexe, le législateur a voulu l'ancrer dans une loi spéciale de financement.

Pour des raisons de transparence, l'ensemble de l'investissement pour la mise en place du système est repris dans le présent projet de loi, y compris l'investissement réalisé dans le cadre de l'amendement de l'article 6 de la loi concernant le Fonds des routes.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 17.03.2003

Rapporteur: M. Nicolas Strotz

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

24.06.2003 Désignation d'un rapporteur

04.11.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.11.2003

5152 - Projet de loi

autorisant l'État à acquérir des immeubles sur le site de Belval-Ouest

Au milieu des années quatre-vingt-dix le Gouvernement eut l'idée de reconverter les terrains des friches industrielles abandonnés par la réorientation du procédé de production des usines de l'ARBED et de mettre ces terrains à profit d'une réorientation profonde de l'utilisation du sol dans le Sud du pays. En mai 2000, le Ministre de l'Aménagement du Territoire présenta un premier rapport à la Chambre; en février 2001, il présenta un second rapport essentiellement consacré au site de Belval-Ouest.

Par la loi du 1^{er} août 2001, le Gouvernement fut autorisé à prendre une participation dans le capital de la société de développement AGORA qui a pour mission de viabiliser et de développer les friches sidérurgiques. Il avait été retenu que l'ARBED ferait progressivement apport à la société AGORA de l'ensemble des terrains considérés dans le cadre du GIE-ERSID, après avoir réalisé au préalable leur assainissement.

Par la loi du 25 juillet 2002 fut créé l'établissement public «Fonds Belval», ayant pour objet la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest. Le «Fonds Belval» est donc chargé de réaliser sur le site Belval-Ouest la Cité des sciences comprenant le département des sciences de l'Université du Luxembourg avec des Centres de recherche, ainsi que des logements pour étudiants, un lycée technique avec des installations sportives, le Centre d'animation et de culture industrielle, le Centre de musique amplifiée («Rockhal»), un Centre de conférences, les Archives de l'État et d'autres administrations à prévoir dans le cadre de la politique de décentralisation du Gouvernement.

Il en résulte pour l'État l'obligation de mettre à la disposition du Fonds les terrains et immeubles nécessaires à la réalisation de sa mission.

« Afin de placer les différents équipements publics envisagés de façon cohérente entre eux et dans le cadre du plan d'aménagement général sur le site », il a paru important au Gouvernement de réserver dès maintenant, avant que les terrains ne soient éparpillés entre différents propriétaires, les surfaces nécessaires à la réalisation de la mission du Fonds.

La friche de Belval-Ouest a une superficie de quelque 112 ha dont 24% sont destinés à des parcs et verdure, 14% à des infrastructures routières et 62% à la vente. Pour répondre aux engagements du Gouvernement dans le cadre du Fonds Belval, l'État aura besoin de 27,34 ha, qui représentent à peu près 40% de la surface constructible du site.

Coût de la transaction

Il importe de rappeler qu'au moment de la constitution d'AGORA, l'apport par l'ARBED du site de Belval a conduit à une libération du capital de la société de 27.818.610 € dont 22.860.740 € représentent le prix du terrain et 4.957.870 € représentent le prix des bâtiments et constructions. L'évaluation des apports avait été réalisée par des réviseurs d'entreprises et estimée à 1.858,82 € l'are (LUF 75.000) pour les terrains et à 15.988.000 € pour les bâtiments et constructions.

En ce qui concerne ces estimations, les réviseurs s'empressent de préciser dans leur rapport: „Die vorstehend ermittelten Restwerte sind notwendigerweise pauschal und tragen den jeweiligen Nutzungswerten eines jeden Gebäudes nur bedingt Rechnung. Dies gilt insbesondere für die „Möblerei“. Immerhin ergeben sie insgesamt betrachtet einen Wert, der mindestens dem von den Gesellschaften festgesetzten Wert der Sacheinlage sämtlicher Gebäude von 4.957.870 € entspricht.“

En ce qui concerne la cession de terrains par AGORA à l'État, il avait été entre autre convenu ce qui suit: «... la société de développement réservera pour l'État 10 ha de terrains sur l'ensemble des 500 ha, pour accueillir des établissements publics et cédera à un prix de 15.000 LUF/are (372 €) ces terrains à l'État, ce prix sera augmenté de la part proportionnelle au terrain cédé des frais de viabilisation exposés par la société de développement; ...».

Les frais de viabilisation et de développement des friches comprennent essentiellement des frais

d'études préalables, de déplacement de lignes de haute tension, de déplacement des lignes ferroviaires desservant le site Profil-ARBED, de construction de routes, de commercialisation du site, d'organisation et de personnel, d'aménagement paysager, et des frais financiers. Ces frais ont été évalués à 270 €/m² sur base des chiffres d'octobre 2002.

Compte tenu de toutes ces considérations, le coût de la transaction prévue par le projet se compose comme suit:

- prix du terrain: 1.000 ares au prix préférentiel de 372 €	= 372.000 €
1.734 ares au prix d'apport de 1.859,2 €	= 3.223.852,8 €
- prix des immeubles: au prix d'apport	4.957.870 €
- frais de développement: au prix de 270 €/m ²	= 73.818.000 €
Total:	82.371.722 €

Il s'agit de noter que, dans cette transaction, la société AGORA subit une perte de 1.487.200 € résultant de la différence entre le prix d'apport et le prix de cession des 10 ha de terrains cédés à l'État destinés à accueillir des établissements publics. Cette transaction permet cependant à la société de se créer des liquidités qui lui faisaient défaut jusqu'à maintenant et qui lui permettent de commencer à valoriser les friches.

Financement de la transaction

Le projet de loi prévoit une enveloppe globale de maximum 85 millions €, légèrement supérieure au prix évalué afin d'anticiper sur une augmentation éventuelle du coût due à une possible différence cadastrale des surfaces achetées. Le projet permet de procéder à des paiements échelonnés à étendre sur les exercices budgétaires 2003 à 2007. Le montant des frais de développement sera adapté à l'évolution de l'indice semestriel des prix à la construction.

Conseil d'État

Le Conseil d'État propose, sous peine de ne pas se voir en mesure d'accorder la dispense du second vote constitutionnel, de joindre le plan de mesurage en annexe du projet et de préciser dans la seconde phrase de l'article 1^{er} que ce plan fera partie intégrante de la loi à voter.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.05.2003	
Rapporteur: M. Norbert Hauptert	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):	
13.10.2003	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.10.2003	Examen et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.11.2003	

5169 - Projet de loi

portant approbation de l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970

Afin d'éviter une double imposition, un premier accord avec la Belgique avait été conclu à travers la Convention du 9 mars 1931 publiée par un arrêté grand-ducal du 31 décembre 1931. La loi du 26 novembre 1927 concernant l'impôt sur le revenu autorisait le Gouvernement de l'époque à conclure, même par dérogation à la législation sur les impôts directs, mais sous condition expresse de réciprocité, des accords avec d'autres pays pour éviter les doubles impositions des personnes et des sociétés. Par la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), de pareilles conventions sont désormais sujettes à l'approbation de la Chambre des Députés.

L'arrangement de 1931 fut abrogé par le nouveau traité avec la Belgique signé le 17 septembre 1970 à Luxembourg et ratifié via la loi du 14 août 1971. Les principes essentiels de la Convention étaient – sauf détails – conformes au Modèle de convention fiscale de l'Organisation de coopération et de dévelop-

pement économique (OCDE) d'alors.

Par le présent projet de loi, le 1^{er} Avenant de la Convention entre le Luxembourg et la Belgique, signé le 11 décembre 2002 à Bruxelles, tendant à éviter les doubles impositions et réglant certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, est soumis au vote législatif. La longévité de la Convention démontre qu'elle a donné satisfaction dans l'usage pratique et qu'elle répond aux exigences des milieux économiques. Ainsi, une révision approfondie n'a pas été jugée utile. Par contre, après trente ans de signature, il a été décidé par le moyen d'un Avenant de modifier quelques stipulations qui concernent principalement les thèmes suivants:

- la suppression de la discrimination des agriculteurs luxembourgeois propriétaires en Belgique,

- l'élimination de la discrimination des frontaliers luxembourgeois en Belgique par rapport aux frontaliers belges au Luxembourg,

- l'attribution du droit d'imposition des chauffeurs d'une entreprise de transports internationaux à l'État de résidence de l'entreprise qui les a engagés et

- l'exonération en Belgique des pensions complémentaires du régime luxembourgeois payées à un résident au Royaume de Belgique.

Dépôt par Mme Lydie Polfer,
Ministre des Affaires
étrangères et du Commerce
extérieur, le 18.06.2003

Rapporteur:
M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission
des Finances et du Budget
(Président: M. Lucien Weiler):

13.10.2003 Désignation
d'un rapporteur
Examen du
projet de loi et
de l'avis du
Conseil d'État

23.10.2003 Examen et
adoption d'un
projet de
rapport

Vote en séance publique:
12.11.2003

5188 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part, ainsi que de l'Acte final y afférent, signés à Luxembourg, le 25 juin 2001

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes respectivement leurs États membres et l'Égypte.

L'Accord s'inscrit dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen dit «processus de Barcelone», qui a pour objectif de refonder les relations entre les quinze États membres de l'Union européenne et douze partenaires méditerranéens. A l'heure actuelle le Luxembourg a approuvé les accords avec Israël, la Tunisie, le Maroc et la Jordanie.

Ce partenariat englobe un partenariat politique et de sécurité, une coopération économique et financière ainsi qu'une coopération dans les domaines social, culturel et humain. Un dialogue politique régulier est prévu pour développer un partenariat durable et pour accroître la compréhension réciproque et la solidarité. Un accent particulier est mis dans le préambule sur le respect des droits de l'Homme, des principes démocratiques et des libertés politiques. Au niveau économique, l'objectif général est l'établissement par étapes d'une zone de libre-échange. La coopération financière est axée notamment sur la facilitation des réformes visant à moderniser l'économie, la mise à niveau des infrastructures économiques ou encore la promotion de l'investissement privé et des activités créatrices d'emplois.

Dépôt par Mme Lydie Polfer,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
le 29.07.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission
des Affaires étrangères et européennes
et de la Défense
(Président:
M. Paul Helminger):

13.10.2003 Désignation
d'un rapporteur
16.10.2003 Présentation et
adoption du
projet de
rapport

Vote en séance publique:
23.10.2003



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

■ Composition
& Organisation

■ Séances publiques
& Commissions

■ Hôtel de la Chambre

■ Portail documentaire

■ Web TV live

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Hommage à la mémoire de M. Maurice Thoss, député honoraire
3. Communications
4. Ordre du jour
5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 346 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du phénomène de l'immigration clandestine, adressée au Ministre de la Justice
- Question N° 347 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux expropriations pour cause d'utilité publique, adressée au Ministre de la Justice
- Question N° 348 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet des discriminations liées au sexe dans l'offre de biens et de services, adressée au Ministre du Trésor et du Budget
- Question N° 349 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député François Bausch au sujet de la nomination du médiateur, adressée au Ministre de la Justice
- Question N° 350 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet du financement communautaire de la recherche sur les embryons humains et les cellules souches embryonnaires humaines, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N° 351 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant l'application de la nouvelle politique agricole au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- Question N° 352 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des modalités du système de subventions pour les installations photovoltaïques, adressée au Ministre de l'Environnement
- Question N° 353 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la taxe d'abonnement sur certains titres de propriété, adressée au Ministre du Trésor et du Budget

6. 5098 - Projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

7. 4861 - Projet de loi fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à tenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification: 1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments; 2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes; 4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques; 5. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation; 6. de la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours; 7. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers; 8. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique; 9. de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; 10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Luc Frieden, Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

1. Dépôt d'un projet de loi

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Jo, Här President. Duerch Arrêté grand-ducal vum 23. Oktober 2003 sinn ech autoriséiert der Chamber de Projet de loi iwwert d'Modifikatioun vun der Gestion de l'infrastructure ferroviaire ze déposieren.

- *Projet de loi 5233 autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Et handelt sech heibäi ëm de Bau vun engem neie Viaduc mat zwee Gleiser an der Sortie vum Nordausgang vum Gare Lëtzebuerg an de Réaménagement vum Nordkapp vum der Gare Lëtzebuerg.

■ M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vun engem Projet de loi duerch den Här Minister Henri Grethen an e gëtt un déi zoustänneg Kommissioun an un de Statsrot weidergeleet.

■ Une voix.- Ee Wuert zum Ordre du jour, wann ech glifft.

■ M. le Président.- Dat kënn herno. Hei geet et der Rei no. Den Ordre du jour, dee kënn.

2. Hommage à la mémoire de M. Maurice Thoss, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen a Kolleegeen, ech hunn déi traureg Flicht lech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Maurice Thoss vun Esch/Uelzecht, matzedeele. Hien ass de leschte Sonnden am Alter vu 64 Joer verstuerwen.

1965 ass en an d'LSAP agetrueden, wou e vun 1966 bis 1974 Parlamentssekretär war. Als Statssekretär fir Aarbecht an Immigratioun vun 1974 bis 1979 huet en ënner anerem d'Tripartitegesetzgebung vun 1976, besser bekannt als de Lëtzebuerger Sozialmodell, ausgeschafft. An deser Eegenschaft huet en awer och d'Ofkommen mat Portugal ausgehandelt, dat d'Zouwanderung vu portugiseschen Aarbechter regele soll.

Hei am Parlament huet e vun 1979 bis 1989 an de Reie vun der LSAP e wesentleche Bäitrag als President vun der Wirtschaftskommissioun an als Vizepräsident vun der Finanzkommissioun gelescht. Hie war och Member an anere parlamentaresche Kommissiounen an huet Lëtzebuerg op dem internationale Plang a verschiddene Gremie vertrueden.

De Maurice Thoss war während der Legislaturperiod 1984-1989 Fraktiounspresident vun der LSAP. 1990 huet en op säi Mandat an der Chamber verzicht, fir bis 1995 Member vun der Cour des Comptes ze ginn. Op kommunalem Niveau war e vun 1982 u Member vum Escher Gemengerot. Schliesslech war en als begeescherte Schachspiller zéng Joer President vun der Schachfédératioun.

De Maurice Thoss war bekannt als iwwerzeegende Riedner a war bei ville wichtege Debatten hei am Haus derbäi. Hien huet ëmmer erëm bewisen, wéi vill een Einzelnen zur Verbesserung vun der Gesellschaft bäidroen kann.

Senger Famill géllt eist oprichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewëssheet, datt mer de Verstuerwene a beschter Erënnerung behale wäerten.

Ech géif lech dofir bieden ee Moment opzestoen an dem léiwe Verstuerwene senger ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen lech merci.

3. Communications

Folgend Kommunikatiounen hunn ech un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 30 octobre 2003, le projet de loi 5227 portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002, et le projet de loi 5228 portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 17 juin 2002.

En date du 31 octobre 2003 Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Économie, a déposé le projet de loi 5229 relative à la concurrence.

En date du 6 novembre 2003 Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé le projet de loi 5230 autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré, d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg.

Le même jour Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, a déposé le projet de loi 5231 portant modification de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies), et le projet de loi 5232 portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs.

3) Sur invitation de la section jurassienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la XVI^e Assemblée régionale Europe s'est réunie à Delémont (Jura/Suisse) du 5 au 8 novembre 2003.

Le Luxembourg fut représenté par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés et Président de la délégation luxembourgeoise à l'APF, par M. Claude Friesen, Secrétaire général de la Chambre des Députés ainsi que par Mme Sonja Benassutti, Secrétaire administrative de la section luxembourgeoise.

La réunion fut placée autour des thèmes du tourisme, outil de promotion de la langue française et de la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP.

La coopération entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)

Les parlementaires présents ont retenu que l'accord signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000 entre les 15 pays de l'Union européenne et les 77 pays ACP marque une véritable rupture avec les conventions antérieures dans plusieurs domaines du fait qu'il tente de poursuivre cette coopération unique au monde sur des bases renouvelées.

L'esprit de l'accord fait en effet apparaître plusieurs évolutions qui vont incontestablement dans le bon sens: introduction d'une plus grande souplesse et d'un souci d'efficacité dans la coopération financière, partage équitable des responsabilités dans la prise de décision et la gestion, association de la société civile et du secteur privé dans le partenariat, exigence de bonnes pratiques dans les domaines économique et politique, mise en place de dynamiques visant à inverser le processus de marginalisation économique des pays les plus pauvres.

L'Assemblée régionale EUROPE de l'APF demande à toutes ses sections, chacune dans son Parlement, d'être vigilantes sur les modalités d'application de l'accord dans leurs orientations politiques, économiques, financières et sociales.

Le tourisme, outil de promotion de la langue française

Les participants ont attesté à la langue française une situation délicate dans le concert des langues les plus utilisées et la difficulté de trouver un point d'appui à sa promotion dans le tourisme. Concrètement, il serait nécessaire d'obtenir au plus tôt l'utilisation du français dans les milieux concernés par les flux touristiques (sites, aéroports, gares, hôtels, bureaux de voyage) ainsi que l'affichage des indications et informations en français dans ces mêmes lieux, aux côtés des langues nationales et de l'anglais déjà généralisé.

Les délégués se sont prononcés par ailleurs en faveur de l'initiation des produits touristiques fondés sur la culture francophone.

4) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu la quatrième partie de sa session ordinaire de 2003 du 25 septembre au 2 octobre 2003. La délégation luxembourgeoise était représentée par MM. Gusty Graas, Président, et Marcel Glesener, Vice-Président, ainsi que par Mme Lydie Err, en tant que représentants et par M. Norbert Haupt et Mme Mady Delvaux-Stehres en tant que suppléants.

Ladite session a été ouverte par une réunion jointe avec le Parlement européen sur le sujet «Construire une Europe», lors de laquelle ont été discutés les thèmes

- l'incidence du futur Traité constitutionnel sur la coopération entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe et le concept d'une grande Europe,

- la liberté de circulation, la migration et le contrôle aux frontières,

- la présentation de la Charte des partis politiques européenne pour une société non raciste

et qui a abouti à une déclaration présidentielle commune.

MM. Luc Van den Brande et Jozef Banás ont été élus Vice-Présidents de l'Assemblée au titre de la Belgique et de la Slovaquie.

En dehors de la communication de M. Nicolae Dudău, Ministre des Affaires étrangères de Moldova et Président en exercice du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté les discours de:

- M. Adrian Nastase, Premier Ministre de Roumanie,

- M. Vladimir Voronin, Président de Moldova et de

- M. Peter Medgyessy, Premier Ministre de Hongrie.

En outre ont figuré à l'ordre du jour un débat d'actualité sur la situation actuelle au Kosovo et un débat d'urgence sur le rôle des Nations Unies en Irak.

Les principaux thèmes débattus à l'Assemblée ont été:

- le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,

- la menace des partis et mouvements extrémistes pour la démocratie en Europe,

- le discours raciste, xénophobe et intolérant en politique,

- les enjeux de l'agriculture méditerranéenne,

- le respect des obligations et engagements de l'Ukraine,

- les droits des minorités nationales,

- relations entre le Conseil de l'Europe et les organisations non gouvernementales,

- incidences de la «politique de Mexico» sur le libre choix d'une contraception en Europe,

- la représentation paritaire au sein de l'Assemblée parlementaire,

- la politique commune en matière de migration et d'asile,

- les politiques d'intégration des immigrés dans les Etats membres du Conseil de l'Europe,

- la réforme des systèmes de santé en Europe: concilier équité, qualité et efficacité,

- abolition de la peine de mort dans les Etats ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe,

- l'OCDE et l'économie mondiale, suivie d'une intervention de M. Donald Johnston, Secrétaire général de l'OCDE, ainsi que

- la recherche sur les cellules souches humaines.

Dans le cadre de cette dernière partie de la session 2003, l'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

5) Par lettre du 23 octobre 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptée par le Parlement européen au cours de sa période de session du 22 au 25 septembre 2004:

- résolution sur la communication de la Commission „Etat d'avancement de la mise en oeuvre des documents d'évaluation conjointe concernant les politiques de l'emploi dans les pays candidats“

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de Maurice concernant la pêche dans les eaux mauriciennes, pour la période allant du 3 décembre 2002 au 2 décembre 2003

- résolution sur le rapport conjoint de la Commission et du Conseil sur les pensions viables et adéquates

- résolution sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe et portant avis du Parlement européen sur la convocation de la Conférence intergouvernementale

- résolution sur la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun

- résolution sur la contribution de l'UE au plan de ma mise en oeuvre du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD)

- résolution sur le rapport annuel 2002 du Médiateur européen

- résolution sur les délibérations de la commission des pétitions au cours de l'année parlementaire 2002-2003

- résolution sur le quatrième rapport annuel du Conseil établi en application du point 8 du dispositif du code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements.

Par lettre du 4 novembre 2003 il lui a encore fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 8 au 9 octobre 2003:

- résolution sur la transmission de données personnelles par les compagnies aériennes dans le cas de vols transatlantiques: état des négociations avec les Etats-Unis

- résolution sur les difficultés rencontrées par l'apiculture européenne.

4. Ordre du jour

Elo komme mer dann zum Ordre du jour vun dëser Woch. Wat deen ubelaangt, huet d'Presidentekommissioun Folgendes proposéiert.

Haut de Mëtten hu mer:

eng Froestonn un d'Regierung;

de Projet de loi 5098 iwwert d'Infrastruktur vun der Eisebunn, nom Modell 2, an

de Projet de loi 4861 iwwert de Konsumenteschutz.

Mar um hallwer dräi hu mer:

de Projet de loi 5152 iwwert de Kaf vun Immobilien op Belval-Ouest, nom Modell 1,

de Projet de loi 5169, en Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Belsch iwwert déi duebel Besteuerung an

de Projet de loi 5109 iwwert den CITA.

Fir d'Sitzung vu mar sief drop higewisen, datt de Rapporteur vum Projet de loi 5109, mam Averstännis vun der Regierung, ugefrot huet fir sai Projet als éischte Punkt op den Ordre du jour vun dësem Dag ze setzen.

Iwwermer stinn op eisem Ordre du jour:

d'Interpellatioun vum Här Lucien Lux iwwert d'Familljepolitik an

d'Interpellatioun vum Här Camille Gira iwwert déi handicapéiert Leit.

An ier mer da froen, ob Der all d'accord sidd, hunn ech gesinn, dass hei d'Wuert gefrot ginn ass zum Ordre du jour. D'Madame Renée Wagener huet d'Wuert zum Ordre du jour.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Effektiv wollt ech d'Wuert froen zum Ordre du jour, well ech wëllt e Projet de loi lech proposéiere vum Ordre du jour erëm erofhuelen ze loosse, an zwar de 5109 par rapport zum CITA.

Dir wësst vläicht, oder zumindest déi Memberen, déi an der Travaux-publics-Kommissioun sinn, wëssen, datt ech drop higewisen hat, datt ech selwer eng Kéier eng Proposition de loi iwwert de Fonds des routes gemaach hunn. Déi ass schonn e bësse méi al, mä et ass eng vun deene Propositione wou net nëmme d'Regierung, mä och de Statsrot drop reagéiert hunn a wou de Statsrot, an dat wëllt ech och zitieren, drop hiweist, dass déi Proposition de loi eppes mam CITA-Projet kéint ze dinn hunn an och vläicht sollt mat deem zesummen diskutéiert ginn.

Zitat: «Le Conseil d'État estime qu'une clarification s'impose effectivement en espèce. Celle-ci pourrait fort bien intervenir dans le cadre des discussions concernant le projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un centre de contrôle du trafic CCT, qui prévoit outre la mise en place de ce centre une modification du deuxième ali-

néa...», an esou virun, «...de la loi ayant pour objet la création d'une grande voirie de communications et d'un fonds des routes.» An da seet e méi spéit: «Aussi le Conseil d'État trouve-t-il utile et opportun de joindre la proposition de loi sous avis au débat relatif au projet de loi précité, qu'elle pourrait servir utilement.»

Här President, ech hunn déi Saach hei och d'lescht Woch an der Kommissiounssitzung virbruecht, wou mer de Rapport vun deem Projet de loi hei virgeluecht kritt hunn a wou en och ofgestëmmt ginn ass. Ech hu mer awer do op där Plaz soe gelooss, oder hu misse soe loosse, dass den Ordre du jour fir dës Woch scho festgeluecht wär, dass et och eng Urgence géif ginn an dass et dofir net méiglech wär fir déi Debatt an déi heiten ze integréieren.

Ech hunn dat ganz staark bedauert an och do schonn ugekënnegt, datt ech géif hei proposéieren nach eng Kéier, mir sollten dee Projet de loi verschieben, d'Diskussioun an de Vote dovun, fir dass mer déi zwou Diskussiounen kéinte gläichzäiteg féieren.

An ech wollt déi Proposition dann haut nach eng Kéier maachen an, wéi gesot, lech proposéieren de Projet de loi vum Ordre du jour erofzuelen, fir datt mer fir d'Proposition de loi kënnen dann och en due forme e Rapport maachen an hei diskutéieren.

Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

(Interruption)

■ M. le Président.- Den Här Greisen huet d'Wuert.

■ M. Fernand Greisen (ADR).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och eppes zum Ordre du jour soen. Ech wollt froen de Projet 5098 iwwert den Eisebunnsuschloss Kierchbierg vun der Dagesuerdnung erofzuelen.

D'Grënn leien op der Hand. Mir hunn all nei Ennerlagen zougeschéckt kritt vum Auteur vum alternative Projet Bus-Bunn. De kontroverséierten a komplett onlogesche Projet Module K ass een op der ganzer Welt eemolege Cocktail aus Tram-Zuch mat Emgehung vun der Stad, mat Endstatione fir klasesch Zich ausserhalb der Stad an esou weider. Mam Enkpass Tram gétt dat ganz Eisebunnsnetz op d'Kopp gestallt. Mat deem System Bus-Bunn awer kënnen mer op den Asaz vun dem technesch nei opwännegen a méi deieren Zuch-Tram-Hybrid verzichten. Domat bléiwen eis fir déi nächst honnert Joer Perturbatiounen vun engem geméschten Eisebunns- an Hybridbetriebssystem erspuert.

Et ass derwäert an et ass keng Zäitverschwendung, wa mer d'Entscheidung fir de Bunnuschloss Kierchbierg zrëckstellen, besonnesch, well mer nach net d'Zäit hatten, déi lescht Ennerlage vum Auteur vum Projet Bus-Bunn ze kucken. Merci.

■ M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert gefrot.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gétt mer zougedroen, dass an der zoustänneger Kommissioun decidéiert ginn ass, à la majorité vun de Leit, déi do present waren, dass mer géingen op dem Regierungsprojekt virufliegen. An dofir kënn et fir eis net a Fro, dass mer déi Demande, déi elo gemaach ginn ass, géingen honoréieren, a mir hätte gären, dass mer bei deem Ordre du jour bliewen, esou wéi e vun der Conférence des Présidents fixéiert ginn ass.

Wat elo d'Demande ubelaangt vun der honorabeler Deputéierte vun de Gréngen, muss ech soen, dass et effektiv eng Proposition de loi ass, déi si de 6. Mee 1998 - also an der vieregter Legislaturperiode - déposéiert huet. Déi Proposition de loi ass folgendermoossen intituléiert: „Tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution“. Dat huet a mengen Aen, also eleng schonn am Intitulé, net schrecklech vill mat dem Fonds des routes ze dinn, wann et och vläicht indirekt domadder ze dinn huet, sou wéi de Conseil d'État dat gesot huet.

Ech muss awer nach an dem Avis vun der Regierung - an ech liesen dat vir - bei der Prise de position vun der Regierung de 6. November 2002 liesen: „...en conséquence, le Gouvernement n'est pas en mesure d'aviser favorablement la proposition de loi N°4434...“ vun der honorabeler Deputéierten. Ofgesinn dovunner, huet si déi Demande eréischt - dat ass mer och zougedroen ginn, well ech net an där Kommissioun do sinn - ganz zum Schluss gemaach. Si hätt se jo kënnen vill éischer maachen, wéi d'Debatten ugefaangen hunn iwwert dee gesamte Projet de loi. Och an der Conférence des Présidents si mer net befaasst gi mat enger Demande fir déi Proposition de loi hei vun deene Gréngen op den Ordre du jour ze setzen. Also ass et fir d'Fraktioun vun der DP ganz kloer, Här President, mir bleiwe bei deem Ordre du jour, sou wéi d'Conférence des Présidents dat fixéiert huet.

Ech weess zwar net, ob Dir dat scho virdu gesot hutt, mä ech mengen et kënn nach eng Modifikatioun zum Ordre du jour, andeems dass mer d'Reglement vun der Chamber änneren, wahrscheinlech muer de Mëtteg oder iwwermuer de Mëtteg, an dass dat dann zousätzlech och nach op den Ordre du jour kënn, insbesondere déi Dispositiounen vun eisem Règlement iwwert d'Designatioun vum Médiateur.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Clement an dann den Här Krecké.

■ M. Lucien Clement (CSV).- Jo, Här President, ech wëll mech prinzipiell de Wieder vum Jean-Paul Rippinger uschleissen.

Eischtens emol eng Kéier - wat d'Kollege vum ADR ubelaangt -, dee Projet hu mer an der Kommissioun en long et en large diskutéiert, och de Projet Schummer hu mer do diskutéiert an ech gesinn net méi d'Utilitéit fir dat elo vum Ordre du jour erofzuelen an erëm eng Kéier unzefänken dat ze diskutéieren.

Mat där Proposition vun der Madame Wagener hunn ech am Prinzip kee Problem, wa si dat nach eng Kéier an där Kommissioun wëllen diskutéieren, mä d'Madame Wagener huet virgelies, wat de Conseil d'État gesot huet, mä de Conseil d'État huet enner anerem awer och gesot: „...aussi le Conseil d'État marque-t-il son désaccord fondamental avec cette proposition.“ Ech mengen dat verhënnert awer net fir an de Kommissioun kënnen driwwer ze diskutéieren, mä et huet net onbedéngt eppes domat ze dinn, fir elo just e Projet vum Ordre du jour erofzuelen. Ech mengen esou wäert d'CSV-Fraktioun géint déi zwou Modifikatiounen stëmmen.

■ M. le Président.- Den Här Jeannot Krecké huet d'Wuert.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech muss soen, ech hunn à l'issue vun der Presidentekonferenz drop higewisen, dass ech mengen et géing eng Proposition de loi vum Här Bausch dozou ginn. Ech hat mech éischtens géiert beim Här Bausch, an zweetens hat ech mech am Li-

bellé géiert, mä vu dass et net eng Proposition de loi vun engem vu menge Leit ass entschëllegt Der dat, mä ech hat drop higewisen, dass et esou eppes géing ginn an ech hat gefrot, dass déi soll gläichzäiteg op den Ordre du jour kommen. Dofir géing ech mengen, éischtens, dass eis Fraktioun...

(Interruption)

Glifft?

■ Une voix.- Et ass gutt, dass Dir fir déi Gréng matschwätzt!

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dir waart d'accord mat deene Gréngen!

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Also, Här President, ech sinn der Meenung, mir sollen net de Projet erofhuelen. Ech mengen et soll een de Projet drop loosse.

Mä zweetens mengen ech, dass een einfach soll decidéieren der Madame Wagener hire Projet offiziell drop ze huelen an doriwwe ze schwätzen. Ob hei d'Regierung dofir oder dogéint war, ob de Conseil d'État dofir oder dogéint ass, dat ass jo net dat Wichtigst, hei muss d'Chamber sech doriwwe expriméieren, an dofir wär ech froen - an dat war och meng Propos deemoos no der Presidentekonferenz -, fir déi Proposition de loi drop ze setzen.

Wat d'Proposition vum Här Schummer ubelaangt - dat heescht déi BB-Diskussioun - do sinn ech der Meenung, do läit keng Proposition de loi vir, et steet jiddferengem zou Alternativen ze diskutéieren, déi et gétt, an ech sinn net der Meenung, dass een et aus deem Grund vum Ordre du jour soll erofhuelen. Ech mengen et steet jiddferengem zou ze soen, dass et aner Alternative ginn. Wann et elo e Projet de loi oder eng Proposition de loi gi wär zu deem doten, dann hätt ech déi och gären drop gesat. Esou stellen ech fest, dass dat net de Fall ass, dofir proposéiert meng Fraktioun der Madame Wagener hir Proposition de loi drop ze setzen, ouni awer deen anere Projet erofzuelen, a se en bonne et due forme ze diskutéieren a sech gegebenfalls och dozou ze expriméieren.

■ M. le Président.- Den Här Clement freet nach eng Kéier d'Wuert. An dann den Här Greisen.

■ M. Lucien Clement (CSV).- Här President, ech ka wierklech net novollzéien, wat den Här Krecké elo seet, well normal ass et usen an der Chamber, dass mer eng Proposition, wa se schonn do ass, an zwee Avisen doran, an der Kommissioun diskutéieren an dat ass, wéi d'Madame Wagener selwer gesot huet, net de Fall gewiescht.

■ M. le Président.- Den Här Greisen huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

■ M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, zum Eisebunnsprojet just eng Richtegstellung. Et ass wouer, dass an der Kommissioun gesot ginn ass, mir géifen nëmme de Projet Module K hei an der Chamber diskutéieren. Déi Décisioun ass awer op Basis vun enger Expertise vum Bureau Baseler geholl ginn, déi, wéi sech nodréiglech erausgestallt huet, falsch an onrichteg ass. Déi Ennerlagen, déi dat bewiesen, sinn eréischt elo viru kuerzem komm an déi huet all Deputéierten hei am Haus kritt. Dofir mengen ech, mir sollten net vu falsche Voraussetzungen usgoen an de Projet zrëcksetzen.

■ M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Wagener.

■ Une voix.- Voilà!

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Jo, Här President, zwou Saachen. Dat éischt ass - do wollt ech dem Här Rippinger awer äntwerten -, dass wann déi Proposition hei eppes mat dem Projet de

loi 5109 ze dinn huet, dass dat da précisément dowéinst ass, well se allen zwee deeselwechten Artikel vum Fonds-des-routes-Gesetz wëllen änneren, just an eng entgéintgesate Richtung. Dofir mécht dat duerchaus Sënn, an ech mengen, de Fong vun der Saach wäerten och déi wéinegst Leit heibanne mer streideg maachen.

Deen zweete Punkt ass dee vun der Form. An do wëll ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, mir haten Enn Juni eng Sitzung, wou mir den CITA-Projet presentéiert kriit hunn. Den 1. Juli - also e puer Deeg duerno - huet de Statsrot eréischt säin Avis ginn, wou en dat och proposéiert huet, dass een déi zwou Saache soll zesammen diskutieren. Duerno hate mir keng Sitzung méi bis d'lescht Woch, wou de Projet de rapport virgeluecht ginn ass. Doropshin hunn ech natierlech an der Sitzung dat gesot, wat mir och wichteg geschéngt huet.

Mä ech wëll lech awer trotzdeem drop hiweisen, dass mir e Reglement hu wou draesteit: „La proposition de loi est renvoyée à une commission qui la discute et en fait rapport à la Chambre“, an da steet nach do: „Le Président décide du renvoi conformément aux dispositions...“ an esou virun. Da stellt sech d'Fro awer fir mech ganz kloer: Huet de President déi Proposition de loi un d'Commission des Travaux publics geschéckt, a wa jo, wisou ass et dann u mir, fir ze instéieren, dass déi diskutéiert gëtt? Firwat kann dann net de President vun där Kommissioun soen, voilà dann huele mer déi haut op den Ordre du jour?

Dat ass nämlech elo net fir d'éischt, et ass och eng Saach vun der Prozedur, wéi mer mat der Proposition de loi émginn, dass et all Kéiers déi Leit sinn, déi d'Proposition de loi gestallt hunn, déi dann och nach selwer mussen insistéieren, fir dass se dann och iergendwann eng Kéier diskutéiert gëtt. Ech mengen do geet et och einfach drëms, wéi mat den Initiativ-rechter vun den Deputéierten, haaptsächlech mat deenen aus der Opposition, verfuert gëtt.

Dat gesot, wëll ech awer trotzdeem dem Här Krecké seng Proposition opgräifen. Wann dat de Kompromëss kéint sinn, dass mer dee Rapport da fale loossen - ech géif dat zwar schued fannen - mä ech wär awer trotzdeem frou, wa mer da muer kéinte wéinstens iwwer meng Proposition de loi ofstëmmen; well dat géif awer relativ vill Sënn maachen. Merci.

M. le Président. - Den Här Strotz freet och nach d'Wuert.

M. Nicolas Strotz (CSV). - Als President vun där Kommissioun fillen ech mech dann e bëssen ugesprach. Ech mengen, ech hunn an der Kommissioun der Madame Wagener gesot, dass mer hir Proposition de loi géifen op en nächsten Ordre du jour setzen, se diskutieren an dann och hei an de Plenum huelen.

Déi Proposition de loi huet nëmme ganz wäitleefeg mat dem Projet CITA ze dinn, well et jo zu engem Émdenke komm ass zu deem wat déi viregt Regierung, respektiv dee viregte Baute-minister gesot hat. Mir hu gesot, mir maachen aus dem CITA e speziell Gesetz: virdu sollt alles sech ganz iwwer de Fonds des routes ofwéckelen. An dann hätt ee sech kënnen d'Fro stellen, ob den Artikel 99 vun der Verfassung respektéiert gewiescht wär oder net.

Esou maache mer e speziell Gesetz doraus an dat hu mer als Kommissioun decidéiert, nodeems dass mer hei deen Audit iwwer den CITA virgestallt kriit hunn. D'Madame Minister huet eis deemools gesot, dass si wëllen hätt e Projet de loi dorauer ze maachen, wou déi Dépense vu virdu, déi scho getätigt wieren, mat dra kéimen a wou déi Neierungen, déi

nach ze maache sinn, an ee Gesamtprojet mat era kéimen. Als Kommissioun hu mir, op Grund vun deem Audit, den Aval gi fir dorauer e Gesamtprojet ze maachen. Dee Projet hu mer elo virleien, deen ass fäerdeg, a mir sollen deen och elo stëmmen. Fir de Rescht maache mir et esou wéi mer et an der Kommissioun gesot hunn. Mir diskutieren der Madame Wagener hire Projet an huelen en dann och eng Kéier hei an de Plenum. En elo hei ze diskutieren géif nëmme zu enger Vermischung vun de Problemer féieren.

M. le Président. - Dir Damen an Dir Hären, d'Chamber ass a Presenz vun engem Ordre du jour, deen ech lech virgedroen hunn, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ginn ass. Elo ass den Antrag gemaach gi vum Här Greisen a vun der Madame Wagener, den Ordre du jour ze änneren an deem Sënn wéi mer elo hei driwwer diskutéiert hunn. Ech mengen, mir missten awer driwwer ofstëmmen, ob d'Chamber derfir ass fir deen Ordre du jour an där Form wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass unzehuelen an domadder automatesch déi aner ofzelehnen.

(Interruptions)

Jo dach, wann déi eng ugeholl sinn, sinn déi aner ofgelehnt.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, mir si konfrontéiert mat zwou total verschiddene Propositionen. Ech fannen, et soll ee fir d'éischt e Vote maachen iwwer dem Här Greisen seng Proposition an dann en iwwer meng, déi d'Madame Wagener ugeholl huet, nämlech hir Proposition de loi drop ze setzen. Dat sinn zwou total verschidde Kaarten.

M. le Président. - Jo, dat stëmmt. Et kënn op d'selwecht eraus, wann ofgestëmmt ass.

(Hilarité)

Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Dir hutt wahrscheinlech Recht, dass et op d'selwecht erauskënn bei der Ofstëmmung mat dem Ennerscheed awer, dat vun der Symbolik hier ech natierlech wëll géint dem Här Greisen seng Proposition stëmmen, dat een dee Projet hei soll ersetzen duerch de Projet BB vun iergendenger Privatpersoun, wou nach ëmmer keen Text virläit. An där Hinsicht sinn ech mam Jeannot Krecké d'accord, dat een awer vläicht sollt separat ofstëmmen.

M. le Président. - Also stëmmen mer elo fir d'éischt iwwer den Antrag vun Här Greisen of, fir de Projet 5098 vum Ordre du jour ofzuehuelen.

Et ass e Vote électronique verlaangt.

Vote

Déi fir d'Proposition vum Här Greisen si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Proposition vum Här Greisen ass ofgelehnt mat 49 Neen-, 7 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Patrick Santer), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Da stëmmen mer of iwwer d'Proposition vun der Madame Renée Wagener.

Vote

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder se enthalte sech.

D'Proposition vun der Madame Wagener ass ofgelehnt mat 32 Neen- a 26 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Patrick Santer), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas) et John Schummer.

An dann ass nach eng drëtt Proposition vum Här Ripinger gemaach ginn, fir den Ordre du jour ze änneren andeems dat mer nach ee Punkt op den Ordre du jour setzen an zwar dee vum Reglement.

Vote

Wien derfir ass fir dat ze maachen, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn d'Chamber ass eestëmmeg d'accord den Ordre du jour, wéi e virgeschloen ginn ass, ze ergänzen duerch dee Punkt iwwer d'Ännerung vum interne Chamberreglement.

Dir Dammen an Dir Hären, dee Punkt wär dann ofgeschloss an da komme mer zur Froestonn un d'Regierung.

Déi éischt Fro kënn vum Här Laurent Mosar. Dat ass d'Fro 346 an déi geet un de Justizminister, iwwer déi illegal Awanderung.

D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 346 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du phénomène de l'immigration clandestine, adressée au Ministre de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, mir hunn an der Press vu gëschter an haut kënnen gewuer ginn, dat gëschter eng Partie bulgaresch Fraen expulséiert gi sinn, déi sech illegal am Land opgehalen hunn. Souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an eisen Nopeschlänner schéngt a leschter Zäit déi illegal Awanderung zouzehuelen. Esou wouss zum Beispill déi franséisch Press driwwer ze rapportéieren, dat déi chinesesch Réseauen, déi Leit illegal a Frankräich bréngen, eng enorm Aktivitéit un den Dag leeën. Och an Osteuropa gëtt, a mengem Gefill, verstärkt iwwer e regelrechte Menschen- a speziell Fraenhandel bericht, dee vu kriminelle Gruppen organiséiert gëtt a besonnesch Bierger aus der fréierer Sowjetunioun an aner Länner an de Weste vun Europa schleist.

Ech wëll dofir vum Justizminister wësse wéi déi rezent Entwécklung vun der illegaler Awanderung, déi konnt opgedeckt ginn, bei eis zu Lëtzebuerg ass. Och wëll ech hei wësse wéi vill Leit, déi illegal op Lëtzebuerg kommen, konnten apprehendéiert ginn a wéi da mat hinnen duerno verfuert gëtt an deemselwechte Kontext. Och wär ech frou, e puer Präzisiounen ze kréien inwiefern datt elo an an Zukunft kënnen Fraen aus Bulgarien erëm zrëck expulséiert ginn a schlussendlech wollt ech dann och nach vum Justizminister wëssen, ob och hei zu Lëtzebuerg Schleiserréseauen operéieren an ob an der illegaler Awanderung an eise Land generell ze erkennen ass, dat och Deeler organiséiert sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Regierung wëllt d'illegal Immigratioun, dat heescht déi net autoriséiert Arees an en Openhalt un Lëtzebuerger Territoire net zouloossen a mat alle Mëttelen, déi am Rechtsstat zur Verfügung stinn, der illegaler Immigratioun entgéintrieden.

Den Här Mosar huet eng ganz Rei vu Froen hei ugeschneiden. Ech géing fir d'éischt wëllen op déi Operatioun zrëckkommen, déi déi bulgaresch Leit betrëfft, déi deser Deeg ausgewise gi sinn. Mir hu viru kuerzem, virun e puer Méint an der Stad ëmmer méi d'Presenz vun enger héchstwahrscheinlech bulgarescher Filière virun allem am Milieu vun der Prostitutioun festgestallt. Leit, déi géint d'Openhaltsgesetz verstouss hunn. Aktiounen waren an deene leschte Méint schwierig, well mer keng Kooperatioun mat Bulgarien haten opgrond vun där mer hätte kënnen déi Leit zrëckféieren.

Opgrond vun enger Visite, déi mer a Bulgarien uganks Oktober gemaach hunn, hu mer déi noutwendeg Prozedur mat de bulgareschen Autoritéiten ofgemaach an et ass dorobberhin, wou de leschten Donneschdeg Owend d'Police op Uerder vun der Regierung intervenéiert ass an eng Rei Arrestatiounen gemaach huet. Déi Arrestatiounen hunn zu néng Ausweisungen e Sonndeg gefouert. Och esou Operatiounen sinn e Freideg an e Samschdeg an der Stad duerchgefouert ginn an d'Operatioun vun en Donneschdeg hat zum Effet, datt e Freideg an e Samschdeg keng Leit méi aus Bulgarien konnt ugetraff ginn.

Mir hu wëllen déi Aktiounen weiderzeféieren, selbstverständlech net nëmme géint déi Leit, déi aus deem dote Land kommen, mä och aus anere Länner, wou mer net autoriséiert Openhalter feststellen. Well hannendrun do steet, an ech mengen, dat ass fir d'Regierung e wichtige Punkt, a ganz ville Fäll Mënschenhandel, e Mënschenhandel, dee ganz oft, a meeschtens esouguer, vläicht ëmmer net vu Lëtzebuerg aus gestéiert gëtt, mä vun den Nopeschlänner, wou déi Leit hierkommen. An dofir läit eis och vill drun, datt am Kader vun deenen Arrestatiounen Enquête gemaach ginn, fir erauszefanne wien hannert deene Leit steet, zesumme selbstverständlech mat auslännesche Polizei- a Justizautoritéiten.

Ech wëll och hei generell soen, opgrond vun deene Froen, déi den Här Mosar stellt, datt mir mat Determinatioun dem Phänomeen vun der illegaler Immigratioun wëllen entgéintrieden. Iwwerall an Europa, och zu Lëtzebuerg, stelle mer en Uwuesse vun der illegaler Immigratioun fest. Mä mir stellen deen net nëmme fest, mir reagéieren drop an et ass dofir wou ech kann der Chamber matdeelen, datt zënter dem Januar vun deem Joer mir 223 Leit festgeholl hunn, déi zu Lëtzebuerg géint d'Awanderungsan d'Openhaltsgesetz vun 1972 verstouss hunn.

Mir situéieren eis hei zum wäit aus gréissten Deel net am Beräich vu Leit, déi eng Asyldeemande gemaach hunn. Ech schwätzen also hei vun deenen, déi zu Lëtzebuerg fontt gi sinn, ouni datt se Pabeieren haten. Mir haten ni an de Jore virdu esou vill Arrestatiounen opgrond vun deenen dote Bestëmmungen a wat och en neie Phänomeen ass, bei deenen 223 Leit, déi mer temporairement virun hirer Ausweisung an deem geschlossenen Zenter zu Schraasge haten, ware Leit aus 50 Nationalitéiten.

D'Regierung wäert domadder weiderfuere, grad esou wéi d'Regierung och dem Parquet an der Police Unuerdnung ginn huet, fir ganz kloer ze kucken an deenen Deeler vun den illegalen Immigranten, déi e Lien hu mat der Kriminalitéit, nottamment am Beräich vun Drogenhandel, staark durchzegräifen.

Dat ass geschitt! Am Drogenhandel sinn an deene leschten zwee Méint 25 Leit festgeholl ginn, déi engersäits illegal Immigrante waren an anersäits als Drogenhändler opgetruede sinn. Ech wëll hei am Numm vun der Regierung soen, dass mir net fir eng Nullimmigratioun sinn, mä mir si fir eng kontrolléiert Immigratioun. Eng kontrolléiert Immigratioun, déi duerch eng Integratiounspolitik begleet gëtt, an dat geet nëmme wann ee ganz determinéiert géint déi illegal Immigratioun kämpft. Mir wäerten déi net zouloossen an ech hunn lech hei Chiffere gi fir lech ze beweisen, dass déi Determinatioun an d'Aktiounen vun der Regierung an deem Domän gross sinn an och wäerte weidergoen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro 347 vum Här Alex Bodry un de Justizminister iwwer d'Enteignung am öffentlechen Interesse. D'Wuert huet den Här Alex Bodry.

- Question N° 347 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux expropriations pour cause d'utilité publique, adressée au Ministre de la Justice

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun eppes méi wéi zéng Méint, de 7. Februar vun deem Joer, huet eis Cour constitutionnelle eng Décisioun geholl, andeems se zwee Artikele vum Gesetz vun 1979 iwwer d'Enteignung am öffentlechen Notzen als net conforme zu eiser Verfassung erkläert huet. Gläich drop hat ech dem Justizminister d'Fro gestallt, wat fir eng

Konklusiounen d'Regierung aus deem Uerteel géif zéien. Ech wëll drun erënneren, dass dat Gesetz vun 1979 net nëmme d'Expropriation regelt wann de Stat se virhëlt, mä och wann d'Gemengen se virhuelen, also den Droit commun eigentlech duerstellt, an Enteenungsprozeduren hei zu Lëtzebuerg e wichtegt Gesetz sinn.

Deemools ass mir geäntwert ginn, vum Justizminister am Numm vun der Regierung, dass d'Regierung emol géif en Aarbechtsgrupp asetzen fir ze kucken, wat fir eng Konklusiounen aus deem Uerteel ze zéien wäeren. Zënterhier hunn ech op der öffentlecher Plaz op jidde Fall näischt méi héieren. Dofir meng Fro elo un d'Regierung, ëmmerhi méi wéi zéng Méint no deem Uerteel, zu wat fir enge Konklusiounen den Aarbechtsgrupp respektiv si selwer komm ass an där doter Fro.

Wat fir eng legislativ Initiativen dass se hëlt an enger Matière wou et - mengen ech - wichteg ass, dass een net mat enger gewëssener Nonchalance drugeet, mä wann ee wëllt an Zukunft eng Rei vun Infrastrukturprojeten hei zu Lëtzebuerg duerchsetzen, da brauch een déi dote gesetzlech Basis fir kënnen virunzekommen. Dofir géif ech gäre wëssen, wat d'Regierung gedenkt an deem doten Dossier ze ënnerhuele fir op e méigleche Blocage a sämtlechen Enteenungsprozeduren ze reagieren.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, d'Regierung huet en Aarbechtsgrupp agesat an deem Aarbechtsgrupp huet seng Aarbecht gemaach. Doriwwer liest een natierlech näischt, Här Bodry, an der Öffentlechkeet, well den Aarbechtsgrupp dee schafft an dee mécht keng Kommunikatioun. An deem Aarbechtsgrupp ware Verrieder vum Justizministère, mä och vum Ministère vun den Travaux publics, vum Innenministère a vum Finanzministère, well et ass eng Matière mat där vill verschidde Ministère ze doen hunn.

Et goufen zwou Optiounen am Fong: Dat eent dat war déi fir d'Verfassung ofzeänneren an engem Sënn, wou déi Problematik, déi vum Verfassungsgericht opgeworf gëtt, geléist géing ginn. Déi aner Méiglechkeet war fir d'Gesetz iwwer d'Expropriatiounen ofzeänneren. Déi éischt Méiglechkeet ass an der Kompetenz vun der Chamber, d'Verfassung ofzeänneren. Et ass net nëmme an der Kompetenz vun der Chamber, mä et ass och zäitlech kuerzfristeg selbstverständlech méi schwierig. Et ass dofir wou den Aarbechtsgrupp op eng Schinn geet fir der Regierung ze proposieren, e System ze fanne fir dass d'Evaluatioun, déi vum Gericht gemaach gëtt am Fall vun enger Zwangsexpropriatioun, kann direkt op Grund vu méi Elementer, déi d'Gericht dann zu senger Verfügung hätt, gemaach ginn, an da kënnen se eng definitiv Indemnisiatioun decidieren.

Deen Aarbechtsgrupp ass amgaangen e Projet de loi auszuschaffen. D'Regierung huet also dofir nach net definitiv doriwwer entscheet, well d'Regierung entscheet bekanntlech eréischt am Regierungsrat wa se de Projet de loi vun deem Groupe de travail virleien huet. Ech hunn lech also elo gesot a wat fir eng Richtung dee Groupe de travail geet, dee Groupe de travail inspiréiert sech dobäi largement an der Gesetzgebung vun der Belsch. A wann d'Regierung dee Projet de loi huet - mir ginn dovun aus, dass dat spëitstens uganks d'nächst Joer ass -, da kënnen mer der Chamber doriwwer méi Informatiounen ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Da kéime mer zur Fro 348 vum Här Gusty Graas un de Budgetminister iwwer

wert d'Gläichberechtigung tëschent Mann a Fra um Gebitt vun der Dénigschleeschtung. D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

- Question N° 348 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet des discriminations liées au sexe dans l'offre de biens et de services, adressée au Ministre du Trésor et du Budget

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 5. November hat d'Europäesch Kommissioun eng Propositioun vun enger Direktiv ugeholl, laut där u sech keng Diskriminatioun méi tëschent de Geschlechter däerf bestoe wat d'Offer vu Wuere an Dénigschleeschungen ubelaangt. D'Europäesch Kommissioun huet och do prezisiéiert, dass de Moment zum Beispill am Pensionsberäich d'Primen, déi d'Frae bezuelen, méi héich si wéi déi, déi d'Männer mussen bezuelen, an och kréien d'Fraen oft manner Schuedensatz erëm wa se d'Assurancé froe wéi dat bei de Männer de Fall ass.

Dës Propositioun brauch zwar nach d'unanime Zoustëmmung vum Ministerrot, an trotzdeem wollt ech awer an deem Kontext schonn zwou Froen un de Minister stellen.

1. Wat fir eng Konsequenzen hätt esou eng Direktiv fir den eenhemmeschen Assurancésektor?

2. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu dëser Propositioun vun der Direktiv?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Budgetminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, déi Propositioun vun der Kommissioun, déi den Här Graas ugeschnidden huet, ass ganz genee dräi Schaffdeeg al. Dofir ass et schwierig wann een hei elo freet, wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu där Proposition de directive. Ech hunn déi Propositioun gelies, déi héichstwahrscheinlech an engem anere Conseil des Ministres zur Diskussioun kënn wéi deem an deem ech sinn. Ech mengen et wär eng, déi éischter am Kontext vun de Sozialministere wäert diskutéiert ginn.

Et gëtt awer hei e Volet, dee selbstverständlech d'Assurancé betrëfft, nämlech d'Fixatioun vun de Primen: Déi kënnen ënnerschiddlech gemaach gi fir Fraen a fir Männer. A priori gëllt de Gläichheitsprinzip nëmme fir Leit, déi objektiv an d'erselwechter Situatioun sinn. Gläichheet heescht net, dass jiddferen muss onbedéngt an all Situatiounen d'selwecht behandelt ginn. De Gläichheitsprinzip muss een also ganz genee an deem Kontext analysieren, ob et objektiv Elementer ginn an der Réglementatioun iwwer d'Assurancé, déi et erlaben, notamment bei de Liensversicherungen oder anere Primen, fir eng ënnerschiddlech Behandlung vun de Fraen a vun de Männer ze maachen.

Ech mengen net, dass déi Direktiv automatesch an där doter Form géng duerchgoen. Dir hutt drop higewisen, dass déi d'Unanimitéit vum europäesche Ministerrot brauch. Et gëtt och eng Konsultatiounsprozedur vum europäesche Parlament. Déi Direktiv gesäit och souguer an hirer jëtzege Versioun vir, dass et fir d'Assurancé géng eng Iwwergangsbestëmmung vu sechs Joer ginn. Dofir mengen ech soll een dat do elo emol ganz am Detail studieren an och mat dem zoustännege Secteur doriwwer diskutieren. Ech gesi keng grouss Perturbatiounen, déi direkt aus där Direktiv ofzeleede wäeren, mä nach eng Kéier: Déi Direktiv ass de 5. November zu Bréssel vun der Kommissioun ugeholl ginn a si geet elo an eng Konsultatiounspro-

zedur, an et ass während där wou mir heiheem, grad esou wéi déi europäesch Institutiounen, Conseil a Parlament, eis dat am Detail musse ukucken.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro 349 vum Här François Bausch un de Justizminister iwwer e Médiateur. D'Wuert huet den Här François Bausch.

- Question N° 349 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député François Bausch au sujet de la nomination du médiateur, adressée au Ministre de la Justice

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëtteg ass eng Ännerung vun eisem Règlement déposéiert gi vun de fënnf Fraktiounspresidenten hei an der Chamber. An där Réglemëntänerung ass eng Prozedur virgesinn, wéi de Médiateur an Zukunft soll nominéiert ginn. Dir wësst jo, dass déi gesetzlech Basis esou ass, dass d'Nominatiounsprozedur vum Médiateur am Parlament läit, an ech muss soen, mir haten de leschten Donneschdeg och eng ganz gutt Sëtzung an der Commission du Règlement wéi mir iwwer déi Prozedur do diskutéiert hunn.

Mä desto méi war ech natierlech iwwerrascht, nodeem ech mir selwer dunn dräi Stonnen ëm d'Ouere geschloen hat an enger Kommissioun hei an der Chamber fir iwwer eng Prozedur ze diskutieren, wéi ech freides owes an der Press hu missen héieren, dass et anscheinend schonn e Kandidat gëtt fir de Poste vum Médiateur. An ech hu mech dunn natierlech gefrot: Majo, wa mer do déi Prozedur eréischt festgeluecht hunn, op wat fir enger Basis huet dee Kandidat sech dann do gemellt? Huet en de Fanger ausgestreckt? Dee ka jo net wëssen, wat d'Parlament wëllt, wéi d'Parlament wëllt nominieren, wéi se wëlle votieren, wat d'Konditiounen vun der Stee sinn, déi d'Parlament herno festleet an esou weider an esou fort. Esou dass ech emol eng éischt Fro muss stellen.

De Premierminister huet op déi Froe vun der Press hi reagiert, wou d'Press gefrot huet, ob den Här Fischbach Kandidat wär fir e Poste fir dee wéi gesot nach keng Plaz ausgeschriwwen ass an et nach keng Prozedur faktesch gëtt, well se gëtt jo eréischt des Woch ofgestëmmt, wéi dat méiglech ass, wou den Här Fischbach sech da gemellt huet, a wéi d'Regierung dat gesäit an deem dote Kontext, ob se net der Meenung ass, dass se besser hätt sech erauszhalen aus Prozeduren, déi d'Regierung jo eigentlech näischt zoustänneg ass, fir d'Nominatioun virzehuelen.

Dat zweet ass eng Fro, déi ech hei opwerfen, ob d'Regierung net esouguer vläicht der Meenung ass, dass et net grad glécklech ass, wa mer versichen d'office bei deem Poste vum Médiateur, dee geschafe ginn ass, wat jo eng gutt Saach ass - an dat Gesetz ass jo hei mat grousser Majoritéit gestëmmt ginn - vu vireran den Androck ginn no baussen, wéi wann dat e politesche Poste géng ginn. Ech wëll drop hiweisen, dass dat eng Persoun ass, déi herno muss schlichten tëschent verschiddene Gruppen an eiser Gesellschaft, dat heescht et ass eng Ulaftell fir allméiglech Doléancen. Mir stellen d'Fro, ob d'Regierung dann net och der Meenung ass, dass dat do net dee glécklechste Wee ass, wéi dat schonn elo leeft, wéi mer déi Persoun do sollen designieren.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, dem Här Bausch seng Fro ass voller Kontradiktiounen, well engersäits seet hien et ass d'Kompetenz vun der Chamber an anerersäits freet hie permanent hei wat d'Meenung vun der Regierung ass.

De Statsminister huet am Numm vun der Regierung e Freiden op sengem Briefing gesot - esou wäit een dat an der Press konnt suivieren -, dass dat hei eng Kompetenz wär vun der Chamber an dass hien duerfir zu deem Thema keng Ausso géng maachen. Dat ass d'Meenung vun der Regierung allgemeng an dofir ass et ganz kloer, dass déi Kandidaturen opgrond vun deem Règlement, wat Dir diskutéiert, an der Chamber muss gemaach ginn an dass d'Chamber do an hirer Souveränitéit decidéiert an dass d'Regierung dozou keng Meenung auszedrücken huet. Et ass Are Pouvoir an Dir decidéiert dat. De Statsminister huet gesot et wär d'Kompetenz vun der Chamber an dobäi bleift et.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro 350 vum Här Patrick Santer un d'Ministesch vun der Wëssenschaft iwwer d'Zellkulturen. D'Wuert huet den Här Patrick Santer.

- Question N° 350 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet du financement communautaire de la recherche sur les embryons humains et les cellules souches embryonnaires humaines, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Patrick Santer (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fuerschung op embryonale Stammzellen ass eng hautdesdags hefteg diskutéiert Fro. D'Géigner vun esou enger Fuerschung gesinn doranner en Agréff an dat mënschlecht Liewen, well esou Embryoen, déi am Verlaf vun enger kënschtlecher Befruchtung hiargestallt goufen, ëmkommen. Dobäi kënn fir si, dass nëmme d'Fuerschung op adulte Stammzellen, wou also kee Embryo a Fro kënn, etesch vertriebar wär. Och wann d'Fuerschung op adulte Stammzellen net oder besser gesot nach net datselwecht Potenzial opweist, wéi d'Fuerschung op embryonale Stammzellen.

De 27. November 2003 kënn de Conseil vun der Europäescher Unioun zesumme fir ënnert anerem iwwer d'Subventioun vun der Fuerschung op embryonale Stammzellen ze diskutieren. Am Europaparlament, wou diesbezüglich en Avis consultatif ausgeschafft gëtt, ginn d'Meenungen, wat des Fro ugeet, wäit auserneen. Déi eng wëllen d'Fuerschung un embryonale Stammzellen iwwerhaapt net duerch EU-Gelder ënnerstëtzt gesinn, anerer schwätzen sech fir eng EU-Subventionierung aus, nach anerer verrieden d'Meenung, dass nëmme d'Fuerschung op Existenzstammzellen, déi virun engem bestëmmte Stéckdag hiargestallt goufen, iwwer den EU-Budget sollen ënnerstëtzt ginn. Och um Niveau vum Conseil gëtt et keng eenheetlech Meenung zu dëser Fro.

Dofir meng Fro un d'Madame Fuerschungsminister, wat fir eng Positioun Lëtzebuerg wäert de 27. November am Conseil verrieden an dëser etesch brisanter Problematik. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Madame Wëssenschaftsminister Erna Hennicot-Schoepges huet d'Wuert.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. - Här President, an enger informeller Sitzung vum 22. September dëst Joer huet d'Lëtzebuurger Regierung hir Onzefriddenheet matgedeelt iwwer d'Propositioun vun der Kommis-

sioun, déi hirer Meenung no ongenügend Rechnung dem Potenzial op der Fuerschung op adulte Stammzellen Rechnung dréit.

Nodeem de Conseil de l'Europe an enger Resolutioun 1352, den 2. Oktober 2003, eng ähnlech Positioun ergraff huet, wäert d'Lëtzebuurger Regierung den Avis vum Europaparlament ofwaarden, fir hir definitiv Positioun fir de Conseil vum 27. November ze arrétéieren.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 351. Déi kënn vum Här Robert Mehlen un den Här Ackerbauminister iwwer déi nei Agrarpolitik. D'Wuert huet den Här Robert Mehlen.

- Question N° 351 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant l'application de la nouvelle politique agricole au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 26. Juni vun dësem Joer huet den europäesche Ministerrot eng grondleeënd Reform vun der europäescher Agrarpolitik decidéiert.

Et ass dofir eng grondleeënd Reform, well als Kärpunkt de sou genannten Découplage vun de Primen decidéiert ginn ass. Dat ass en Deel vun den Décisiounen, fir d'Landwirtschaft awer e ganz wichtege Deel. Am Klortext, et geet ëm d'Lasskoppelung vun de Primen, déi bis elo produktionsbezu waren, déi sech direkt op eng bestëmmte Produktioun bezunn hunn an domadder och derzou gefouert hunn, dass verschidde Produktiounen an der Europäescher Unioun excédentaire sinn.

Et ass dat en zimlech komplizéierten Akt, deen do vollzu gëtt. An der Theorie ass dat schéin, mä an der Praxis ass et komplizéiert, well mer an der Agriculture eng Hällewull vun esou Primen hunn. Et soll och an Zukunft nach eng zousätzlech Prime derbäikommen als Ausgleich fir d'Ofsenkung vum Mëllechpräis. Déi soll och erfolgen op Basis vun deeneselwechten Décisiounen. Als Avantage soll och derbäi erauskommen, dass de System soll méi einfach ginn, mä et stellen sech awer eng ganz Partie Problemer an deem Zesummenhang.

Ee vun den Hauptproblemer ass deen, dass eng Emverdeelung vun de Primé wäert stattfannen tëschent de Betriber. Et gëtt Betriber, déi gewannen, et gëtt Betriber, déi verléieren. Et ass d'Suerg bei de Mëllechbetriber, dass déi Mëllechprime, déi komme soll, eventuell anere Betriber deelweis soll zegutt kommen.

Dofir wollt ech den Här Landwirtschaftsminister froen:

1. Wéi wäit ass d'Regierung mat der Emsetzung vun där Reform?

2. Wat fir eng Solutioun huet se wëlles ze favorisieren?

3. Ass d'Regierung bereet d'Parlament bei dëser wichtege Reform ze consultéieren, ier se eng Décisioun hëlt?

4. Fir wéini ass eventuell mat der definitiver Décisioun ze rechnen?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen huet op d'Reform vun der Agrarpolitik higewisen, wou de 26. Juni de politeschen Accord am Agrarministerrot fonnt ginn ass a wou den 29. September déi juristesche Texter an Agrarconseil ugeholl gi sinn. Den Här Mehlen huet drop higewisen, dass de

Kärpunkt oder ee vun de Kärpunkte vun deser Reform d'Entkopplung vun de Primé vun der Produktioun ass an datt d'Länner dofir eng Rei vun Optionsméiglechkeeten hunn, déi kënnen e staarken Afloss op d'zukünftig Gestaltung vun der Landwirtschaft an den eenzelne Länner hunn.

Mir wëssen also, datt d'Émsetzung vun deser Agrarreform ganz schwierig ass, awer datt se wesentlech ass fir d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Landwirtschaft, well déi Optionen, déi elo geholl ginn, beaflossen ouni Zweifel déi zukünftig Entwécklung vun de Betriber, souguer vu ganze Produktionssecteuren. Et geet elo drëm déi richteg Akzente ze setze fir eng mittel- a laangfristeg Orientéierung vun eiser gesamter Landwirtschaft, besonnesch wat de Fleischsector an de Mëlchsector ubelaangen.

Dat verlaangt also eng seriö Diskussioun. Eng Diskussioun, wou jidderee mat agebonnen ass, och d'Chamber. A wann d'Chamberkommissioun gäre mat mir doriwwer diskutéiert, mer Virschléi ze maachen huet oder gären héiert wat fir eng Avantagen an Désavantagen déi eenzel Optionsméiglechkeeten hunn, sinn ech gäre bereet dat mat hinnen duerchzediskutéieren.

Mä ech mengen den Hauptinterlocuteur ass de Beruff selwer, dee jo direkt mat där Problematik konfrontéiert ass an dofir hunn ech, soubal wéi de politeschen Accord fonnt ginn ass de 26. Juni, dem Direkter vum SER den Optrag gi fir Kontakt ze huelle mat den eenzelne Beruffsgruppen. Hien huet dat och gemaach Et si Berechnung gemaach ginn iwwer Verschiebungen tëschent Secteuren, tëschent Betriber eventuell, fir datt déi Diskussioun kënnen op bessere Grondlage stattfannen.

Ech hat selwer de 25. September eng Réunioun am Ministère mat alle Beruffsvertreeder, wou e breede Meinungsustausch stattfonnt huet. Et ass festgehale gi fir e Groupe de travail ze maachen, well och aner Leit Berechnung gemaach hunn, fir déi eenzel Berechnungen ze konfrontéieren, ze verfeinieren an och eng gewëssen Analys dovun ze maachen. Des Weideren ass elo virgesinn, datt wahrscheinlech den 2. Dezember den SER an d'Chambre d'Agriculture e Séminaire organiséiere vun engem ganzen Dag, am Fong esou eng Aart Denkfabrik, wou ebe sollen déi grundleend Froen an Optionsméiglechkeeten duerchdiskutéiert ginn, wou nach eng Kéier sollen d'Avantagen an d'Désavantagen vun den eenzelnen Optionsméiglechkeeten op den Dësch geluecht ginn, wou och e Meinungsustausch soll sinn, fir datt déi néideg Décisiounen kënnen en connaissance de cause geholl ginn. Dat am Intérêt vun der Lëtzebuurger Landwirtschaft.

Ech wëll och soen, datt d'Reform applicabel ass am Prinzip vum 1. Januar 2005 un. Et ass also net esou, datt mer mar scho missten Décisiounen huelen. Ech wëll dat en connaissance de cause maachen. Nodeem mer all Avantagen, all Désavantagen duerchdiskutéiert hunn, kucke mer wat fir Implikatiounen déi Optionen op d'Zukunftsgestaltung vun den eenzelne Secteuren kënnen hunn. Et muss een och kucken, wat an den Nopeschlänner amgaangen ass geplangt ze ginn - och do diskutéieren se déi eenzel Modeller duerch -, well dat jo kann en direkten Impakt op d'Lëtzebuurger Landwirtschaft hunn. Et muss een also och novollzéien, wat an eisen Nopeschlänner gemaach gëtt.

Mir wëllen nëischt iwwerstieren a verschie fir, géif ech soen, am Ufank vun 2004 déi néideg Décisiounen ze huelen, well ech mengen, et misst een awer eng gewëssen Zäit virdrun déi Décisiounen geholl hunn, fir kënnen am Laf vun 2004 alles an d'Weeër ze leeden,

fir 2005 mat där Reform kënnen unzefänken. Et ass am Prinzip méiglech, datt déi Reform ertsicht géif 2007 ugefaange ginn, mä et huet een d'Impressioun, datt déi meeschste Länner dermat scho wëlen 2005 ufänken. Ech mengen, et wär och net gutt esou eng grundleend Reform ëmmer nees erauszeschieben. Dat bréngt Onrou an dee ganze Secteur. Dofir sinn ech der Meinung, datt een am Ufank vun nächste Joer misst definitiv Décisiounen huelen.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 352 vum Här Marco Schank un den Här Émweltminister iwwert d'Subside fir Solaranlagen. D'Wuert huet den Här Marco Schank.

- Question N° 352 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des modalités du système de subventions pour les installations photovoltaïques, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Émweltminister huet a senger Ried bei der Ouverture vun der Öko-Foire gesot, datt, a wéi enger Form och ëmmer, d'Subventionne fir d'Solaranlagen, gemeinschaftlecher a privater Natur, géife viruoen an och eng Partie Ännerunge komme géifen. Ech hunn an deem Kontext zwou Froen:

- Wéi eng Ännerunge sinn an Zukunft virgesinn fir de System vun de Subventionne vu Photovoltaikanlagen an thermeschen Anlagen, souwuel beim Investissement wéi och beim Subventionnement vun der produziéierter Energie?

- Vu wéi engem Datum u sollen d'Ännerungen, déi virgesi sinn, a Kraaft trieden?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Émweltminister Charles Goerens.

M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement. - Här President, mir hunn zwee separat Reglementer, déi an deem Fall applicabel sinn: Dat eent iwwert d'Förderung vun den alternativen Energien, wou d'Photovoltaik dran ass, an dat anert leet den Tarif fest vun der Einspeisung.

De Regime, deen en vigueur ass, leeft den 31. Dezember 2004 aus. Do gëtt nëischt geännert. Dat hunn ech och op der Öko-Foire gesot, mat enger Restriktioun allerdéngs fir Installatiounen, déi méi grouss gi wéi 50 Kilowatt. Do wëlle mer de Régime d'aides prezisieren. Dat gëtt deemnächst dem Regierungsrat ënnerbreet a Form vun engem Avant-projet de règlement grand-ducal. Soubal wéi mer dee Regime prezisiiert hunn, wäerte mer nom A-Kraaft-Trieden kënnen der Chamber Informatiounen doriwwer ginn.

Merci.

M. le Président. - Mir kommen zur leschter Fro, der Fro 353 vum Här Serge Urbany, déi un de Budgetsminister gerichtet ass an iwwert d'Abonnementstax bei verschidden Titres de propriété geet. D'Wuert huet den Här Serge Urbany.

- Question N° 353 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la taxe d'abonnement sur certains titres de propriété, adressée au Ministre du Trésor et du Budget

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. An enger Zäit vu Réckgang vun de Betriebssteieren am Allgemengen a vun der Taxe d'abonnement op den Investitiounsfongen am Besonnesche mécht natierlech d'Annonce vun der méiglecher Erofsetzung vun deser Taxe op de sou genannten institutionelle Fongen ee fir d'éischt emol stutzege.

Et handelt sech jo hei ëm eng Forderung vun der LSAP, där d'Regierung awer anscheinend nokomm ass an déi och schonn ugekënnegt huet en Amendement am Budget an déi Richtung ze déposieren. Et ass schwéier nozevollzéien, wat den Impakt vun esou enger Moosnam ass, an dofir haut de Mëtteg folgend Froen un d'Regierung:

Der offizieller Statistik no gëtt et 138 sou genannt institutionell Fongen, dat heescht Fongen, déi net dem Public zougänglech sinn, an nëmme mat 0,01% op den Nettoeinlage besteiert ginn am Géigesaz zu deenen anere Fongen, déi mat 0,05% besteiert ginn. Énnert den institutionelle Fonge gëtt et 83 Fonds de placements collectifs, 53 Sicaven an zwee, déi als „autres“ bezechent ginn.

Handelt et sech bei där geplangter Moosnam ëm déi lescht Kategorie vu Fongen, wann ech verschidden Aussoe richteg interpretéieren?

Wat zeechent déi Fonge par rapport zu aneren aus?

Wat mécht hiren Actif aus?

Wéi héich ass d'reell Steiereinnahm op deene Fongen, wann ee weess, dass d'Taxe d'abonnement am Ganze 455 Milliounen Euro abréngt, dat heescht 18,3 Milliarden aler Frangen?

Wat mécht den Déchet fiscal aus, wann ee géif den Taux vun der Besteuerung op deene Fonge vun 0,01% op 0,0% erfsetzen, wéi et jo anscheinend beabsichtigt ass?

Wat ass den ekonomeschen Impakt, deen d'Regierung sech vun esou enger eventueller Moosnam erhofft am Standuertkrich mat anere Länner? Irland ass genannt ginn. Wéi ass d'Situatioun vun de Fongen an deem Land?

Méi allgemeng, ka Lëtzebuerg net an d'Situatioun gesat gi permanent seng Steliere mussen op de Betriber erfsetzen an engem regelrechten Dumping social, deen am Endeffekt d'Steiereinnahme vum Stat kontinuierlech erfsetze géif?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet iwwert déi do Fro nach keng Décisioun geholl, mä richteg ass, an dat hunn de Finanzminister an ech selwer an der Finanzkommissioun gesot, datt mer studéieren inwiefern ee kënnt am Kontext vun der Consolidatioun an der Diversificatioun vun der Finanzplaz fir ee ganz spezifesch Typ vun Investmentfongen, nämlech déi sou genannten „institutional money market funds“, eng Diminutioun vun der Taxe d'abonnement envisagéieren.

Dat schéngt eis eventuell ee Wee ze sinn op deen ee kënnt goen, well fir de Moment hu mir zu Lëtzebuerg nëmmen een eenzege esou e Fong, an all déi aner Fongen an deem dote Marché, déi ginn op Dublin. Dofir hunn ech gesot, wa mer déi Reflexioun féieren ass d'Fro net wéi vill Steiere mer verléieren, well haut hiewe mer do quasi keng Steieren op, well mer nëmmen een esou e Fong hunn, mä d'Fro ass, ob mer dat ganz Geschäft sollen op Dublin goe loossen oder ob mer am Sënn vun enger neier Diversificatioun vun der Finanzplaz a vun neien Aarbechtsplazen net sollen op esou e Wee goen.

Dat ass déi Reflexioun, déi de Moment am Finanzministère gemaach gëtt, fir ze kucken, wéi ee kënnt esou eppes gestalten fir d'Attraktivitéit vis-à-vis vun anere Finanzzentren - an et gëtt wéi gesot nëmmen

een anere fir de Moment, an dat ass Dublin - besser ze positionéieren. Wa mer dat maachen, verléiere mer keng Suen, mä mir gewannen neier duerch aner Steieren, déi mer indirekt doriwwer erakriegen.

Opgrond vun deene Konklusiounen, déi de Finanzministère an déi zwee Ministeren nach mussen zéien, wäert d'Regierung an deenen nächste Wochen délibérieren, an da kënnen mer der Chamber soen, ob mer op dee Wee ginn oder net.

Et ass eng komplex technesch Diskussioun, mä d'Richtung ass déi: Mir maachen alles an deem dote Bereich bei de Steiere wéi an der Gesetzgebung iwwert d'Finanzplaz, esou datt déi Finanzplaz sech weider kann ausbauen a konkurrenzfähig bleift vis-à-vis vun anere Finanzzentren an Europa. Domadder mengen ech, maache mer och eppes fir d'Aarbechtsplazen hei am Land.

M. le Président. - D'Froestonn un d'Regierung ass ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt.

(Interruption)

Mir sinn am Bereich vun deenen einfache Questionen, an do ass dat net virgesinn. Et ass keen Débat, et ass eng Question. Den Här Minister huet lech geäntwert. Et deet mer Leed.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - D'Fro sinn net alleguerte beäwert ginn.

M. le Président. - Esou steet et awer am Reglement, wat mer eis selwer ginn hunn a wat mer respektéiere mussen.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5098 iwwert d'Infrastruktur vun der Eisenbahn. Et si schonn ageschriwwen: déi Hären Hauptert, Zanussi, Graas, Greisen, Bausch, Helminger a Mehlen. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Schummer.

6. 5098 - Projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Projet de loi geet et ëm d'Urbanung vum Kierchbiereg an dem Findel un dat bestehend Schinnenetz.

Dëse Projet de loi ass den 11. Februar 2003 an der Chamber déposiert ginn. Den 20. Januar 2003 ass de Conseil d'État saisiiert ginn an huet säin Avis den 10. Juli 2003 ofginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 17. März 2003 festgehalten.

Um Niveau vun der Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports hu mer deemem Projet de loi insgesamt fënnf Réuniounen consacré. An der Sitzung vum 24. März 2003 huet den Transportminister a seng Mataarbechter de Projet de loi der Kommissioun virgestallt. De 17. September ass hire President, also ech selwer, Rapporteur vun deemem Projet de loi genannt ginn.

An där Réunioun esou wéi an där vum 8. Oktober ass och d'Proposition BB vun der Kommissioun analysiiert ginn. Bei där Geleeenheet ass och déi entsprechend Etüd zu der Proposition BB vun Ernst Basler und Partner virgestallt an diskutéiert ginn. An hirer Sitzung vum 14. Oktober 2003 huet d'Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de Rapport vun deemem Projet uegeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Chamber haut mat deemem Projet de loi énnert där Form, wéi en eis elo virläit, befaasst ass, dann ass dat well e sech op déi Donnéeën iwwert d'Evolution vum Trafic, déi mir haut kennen an déi mir eis muer erwaarden, stäipt. D'Auteurs vum Projet de loi, déi sech op demographesch Projektiounen basieren, erwaarden trotz dem wirtschaftleche Ralentissement, dass eis Bevölkerung bis an d'Joer 2020 op 511.000 Awunner klëmmt, woubäi mer dann 170.000 Transfrontalieren hunn, dat heescht Leit, déi all Dag iwwert d'Grenz an eist Land schaffe kommen, par rapport zu deenen 105.000, déi mir haut hunn.

Dës Evaluatioun, déi vun der Cellule Modèle de Trafic gemaach ginn ass, gëtt och vun den Donnéeën, déi eis momentan am Kader vun den Aarbechte vum IVL, Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept, zur Verfügung stinn, ënnerstëtzt a bestätegt. Et schéngt also kloer, dass mer ënnerstëtzt deene Prämissen déi néideg Dispositiounen treffe mussen, fir desen Trafic och an Zukunft Meeschter kënnen ze ginn. D'Méiglechkeeten, déi mir um Niveau vun eise Stroossen an eise Autobunnsréseau hunn, si soi-disant ausgereizt.

D'Léisung kann also nëmmen doranner bestoen, dass den „modal split“ tëschent dem individuelle Verkéier an dem öffentliche Transport zugonschte vum öffentlichen Transport muss verbessert ginn. Fir dat ze realiséieren mussen déi néideg Infrastrukturaarbechten a Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, an dat och op deene Plazen, wou dat am meeschten noutwendig ass, an datt ass ouni Zweifel um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, an hirer Peripherie, wou ëmmer méi Leit hi wunne kommen.

Fir also dat Zil vun engem „modal split“ vu 25% fir den öffentlichen Transport a 75% fir den Individualverkéier kënnen ze errechen, geet fir déi Transportcapacitäten, déi gefrot sinn, den Autobus eleng net méi duer. Aus deem Grond huet den Transportminister jo och op d'Strategie „mobilitéit.lu“ gesot. Do wou d'Schinnenetz present ass, an do, wou d'Demande um Niveau vum öffentlichen Transport et verlaangt, gëtt ganz kloer op d'Schinn gesat. Autobusse gi weider do agesat, wou de potenziellen Trafic net esou grouss ass, a gläichzäiteg wäerten se och d'Bindeglied zu den Hauptachsen vum Schinnenetz duerstellen.

Duerch d'Gesetzer vum 24. Juli 2000 a vum 3. Juni 2003 sinn déi éischt Weiche fir d'Realisatioun vun deser Strategie scho gestallt ginn, wouvunner de Projet, dee mir haut an hei diskutéieren, och Partie intégrant ass. Dozou kommen och nach den neie P&R zu Stengefort, d'Vergrësserung vun enger ganzer anerer Rei P&R-Parking an d'Verlängerung vun der Eisenbunnslinn Beetebuerg-Diddeleng bis a Frankräich op Volmerange-les-Mines, wou och en Opfangparking gebaut gëtt.

D'Etüde weisen, dass déi meesch Leit aus dem Süde vum Land an d'Stad schaffe kommen. Aus deem Grond gëtt eng direkt Eisenbunnslinn tëschent der Stad an Esch realisiiert an d'Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg gëtt verduebelt. Dës Mesurë sinn och an de Kontext vun den Industriebroochen op Esch-Belval ze setzen. Dozou gesäit d'Strategie „mobilitéit.lu“ dann nach vir, dass d'Gären an der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg installéiert ginn, an zwar zu Zéisseng, um Houwald, zu Dummeldeng, an um Kierchbiereg bei de Foireshalen.

All déi Mesurë sinn natierlech och am Kontext vum Projet de loi portant organisation des transports publics ze gesinn, deen a sech d'Reorganisatioun vun eise öffentlichen Transport virgesäit an deen och scho vum Transportminister déposiert ginn ass.

De Projet de loi, deen eis haut virläit, an deen d'Ubannung vum Kierchbiereg a Findel un dat bes-toend Schinnennetz virgesäit, ass also d'Konsequenz vun deem, wat ech elo just exposéiert hunn. A wa mer d'Donnéeë kucken, déi eis iw-wert d'Entwécklung vum Kierchbiereg zur Verfügung stinn, wou op eng Zounam vun de Besoinen a punkto Mobilitéit - also Individual-transport an öffentlechen Transport - vu 40% tëschent 1997 an 2006 a vun 140% tëschent 1997 an 2020 tabléiert gëtt, kann een déi Léi-sung, déi hei virläit - géif ech mengen - nëmmen novollzéien.

Bei dem Choix fir de Findel unzeban-nen ass et genau dat selwecht. Am Joer 2000 sinn 1,7 Milliounen Passagéier, déi um Findel hiren Départ oder hir Arrivée hatten, gezielte ginn. Dat si während der Woch a pro Dag 4.500 Passagéier. Dobäi kommen eng 1.400 Leit pro Woch, déi entweder Passagéier siche kommen oder se och op de Flughafeféieren. Et gëtt domadder gerechnet, dass een am Joer 2020 op 3,1 Milliounen Passagéier kënn, dat heescht also an anere Wierder op 9.000 Passagéier, déi op den Aéroport gi pro Dag. Zu deem Moment géifen dann och eng 2.800 Persou-ne pro Woch op de Findel Leit féieren oder Leit siche kommen. Op Basis vun den Donnéeën vum Mo-dell CMT - Cellule de Modèle de Transport, - kann een dovun ausgoen, dass de Flughafen en Trafic vun 1.800 Passagéier pro Dag a Richtung Gare mat sech brénge wäert; 600 Passagéier ginn a Rich-tung Kierchbiereg erwaart.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi ech et scho vir-drun ugeschnidden hunn, huet d'Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Trans-ports an hire Sitzung vum 17. September 2003 a vum 8. Oktober 2003 ganz genau d'Proposition BB analyséiert an och driwwer dis-kutéiert. De 17. September huet den Transportminister mat senger Mataarbechter der Kommission d'Etude comparative tëschent dem Module K vum der Strategie „mobi-litéit.lu“ an der Proposition BB vir-gestellt.

D'Proposition BB gesäit jo vir, dass eng ënnerdesch Eisen-bunnsstreck fir de classeschen Zuchverkéier ënnert der Stad ge-baut gëtt, déi bis zu 70 Meter ënn-ert dem Buedem ass. Déi Etüd, déi vum Transportministère an Op-trag gi war, ass vum Bureau Ernst Basler und Partner duerchgefouert ginn. Fir d'Éischt ass d'Proposi-tion BB um Niveau vun hirer tech-nescher a finanzieller Faisabilitéit gepréift ginn, ouni awer d'Konse-quences, déi dat op den Trafic an op d'Akzeptanz vum Public huet, ausser Uecht ze loossen. Da sinn de Projet vun der Regierung an d'Proposition BB matenauer ver-glach ginn, andeem een awer déi sozioekonomesch Facteuren, déi hei zu Lëtzebuerg spillen, och be-truecht huet.

D'Proposition BB gesäit am Géi-gesaz zum Projet de loi, dee mir hei virleien hunn, vir, d'Uewerstad direkt un d'Schinnennetz unzaban-nen. De Bureau d'études huet haaptsächlich dräi Schwaach-punkten uitgemaach: D'Quaien, déi an der Proposition BB virgesi sinn, sinn net laang genuch fir déi classesch Zich. Dobäi kënn, dass d'Steigungen, déi een op där pre-konisiierter Streck virfennt, ze staark sinn an domadder net fir déi normal Zich ze bewältege sinn. Den Tracé misst also anescht ver-lafen, wat awer mat grousser Käschte verbonne wär. Och eng Verlängerung vun de Quaien op déi néideg Längt wär käschtenin-tensiv. Ausserdem missten d'Zich technesch nei équipéert ginn, an dat haaptsächlich um Niveau vun der Accélération an och vum Bremsen. D'Faisabilitéit vu ver-schiddene Brécke misst ebenfalls iwwerpräift ginn.

Wat d'Donnéeën um Niveau vun der Zäit ubelaangt, déi ee brauch fir vun engem Punkt op deen anere

kënnen ze kommen, sou muss een déi Donnéeën no uewe revidéieren, well d'Passagéier jo op dee Lift waarde müssen, dee se aus 70 Meter Déift eropféiere soll. Dee Problem verschäerft sech natier-lech selbstverständlech zu Spët-zenzäiten, wou de „Rush“ vill méi grouss ass wéi zu normalen Zäiten.

Ausser der Komponent Zäit spillt awer och hei déi vun der Séche-heet ganz kloer mat. Do sinn an der Proposition BB eng ganz Rei vu Froen net geléist, wéi zum Bei-spill déi am Fall, wou eng schnell Evakuatioun vun den Arteren erfol-lege misst. An da muss ee sech och nach d'Fro stellen, wéi et an d'Stadbild passt, wann eng ganz Rei där Liftschächt einfach aus dem Buedem géifen eropkommen.

E weideren Désavantage vun der Proposition BB ass deen, dass se em 60% méi deier ass wéi de Pro-jet de loi, wéi en eis bekannt ass, an deenen Aménagementen, déi nach virgesi sinn. Den Detail, wéi et zu där Feststellung kënn, géif ech lech bidden, am geschriwwene Rapport nozeliesen. Um Niveau vun der Exploitation war kee Ver-glach méiglech, well déi néideg Donnéeën, wat d'Proposition BB ubelaangt, net virleiegen.

Och wann de Projet de loi vun der Regierung fir de Moment den Zen-trum vun der Stad net mat abe-gräift, esou huet d'Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports awer kënn feststellen, dass d'Méiglechkeet awer bestoe bleift, dat, wann dat gewünscht ass, zu engem spéide-rem Moment kënnen nozehuelen. D'Kommission huet den 8. Okto-ber nach eng Kéier iwwert déi Etüd geschwat, nodeems hir Memberen also nach eng Kéier Zäit hatten, se ze analyséieren an nozeliesen. An hirer Sitzung vum 8. Oktober huet d'Commission an hirer grousser Majoritéit decidéiert, dass d'Propo-sition BB net weider géif an Erwä-gung gezu ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dann erëm zum ei-gentleche Projet zröckgoen, ouni awer wëlle mech ze vill an deenen technesch Detaillier ze verléieren. Wéi gesot, déi sinn in extenso mat den Zeechnungen och am schréif-leche Rapport nozeliesen.

Dëse Projet besteet u sech aus zwee Tronçonë vun enger Ge-samtlängt vu 14,8 km. Deen éischten huet eng Längt vu 6,4 km a verbënt d'Nordstreck Dummeldeng mat dem Kierchbiereg. D'Aar-bechten heifir sollen am Joer 2004 ufänken a sollen am Joer 2007 fina-liséiert ginn. Deen zweeten Tron-çon mécht d'Verbindung zwëschen Hamm-Flughafen an da vum Findel erof bei d'Foireshalen. Déi Streck huet 8,4 km. 2005 an 2006 soll hei mat den Aarbechten ugefaange ginn.

Ervirzestriche ass nach, dass d'Dummeldenger Gare ëmgebaut gëtt, sou dass, wéi de schréifliche Rapport et seet, e «Centre de transbordement train-autobus» entsteet. Dee Centre gëtt am Kader vun engem Plan d'aménagement général geplangt an ass Partie in-tégrante vun deem Projet de loi.

Bei de Foreshale gëtt eng sou ge-nannte «Plate-forme multimodale» installéiert, déi soll als Terminal funktionéieren fir classesch Zich, déi aus dem Süden an aus dem Weste vun eiseum Land iwwert d'Gare kommen. D'Trains-Trams, déi déi Linn fuereen, wäerten och d'Arréten um Kierchbiereg ufueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Projet de loi han-delt et sech em e Projet, deen eng Enveloppe budgétaire vun 389.680.000 Euro virgesäit. D'Chambre de Commerce an de Conseil d'État stelle sech an hire jeeuweiligen Avisé Froen iwwert de Finanzement vun dem Projet d'in-frastructures, déi mam Gesetz vum 3. Juni 2003 iwwert d'Infrastruc-tures ferroviaires a Kraaft getruede sinn an déi 890 Milliounen aus-machen an och zu der Envelop-

pe, déi fir deese Projet de loi hei vir-gesinn ass.

D'Chambre de Commerce an de Conseil d'État si sech awer och eens, dass et wichteg ass an och onëmginglech ass, fir grouss Ef-forten um Niveau vun den Infra-structures ferroviaires ze maachen. D'Chambre de Commerce ënner-sträicht, dass et wichteg wier sech Prioritéiten ze setzen.

D'Kommission vun der Économie, der Énergie, der Post an dem Transport huet dat zur Kenntnis ge-holl an huet festgestallt, dass dat mat der Strategie „mobilitéit.lu“, esou wéi se vum Transportminister virgestallt ass, geschitt.

Fir d'Chambre de Commerce ass et vu grousser Wichtigkeet, dass Lëtzebuerg un d'Réseaux de trans-ports internationaux ugeschloss gëtt. D'Chambre huet dee leschten 10. Juli de Projet de loi gestëmmt, deen et Lëtzebuerg erlaabt, sech un den TGV-Est Européen uschléissen ze kënnen.

D'Chambre de Commerce huet et och als Prioritéit ugesinn, fir d'Ue-werstad direkt an der éischer Phas unzabannen. Déi sozioekonomesch Etüd, déi vum Bureau d'études Ernst Basler und Partner duerchgefouert ginn ass, an déi vum Groupe d'accompagnement interministériel, de Vertrieeder vun der Stad Lëtzebuerg an der CFL bestallt ginn ass, geet wuel vu Populatiounszuellen aus, déi net wäit ewech si vun deenen, déi am Pro-jet de loi presentéiert ginn, mä et bleift d'Méiglechkeet bestoen, fir dat weider zu engem spéideren Zäitpunkt ëmmer nach ze réalisieren.

D'Kommission vun der Économie, der Énergie, der Post an dem Transport begréisst et dann och, dass déi Méiglechkeet genau ebe bestoe bleift, fir eventuell eng Kéier a Richtung Rond-point Schuman iwwert d'Rout Bréck ze fuereen, woubäi den Tracé, dee vum Rond-point Schuman fortgeet, dann zu deem gegebenen Zäitpunkt nach muss definéiert ginn.

D'Chambre de Commerce ass och der Meenung, dass et net néideg ass, an aus Käschtegrënn, fir op der Partie Hamm-Flughafen-Höhenhof iwwerirdesch ze fuereen. D'Kommission ass och der Mee-nung, dass ee Käschte soll esou kleng wéi méiglech halen, awer nëmmen do wou et Sënn mécht. An deem Fall ass et awer esou, dass, wat d'Stroossen um Niveau vum Findel ubelaangt a gläichzäit-eg der Perspektiv vun enger Ver-grësserung vun der N1, et net nach méiglech ass eng Eisenbunns-infrastruktur dohinner ze bauen, ouni ze riskéieren déi urbanistesche Entwécklung vun deenen Ter-rainen, déi do sinn, ze stéieren.

D'Chambre de Commerce ass wuel der Meenung, dass d'Ubannung vum Findel Sënn mécht, mä awer net zu deem Zäitpunkt. Wat dat ubelaangt, géing ech op déi Remarke verweisen, déi ech vir-drun zur Entwécklung vun de Pas-sagéierzuelen um Findel gemaach hunn.

Här President, ech hu probéiert esou komplett wéi méiglech ze sinn a mengen Ausféierungen. Dat war och néideg, well deese Projet jo och en toute transparence an der Kommission diskutéiert ginn ass. Et ass keng Fro vu Saite vum Minis-tère, déi gestallt ginn ass, opbliwwen.

Ech géing dann ofschléissend de Kolleeginnen a Kolleegen am Numm vun der Kommission re-commandéieren och deese Projet de loi ze stëmmen, well mir brau-chen en.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Norbert Hauptert agedroen. Den Här Hauptert huet d'wuert.

Discussion générale

M. Norbert Hauptert (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Schummer, deem ech fir säi Rapport, souwuel dee mëndlechen, wéi dee schrëif-leche Rapport, hei wëllt merci soen, ass am Detail e wéineg op déi Kontrovers tëschent dem BB an dem Modul K, deen als Projet hei virläit, agaang, sou datt ech mech op de Projet selwer ka konzentréieren.

De Projet, dee mer hei virleien hunn, reit sech an an d'Strategie „mobilitéit.lu“, déi den Transportmi-nister d'Iescht Joer hei an der Chamber virgestallt huet. Et ass e wichteg Glidd vun där Strategie, déi am Kontext vun der gesamter Landesplanung vu Lëtzebuerg ge-kuckt muss ginn. Déi Strategie muss sech an dat geplangte Ver-kéiers- a Landesentwicklungskon-zept integréieren kënnen. Si muss der Entwécklung vun eisen Awun-ner a vun eiser Wirtschaft Rech-nung droen, awer och d'Ännerun-gen vum eise Gebräicher an den Aarbechtsgewunnechten antici-pieren.

Mir bauen haut Verkéiersinfrastruk-turen, déi de Verkéier vun de Spët-zestonne vun haut solle meeschte-re kënnen. Ass dee Verkéier an deene Spëttestonnen awer och an Zukunft nach esou iwwerlaascht, wa mer an Zukunft d'Schaff an d'Schoul méi no bei de Leit hir Wunnenge wëlle bréngen, wann an der Zukunft méi Leit duerch den Télétravail hir Aarbecht vun do-heem aus maache kënnen oder wa mer méi e groussen Étalement vun den Ufanks- a Schlusszäite vun de Büroen, de Geschäften an de Schoulen erreche kënnen. Oder wann an Zukunft de Verkéiersstrom vu mueres an d'Stad an owes aus der Stad doduerch verhënnert ka ginn, datt mer méi Entwécklung-szentren, wéi zum Beispill op Esch/Belval am Süden oder em d'Nordstad zu Dikrech, Eitelbréck schafe wëllen. All deenen Elementer muss dat integratiivt Verkéiers-a Landesentwicklungskonzept Rechnung droen an deementspre-chend muss och d'Strategie „mobi-litéit.lu“ adaptéiert kënnen ginn.

Wa mer awer an Zukunft e «modal split» vu 25% erreche wëllen, da muss mer eist Verkéiersnetz a be-sonnesch eist Eisenbunnsnetz aus-bauen. Da muss mer awer och eist Ugebuet vum öffentlechen Transport esou gestalten, datt en den Uspréich vun der heiteger Ge-sellschaft Rechnung dréit an datt en de potenzielle Benotzer op d'mannst esou vill Confort ubitt wéi den Individualtransport dat mécht.

Da muss mer awer och alleguer an Zukunft ëmdenken an emol do de Kollektivtransport an Usproch huolen, wou e sech imposéiert. Dat heescht an de Spëttestonne mueres tëscht siwen an hallwer néng an owes tëscht hallwer fënnef a sechs Auer. An deene Stonnen nämlech sinn haut esouwuel eis Stroosse wéi och eis Zich iwwerlaf. Déi aner Zäit vum Dag kann een ouni Problemer op eise Stroossen a mam Zuch zirkuléieren.

Här President, eist Eisenbunnsnetz huet sech säit senger Schafung esouzesoen net vergréissert. Au contraire, all eis Schmuehbunne si verschwonnen. Awer eist Gesamt-netz ass haut elektrifizéiert a mat deene beschte Sécherheetssystemer ausgerüst. Neit a moderner Material ass bestallt ginn, fir de Confort vun de Benotzer wäit gehendst ze verbessern.

Eisen nationalen öffentleche Persou-enttransport iwwert d'Schinnen kennt haut awer nach véier grouss Problemer. Éischtens e Manktum u Confort fir d'Passagéier, deen duerch d'Uschafung vun neiem Material soll behuue ginn. Zwee-tens eng Qualitéit vum Service um

Passagéier, déi ze wënschen iw-weg léisst an déi besonnesch duerch besser forméiert Personal an e méi kohärent ofgestëmmt Betrëbsplang tëschent deenen een-zelen öffentleche Verkéiersubid-der errecht ka ginn. Drëtters d'Ue-werlaaschtung vum Netz an de Spëttestonnen, déi duerch den Ausbau vu bestehenden an d'Schafung vun neie Linnen, déi den Här Schummer hei schonn er-nimmt huet an déi an der Strategie „mobilitéit.lu“ virgesi sinn, solle behuue ginn. Véiertens, de Knuet-punkt vun der Stater Gare. Si ass an de Spëttestonnen heillos iwwer-laascht, well do d'Zich an d'Bussen aus alle Richtungen aus dem Land zesumentreffen a Busse vun do aus an all Richtunge vun dem Stadkär oder der Peripherie d'Leit op hir Aarbecht an d'Schüler an hir Schoul weider transportéieren.

Dréi- an Aangelpunkt vun eiser ges-amter Verkéiersproblematik ass nun eemol d'Stad Lëtzebuerg. Ze vill Leit kommen all Dag an d'Stad schaffen, ginn do an d'Schoul oder kommen an d'Verwaltungen, fir hir Kommissionen ze erleedegen, oder ginn an d'Geschäften hir Akeef maachen. Ze vill Leit drécken all Dag an d'Stad eran, fir duerch d'Stad op déi aner Säit an der Peripherie hirer Aarbecht noze-go. Momentan kann d'Stad nëm-men deelweis duerch d'Süd/Ost-Verbindung vun deenen zwou Au-tobunnen A1 an A4 ëmfuer ginn. Fir den öffentleche Schinnentransport gëtt et nach keng Méiglechkeet d'Stad a besonnesch d'Stater Gare ze ëmgoen, wann een aus der Provënz an d'Peripherie vun der Stad wëllt schaffe goen, egal ob engem seng Aarbechtsplaz an deem Anzugsgebit vum der Stad läit wou een hirkënnst oder op där géigeniwwer geleedener Säit vun der Stad.

Fir deem entgëntzwerke gesäit d'Strategie „mobilitéit.lu“ en-gersäits d'Schafe vun neie Gare an der Peripherie vun der Stad vir. Doduerch sollen déi Leit, déi hir Schaff oder hir Schoul an hirem An-zugsgebit vun der Stad hunn, do erauskomme kënnen a si sollen net méi mussen bis op d'Hauptgare fuere müssen, fir do mam Bus nees zrëck an d'Peripherie ze kommen. Anerersäits gesäit d'Strategiekon-zept d'Ëmferre mam Zuch vun der Stad Lëtzebuerg vir, eng Léisung, déi duerch deese Projet, dee mer hei virleien hunn, réaliséiert soll kënnen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet gesäit d'Realisa-tion vun enger Verbindung vun dem bestoenden Eisenbunnsnetz iwwert e Schinnennetz mat dem Kierchbiereg an dem Flughafen vir. Engersäits soll d'Verbindung vun der bestoender Nordstreck vun der Dummeldenger Gare aus iwwer eng Tram-Zuch-Léisung op de Kierchbiereg hiergestallt ginn an anerersäits gesäit de Projet eng Verbindung vir vun der bestoender Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg op der Héicht vum lergaert erop op de Findel an da weider laanscht d'Auto-bunn op de Kierchbiereg, wou dann d'Boucel mat der Tram-Zuch-Verbindung vun Dummeldeng erop geschloss soll ginn.

De Projet - sou wéi den Här Schummer scho gesot huet - soll an zwou Phase réaliséiert ginn. Eng éischt Phas gesäit d'Verbin-dung Dummeldeng-Kierchbiereg vir. Déi Aarbechte sollen d'nächst Joer ufänken a viraussichtlech 2007 of-geschloss ginn. Duerno soll déi zweet Phas ugefaange gi mat der Verbindung lergaert-Findel-Kierch-biereg. Zwou gréisser Plattformen, déi de Wiessel vun engem Trans-portméttel op en aner erméigle-chen, dat heescht vum Zuch op de Bus oder op den Tram-Zuch, si vir-gesinn. Déi eng an der Dummel-denger Gare an déi aner op dem Kierchbiereg bei den heitegen Ausstellungshalen. Um Kierch-biereg sinn aacht Arrête virgesinn, sou datt all Institutiounen, all Schoulen an de Centre olympique mat der Piscine einfach a séier

vum Tram-Zuch aus erreecht kënnen ginn.

Mat der Realisatioun vun der éischter Phas kënnen all déi Leit, déi iwwer d'Nordstreck op de Kierchberg schaffe ginn, vum Dummeldeng aus direkt mam Tram-Zuch op de Plateau eropfueren, ouni iwwer d'Stater Gare ze transitieren. Doduerch gëtt d'Haaptgare an och de Stater Verkéier schonn deelweis entlaascht. Well op der Héicht vum Schoettermarial eng Ofzweigung, souwuel no Norden op Dummeldeng hin, wéi no Süden an d'Haaptgare, virgesinn ass, kënnen och déi Leit, déi aus dem Süden an aus der Richtung Stengefort-Mamer an d'Stad kommen an op de Kierchberg wëlle fueren, ouni an der Stater Gare émzesteigen, direkt mam Tram-Zuch iwwer d'Biisserbréck, laanscht de Schoettermarial erop op de Kierchberg weiderfueren.

Dat entlaascht och deelweis d'Gare vu Lëtzebuerg, well déi Leit jo do net méi vum Zuch op de Bus brauchen émzesteigen an et entlaascht sécherlech de Stater Verkéier, well manner Busse vun der Gare erop op de Kierchberg ze fuere brauchen. Esouguer déi Leit, déi aus dem Osten iwwer d'Gare op de Kierchberg schaffen oder an d'Schoul ginn, brauchen no der Realisatioun vun der éischter Phas net méi mam Bus duerch d'Stad ze fueren, mä kënnen op der Gare vum Zuch an den Tram-Zuch émsteigen an esou, wéi déi Leit aus dem Süden oder aus dem Weste vum Land, iwwer d'Nordstreck laanscht de Schoettermarial erop op de Kierchberg fueren.

Här President, de Projet huet natierlech e grouse Schéinheitsfeeler an zwar deen, datt en d'Uewerstad, a besonnesch de Lampertsberg, net mat abegräift. Besonnesch de Lampertsberg mat senge sechs postprimairé Schoulegäaier an deenen iwwer 6.000 Schüler ënnerbruecht sinn stellt eng grouse Erausforderung fir den öffentliche Transport an der d'Verkéiersproblematik vun der Stad duer. Et muss een hei awer betounen, datt de Projet, sou wéi en hei virläit, eng Schinneverbindung duerch d'Stad, sou wéi se an deem private Projet, dem Projet Bus-Bunn, virgesinn ass, net komplett kompromettéiert an datt e souguer d'Méiglechkeet vun enger Verbindung vum Tram-Zuch vum Kierchberg iwwer d'Rout Bréck op de Rond-point Robert Schuman ernimmt.

D'Chambre de Commerce ass der Meenung, datt déi Verbindung schonn an der éischter Phas vum Projet misst realiséiert ginn. Si behaupt, datt: « Sans le raccorde-ment du centre-ville au réseau projeté, le projet perd une part déterminante de son attrait et toute sa raison d'être, puisque son utilité, par rapport au mode de transport en commun actuel, serait proche de zéro. »

Dat ass menger Meenung no eng haart Kritik um Projet, déi een awer net esou am Raum ka stoe loossen an déi och, menger Meenung no, net berechtigt ass. Ëmmerhi kënnen, no der Realisatioun vun der éischter Phas, sämtlech Leit, déi egal aus wellecher Géigend vum Land mam Zuch an d'Stad kommen, fir op de Kierchberg schaffen oder an d'Schoul ze goen, dat maachen ouni mam Bus duerch d'Stad ze fueren. Dat stellt menger Meenung no eng wesentlech Entlaaschtung vum Stater Verkéier duer, wat domat esou eng Ausso wéi déi vun der Chambre de Commerce net verdéngt.

Här President, zënter Jore gëtt elo un enger Léisung fir d'Entlaaschtung vun der Stater Gare an dem Stater Verkéier gedoktert. Mir liewen an enger Zäit wou Zäit Geld bedeit a mir hu schonn vill kostbar Zäit mat deieren Etüde verluer. Et ass un der Zäit, an ech géing behaupten, et ass héich Zäit, datt eppes geschitt. Trotz dem erwähnte Schéinheitsfeeler stellt de Projet

eng wesentlech Verbesserung vum Schinmentransport ëm d'Stad a vun der Verkéiersproblematik an der Stad Lëtzebuerg duer. Och wann net all Problemer geléist sinn esou stellt de Projet awer keen Hindernis duer, fir de Verkéier duerch d'Stad an der Zukunft nach ze verbessere. Dofir wäert eis Fraktioun och dese Projet stëmmen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Marc Zanussi agedroen. Den Här Zanussi huet d'Wuert.

M. Marc Zanussi (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP-Fraktioun begrësse mir grondsätzlech d'Tatsaach, dass nei Schinneninfrastrukture geluecht ginn, dass nei Staddeeler ugeschloss ginn oder nei Uertschaften un d'Schinnennetz ugebondne ginn. De Projet, dee mer haut diskutieren, mat der Nummer 5098, gesäit dann eben och vir eng Ubannung un d'Schinnennetz vum Kierchberg, an enger éischter Phas, an un de Findel, an enger zweeter Phas, ze realisieren.

De Projet, sou wéi en elo virläit, ass vun Ufank u kontrovers diskutiert ginn. En ass op zwee Punkte kontrovers diskutiert ginn, engersäits wat d'Fro ubelaangt, wéi een deen Trajet do ka maachen, mat wat fir engem Zuchmaterial, uewer- oder ënnerirdesch an anerersäits wat d'Fro vun de Prioritéiten ubelaangt, ob dat heiten dann elo déi richteg Prioritéite si fir d'Léisung vun den Transportproblemer, déi mer hei am Land hunn.

Zu deenen zwee Punkte wëllt ech Folgendes ausféieren. Engersäits d'Fro vum Transportmëttel. Mir si mat engem Projet konfrontéiert, dee virdu schonn e puermol hei zitéiert ginn ass an deen eigentlech virgesäit, dass een Deal um Trajet ënnert dem Buedem soll gefouert ginn, deen awer deen net ze ënnerschätzende Virdeel hätt, dass den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg op d'mannst zu engem Deal mat ugebondne wär.

D'Nodeeler vun deem Projet sinn, eiser Aschätzung no, d'Tatsaach dass en effektiv technesch méi schwéier ze realisieren ass, dass et fir eis Problemer a Froe gëtt, déi net zefriddestellend konnte geléist ginn am Zesummenhang mat de Lifter, am Zesummenhang mat der Steigung, déi normal Zich missten iwwerwannen, am Zesummenhang mat den Zwangspunkten, déi op der Oberfläch vun der Stad Lëtzebuerg géinge bestoen an d'Tatsaach och, dass 70 Meter misst an de Buedem gaange ginn, fir dee Projet do ze realisieren.

Dat sinn awer alles technesch Problemer, déi sécherlech, wa Geld onbegrenzt zur Verfügung géif stoen, och hätte kënnen realiséiert ginn. De Büro Basler huet net ausgesprochen, dass dee Projet kënn realiséiert ginn, mä ech denken, dass d'Kriticken dorunner awer, eiser Aschätzung no, berechtigt dozou féieren, dass de Projet net realiséiert gëtt. Et ass e ganz grouse finanziellen Opwand noutwendig gewiescht, fir dee Projet do ze realisieren. Mir hunn och bei eis an der Partei kontrovers iwwer deen dote Projet an iwwer déi dote Fro diskutiert a mir sinn zur Konklusioon komm, dass eng ënnerirdesch Variant einfach, eiser Aschätzung no, fir d'Leit déi se heron sollte profitieren, net attraktiv genuch ass, net bequem ass an datt déi Bedenken a puncto Sécherheet einfach net zefriddestellend geléist sinn.

Mir hunn eis awer och leede gelooss vun der Iwwerzeegung, dass den öffentliche Personentransport eigentlech op d'Uewerfläch gehéiert, an net ënnert de Buedem.

Dat ass eis fundamental Approche zu deem Projet, deen den Här Schummer presentéiert huet. Ech

wëll soen, dass dat näischt mat politescher Ignoranz ze dinn huet, wa mer eis als Fraktioun géint dee Projet do ausschwatzen. Mir hunn eis domadder beschäftegt, an ech denken och, dass et kee Sënn huet d'Diskussioun an d'Décisioun iwwer deen dote Projet nach laang erauszueschieben. All Fraktioun hat d'Méiglechkeet sech mat der Fro ze beschäftegen a mir sollten hei eis Meenung zu deem Projet soen.

Ech géing fir eis als Fraktioun ganz kloer an däitlech soen, dass mer aus deene virdu genannte Grënn net mat där doter Variant averstane sinn, erkennen awer dem Här Schummer de Respekt fir seng Aarbecht un, och seng Haartnäckegkeet, a seng Kompetenz, déi een och gesäit bei der Auseinandersetzung mat den Argumenter, déi vun der Etüd Basler gemaach gi sinn, mä mir hunn eis aus deene virdu genannte Grënn als Partei zu enger anerer Positioun duerchgerongen.

Dann eis Positioun an deem doten Dossier wat de Mode de transport ubelaangt ass sécherlech keng Iwwerraschung. Mir hu jo als Partei an där doter Fro eng Traditioun a mir bleiwe bei der Iwwerzeegung, dass den Uschloss vum Kierchberg haauptsächlech iwwer de Wee vun neiem Trammaterial uewerirdesch soll geschéien, wës-send dass och do eng Rei vun technesch Problemer nach op eis waarden, ënner anerem déi Fro vun dem Bau an der Konstruktioun vun Hybridgefierer, déi mat verschiddene Stromzorte musse fueren. Mir sinn awer der Iwwerzeegung no ville Gesprécher mat in- an auslänneschen Experten, dass déi Problemer do kënnen zefriddestellend geléist ginn.

Dann d'Fro vun de Prioritéiten. Do hu mer als Fraktioun eng aner Positioun wéi déi vun der Regierung. Mir sinn der Meenung, dass wat d'Prioritéiten ubelaangt, mer mat deem Projet hei eigentlech net richtig leien. D'Argumenter, déi zum Projet gefouert hunn, si schonn déi eng oder déi aner Kéier zitéiert ginn. Et gëtt mat engem wuessende Mobilitätsbedürfnis vum Kierchberg argumentéiert, dee wéi gesot téschent dem Joer 1997 an 2006 ëm 40% soll klammen, oder schonn zum Deal geklommen ass, an téschent 1997 an 2020 ëm 140% soll klammen. Dat sinn Aschätzungen an Iwwerleeungen, wou een eiser Meenung no berechtigt Zweifel kann hunn, an och iwwer d'Zäitramm, iwwer déi Projektionen do gemaach ginn, kann een eiser Aschätzung no Zweifel hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et och sécherlech richtig ass, dass et fir de Kierchberg e Mobilitätsbedürfnis gëtt, da bleiwe mir awer als Fraktioun der Iwwerzeegung, dass et och fir den Zentrum vun der Stad nach vill méi e grousst Mobilitätsbedürfnis gëtt, wéi dat fir de Kierchberg de Fall ass. An d'Etüd vun der ILReS huet am Joer 2001 jo kloer erginn, dass 70% vun deene Leit, déi all Dag an d'Stad fueren, an den Zentrum vun der Stad fueren, an an der Süde vun der Stad fueren, an nëmme 25% op de Kierchberg, op Sandweiler an op de Findel. An ech denken, dass am Joer 2007 sech och un där doter Opdeelung eigentlech net schrecklech vill wäert geännert hunn.

Mir stellen also fest, dass e Projet hei gebaut gëtt, wou mer d'Leit op de Kierchberg transportieren, se awer um Kierchberg net vill kënnen ufänken, well se an der Süden oder an den Zentrum vun der Stad wëlle kommen. Mir stellen och fest, dass dee Projet, deen do realiséiert gëtt, zu deem Datum wou e soll fäerdeg sinn, wat fir d'Joer 2007 soll sinn, eigentlech de Potenzial vu Clienten net do ass, fir deen do-

ten Investissement an där doter Situatioun ze rechtfäertegen, a mir bemerken och nach, dass ee sécherlech vun Diddeleng op de Kierchberg mam Zuch kënn, mä awer während de Spëtzestonnen och nach muss weiderhin zu Dummeldeng ëmklammen, well a Spëtzestonnen Zich agesat ginn, déi de Bierg fir de Kierchberg erop net packen.

Mir bleiwen also dofir als Partei weiderhin der Iwwerzeegung, dass d'Ubannung vum Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg duerch d'Schinn eng absolut Prioritéit ass, an och eng absolut Prioritéit fir eis muss bleiwen, net nëmme fir déi Leit, déi all Dag an d'Stad schaffe kommen, mä och eiser Aschätzung no fir d'Wuel vun der Stad, fir d'Entwicklung vun der Stad, fir d'Geschäftswelt vun der Stad, déi vun esou enger Situatioun nëmme ka profitieren, an ech mengen, dass mer do, an ech kommen nach op Zäitater zréck, an eiser Positioun richtig leien, richtig louchen, an dat och weiderhi wäerte vertrieben.

Mir bedauern déi Diskussioun, déi viru Joren iwwer de BTB gefouert ginn ass, an zwar déi mat där zwiespälteger Positioun vun der CSV. A wann ech dann den Här Hauptert haut héieren a mech erënnere un Aussoen a Riede vun aneren eminenten CSV-Politiker aus der Stad, da bedauern ech, dass déi Positioun, déi d'CSV och no dem Vote hei an der Chamber nach ageholl huet, eigentlech net méi vorhanden ass, an ech bedauern och, dass bei der CSV eigentlech déi falsch Konkusiounen aus deenen Avisé gezu gi sinn, déi virdu hei zitéiert gi sinn, an ech kommen och nach op e puer Zäitater zréck.

Datselwech géllt fir d'Demokratesch Partei, déi eiser Aschätzung no e grousse taktesche Feeler gemaach huet doduerch, dass se mat all hirer Kraaft de Projet vum fréiere BTB an domadder d'Schinnenubannung vum Stadzentrum verhënnert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ubannung vum Kierchberg ergëtt eiser Aschätzung no nëmme Sënn, wann duerno och d'Ubannung vum Stadzentrum geschitt. Fir d'Ubannung vum Kierchberg sinn am Projet ronn 190 Milliounen Euro Investissementskäschte virgesinn, déi sech eiser Aschätzung no nëmme lounen, wann duerno och déi zweet Etapp duerchgefouert gëtt. Geschitt dat net, sinn ech net d'accord mat deenen, déi soen, dass dann de „modal split“ vu 25 op 75% erreecht gëtt. Dat wäert sécherlech net de Fall sinn, an ech denken och net, dass eleng mam Projet mat der Ubannung vum Kierchberg eis et och nëmme wäert geléngen zu engem signifikante Prozentsatz den Undeel vum öffentlichen Transport un de „modal split“ ze verbessere. Mir bleiwe wéi gesot der Meenung, dass dat anert eng absolut Prioritéit huet an e Suivi muss kréien.

Wann ech da kucke wat d'Meenungen esou queesch duerch d'Land vun eenzelne Persounen, vu Rapportereuren, vun aneren Instruktiounen sinn, da stellen ech Folgendes fest, an ech liesen dat dann och am Rapport vum John Schummer, deem ech fir sai Rapport en häerleche Merci soen, fir déi Flüssaarbecht, déi en do geleescht huet. Hie schreift dann och am Rapport, dass mir an der Stad eng Mise en place de transport de grande capacité brauchen, well „une exigence à laquelle l'autobus ne pourra répondre à lui seul sur un réseau routier urbain saturé.“ Also ass dat menger Aschätzung no och d'Erkenntnis, dass net nëmme ronderëm d'Stad, mä och an der Stad eppes muss geschéien.

Den Transportminister héiert een op där enger oder op där anerer Platz, oder et liest een am Interview vun der Revue, dass en eigentlech seet, an dat huet de Rapporteur och gesot, mat deem Projet hei

ginn der schinnegebondener Ubannung vum Stadzentrum keng Steng an de Wee geluecht. Dat ass awer an Zukunft nach méiglech.

Heemlech hunn ech den Androck wéi wann den Transportminister eigentlech och fir d'Ubannung vum Stadzentrum duerch d'Schinn wär, mä et awer leider net ka maachen, well en offensichtlech ënnert de Fessele vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg an der Regierungserklärung läit, wat e jo och ëmmer kunddeet.

(Interruption)

Dat hutt Dir gesot, Här Grethen.

De Conseil d'État schreift a sengem Avis datselwecht. De Conseil d'État plädéiert och dofir, dass dee Projet hei eigentlech nëmme Sënn ergëtt, wa vum Kierchberg weidergefueert gëtt an den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg. Nei an där doter illusterer Gesellschaft ass dann d'Chambre de Commerce, déi jo neierdengs an hirem Avis, an den Här Hauptert huet se zitéiert, ganz kloer schreift an ech sinn dann entgéint senger Meenung där Meenung, déi Chambre de Commerce do formuléiert, dass dee Projet hei eng Part déterminante de son attrait et de sa raison d'être verléiert wann d'Ubannung un den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg net realiséiert gëtt.

Dat wat de Conseil d'État an d'Chambre de Commerce soen, seet ebenfall de Conseil économique et social. Dee seet, dass en Investissement an esou enger Héicht sech net rechtfäertegt wann net duerno och d'Ubannung un den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg duerch d'Schinn geschitt.

An da gëtt et nach eng Ëmfro, déi gemaach ginn ass vum Mouvement écologique. Dovuinner kann ee sécherlech hale wat ee wëllt. Et sinn awer am Dezember 2002 1.000 Leit gefrot ginn driwwer wat se vun der Ubannung vum Stadzentrum halen. 64% vun de Leit hu gesot, dass se nach ëmmer fir déi Ubannung sinn. Vun deene Leit, déi aus dem Süde kommen, waren et 71%, déi dofir waren, aus dem Osten 62%, aus dem Zentrum 61%, aus der Stad Lëtzebuerg ëmmerhi 57% an aus dem Norde 55%, an eng ähnlech Meenung féinnt een erëm queesch duerch d'Altersstruktur vun allegeren deene Leit, déi gefrot gi sinn.

Mir bleiwen also der Meenung an deelen dat wat déi Organisatiounen an déi Meenungsëmfro do erginn, oder mir bleiwe bei eiser Positioun, dass d'Ubannung vum Kierchberg nëmme Sënn mécht, wann och duerno de Schrott gemaacht gëtt fir den Zentrum unzubannen, an ech wëllt an deem dote Sënn och hei eng Motioun déposieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Conseil d'État datant du 10 juillet 2003 au sujet du projet de loi N° 5098 modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire :

- étant donné que dans l'avis précité le Conseil d'État se demande si le projet en question n'est pas trop ambitieux, et s'il n'existe pas d'autres alternatives moins onéreuses :

- considérant la réflexion suivante du Conseil d'État dans son avis précité : « Est-ce que le projet dit „BTB“, dont les études préalables étaient assez avancées, n'aurait pas pu être réalisé à moindre coût, tout en permettant une connexion directe au centre de la Ville de Luxembourg? Cette question semble d'autant plus pertinente que la lecture que le Conseil d'État fait du projet sous avis n'exclut nullement une liaison ultérieure par véhicule „train-tram“ du centre de la Ville de Luxembourg depuis le plateau de Kirchberg » ;

- considérant que la Chambre de Commerce dans son avis du 17

mars 2003, au sujet du projet de loi en question, plaide pour « une approche prudente et rationnelle, basée sur la fixation de priorités » :

- considérant qu'en ce qui concerne la possibilité d'un aménagement ultérieur d'une extension du train-tram vers la Ville Haute la Chambre de Commerce estime aussi qu'il « est crucial de prévoir d'ores et déjà un tel raccordement dans la première phase du projet. En effet, sans le raccordement du Centre Ville au réseau projeté, le projet perd une part déterminante de son attrait et toute sa raison d'être, puisque son utilité par rapport aux modes de transport en commun actuels serait proche de zéro » ;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés un projet de loi reliant le Centre Ville par tram au réseau ferré.

(s.) Marc Zanussi, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Jos Scheuer, Georges Wohlfart.

Wat d'Ubannung vum Findel ubelaangt, do sti mer als Fraktioun där Ubannung ganz kritesch géigeniwwer, besonnesch zu dësem Zäitpunkt, well dat fir eis wierklech keng absolut Prioritéit ass, wat net heescht, dass een iergendwann eng Kéier, wann allegueren déi aner Eisebunninfrastrukturprojete finanziell ofgesécherst a realiséiert sinn, och dat ka maachen.

Et ass mat Chiffere virdrun argumentéiert ginn, firwat dass déi Schinnenubannung do soll virgeholl ginn. Am Rapport an am Exposé des motifs steet awer och, dass een domadder rechent, dass 1.800 Persounebewegungen den Dag vum Findel a Richtung Gare an Aussicht stinn. Et steet dran, dass sech schätzungsweis op engem Schaffdag 600 Leit vum Findel Richtung Kierchbiereg bewegen. Dat sinn der ongeféier esou vill wéi mer zu Diddeleng an dräi Deeg mam City-Bus transportéieren. Et steet och dran, dass 2.800 Visiteuren erwaart ginn um Flughafen, woubäi keen eis eigentlech op déi Fro äntwäre kann, wat fir eng Visiteuren dat doten da sinn. Ech ka mer jo net virstellen, dass een, deen een op de Flughafen ofhuele geet, da mam Zuch oder mam Tram dohinne fiert, dee fiert wederhi mam Auto, an dafir stellen ech mer d'Fro wou déi 2.800 Leit do sollen hierkommen.

Datselwecht géllt fir d'Ubannung vum Cargo-Center, déi an dësem Projéit net virgesinn ass, mä déi awer och ugeschwat ginn ass, an och do denken ech ass et zu dësem Zäitpunkt schwierig driwwer ze diskutéieren, well allegueren déi Informatiounen, déi mir doriwwer hunn an haten dorobber erausliefen, dass 80% vum Cargo-Center eigentlech net mam Zuch weider können transportéiert ginn.

Fir deen doten Deel ze realiséieren ass dann am Projéit déi stolz Zomm vun 200 Millioune virgesi fir den Umschloss un de Findel, an ech denken dass, wann een hei eng sozioekonomesch Etüd géing maachen, wou de Sënn an den Zweck vun deem doten Investissement soll gepréift ginn, da sinn ech awer bal 100%eg der Iwwerzeugung, dass deen dote Projéit dem Verhältnis vun Asaz par rapport zum Resultat net gerecht kéint ginn.

Mir wäeren duffer als Fraktioun dafir, dass wederhi Suen zur Verfügung gestallt gi fir déi Projeten, déi eiser Äschätzung no an der Prioritéitslëscht mussen uewe stoen. Mir hunn an der Interpellatioun iwwert d'Eisebunn a bei der Interpellatioun iwwert den Transport am Süden eng Rei vu Projeten opgelëscht déi, eiser Äschätzung no, absolut prioritär mussen behandelt ginn, an ech wëll se hei just nach eng Kéier kuerz sträifen: Dat ass éischtens d'Vebindung an déi nei Streck tëschent Beetebuerg an der Stad, den Ausbau vun der Gare, d'Zweegleisegkeet vu Lëtzebuerg-Péiteng. Déi bestoend Infrastruktur

vun der Eisebunn muss an d'Laag gesat sinn, dass se weiderhin anstänneg funktionnéiere kann, an d'Akafé vun Eisebunnsmaterial muss finanziell ofgesécherst sinn.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Fir eis, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, sinn dat dote Prioritéiten déi misste realiséiert ginn. Et gétt vun der Regierung gesot, all Projeten, déi mer am Gesetz iwwert d'Eisebunninfrastruktur hunn, plus déi heiten, déi mer elo nach wäerte stëmmen, gi wahrscheinlech realiséiert. Mir hunn awer dorunner Zweifel, dass allegueren déi dote Projete finanziell ofgesécherst sinn, a mir hätten dafir eigentlech gär, dass déi Projeten, déi, eiser Äschätzung no, an der Prioritéitslëscht stinn, prioritär och finanziell ofgesécherst solle ginn.

Da gétt am Projéit de rapport oder am Rapport och nach vun deem neie Gesetz iwwert d'Organisatioun vum öffentlechen Transport geschwat, wou e Verkéiersverbond oder eppes Ähnlech virgeschloe gëtt, wou iwwert d'Mobilitéitszentral geschwat gëtt, wou awer déi öffentlech Verkéierspartner aus deem Projéit do ausgeschloss sinn a wou et voll an d'Richtung vun der Privatisierung geet, an do verspriche mer der Majoritéit an der Regierung elo scho vill lëschtég Diskussiounen iwwert dee Projéit, well en an där doter Form och eis Zoustëmmung net ka kréien. Mä do kréie mer jo nach d'Geleeënheet fir vill driwwer ze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech kommen zu menge Konkusiounen. Ech stelle fest, dass mer haut am Beräich vum öffentlechen Transport eigentlech net vill méi wäit do sti wéi virun eefel Joer, wou 1992 d'Etüd vum Professer Knoflacher, „E modernen Tram fir Lëtzebuerg“, erauskomm ass. Mir hunn zwar haut eng Rei vu Gesetzer gestëmmt, deemools oder viru fénnef Joer, haten och eng Majoritéit op eng Rei vu Motiounen. Ech stelle weiderhi fest, dass an de leschte fénnef Joer keng Realisatiounen am Beräich vun der Schinne konnte gemaach ginn, a part vläicht déi 800 Meter, déi vun Diddeleng Richtung Frankräich geluecht ginn, woufir mer selbstverständlech dem Minister félicitéieren awer zugläich feststellen, dass den Transportminister mat senger Partei a mat der CSV verhënnert huet, dass an deene leschte fénnef Joer Schinne konnte geluecht ginn.

An dann déi entscheidend Fro iwwert de Vote vun dësem Projéit. Mir stëmmen dëse Projéit als sozialistesch Fraktioun, obwuel en, eiser Äschätzung no, déi falsch Prioritéiten enthält. Mir stëmmen de Projéit mat där klenger Hoffnung, dass déi Motioun, déi mer hei déposéiert hunn, eng Majoritéit an der Chamber fénnt, a mat der Iwwerzeugung, dass déi nächst Regierung, déi am Juni d'nächst Joer gewielt gétt, déi richtig Akzenter setzt, eiser Äschätzung no richteg Prioritéiten nei festleet an domadder dem öffentlechen Transport endlech eng eescht gemengte Chance hei zu Lëtzebuerg gétt. Ech soen lech merci fir d'Opmierksamkeet.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Zanussi. Den nächste Riedner ass den Här Paul Helminger.

■ **M. Paul Helminger (DP).** - Här President, léif Kollegegen, ech géif fir d'éischt dem Kolleg Gusty Graas merci soen, dass e mer erlaabt huet fir d'Wuert elo ze huelen. Ech hunn nämlech nach e puer Geschichten, déi ech an der Gemeng muss maachen. Ech kann zwar erëmkommen, mä dat ass zäitlech esou, dass et mer wierklech besser geet, wann ech elo ka schwätzen. Ech géing och dem Rapporteur gäre merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Et wäert lech jo net wonnen, dass d'Demokratesch Partei - dat wäert de Gusty Graas herno bestätegen - dëse Projéit wäert stëmmen.

Ech sinn och fro, dass de Marc Zanussi am Numm vun de Kollegegen vun der LSAP gesot huet, dass och si de Projéit géing stëmmen, quité dass en zu där Konkusioun komm ass - no engem dach awer relativ laangotmegen Émwee - fir nach eng Kéier ze probéieren ze justifizéieren woufir dass senger Meenung no d'Prioritéiten net richteg wäeren.

(Interruptions)

Ech muss lech éierlech soen, héiansdo soll ee jo d'Dokument, déi am Verlaf vun deem Projéit iwwert eng besser Léisung fir d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg mol produziéiert gi sinn, net vergiessen.

Wann ech op dat alleréischst zréckginn oder op eent vun deenen alleréischten zréckginn, dat war déi Etüd Luxtraffic, déi ass am Fong, quité dass dat elo schonn eng Rei Joren hier ass, zu folgender Schlussfolgerung komm: Éischtens dass zum deemolegen Zäitpunkt vum Verkéier am Land sech eigentlech d'Investitiounen an en zousätzlech radikalt nei Verkéiersmëttel kaum géing justifiéieren, dass dat allerdéngs, wann déi ekonomesch Entwécklung vum Land géing weidergoen, onausbleiflech géing ginn, allerdéngs och dann nëmmen am Kontext vun deem berühmte Berufsvérkéier.

Mir sinn eben do an eng komplett atypischer Situatioun an deem Sënn, dass wann ech d'Land an d'Stad Lëtzebuerg an hiert Anzugsgebit vergläiche mat ähnliche Gebitter am Ausland, och därer deenen et wirtschaftlech gutt geet, dann hu mir, am Géigesaz zu deene Géigenden, vun deene Stied, bal dat Duebelt un Aarbechtsplaze par rapport zu der Awunnerzuel, déi mer hunn. Ech schwätzen elo bewosst hei vum Anzugsgebit vun der Agglomeratioun Lëtzebuerg. Metz mat 120.000 bis 130.000 Awunner huet zirka 55.000 Aarbechtsplazen, Tréier, e bésse méi kleng, huet 50.000 Aarbechtsplazen. D'Stad Lëtzebuerg mat 80.000 Awunner huet bal d'Halschent vu sämtlechen Aarbechtsplazen hei aus dem Land.

All Dag verduebele mer also eis Gréisst. Dass dafir effektiv dee Berufsvérkéier et an den Ae scho vun der Luxtraffic noutwendeg gemaach huet fir sech Iwwerleungen ze maachen iwwer e ganz nei Verkéiersmëttel, an dass du finalement d'Wiel drop gefall ass fir ze soen: Mir fieren net énnert de Buedem, mir maache kee Metro, mä mir maachen en Hybrid-System, deen et erlaabt fir vun der Groussregioun an d'Stad ze fieren an do déi verschide Punkten ze bedéngen, déi d'Verkéiersopkommen ëmmer erëm am Berufsvérkéier ausweisen. Dat war also natierlech.

Dir wësst wéi de Projéit dunn evoluéiert ass an dass mer an der Stad eigentlech ëmmer Zweifel drun haten ob effektiv de Stadzentrum de Projéit géing falen oder stoen doen, an et ass dafir jo och net fir näischt, dass déi viregt Regierung nach zesumme mat der Stad eben esou eng sozioekonomesch Ennersichtung maache gelooss huet fir ze kucke wou dann elo ganz prezis um Territoire vun der Stad - ënner anerem, si hunn och aner Relatiounen gekuckt - de Sënn géing leie fir nei Schinnen ze leeën. An dee Sënn, deen ass jo net d'Stadbild ze veränneren. Dee Sënn ass mat Sécherheet och net fir méiglech mat schéine Gefierer iwwert d'Schinnen ze fieren. Dee ganze Sënn ass jo, an dat kann och nëmmen esou sinn, fir ze kucke wou brénge mer et fäerdig, wa mer en nei Transportmëttel asetzen, fir eng méiglechst grouss Zuel vu Leit derzou ze bewege fir hir Transport-, hir Mobilitéitsgewonnechten ze changéieren, an an dësem Fall ganz kloer fir hiren Auto doheem ze loos-

sen an eben op en öffentlech Verkéiersmëttel émzeklammen.

Ech mengen, ech hunn déi Kaart schonn x-mol gewisen, ech weisen se dann och hei nach eng Kéier, ech hätt am Fong sollen drun denke fir lech se op den Écran ze setzen. Mä et gétt do an deem Territoire vun der Stad, sou wéi en deemools gekuckt gi war, nëmmen eng eenzeg Plaz, wou dat - an nach, kënn d'Etüd zur Konkusioun - sech marginal justifiéiert, dat ass de Kierchbiereg, well do dovun ausgaange ginn ass, dass no deenen deemolegen Eenheiten, mir schwätzen hei vum Oktober 2000, sech géing 4.250 Unitéite vum Individualtransport eriwwerbewegen op den öffentlechen Transport, wa mer géingen, wéi et deemools nach war, dee Regionaltram maachen.

Den zweeten Deel, wou et nach weinstens am Roude war, dat war effektiv de Lampertsbiereg, well eben do wierklech gigantesch Mouvementer, kann ee soen, par rapport zu der Gréisst vum Quartier, vu Studente waren. Mä fir de ganze Rescht vun der Stad waren déi Wäerter énnert deem wat iergendwéi no sozioekonomesche Kritäre sech justifiéiert hätt. An dat ass jo och iergendwéi erklärlech. Wann eis éischt Konkusioun seet, dass mer nom deemolege Stand am Normalen eigentlech keen zousätzlech Mëttel bräichten, dass et eis besser géing arrangéieren wa mer déi bestoend Verkéiersmëttel géing besser auslaaschten, an dass dat nei Verkéiersmëttel sech nëmmen doduerch justifiéiert, dass een eng Perspektiv fir d'Zukunft huet, da muss ee kucken, wou läit dann an der Stad Lëtzebuerg déi Perspektiv fir d'Zukunft.

An déi Perspektiv fir d'Zukunft, déi läit am Zentrum vun der Stad, allefalls op der Gare, mat dem Développement vun der Rocade, also laansch d'Hollerecher Strooss, do sinn effektiv nach eng ganz Rei, déi kënnen anescht développéiert sinn, wéi se de Moment développéiert sinn, a wou een also kann dovun ausgoen, dass an Zukunft e Potenzial besteet, fir eng Kéier do eng Schinnenubannung ze maachen, mä den Zuch ass do. E fiert énnert der Rocade erduerch a leeft 100 Meter niewent der Hollerecherstrooss. Do brauche mer also allenfalls eng Verbesserung, mä net eng Alternativ.

An der Uewerstad ass alles verbaut. D'ganz Politik vun der Stad leeft an der Uewerstad drop eraus, fir ze kucken, dass mer de Berufsvérkéier éischer do méi kleng maachen, well d'Iddi jo ass, fir datt déi 80.000 m² Wunnfläch, déi mer grad just do hunn, wou haut awer Büroë sinn, dass mer déi wëlle récupéieren fir de Wunnungsbaun. Dat ass sécher en Zil, wat all Mënsch hei deelt, sou dass meng Konkusioun ass, dass grad just do wou elo esou op de Mordjess gesot gétt, dass misst déi absolut Prioritéit sinn, éischtens praktesch keen Entwécklungspotenzial do ass, well méi Bürogebaier kënnen kaum do gebaut gi wéi der elo schonn do stinn. All Meter carré ass verbaut, a vun deem, wat verbaut ass, ass eis Tendenz éischer fir ze soen, kommt mir kucken, dass mer do Leit kréien, déi do wunnen a manner Leit déi a Büroë sinn.

An da kënn deen allgréissten Entwécklungspotenzial, deen mer nach hunn, deen um Südrand vun der Stad, an dat ass de Krees, dee vun der Gemeng Stroossen iwwert d'Gemeng Bartreng, iwwert d'Gemeng Leideleng, d'Cloche d'Or, also Gaasperech, Zéisseng, eriwwer geet op Hesper. Do ass nach e Potentiell de développement, deen ongeféier deem gläichzsetzen ass vum Kierchbiereg, dee leider deemools net erfaasst ginn ass, mä wou entre-temps, an do brauch een och net laang Etüden ze maachen, e Potenzial vun Aarbechtsplazen am Raum steet, dee weinegsten esou grouss ass wéi deen um Kierchbiereg, deen en fait,

wann dat voll ausgebaut géing ginn, net wäit hannert deem zrécksteet, wat an de Fichen zu Belval ka gemaach ginn.

Mir hunn awer dunn, virsichtig wéi mer sinn, d'Fro gestallt, den Experten, déi deemools déi Etude socio-économique gemaach hunn, ob déi 4.250 Mouvementer, déi zousätzlech géingen op den öffentlechen Transport iwwerklammen, wann en Tram géing fieren, ob déi dovun ofhängeg wäeren, dass deen Tram net méi géing duerch den Zentrum vun der Stad fieren. D'Antwort war ganz kloer an eendeitig neen. Déi Leit, déi do émkammen, déi wëllen op de Kierchbiereg fieren, déi wëllen net onbedéngt an d'Stad fieren. Dafir hu mer deemools gesot, mir sinn net géint de BTB, mä mir si géint den Tracé duerch d'Nei Avenue, iwwert d'nei Bréck an esou weider.

Wat ass mat där neier Regierung geschitt? Déi huet dat endlech verstanen a si ass op de Weegaenge...

(Hilarité)

...vu Saachen, déi net kontestéiert waren am Projéit BTB. Am Projéit BTB war och scho Rieds vun der Verduebelung vun der Eisebunnstreck no Péiteng, vun der Verbesserung vun der Capacitéit op der Streck fir op Beetebuerg. Et war allerdéngs nach net Rieds vun engem ganz neier Eisebunnstreck vu Lëtzebuerg op Esch. Mä allegueren déi aner Geschichten, déi dra stoungen, déi hätte scho laang kënnen realiséiert ginn.

Elo hu mer entre-temps nach eppes anescht ersausfont. Mir hunn ersausfont, dass den Tram guer net géing duergoe fir an de Spëtzzeiten déi Zuel vun Navetteuren, déi an d'Agglomeratioun vun der Stad wëllen erafieren, fortzebewegen. Ech hu mat Interessen héieren, dass den Här Zanussi - ech hu mech hoffentlech net verhéiert - virdu gesot huet, dass an de Spëzestonne souwisou d'Leit aus dem Süden nach net op de Kierchbiereg géing komme mat deem Projéit, deen hei virläit, jiddefalls net mat der éischer Etapp, well si missten zu Dummeldeng émkammen - ech géing zwar mengen, wa se émklamme mussen, klammen se héchstwahrscheinlech op der Gare leider aus, mä et gétt och d'Méiglechkeet zu Dummeldeng émzeklammen -, well déi Zich, wat zweestäckeg Zich sinn, déi Ramp net géing packen. Hie gétt jo dom selwer zou, dass fir dee Verkéier vun Navetteuren ze bewältegen, mer effektiv dat brauche wat och deen heiten Transportminister gedoen huet, dass d'Eisebunn endlech geet, nämlich zweestäckeg RER-Zich, an déi wäeren mat Sécherheet net duerch d'Stad gefueh. De deux choses l'une: Entweder ass de BTB duergaangen, wou erwise ass, dass en net duergaange wär fir de Berufsvérkéier an de Spëzestonnen an där do Direktioun ze maachen, mä d'Alternativ vum Tracé duerch d'Stad hätt dat awer net besser gemaach. Wat mir effektiv do brauchen, dat si grouss Zich, déi och dann als Zuch op déi Haaptpunkte kënnen fieren, an dat ass nun eben de südleche Rand vun der Stad mat deenen neie Gare, déi solle gebaut ginn, Zéisseng, Houwald, a mat dem Ausbau vun der Gare.

Wéi kommen ech dann elo mat deenen zweestäckegen Zich op de Kierchbiereg? Wéi gesot, à moins datt d'Kollegegen aus dem Süde...

(Interruption)

...mengen, mir sollen effektiv mat deenen zweestäckegen Zich dann elo duerch d'Stad fieren, wat ech hinnen awer kaum zoutrauen, da gétt et jo wuel nëmmen de Wee iwwert eng gréisstméiglech Streck, déi scho besteet, an dat ass eben déi iwwert den lergaart. A wa mer schonn um lergaart sinn, dann ass et och net ganz sénnvoll fir un de op de Kierchbiereg ze fieren ouni iwwert de Findel.

Alleguerten déi Berechnungen, déi elo mol soen, de Findel, dat wier net d'prioritär Zil, kann ech no vollzéien. Ech sinn nämlech och der Meinung, dass déi Zuelen, esou wéi se elo um Dësch leien, héchstwahrscheinlech aus dem Findel, wann deen eleng gesi gëtt, net elo déi absolut éischt Prioritéit maachen, mä wann ech awer gesinn, dass um Kierchbiereg Kéier 20.000 Leit solle schaffen, an dass de Gros dovun aus der Groussregioun kënnt, an de Gros dovun da wienlech mat Zich kënnt, well mam BTB wäre mer nämlech och net an d'Belsch eragefuer, mol net an Däitschland, dass mer also kënnen mat Zich fueren, déi tractéiert...

(Interruption)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat ass och net wouer.

M. Paul Helminger (DP).- Mir kënnen natierlech jiddereen dozou bréngen op eise Stroumsystem ëmzeklammen.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Neen, och net méiglech mat zwou Stroumsystemsautomatzen. Et hätt ee misse verschidder huelle fir an Däitschland eranzefueren a fir an d'Belsch.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Voilà!

M. Paul Helminger (DP).- Froe mer och emol nom Käschtepunkt?

(Interruption)

Technesch ass alles méiglech. Meng Behauptung geet jo net dohinner. Meng Behauptung ass, dass d'Capacitéit net grouss genuch wär. A meng Behauptung geet doriwuer, dass wa mer dat net Material hunn, wat jo dat éischt modern Zuchmaterial soll sinn, wat an d'„mobilitéit.lu“ soll erakommen am Fréijoer vum nächste Joer, wat déi Capacitéit huet, fir de Berufsverkéier meeschter ze ginn, dass mer mat deem Zuchmaterial no allen Direktiounen fräi si fir ze fueren op deem Dag an dass dat och dat eenzegt Material ass mat deem mer oui ze ennerbriechen an engem flotten Interchange - et sinn Zich, déi iwwerall ze gebrauche sinn - kënnen och bis dohinner fueren, wou d'Leit wëllen hikommen, an deem Fall op de Kierchbiereg, wou se dann effektiv, wa se déi Verdeeung iwwert de Kierchbiereg vum der Foire wëlle maache bis erof an de Quartier européen, wa se vun där Direktioun kommen, den Tram dann zur Verfügung hunn, fir dat ze maachen.

Dat eenzegt, wat effektiv e Schéinheitsfeeler - den Här Haupt huet dat virdu gesot - bei där Geschicht ass, dass de Lampertsbiereg. De Lampertsbiereg, deen awer, ech soen et nach eng Kéier, wäit ënnert deem läit als Potenzial, wat de Kierchbiereg opweist. De Kierchbiereg, wann de bei 4.250 läit, da läit de Lampertsbiereg bei 1.600. Also, en Drëttel mander Attraktivitéit fir dohinner ze fueren.

(Interruption)

Déi Etüd huet dat erginn. Dat si jo net meng Zifferen.

An dat och nach fuerchtbar gebüandelt eng Kéier moies an eng Kéier wann d'Schoul ugeet, an nach eng Kéier wann d'Schoul eriwuer ass.

Do muss ech dann awer och iwwerleien, ob et do net aner Léisunge gëtt. Och do leien zum Deel aner Léisungen um urbanistesche Plang vir. Och do si mer gewëllt fir matzehëlle fir déi ze sichen. Do muss iergendwéini eng Kéier en Dégagement vum Lampertsbiereg komme vun deene ville Schoulen, déi do sinn.

Mir haten an dëser Enceinte kierzlech eng Diskussioun iwwert d'Universitéit. Et bitt sech jo förmlech un, dass deen Deel vun der Universitéit, deen soll an der Stad Lëtzebuerg selwer bleiwen, dass deen sech um Lampertsbiereg géng usidelen, an dass deen dann do géng eng aner

Mobilitéit, eng aner Verdeeung vun der Mobilitéit iwwert den Dag bréngen, an een dann awer misst dovun profitiere fir een Deel vun deene Lycées, déi elo do sinn, op aner Plazen ze déplacieren, quitte dass dat um Territoire vun der Stad ass.

Ech maachen drop opmierksam, dass wann déi Cité des Arts et des Sciences an de Frichen am Süde gemaach gëtt, da gehiert jo den IST, deen elo um Kierchbiereg ass, dohinner. Da wäert ee jo e besse kënnen dreemen an denken, dass de Moment wou do e Lycéesgebaai fräi gëtt, eventuell kënnt ee Lycée vum Lampertsbiereg dohinner transplantéiert ginn a Plaz maache fir d'Universitéit.

An anere Wieder: D'Léisung fir de Lampertsbiereg läit zu engem ganz groussen Deel un enger anerer Besidelung vun den Aktivitéiten um Lampertsbiereg. Wat jo da guer net ausschléisst, a mir sinn absolut net do dergéint, dass ee virgesäit, an dat esou séier wéi méiglech, dass deen Tram, wann e schon eng Kéier um Kierchbiereg ass, effektiv och iwwert de Kierchbiereg bis uewen un de Glacis erukéint, dass am Sënn vum Gesamtkonzept fir där Plazen ze schafen, wou déi verschidden Transportarten eng an déi aner gräifen. Op esou engem groussen Verkéiersknoutepunkt wéi jo awer de Glacis een ass, schéngt eis dat sennvoll ze sinn. Op alle Fall stéisst et net vun eiser Säit op déi geréngsten Oppositouen.

Ech wëll awer gären dovunner profitieren fir an zwee Wieder trotzdeem ze soen, awëfërn - elo wou ech vun der Schinn geschwat hunn - mir drop waarden de Buskonzept, deen jo och aifreg vun Transportministère ausgeschafft gëtt, op den Dësch ze kriegen, well de Buskonzept jo dozou féiere soll, dass dat, wat vu Busverbindunge gebraucht gëtt, méiglechste rationell ofgestëmmt gëtt op de Konzept, deen Schinnendeel, deen mer elo an der „mobilitéit.lu“ virun Aen hunn.

Ech géif lech drop opmierksam maachen, dass do de Stater Autobusservice zesumme mat deenen RGTR- an Eisebunnslinien, déi jo zum Deel haut glécklecherweis och schon integriert sinn an d'Mobilitéit an der Stad, dat mir eis fir d'Land virgeholl hunn - 25 zu 75 - als „modal split“, scho laang ze iwwertreffen. Mir leie scho laang an der Stad bei alle Mouvementer bei iwwer 30%, déi mam öffentliche Transport gemaach ginn. Déi variéiert Offer, déi mir do gemaach hunn, mat Citybus, Nightbus, Joerkabus an esou weider, reservéierte Couloire fir d'Busse, vun deene mir der entre-temps iwwer 15 Kilometer hunn, déi prioritär Commande vun de Feuen op 85 Kränzungen, alleguerten déi Geschichten wéi och déi Mobilitéitszentral, déi mer wëllen deemnächst mat der Regierung zesummen an der Eisebunn op d'Bees setzen - alleguerten dat si Saachen, déi weisen, dass mir probieren, eisen eegene Konzept vu Mobilitéit, vum öffentlichen Transport un, anzubringen an deen Konzept vu „mobilitéit.lu“.

Ech hoffe ganz staark, dass mer séier déi lescht Klorheet kriegen iwwert déi technesch Säit, wéi dat muss ausgesinn mat der Schinnefeierung an der Gare, wann elo de Regionaltram soll dobäikommen, dass mer grad esou séier Klorheit kriegen doriwuer, wou déi nei Gare zu Zéisseng kann implantéiert ginn, wéi dat ass mat der nei Busgare, déi an der Stad dréngend gebraucht gëtt, a wou mer déi kënnen implantieren oder beschteens géifen implantieren.

An dräi Joer kënnen mer mat deem neie Gebai, wat d'Stad amgaangen ass op der Rodee ze bauen, deen ganze Centre Hamilius - d'Gebai, d'Busgare, deen ennerirdeschen Deel, alles - fréisch iwwerdenken an eis eng nei Konzeption do afalen loossen. Also ech menge schon, dass och fir den Zentrum

vun der Stad munches gemaach gëtt. Wa mer och schon nëmmen elo an der éischter Etapp déi bal 7.500 Mouvementer vun deene Leit erliichteren, déi de Moment nach op der Gare mussen erausklassen, well se aus dem Süde kommen, an op der Gare de Bus müssen huelle fir eben dann duerch d'Stad ze fueren an domat dozou bäidroen, dass et an der Neier Avenue ëmmer zu deene laange Schlaange vu Busse kënnt - wann déi Leit effektiv am Tram sätze bleiwen an op de Kierchbiereg kënnen, dann hu mer jiddefalls och eppes dozou bäigedroen d'Liewensqualität an deem Deel vun der Stad ze verbessern.

Ech soen lech jiddefalls merci fir Är Opmierksamkeit an hoffen, dass mer mat deem Projet de loi endlech op de Wee kommen, fir unzefänken eppes ze realisieren vun deem am Fong hätt scho ganz laang den éischte Spuert am Buedem stoe kënnen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Den nächste Riedner ass den Här Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet gëtt d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen emgeännert, mat engem zousätzleche Poste vu bal 390 Milliounen Euro oder iwwer 15,7 Milliarden al Frangen. Virgesinn ass de Schinnenanschluss um Kierchbiereg a Findel engersäits un d'Nordstreck Lëtzebuerg-Gouvy an anerersäits un d'Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg am Osten, mat 14,8 km neie Strecken. Den Transportminister plangt de Projet an dräi Etappen an zéng bis fofzëng Joer ze bauen.

Net an deem Projet virgesinn ass awer déi noutwendeg Austauschstationen um Kierchbiereg, wou déi zwee verschidde Schinnesystemer zesumme fuere müssen. Dës Käschten hu mir nach net virgeluecht kritt. Et wäerten also nach vill an héich Käschten op eist Land zoukommen, ier dese komplexe Betrib iwwerhaupt funktioniere kann. Och de Präis vun deenen deieren Hybrid-Gefierer fir de kombinéierte Betrib Zuch-Tram ass net an deem Projet enthalten. Mat der Geldverschwendung fir déi komplizéiert Technik an där opwänneger Infrastruktur hunn ech eng éischt Kritik ugeschwat op déi ech herno am Detail wëll zrëckkommen.

Eng zweet Kritik ass grad esou wichtig a gëllt dem Verkéierstechneschen Onsënn, deen hei vun der Regierung zesummesat gëtt. Egal vu wou ee kënnt, fir op de Kierchbiereg ze kommen, muss ee fir d'éischt emol ëmklammen, an zwar an e System mat vill méi enger klenger Transportcapacitéit, wéi se den normalen Zuch bréngt. Dat heescht, heimat gi vun alle Säite vill Leit a kuerzer Zäit mat groussen Zich erbaibruucht, an da gëtt versicht dës Mass vu Leit mat vill Zäitverloscht an lenger duerch en Enkpass ze quetschen. Op weider Nodeeler an Ongereimtheeten am Regierungsprojet an op besser Léisunge wäert ech spéider am Eenzelen agoen.

Eng drëtt Kritik riicht sech géint déi onverständlech Virgoensweis vun der Regierung, vum Transportminister a senger Partei. Deier Etüden a Vergläicher ginn opgestallt, eraus kënnt egal wat, well de Module K vum Transportminister ass nämlech nëmmen dann déi bélegst Versioun, wann een d'Beträgsbüchlechen an zousätzleche Investitiounen fir Infrastrukturen a Gefierer aus dem Vergleich erausléisst. De Module K vum Transportminister ass nëmmen dann déi Verkéierstechnesch gënschtegste Optioun, wann een de ganze Problem

vum Verkéieropkommes an der Stad a ronderëm net am Zesammenhang kuckt an nëmme stéckelcherweis virgeet. Ech zitieren aus dem Schriewe vun der USILL, dass ass d'Union vun de Stater Interessentseverainer, a vum Grupp G-Tech, Reflexiounsgrupp fir kollektiv Transportsysteme: « Pour la différence de ces coûts d'environ 440 millions calculée par le bureau Basler - chiffre à contrôler - le projet BB offre un système de transport cohérent et une efficacité de loin supérieure à celle du Module K. »

Dofir huet den ADR sech géint de Projet Zuch-Tram gewiert a wäert och géint dese Projet stëmmen. Mä souwisou wäert e jo net gebaut ginn, well d'Regierung keng Suen dofir huet. An dorop wäert ech nach zrëckkommen.

Als Alternativ huet den ADR de Projet Bus-Bunn gesinn, deen vun engem Fachmann am Verkéierswiesen, dem Här Georges Schummer, ausgeschafft ginn ass. Den Ausgangspunkt zu dëser Ennersetzung war sécherlech d'Tatsaach, dass de Projet Bus-Bunn just an dat Verkéierskonzept gepasst huet, wat meng Kollegen aus dem ADR-Südbezirk ausgeschafft haten a wat hei scho virgestallt ginn ass.

Mä doriwuer ous huet sech och no méi genauer Kontroll erausgestallt, dass dës Iddi, de Projet Bus-Bunn, handgräiflech Verkéierstechnesch a finanziell Virdeeler vis-à-vis vum Regierungsprojet huet. Virun allem huet sech dobäi erausgestallt, dass de Projet BB grad esou wéi de Verkéierskonzept vum ADR en ausbaufäegst Gesamtkonzept duerstellt. Sécherlech ass de Regierungsprojet scho méi wäit am Detail ausgeschafft. Mä dat hätt den Transportminister mat weineg zousätzlechem Opwand och mat der Variant Bus-Bunn an anere gudden Iddien maache kënnen. Den Zäitopwand hätt sech sécherlech gelout. Besonnesch wann een zrëckkuckt, wat bis elo schon alles vun Zäit verplempert ginn ass. Dofir ass et lächerlech, wann en Deputéierten aus der grénger Partei mir an der Kommissionssetzung ganz iwwerhiefllech virwërft, ech hätt de Betrib elo laang genuch opgehalen, elo misst endlech gebaut ginn. Richtig ass, dass et keng aner Grupp vu Leit gëtt, déi sou vill Retard an der Verkéiersinfrastruktur verscholt huet. An deem Fall huet d'Regierung ze vill Zäit verluer.

Ech erlabe mer hei den Auteur vum Projet Bus-Bunn selwer ze zitieren, deen seet: „Mäin Dossier Bus-Bunn loung schon 1999 beim Amtsuntrëtt vum neien Transportminister um Dësch. De Minister huet duerch den interministerielle Aarbechskrees ënnert dem Patronage vun sengem Ministère de Projet vun engem Train-Tram iwwert de Findel a Kierchbiereg ausschaffe gelooss, ouni och nëmme vu meng Suggestiounen Notiz ze huelen. Obschon ech dacks genuch beim Transportminister em eng Entrevue gebieden hunn, wat dat net méiglech.“ A weider: „D'Responsabilitéit fir d'Basler-Etüd, déi ech net gefrot hunn, kann ech net iwwerhuelen. Datt déi am Januar bestallten Etüd eréischt am September erauskonn ass an dass d'Argumenter géint de Projet Bus-Bunn konstruier sinn, weist, dass den Auteur vun der Etüd Basler an Argumentationsnout gerode war.“

Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir onverständlech, firwat dass den Transportminister sou fest um Projet Zuch-Tram-Hybrid festhält. A well ech jo weess, dass dese Minister net ouni Ursach...

(Interruption)

Une voix.- Ee Moment, Här Greisen. Lauschtet lech mol no!

M. Fernand Greisen (ADR).- A well ech jo weess, dass dese Minister net ouni Ursach...

(Interruptions)

..farfeli Iddien an d'Welt setzt, muss et dofir e Grond ginn, deen ech net kennen. Ee Grond kënnt d'Tatsaach sinn, dass d'Zuchmaterial fir déi komplizéiert Hybridgefiierer scho virdrun akaaft gi war, oder dass schon iergendee sech dofir engagiert hat. Mä dann ass do e gewaltege Feeler geschitt, an et hätt ee misse mindestens versichen, deen Feeler rückgängig ze maachen. Iwwer aner Ursache ka jiddfer sech selwer Gedanke maachen.

Den Transportminister huet sech vill Méi gemaach, mat Experten an der zoustänneger Chamberkommission ze beweisen, dass de Projet Bus-Bunn technesch net ausgeräit wär. Hien huet dofir de Schwäizer Büro Ernst Basler a Partner bezuelte, fir eng Vergleichenstudie tëschen dem Regierungsprojet an dem Projet Bus-Bunn ze maachen. Domat huet den Transportminister ausgerechent de Büro mat der Etüd chargéiert, deen selwer um Programm „mobilitéit.lu“ mam Module K matgeschafft huet. Dir Dammen an Dir Hären, lauschtet gutt: Hei gouf en Expert gefrot nozesichen, wat hie selwer dann a senger déck bezuelter Etüd virdu falsch gemaach hätt. Wat do erauskënnt, dass louch virdu fest.

Fir et dattlech ze maachen, zitieren ech d'G-Tech, déi vun „lacunes manifestes“ am Basler-Rapport schwätzt. Si seet a schreift: „En examinant dans le détail l'expertise Basler les ingénieurs du groupe de réflexion ‚Transports en commun‘ (G-Tech) ont découvert un nombre impressionnant d'inexactitudes et d'affirmations gratuites.“ Eigentlich bräicht ech elo net méi op déi Argumenter vum Schwäizer Büro anzegoen. Ech wëll et trotzdem zum Deel maachen, mä ier ech op déi eenzel Argumenter agi wëll ech kuerz de Projet Bus-Bunn virstellen, sou wéi e vun der Regierung geplangt ass.

E Bus-Bunn-Projet esou wéi en am Variant-Projet vum Här Schummer geplangt ass. Déi éischt Streck ass d'Haaptachs Nord-Süd. Si féiert duerch en Tunnel vu 4,7 km duerch d'Stad, et fänkt u mat enger Ramp an der Géigend vum Gebai Paul Würth, ënnert der Gare, ënnert der Stad, bis op Dummeldeng, mat Uschloss Nord-Streck. Mat senger Statiounen Zentralgare, Nei Avenue, Zentrum, Glacis, Victor Hugo, Lampertsbiereg, Place Dargent, Eech an Dummeldeng kënnen all wichteg Stadzentren direkt erreecht ginn.

Wichtig dobäi ass ze bemerken, dass d'bestehend Plaz op de Stroossen net verbraucht gëtt an engem Verkéierssystem ewechgeholl gëtt fir se engem anere System ze ginn. Hei gëtt nei zousätzlech Plaz geschaf fir de kollektiven Transport.

Datselwech gëllt fir den zweeten Deel, d'Schläif Kierchbiereg. Mat Uschloss un d'Bunn, engersäits bei der Eecher Plaz a bei Dummeldeng an andersäits un dat bestoend Eisebunnsnetz vum Osten op d'Zentralgare, ass den Tracé also am Prinzip deeselweche wéi deen Deel vum Regierungsmodule K, mä mat engem groussen Ennerscheid: D'Streck fiert ennerirdesch de Kierchbiereg erop, wat eng méi kleng Steigerung erlaabt wéi am Regierungsprojet. Domat kann dës Streck mat normalem Zuchmaterial befuer gi wéi d'CFL et haut benotzt, a mir brauche kee komplizéierten an deiere Bahn-Hybrid. Mat 4 km Tunnelbau kënnen Statiounen beim Europazentrum, beim IST, bei der Europaschoul a beim neie Spidol bedéngt ginn. Weider geet et dann iwwerirdesch, respektiv iwwerdeckt, bei den Air Cargo Zentrum, bei d'Aérogare, op de Findel, Kalchesbréck a bis Zens an Hamm.

Zum drëten Deel, deen am Regierungsprojet ganz feelt, zum drëten Deel mam Uschloss Geeseknäppchen a Richtung Areler a Péitenger Eisebunnsstreck ass dat heiten ze soen. Virgesi sinn zwou

wichtig Stationen, déi vun der Zentralgare aus ze erreeche sinn: Hollerech a Geesseknäppchen. Dëst erlaabt praktesch Foussgängerzougäng zur Escher Strooss, zum Schoulcampus Geesseknäppchen, zum Parking Bouillon an do zu enger neier Busstation. Mam Regierungsprojet gëtt dës kriteschen a wichtige Verkëierszentrum am Westen iwwerhaapt net bedängt. E kollektiv Transportsystem fir de Weste vum Land an d'Stad kennt d'Regierung net.

Wann een elo déi ëmständlech Streckefëierung vum Regierungsprojet mam Zuch an Tram kuckt, gesäit een, dass den Transportminister mat senger onkohärenter Verkëierspolitik op der falscher Schinn fiert. Besonnesch wann ee muss feststellen, dass mat deem Projéit d'Dier opgestouss gëtt fir eng nächst Etapp mat Schinn an Tram duerch d'Stroossen am Zentrum vum der Stad. Oder gleef Dir drun, dass et net weidergeet iwwert d'Rout Bréck, wann d'Schinne vum Tram schonn um Boulevard Kennedy leien?

Dës Politik kann den ADR net matdroen, mat eis gëtt et keng Schinne mat Technik vum virleschte Jorhonnert an de Stroosse vum der Stad. Et gëtt haut nei Techniken, mat neie performante kollektiven Transportsysteme. Schinnen awer bedei jorelaang Chantieren an der Stad, mat allen Nodeeler fir Mënsch, Verkëier a Geschäftswelt. Mat neie Schinne mécht d'Regierung just eng Reduzéierung vun de Fläche fir de Verkëiersfloss am platz zousätzlech Raum ze schafen.

Här President, ech kommen zum Käschtapunkt. Virgesinn ass e Präis vu bal 400 Milliounen Euro, also bal 16 Milliarden al Frang. Awer opgepasst, bei dës 400 Millionen Euro sinn net all Käschten dran! An och hei wäert d'Regierung erëm dat berühmte System vun den Zoossisstranchen uwennen a bréngt d'Ausgabe stéckercherweis fir de Steierzueler net ze erschrecken. Wat feelt ass ënnert anere dat noutwendegt Zuchmaterial, a sechs Milliarden Frang sinn elo schonn ageplant. Wat feelt ass de Käschtapunkt fir den Embau vun der Gare Lëtzebuerg an Dummeldung, de Bau vun der Aérogare, den Ausbau Viadukt iwwer dem Stadgronn an den Ausbau zweegleiseg. Wat feelt ass de Käschtapunkt fir aner Strukturen de Contournement zu Dummeldung, Aménagement um Kierchberg, Findel an esou weider.

D'Regierung konnt och keng Zuele virleeen iwwert d'Betribskäschte vun deem opwändigen Hybrid-System, an esou wäit mir bekannt ass huet den Transportminister och keng Rentabilitätsberechnung virgeho. Dëst seet genuch aus, wéi onseriö d'Regierung mat de Steiersuen ëmgeet. Am Avis vun der Handelskammer zum Projéit steet dozou dat heiten, ech zitieren: „La Chambre regrette que l'exposé des motifs ne comprenne pas d'évaluation ou de calcul de rentabilité du projet ou une estimation des coûts indirects, comme l'entretien de l'infrastructure, etc. De telles informations sont pourtant indispensables pour se faire une idée de la soutenabilité financière du projet.“ A weider seet d'Chamber zum héije Käschtapunkt: „La Chambre est d'avis que le projet du raccordement du Kirchberg et de l'aéroport au réseau ferroviaire national, tel que prévu par la loi, est démesuré d'un point de vue financier.“

Dir Dammen an Dir Hären, och wann een d'Noutwendegkeet agesäit, an e Kollektivtransportsystem Geld ze investieren, sou muss ee sech dach eng Rei vu Froen iwwert d'Finanzierung stellen. De Statsrot dréck dëst a sengem Avis esou aus, ech zitieren: „Le Conseil d'État en est cependant à se demander si le programme tel qu'il résulte de la prédite loi du 3 juin 2003, ainsi que du présent projet de loi, n'est pas de nature à dépasser les capacités financières de l'État.“ Ech wëll drun

erënneren, dass mam Gesetz vum Juni 2003 schonn 890 Milliounen Euro, also 36 Milliarde Frang gestëmmt goufe fir an d'Schinn ze investieren. Haut kommen der nach eng Käier 16 Milliarden dobäi. Wou hëlt den Transportminister déi 50 Milliarden hier?

Weider am Zitat vum Statsrot: „Aussi le Conseil d'État en est-il à se demander si le projet soumis à son appréciation n'est pas trop ambitieux. Est-ce que d'autres alternatives moins onéreuses n'existent pas?“ Domat wäer mer erëm beim Projéit Bus-Bunn. D'Haaptargumenter vum Büro Basler géint de Projéit Bus-Bunn si licht ze widderleeën. Zum Beispill wat d'Radien an d'Steigung vun de Strecken an d'Längt vum Quai ubelaangt.

Als däitlech Äntwert zitieren ech den Auteur vum Projéit an d'Position dozou vun den Ingenieure vum Grupp G-Tech, déi Folgendes schreiwen, ech zitieren: „Am Raum steet d'Behauptung vum Büro Basler, verschidden ze enk Radien oder ze géi Steigung géingen d'Konzept BB vun engem Schinnenuschloss mat enger duerchgehender Eisebunn onmeiglech maachen. Ech hat wuel drop higewisen, dass et sech beim Bus-Bunn eréischt ëm e Konzept handele géif, an dass d'Eisebunnsstrassen am Kader vum Avant-Projet a vum Exécutionsdossier nach optiméiert gi missten, mä den Här Transportminister huet weder deem Awand nach iwwerhaapt mengé Stellungnahmen zur Basler Etüd Rechnung gedroen.“

Ech zitieren weider: „Bus-Bahn ist erst ein Konzept, Modul K zurzeit ein Vorprojekt. Es ist also nicht verwunderlich, dass die Trassen des Bus-Bahn-Konzeptes im Grundriss und im Längsschnitt noch optimiert werden müssen. Die Basler Studie beurteilt jedoch das Konzept BB nach Kriterien einer abgeschlossenen Planung. Dabei betrachtet sie ihr Urteil als definitiv, wenn sie unterstellt, dass Optimierungen nicht machbar sind.“

Weider: „Die Basler Studie ignoriert, dass durch Absenkung der Trasse an der Unterquerung der Trierer Autobahn oder durch Anhebung der Tunnelleinfahrt über die Côte d'Eich, die Steigungen der Kirchberger Strecke respektiv der Alzetteüberquerung reduziert werden können. Das Konzept Bus-Bahn beinhaltet, dass die Bahnsteiglänge von 190 m auch in den unterirdischen Stationen beibehalten wird. Nun hat die Basler Studie im Zusammenhang mit der Studie über die Zugänglichkeit der unterirdischen Stationen und die Transportkapazität der Lifanlagen folgende Textstelle gefunden: '...es empfiehlt sich Aufzugsanlagen an beiden Bahnsteigtreppen vorsehen.' Beim Aufzählen der Vorteile, meist sicherheitstechnischer Art, steht dann noch: '...rein verkehrstechnisch gesehen, verkürzen sich die Zugangswege meist um eine halbe Bahnsteiglänge (also zirka 80 m).‘

Aus dieser völlig am Zusammenhang gerissenen unpräzisen Angabe folgert nun die Basler Studie haarscharf, dass in den Tunneln die Stationen auf 160 m verkürzt werden sollen, und geht dann noch einen Schritt weiter um zu behaupten: 'Bus-Bahn hätte daher erhebliche negative Konsequenzen auf Zugbildung und Streckenkapazitäten im übrigen Netz.' D'Konklusion: „Wahrlich ein einfach konstruiertes Argument, das die Qualität des Konzeptes Bus-Bahn denigrieren soll.“

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Här President, mat dës puer technesche stéckhaltegen Argumenter wolle ech just beweisen, wéi onseriö déi bestallten Aussoe vum Büro Basler sinn. Ech kënnt nach weider Beispiller bréngen. Zum Vergleichen teschent Zuch-Tram an dem klasschesche Bunnbetrieb wou d'Transportkapazität beim Tram nëmme e Brochdeel vun där vum der Bunn

ass, a wou de Büro Basler dat net gesäit.

Zum Problem mat de véier verschiddene Stroumaarten an den zwee verschiddene Betribsysteme. Dat ass fir de Büro Basler kee Problem, mä lauschtet dat: Lëtzebuerg-Arel, do fuere mer mat 3.000 Volt Gläichspannung, Wasserbëlleg-Tréier, mat 15.000 Volt Wiesselspannung bei 16 2/3 Hertz, d'Eisebunn fiert normalerweis mat 25.000 Volt Wiesselspannung bei 50 Hertz, den Hybrid, deen elo geplangt ass, fiert mat 700 Volt Gläichspannung.

Weider Beispiller, wéi escht eem dem Büro Basler seng Aussoen huelen dierf, sinn dann och nach de Käschtevergläich teschent deenen zwee Systeme, wou de Büro Basler vergësst, déi ganz Eisebunnstreck vun der Zentralgare, ënnert dem Stadtzentrum bis op Dummeldung mat anzeberechnen, wou de Büro Basler vergësst d'Urschaffung vun den Hybridgefrierer mat anzeberechnen, wou de Büro Basler vergësst den Nei-an den Embau vu Gare-Infrastruktur mat anzeberechnen, wou de Büro Basler e Problem fir den Tunnel vum Bus-Bunn gesäit, awer kee Problem gesäit fir den Tunnel vum Module K, wou d'Aussoen zu den Zougängszäite mam Lift fir d'Stationen, zu de Fuerzäiten an esou weider, alles nëmme arbiträre Behauptungen, auswäichend Texter a krampfhaft Wortklauberie sinn.

Här President, meng Konklusion ass kloer, wann dësen Transportminister wëllt escht geholl ginn, da muss mer seng bestallte falsch Expertise séier vergiessen. De Regierungsprojet Module K léist keng Problemer weder mam direkten Zougang an de Stadszentrum nach un déi grouss Schoulzentren an och net un déi verschidden Aktivitéitszonen. De Regierungsprojet Module K ënnerbrécht d'Beförderungskapazität vum eenheetleche klasschesche Bunnssystem. De Projéit Bus-Bunn dogéint weist all Charakteristiken op vun engem zukunftsfaegen Transportsystem.

Mam Tunnel an der Stad gëtt eng Nord-Süd-Achs méiglech, déi anescht an de Stroosse vun enger aler Festungsstad net ze baue wär. Et gëtt en direkte Bunnuschloss vun der Quartier Gare, Uewerstad a Lampertsberg méiglech. D'Stroosse vun der Stad gi vum Autos- a Busverkëier entlaascht. De Kierchberg gëtt direkt un d'Zentralgare ugeschloss a mat der Groussregion verbonnen.

Mat de geplangten Haltestellen op dëser Achs kënnen d'Passagéier aus dem ganze Land mam Bus erbäiwee an opgefaange ginn an déi heiteg Bus-Gare-Endstationen an Gare entlaascht ginn. D'Kappstationen - Endbahnhöfe also - kënnen vergiessen ginn, dës si Léisungen aus dem virleschte Jorhonnert. Et kënnen Duerchgangslinnee gebaut gi vun enger Grenzregion duerch d'Stad an déi aner. Déi ëmständlech Emklamstationen vun Zuch-Tram op d'Bunn entfallen. An net zulescht, vill Sécherheetsrisike gi verhënnert, well de komplizierten Zuch-Tram-Hybrid entfällt.

Här President, den ADR freet nach eng Käier dës Projéit net ze stëmmen. Dat net zulescht wëinst de budgetäre Restriktionen. Fir d'éischt sollten déi Projeten erleeed ginn, déi fir de kollektiven Transport direkt eppes bréngen. Da sollte mer eng global Iwwerleeung fir d'Haaptstad an eist Land zesummen opstellen, am Kader vun engem integrierten Transport- a Landesplanungskonzept.

Zum Schluss wëll ech nach dem Auteur vum Projéit Bus-Bunn, dem Här Georges Schummer, ausdrécklech merci soe fir seng dichteg Aarbecht. Merci och der USILL, der Union vun de Stater Interesse-

veräiner, an dem Grupp G-Tech, dem Reflexionsgrupp fir kollektiv Transportsysteme, fir hiren Asaz. Ech soen lech merci fir d'Noleschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, wann ech de Mëtteg hei Stellung bezéien, dann ass dat, wéi een esou schön op Däitsch seet, mat engem lachenden und einem weinenden Auge. Lachenden Auge, well ech frou sinn doriwuer, dass mer haut emol endlech iwwerginn zu konkreten Taten am Opbau vum öffentlichen Transport. Weinenden Auge, well ech awer der Meenung sinn - an ech wäert dat herno erklären -, dass awer leider zum Deel falsch Prioritéite gesat ginn, an deem Projéit.

Ech wëll awer och virausschécken, dass och wa mer haut nëmme iwwert deen Aspekt Schinnen-transport diskutieren, dass, generell gesinn, meng Fraktion am Contraire zu deem, wat oft gemengt oder behaupt ginn ass, nach laang net ëmmer der Meenung ass, dass Schinnentransporter iwwerall dat Bescht wäeren, respektiv dass een alles kënnt am öffentlichen Verkëier regelen andeem een d'Schinn ausbaut. Awer intelligent öffentlich Verkëiersmëttele, ob dat e Bus ass oder en Trolleybusssystem oder nach méi modern Saache wéi déi, déi et entre-temps ginn, si sécherlech och sénnvoll an derwäert, dass ee se genau examinéiert, a spillen eng wichtig komplementär Roll zum Schinnenbunneverkëier.

Ech wëll och drop hiweisen, dass deemoos dee Projéit, dee BTB geheescht huet, jo Bus-Tram-Bunn geheescht huet. Et hätt een am Fong nach kënnen dobäisetzen, Vëlo a Foussgänger, well déi gehieren och nach dozou, well fir eis ass et kloer, de Verkëier an déi Mobilitéitsproblemer, déi mir haut insgesamt hunn, kréie mer nëmme an de Grëff, wa mer en integriéiert Gesamtkonzept op de Wee bréngen, wou Bus, Tram, Bunn, Vëlo, Foussgänger an och den Auto hir Plaz hunn. Hir Plaz hunn, do wou et Sënn mécht, gläichberechtigt neewentenee, woubäi mer awer der Meenung sinn, dass de Moment en Déséquilibre zugonschten eisichter vum Auto besteet an dofir bedeit Gläichberechtigung fir eis, déi nächst Jore Prioritéit fir den öffentlichen Transport.

Dat virusgeschéck, wëll ech fir d'éischt e kuerzen Historique maachen. Ech mengen deen ass wichtig, well och erëm hei haut de Mëtteg konnt ee feststellen, dass deelweis falsch Saache gesot gi sinn, sou gutt zum Projéit BTB, wéi och zu deem Projéit, deen elo um Dësch läit, an ech mengen, dass et dofir wichtig ass, dass een nach eng Käier een Historique mécht, wéi mer zu där Situation komm sinn, wou mer eis dann haut befannen, a wéi et zu deem Projéit de loi haut och komm ass.

An de spéiden 80er Joren - net méi spéit wéi 1988 - waren déi Gréng déi éischt, déi eng öffentliche Konferenz organiséiert hatten, wou se drop higewisen hunn, dass eigentlich déi deemoleg Efforten, déi dunn ugelaf si vun der Stad Lëtzebuerg, wou de Professor Brändli vun der Stad Lëtzebuerg bestallt ginn ass, fir hire Busdëngscht ze reorganisieren, alles gutt Initiative wäeren, mä sécherlech net géifen d'uegoen, fir déi grave Mobilitéitsproblemer, déi mir zu Lëtzebuerg hätten, an déi sech mat Sécherheit géinge verschäerfen, ze lösen. An dass een eigentlech misst drun denken, an öffentliche Transport e Qualitätssprung ze kréien, deen vill méi wäit geet, dat heescht dass een och misst drun

denke fir nei Transportmëttele mat an déi Iwwerleeungen anzubauen, respektiv méi e grouss Konzept misst entwerfen, dat iwwert d'Stad erausgeet, respektiv fir d'ganzt Land a souguer fir d'Groussregion.

A mir hunn deemoos scho Konferenzen iwwer Tramssystemer organiséiert - ënner anere iwwert de Karlsruher Modell déi Zäit, wat jo eigentlech de Virleefmodell ass, vun deem Projéit, dee mir och elo haut de Mëtteg hei diskutieren -, wou déi schonn am Ausland um Lafe waren, an dunn ass och eréischt géint 1990 méi eng intensiv Diskussion entstanden, fir iwwert de Busdëngscht eraus aner Alternativtransportmëttele an d'Diskussion ze bréngen am öffentlichen Transport.

Dir kënnt lech nach drun erënneren, den Här Goebbels huet sengerzäits ufanks den 90er Joren, ech mengen, et war 1990, selwer esouguer déi berühmten Hochbahn an d'Diskussion bruecht, deen berühmte Val-Méto, deen zu Lyon ronderëm fiert. Dat ass eng Aart Tram, deen op héije Brécke fiert. Alles dat wieren awer nëmme esou Ufanksdiskussionen, esou liddien, déi lancéiert gi sinn, déi relativ séier vum Dësch waren, well eigentlech all Acteuren zu deem Moment, an ech betounen, all Acteuren, all politesch Parteien, inklusiv d'Stad Lëtzebuerg, sech eens waren, dass ee misst higoen an eng gréisser Etüd an Optrag ginn, déi emol genau d'Problemlag géing analysieren, an een ausgehend vun där Etüd dann Alternativen entwéckele sollt.

An esou ass dann ufanks den 90er Joren dee berühmte Büro Luxtraffic gegrënnt ginn, e Büro, deen sech zesummesat huet aus verschiddene Komponenten, do war och d'Stad Lëtzebuerg dran, do war den Transportministère natierlech mat dran als Haaptauftraggeber, an dee Büro krut als Optrag fir op Basis vun der Verkëierssituation zu Lëtzebuerg Modellen ze sichen, Alternativen ze sichen, fir iwwert den normale Busdëngscht, deen déi Zäit bestanen huet, an iwwert déi Ustengungen, déi déi Zäit scho gemaach gi sinn, eraus nei Weeër ze sichen. A wat ass gemaach ginn?

Ma dee Büro Luxtraffic huet fënnel Modeller ënnersicht. En huet den éischte Modell ënnersicht, dat war de Modell „Status quo“. Esou steet et och geschriwwen an der Etüd Luxtraffic. Fir déi, déi et interesséiert, ech hu se nach eng Käier matbruecht, wann der Noholbedarf hutt oder ee mer net gleef wat ech hei zielen. „Status quo“, dat wär gewiescht, dass ee sech zefridde ginn hätt mat deem wat elo ass, respektiv nach un de Stroossen e bësse gebastelt hätt, an da gemengt hätt dat géing duergo fir de Problem fir d'Zukunft ze lösen. Et war awer relativ séier kloer unhand vun de Chifferen, unhand vun der Entwécklung vum Emploi, vun der Bevölkerungszuel, dass dat absolut net géif d'uegoen.

Dunn ass déi zweet Alternativ analyséiert ginn. Dat war, wann een nëmme mat Busse géing de System ausbauen. Dat heescht, ausgehend vun deem wat bestanen huet, ausschliesslech zousätzlech mat Busdëngschter d'Offer ze verbesseren.

En drëttes Modell ass ënnersicht ginn, dat war e separaten Tramssystem an der Stad oder fir d'Stad an d'Groussregion Lëtzebuerg ze entwerfen, niwint dem klasscheschen Eisebunnnetz an niwint dem Bunnnetz, dat heescht e System Tram wéi zu Stroosbuerg, deen ganz onofhängeg funktionéiert.

E véierte Punkt war, dass gesot ginn ass, mir kucken, ob mer net kënnen am klasscheschen Eisebunnnetz eng Alternativ fanne, an do wëll ech drop hiweisen, dass och vum Luxtraffic deemoos schonn eng Variant ënnersicht ginn ass, mat engem Tunnel ënnert der

Stad erduerch, fir d'klassesch Eisebunnsnetz. Bei allem Respekt fir d'Persoun vum Här Georges Schummer, mä et ass net hien, deen déi éischté Kéier mat där Iddi komm ass, mä et war mä fréiere Parteikolleg Jup Weber, deen déi Iddi schonn ufanks den 90er Jore lancéiert huet, an am Projet Luxtraffick ass déi Variant mat analyiséiert ginn.

E fénnefte Modell war de Projet BTB, Bus-Tram-Bunn, mat deenen Hybrid-Gefierer, wéi mer en haut hei virleien hunn.

An no alle Konkusiounen, nodeem déi Modeller matenee verglach gi sinn, gekuckt gi si wat eis Problemer sinn, ass deen deemoolege Büro Luxtraffick zur Konkusioun komm, dass den Hybrid-System, esou wéi en zu Karlsruhe funktionéiert huet, dee géeeegentste wär, fir fir Lëtzebuerg d'Problemer an de Grëff ze kréien. An ech wëll och drop hiweisen, dass deemools dee Büro Luxtraffick glat näischt ze dinn hat mat deem Büro Hacon, op dee kommen ech och nach ze schwätzen, deen duerno d'Exekutioun vum Projet sollt weidermaachen, och glat näischt ze dinn hat mam Büro Basler, deen duerno eng sozioekonomesch Studie gemaach huet. Dat heescht, wann hei Behauptungen opgestallt ginn, dass déi Etüd, déi elo gemaach ginn ass vum Büro Basler fir den heitegen Transportminister, fir de Projet BB ze analyséieren, dass dat eng Gefälligkeetsetüd wär, well dat wären déi nämlech, déi schonn implizéiert gewiescht wäeren am Projet BTB, dann ass dat einfach falsch. Dat ass strictement falsch. Mat dem Ursprung vum deem Projet huet de Büro Basler näischt ze di gehat.

1994 ass déi Etüd hei presentéiert ginn am Numm vum Ministère des Transports, zesumme mat der Administration communale de la Ville de Luxembourg. Dat heescht, 1994 war all Mensch sech zu Lëtzebuerg eens, dass déi dote Richtung déi richtig wär, an ech hunn och eng Motioun gemaach kuerz duerno an der Chamber, déi à l'unanimité an deem Parlament gestëmmt ginn ass, wou sech festgeluecht ginn ass, fir déi dote Pist weider ze verfolge.

An dunn ass natierlech logescherweis, vu dass och hei am Parlament Unanimitéit bestanen huet, déi deemoolege Transportministerin, d'Madame Delvaux, higaangen an ass d'Exekutiounsprozedur ugaangen a si huet dee Büro Hacon, dat ass eng Ingenieurgesellschaft, beoptraagt fir eng „betriebliche Untersuchung zum regionalen Tram-Projekt in Luxemburg“ auszeschaffen. Déi hunn ech och hei. Et sti vill interessant Saachen dran, och enner anerer wat d'technesch Faisabilitéit ubelaangt, déi ech lech awer haut erspieren, fir dann op deem Projet weiderzefueren.

Dat heescht, wann och hei behaupt gëtt, an ech hunn elo nëmmen zwee Dokumenter matbruecht vum deem Stapel, deen ech doheem a menger Spëndche stoën hunn, deen entre-temps do läit, hei géing quasi an enger Nacht- und Nebelaktioun elo decidéiert ginn, fir en Hybrid-System anzeféieren um Kierchberg, dann ass dat éierlech gesot net ganz seriö, well wann et zu engem Projet massiv Etüde gëtt, dann ass et wierklech zu deem Projet.

De 14. Oktober 1998 ass de provisoerschen Ofschlossbericht vum Büro Hacon fir d'Faisabilitéit komm. De 14. Oktober 1998, dat ass e Stéchdatum, dee seet lech jo sécherlech eppes, dat war ongeféier déi gläich Zäit an där mir eis elo befannen, kuerz virun de Parlamentswahlen, mä net nème kuerz virun de Parlamentswahlen. Dir wësst, dass 1999 Chamberswahlen am Juni waren, a Gemeengewahlen am Oktober. A wat louch scho méi no wéi dunn ze versichen als Oppositionspartei hei an der Chamber, fir déi dote Geleeenheet beim Schopf ze paken, bei där

Kontrovers, déi natierlech an deem komplexe Sujet hei dra louch, a mat relativ bëllegen Argumenter a mat primitiver Polemik doraus e simplistesche Wahlkampfsujet ze maachen, deen engem géing widerhellefen, net nëmmen och nach d'Chamberswahle besser ze wannen, mä och d'Gemengewahlen an der Stad ze wannen. An dunn ass dat och geschitt.

D'Demokratesch Partei huet am Wahlkampfjoer 1999 mat Vollgas, deelweis muss och awer soen, et war net nëmmen d'Demokratesch Partei alleng, et war och d'CSV an der Stad, déi zolidd matgeholfen huet, fir dee Projet do ze kippen. Et sinn déi haarsträubendst Saache gezielt ginn. Et si Saache gezielt ginn, déi mam Projet glat näischt ze dinn haten. Et si 17 Bussen uneneegestréckt ginn an an d'Avenue gestallt ginn, a Fotoe gemaach ginn, d'Press bestallt ginn, fir ze weise wéi schlecht dass dee System wär.

Dat heescht, all déi Argumenter, déi virdu gedeelt gi si während bal 10 Joer, waren op eemol net méi gutt an net méi gültig. Et ass esouguer esou wäit gaangen, dass behaupt ginn ass am Kader vum Wahlkampf 1999, an do muss ech dem Här Helminger soen, et ass net esou wéi wann deemools d'Stad Lëtzebuerg oder d'DP zum Beispill gesot hätt, si wieren nème géint den Tracé an der Stad, mä soss awer wäeren si fir de BTB gewiescht. Et ass deemools gesot ginn am Wahlkampf, et gëtt total iwwerdrifwen, mir hu keen esou e grouse Verkéiersproblem zu Lëtzebuerg an et ass d'Fro gestallt ginn, ob et noutwendeg ass iwwerhaapt esou vill ze investéieren an den öffentliche Transport.

Et ass wierklech eng global Strategie gefuev gi géint de qualitativen Ausbau vum öffentliche Transport, mat alle Konsequenzen déi dat hat. An dunn ass och nach an der leschter Sèkkon déi sozioekonomesch Studie da bestallt ginn, vum Büro Basler hei an deem Fall. Déi sozioekonomesch Studie sollt deemools da beleéien ab wat fir engem Szenario, dass en Ausbau vum öffentliche Transport insgesamt zu Lëtzebuerg géing Sënn maachen. Déi Etüd ass awer leider eréischt erauskomm no de Chamberswahlen. Si ass schonn enner deem neien Transportminister virgestallt ginn, an déi Etüd huet dräi Szenarioen erginn. Si ass ausgaange vun engem schwaachen Entwécklungsszenario vu Lëtzebuerg, si ass ausgaange vun engem méittleren Entwécklungsszenario an engem hejigen Entwécklungsszenario. An eigentlech ass deesewechten Exercice nach eng Kéier gemaach ginn, dee schonn 1990, 1991 an 1992 vu Luxtraffick gemaach ginn ass. Et ass nämlech gekuckt ginn, wéi gesäit d'Entwécklung vun der Bevölkerung aus fir déi nächst 10, 15, 20 Joer zu Lëtzebuerg. Wat erwaarden mer eis am Beräich vum Emploi? Wéi wäert d'Aarbeitsplatzevoluntion weidergoen zu Lëtzebuerg? An op Basis dovun sinn déi dräi Szenarioen entwéckelt ginn.

Dat Eenzegt wat natierlech do komm ass, vu dass am Joer 1999-2000 déi Zuelen, déi Luxtraffick als Basis hat 1990, 1991 an 1992, scho längstens dépasséiert waren. Dat heescht, dee Szenario op Basis vum deem de Büro Luxtraffick de Projet BTB errechent hat a wéini dee géing Sënn maachen, dee war schonn iwwertraff am Joer 2000, a Basler hat natierlech déi neisten Zuelen an huet déi dunn deementspreechend korrekterweis och ugewannt. An d'Situatioun war déi, dass mer eigentlech wéi déi Studie presentéiert ginn ass, dat hunn ech och deemools hei an der Chamber gesot, scho konnten dovun ausgoen, dass de Szenario „hoch“, dat heescht dee wou Basler der Meenung wär, dass esou e System wéi de BTB sech rechne géing, dass dee fir Lëtzebuerg dee wär, dee géing Sënn maachen.

Entre-temps war et natierlech esou, dass deen neien Transportminister jo net méi am Wahlkampf war, mä a sengem Amt, a wéi en den Transportministère iwwerholl huet a wahrscheinlech do mat sengem Regierungspartner a mat senger soss Regierungsmemberen huet misse feststellen, dass d'Verkéisersituatioun amgaange war, sech ëmmer méi ze degradéieren zu Lëtzebuerg, war et him och längst kloer, dass dat, wat am Wahlkampf als Polemik nach richtig war, an der Realpolitik am Ministère net méi ganz vill Wäert hätt. En hat du schonn onofhängeg vum Resultat eng Rei Studie weider a säi Ministère beoptraagt, an der Zesummenaarbecht mat Ponts et Chaussées, eng Rei Studie weiderzemaachen, wéi ee kéint iwwer dee sou genannte Null-plus-Szenario, deen deemools dunn am Kontext vun der sozioekonomesch Studie diskutéiert ginn ass, wéi een dee kéint weiderentwéckelen.

Et war dofir och net erstaunlech, dass eigentlech direkt scho bei der Virstellung den Transportminister gesot huet, dass hien eigentlech léiwer iwwer dee Szenario eraus géing goen, an do huet e relativ séier an d'Richtung geschafft, fir dee „mobilitéit.lu“-Konzept ze bréngen, wou dann awer den Hybrid-System géing agefouert ginn, zwar natierlech ouni dat Stéck an der Stad Lëtzebuerg, mä haaptsächlich d'Ubanung vum Kierchberg an och vum Findel. Dat heescht wann een de Bilan zitt vun deenen ëmmerhin elo 13, 14 Joer Diskussioun, dann ass et wierklech wéi gesot net richtig ze behaupten, mir géingen hei einfach lapidar eppes decidéieren, et gëtt genuch Studien.

Dat Eenzegt, wat ee muss bedauren, dat ass dass mer onwahrscheinlech vill Zäit verluer hunn, an ech wëll dem Här Greisen soen, wann ech him an der Kommission deemools gesot hunn, et wär scho genuch Zäit verluer gaangen, dann hunn ech dat net gemengt weinst senger Interventioun an der Kommission, mä dann hunn ech dat an deem heite Sënn gemengt, well ech hunn dat och deemools gesot, dass et endlech géing duergoen, mir géingen elo 14 Joer doriwwer diskutéieren, an d'Situatioun do-bausse géing sech ëmmer méi verschlëmmeren, iwwerengens mat zimlech gravé Konsequenzen entre-temps fir eise Wirtschaftsstanduert.

Well wa bis d'FEDIL, d'Chambre de Commerce an ech weess net wat fir eng nach, Unternehmervverbände ufänken, Avisen ze schreien, wou se sech an deem Mooss staark maache fir den öffentliche Transport, da gesäit ee jo wou d'Klacke lauden, dass entre-temps zu Lëtzebuerg eise Wirtschaftsstanduert immens Nodeeler kritt huet, well mer esou vill Zäit verluer hunn. An an deem Sënn ass et héich Zäit, dass eppes geschitt. De Projet BB sou wéi den Här Schummer, den Här Georges Schummer, e presentéiert huet, huet eng ganz Rei Nodeeler; ech wëll net méi op se all am Detail agoen. Ech wëll der just dräi, véier awer eraushuelen, déi einfach fir mech och ausschlaggebend si firwat dee System do zu Lëtzebuerg iwwerhaapt kee Sënn mécht.

Éischtens dat ass, dass en onflexibel ass, an dat war och den Haaptgrond iwwerengens firwat Luxtraffick deemools gesot huet, mam classesche Schinnennetz geet et net duer. Dee Projet do leet eis definitiv op de classesche Schinneréseau fest a mécht et fir d'Zukunft net méi méiglech, deen nach an deem Mooss ausbaue wéi mir e brauchen. Ech wëll lech e Beispill ginn. Dir wësst, dass Luxtraffick deemools gesot huet, an enger éischer Phas soll een eng Nord-Süd-Achs schafe fir de System, mä an enger zweeter Phas misst den Aus-

bau och an d'Richtung goe vun enger West-Ost-Achs. Dat heescht, vum Westen hier, vu Stengefort erf misst och eppes geschéien, a virun allem misst eppes passéiere fir eng Korrektur unzabréngen um classeschen Eisebunnsréseau sou wéi en do läit, well deen eigentlech laanscht d'Agglomeratiounen fiert. An et ass gesot ginn, dass ee sech misst iwwerleéien, ob een net och dodrun denkt, ebe mat Hybridgefierer vill méi fréi erfzefueren, vum classesche Réseau, bei Mamer an der Géigend.

Bon, dat ass ni ausgeschafft ginn, well dat an enger éischer Phas keng Prioritéit hat, mä et war awer ganz kloer, dass dee System Hybrid, sou wéi en och elo agefouert soll ginn, proposéiert ginn ass, well e vill méi flexibel ass, well en eng gutt, eng flott Kombinatioun erméiglecht, eng relativ einfach Kombinatioun erméiglecht téschent dem classesche Schinnennetz an deem Stater Schinnennetz.

Een zweet, dat ass d'Qualitéit vum öffentliche Transport. Dat ass haut, ech géing awer wierklech bal soen, eng Binsenweisheit, all Verkéisersexpert am Ausland seet lech, dass et grobsten Unfug ass fir d'Leit enner de Buedem ze schécken, Passagéier enner de Buedem ze schécken. Dir musst lech jo besosst sinn, hei geet et dorëms, wou Leit mat Lifte mussen enner de Buedem fueren, wou Leit Stationen, Zich mussen huelen enner dem Buedem, dat heescht, wou et wierklech Problemer gëtt mat der Sécherheet, wou et Problemer gëtt mat eelere Leit, wou eeler Leit Ängshten hunn, fir esou öffentliche Transportmëttelen ze huelen. An dat geet op d'Qualitéit an op d'Benotzung vum öffentliche Transport.

(Interruptions)

Majo, Här Mehlen.

Ech wëll lech just e Beispill ginn. Ech schwätze jo elo vu Lëtzebuerg, ech schwätze jo net vu Paräis, mir schwätze jo vu Lëtzebuerg.

(Interruptions)

Jo, mä och net gären, frot emol dräi Leit. De Metro rentéiert sech natierlech a Stied, déi iwwer eng hallef Millioun Awunner hunn, dat ass kloer. Do musst Der och e Metro mat bäihuelen, mä et ass awer keen dee mat Freed an de Metro geet. Mä ech wëll lech just eent soen. Mir hunn eng Plaz an der Stad Lëtzebuerg, wou d'Busbenotzer ennerirdesch sech mussen ophalen. Dat ass de Centre Aldringen.

(Hilarité)

Jo, elo laacht Dir! Mä da sot mir emol, wat ass de Problem vum Centre Aldringen? De Problem vum Centre Aldringen ass genau deen doten, an dat ass jo nach net an deem Beräich enner dem Buedem wéi dat an deene Proposen ass, déi vum Här Schummer virgesi sinn. Do ass de Problem haaptsächlich d'Sécherheet, fir dat enner Kontroll ze kréien, an ech wëll lech och soen, dass Dir dat souwisou ni enner Kontroll kritt, an dass dat e wesentlecht Argument ass, wat d'Qualitéit ubelaangt vum öffentlichen Transport. Dat seet wéi gesot haut all Expert lech mat grousser Wahrscheinlechkeit.

De Präis ass e weideren. Et ass net richtig wann hei gesot gëtt, beim BTB wäeren d'Gefierer net aberechent. Dir hutt bei der Hacon-Studie scho Berechnung gemaach iwwer d'Käschtpunkte vun de Gefierer. Mir hunn natierlech elo eng Situatioun, dat huet den Transportminister eis jo och gesot, dass d'Eisebunn do an Négociationen ass mat enger Firma, an dass de Lëtzeburger Stat natierlech sech, oder d'Eisebunn sech muss wiere fir net egal wat fir e Präis ze bezuele fir verschidde Gefierer. Mä et ass awer net esou, dass dat ausschlaggebend ass, an de Präisverglach mat deem wat et géif kaschten, wann een hei ennerirdesch fiert.

Ech kommen dann zu dem Projet als solches, zu deem Punkt wou ech gesot hunn, dass mer e lachendes an e weinendes Auge hunn, a virun allem fir ze erklären, firwat ech der Meenung sinn, dass hei zum Deel falsch Prioritéit gesat ginn. Richteg ass et natierlech, de Kierchberg als solches unzebauen. Dat ass iwwerengens souwisou dee Modell sou wéi e virgesinn ass, dat ass am Wesentlechen deen, deen am Projet BTB virgesi war vum Norden op de Kierchberg respektiv vum Zentrum also op de Kierchberg.

Et ass just, dass deen Tracé duerch d'Stad ewechgefall ass. Mä um Kierchberg selwer ass dat plus ou moins dat, wat och proposéiert gi war am Projet BTB. Mir sinn der Iwwerzeugung, dass de Findelubau net eng Fro elo ass, dat huet guer näischt mam Findel ze dinn. Ech wëll net behaupten, dass een net iergendwann eng Kéier och vläicht de Findel kann uschlëssen, wann dat e Sënn ergëtt, wann eng Kéier deen Szenario sollt anrieden, deen den Här Helminger eis hei virdu beschriwwen huet. Mä do si mer awer bis elo nach mat Sécherheet net. Am Moment, mat den Donnéeën an de Problemer wéi se sech haut stellen, ass et fir eis kloer, dass de Findel keng Prioritéit ass, dass awer aner Saachen éischer eng Prioritéit wäere wéi de Findel.

A wann hei gesot gëtt, de Stadkär unzebannen, dat wär keng Prioritéit, well am Stadkär wär net méi de Gros vun den Aarbeitsplazen, respektiv do géingen et der éischer mander ginn, da muss ech dozou soen: Éischtens, sécherlech ass et richtig, dass am Stadkär wahrscheinlech an Zukunft weider keng nei Aarbeitsplaze méi wäerte geschafe ginn. Mä et ass och eng Fro vun Attraktivitéit vum Stadkär. Wa mer elo higin a mir maachen de Kierchberg an d'Quartiere ronderëm extrem attraktiv, mat neie Verkéisermëttelen wéi dat heiten, da soen ech lech, bei all deem wat mir haut hu vum Ofwanderung vu Geschäften an och vu Betriber a vun Dëngschtleeschungen op de Kierchberg an an d'Agglomeratioun, da riskéiere mir eng Kéier eng Stad ze kréien, déi doudeg ass, wou kee Liewe méi ass. Eleng aus deem Grund ass et extrem wichtig, dass een do eng Solutioun fënnt, fir de Stadkär un de System unzebannen.

Et muss jo awer esou sinn - an ech mengen de Buergermeeschter vum der Stad Lëtzebuerg deelt jo awer hoffentlich do meng Meenung -, dass een an Zukunft muss frou sinn, wa mer erëm Liewen an dës Stad erakréien. A wann ech dann héieren, dass wann déi Plaze wou elo Aarbeitsplazen dra sinn, also wou elo Banken oder Büroen an der Stad sinn, op de Kierchberg wandern, dass do gréisstendeels soll Wunnraum drakommen, da muss ech awer soen, dat ass awer net ganz fair fir esou ze argumentéieren, well et weess jo awer all Mensch, dass déi Gebaier um Boulevard Royal an och nach eng ganz Rei aner Gebaier an der Stad, dass een déi net kann a Wunnraum ëmwandelen. Do kommen dann entweder iergendwellech Fräizäitinfrastrukturen dran, gréisstendeels, oder Geschäften oder ech weess net wat nach alles, mä et ka jo awer kee mir wëlle weismaachen, dass en esou Gebaier wéi déi, déi um Boulevard Royal de Moment stinn, wann déi vu Banke verkaaft ginn oder vu soss Dëngschtleeschungsbetriber, dass een do ka Wunnengen dra maachen.

Déi eenzeg Méiglechkeit wéi een dat kéint maachen, da misst een se ofrapfen an eppes ganz Neies dohinner opriichten, well beim beschte Wellen, ech gesinn net wéi een dat kéint maachen.

(Interruptions)

Jo, et ass amortiséiert, dat ass richtig, mä ech mengen dass et net realistesch ass, fir dat einfach esou hei ze behaupten.

(Interruptions)

Ech sinn der Iwwerzeegung, dass et wichteg ass, dass een dee Stadkär ubënnt eleng wéi gesot aus Attraktivitéitsgrënn vun dem Stadkär par rapport zum Rescht vun der Stad Kierchbiereg mä och d'Géigende ronderëm. An dat sinn iwwregens och déi Suergen an Ängschten, déi zum Beispill an deem Avis vun der Chambre de Commerce gedeelt ginn, an dofir huet d'Chambre de Commerce och net, wéi elo virdrun hei behaupt ginn ass, gesot si wär géint de Projet, deen haut hei presentéiert gëtt. Si huet just gesot, si géing net verstoen, datt dee Projet géing realiséiert ginn, ounst datt de Stadkär ugebonne géif ginn. D'Argumenter, déi do benotzt ginn, si genau déi doten.

Dann ass e leschte Punkt, wou ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer endlech Neel mat Käpp maachen, ee Sujet, deen ëmmer méi thematiséiert gëtt, och nach gësichter op enger Pressekonferenz. Dat ass de Kyoto-Protokoll an eis Engagementer am Beräich vum Klimaschutz.

Et ass evident entre-temps, datt wa mer net e Quantesprung erreeche bei der Verlagerung vun der Strooss op den öffentliche Transport, an an Zukunft eis Mobilitéitsgewunnechte geännert kréien, mir eis Kyoto-Zil-Reduktioun vun 28% vun den CO₂-Emissiounen sécherlech net erreechen. Dat gëtt da wierklech e grouse Problem fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, well mer maachen dann all Efferten, déi vun der klassescher Industrie gemaach ginn, fir zu den CO₂-Reduktiounen ze kommen, zunichte, well mer net am Stand sinn als Politik déi richteg Prioritéiten ze setzen, fir eng aner Mobilitéitskultur och zu Lëtzebuerg endlech an d'Weeër ze leeden.

An dann dee leschte Punkt, Här President, dat ass d'Fro vum Präis insgesamt vun enger Saach wéi där heiten. Et ass sécherlech richteg, zemoals an Zäite wou d'Keese méi knapp ginn, dat driwwer diskutéiert gëtt, datt een net egal wat mécht an oppasst wat een decidéiert, mä ech sinn ëmmer erëm iwwerrascht driwwer, wéi vill Präisvergläichstudien, Impaktstudien, an ech weess net wat nach alles, verlaangt ginn, wann et drëms geet den öffentliche Transport auszubauen, a wéi wéineg datt déi nämlech Rigueur un den Dag geluecht gëtt, wann et drëms geet fir iwwer eng Strooss ze decidéieren.

Ech wëll drun erënneren, wéi mer d'Diskussioun iwwert d'Nordstrooss an den 90er Joren hei gefouert hunn, datt do keng véier Leit op d'Tribün komm sinn an iergendeng Fro gestallt hunn iwwert de Präis vun där Strooss, iwwer Kostennutzung, iwwert Ekonomissitéit, an esou weider, an esou fort.

M. Robert Mehlen (ADR).- Den Här Goebbels huet hei behaupt, all Blimmchen an all Grashalle wäeren ënnersicht ginn.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech hunn awer elo, Här President, en Dokument viru meien, wat ech gësichter kritt hunn an der Budgetkontrollkommissioun, an zwar en Tableau iwwert d'Nordstrooss. Do kann ee feststellen, datt, wéi d'Nordstrooss 1986 decidéiert ginn ass, am Gesetzesprojet 14,8 Milliarde Lëtzebuerg Frang virgesi waren, wat déi Nordstrooss géing kaschten. Déi Gréng hunn deemools scho gesot, datt bei där Envergure a bei där Komplexitéit, déi sech wahrscheinlech géing hannert deem Projet verstoppen, et lächerlech wär fir esou en niddrege Chiffer anzusetzen, well de Käschtpunkt am Endeffekt vill méi héich géing ginn.

Mir hu gësichter vun der Administration des Ponts et Chaussées deen adaptéierte Chiffer kritt, à ce stade wuel verstanen, well mir si jo nach laang net fäerdeg mat där Strooss. Elo si mer bei 18,8 Milliar-

den. 4 Milliarden Depassement zu deem, wat mer 1996 hei als Chamber gestëmmt hunn. 4 Milliarden!

M. Robert Mehlen (ADR).- Dat ass well Dir se gären ënnert dem Buedem gehat hätt.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här Mehlen, eent wëll ech lech just soen, dat ass net richteg, wat Dir sot, mir wollten déi Strooss guer net. Et ass den Här Goebbels, dee se wollt ënnert de Buedem leeën. Mir hu jo och dergéint gestëmmt.

M. Robert Mehlen (ADR).- An den Zuch därerf net duerch de Buedem fueren!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Wat ech lech just ka soen, dat ass, datt ech mat Schrecke muss feststellen, datt wann et ëm eng Strooss geet, wann et ëm eng Facilitétsléisung geet an deem Parlament, da gi relativ liichtfankeg Décisiounen geholl, da gi sech net vill Froe gestallt iwwert de Finanzement. Da gétt a Kaf geholl vu vireran, datt wahrscheinlech de Projet herno bal duebel esou deier gëtt, wann e fäerdeg ass, wéi et urspringlech virgesi war.

(Interruption)

Mir diskutéieren nach eng Kéier zesommen an deser Chamber, wann des Strooss wierklech fäerdeg ass, a mir wäerten dann och, Här Haupt, d'Konten dovun an der Budgetkontrollkommissioun diskutéieren, an da wäert Dir gesinn, datt mer net wäit vun duebele Präis ewech wäerte leien, esou wéi d'Situatioun ausgesäit. Dat soen ech lech elo schonn.

Ech weess net, ob mer d'Chance wäerten hunn nach zesommen hei ze sinn, well dat dauert jo ëmmer eng Éiwegkeet ier mer d'Konte vun esou Saache virgeluecht kréien, mä da wäerten eis Nofolger kënnen dorawer diskutéieren.

Wéi gesot, haut, wou d'Strooss de loin fäerdeg ass, si mer schonn iwwer 30% iwwert deem, wat mer 1996 gestëmmt hunn. Dat schwätzt Bänn driwwer, wéi hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer iwwer Verkéier a Verkéiersplanung diskutéiert gëtt. Mir hoffen, datt mer do an Zukunft e Revirement kréien, datt dat anescht's gekuckt gëtt. Mir si jo net géint all Strooss, de loin, mä mir hätte gären, datt déiselwecht Kritäre fir den öffentliche Transport zumindest an Zukunft och fir d'Strooss ugewannt ginn. A wann dat net sollt de Fall sinn, da wann ech gliff kommt net heihinner a maacht bei all deenen Etüden, déi scho virleie fir den Ausbau vum öffentliche Transport, wéi wann hei egal wat decidéiert géif ginn an einfach esou aus der Héft eraus géif geschoss ginn.

Wéi gesot, mir si frou, datt mer haut endlech ufänken. Mir wäerten eis enthale bei deem Projet, well mer deelweis falsch Prioritéiten dra gesinn, mä mir stënnen natierlech net dergéint, well mer selbstverständlech der Meinung sinn, datt et awer wichteg ass, datt mer un de Kierchbiereg ugebonne ginn a mer en éische Schratt maachen. Ech sinn och perséinlech der Iwwerzeegung, an dat hunn ech schonn 1999 gesot, an dat soen ech och haut, an dat wäert ech och nach an e puer Joer soen, datt wann dat éischt Hybrid-Gefier bis iwwert de Kierchbiereg fiert, d'Diskussioun ganz, ganz schnell zu Lëtzebuerg eng aner wäert ginn, a mer ganz schnell wäerten diskutéieren iwwert de weideren Ausbau vun deem System.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, den Här Zanussi huet am Numm vun onser Fraktioun op eng excellent Manéier duergeluecht, wéi mer zu deem Projet

stinn. En huet och ons reservéiert Approbatioun zu deemem Projet virbruecht, an ech brauch vun deem Point de vue hier näischt weider derbäiezefügen.

Ech wollt awer trotzdem als stater Gemengerot an och als een, deen interesséiert ass un deem, wat an der Stad vir sech geet, eppes iwwert déi Problematik, mat där mer haut befaasst sinn, soen.

Ech si selbstverständlech interesséiert, wéi jiddfereen, u Mobilitéit. Et gétt jo ganz vill vu Mobilitéit geschwat. Mat „priorité à la mobilité“ mécht d'Stad Lëtzebuerg eng Campagne hei an der Stad. Ech sinn awer och interesséiert un der Liewensqualität an der Stad, an ech muss soen, dës ass eng Stad, déi ëmmer méi congestionnéiert gëtt duerch riseg Zuele vu Busse bannen an der Stad, duerch d'verstoppten Accèsen an der Entrée vun der Stad, a virun allem och duerch verstoppte Stroossen an der Stad vu Leit, déi probéieren iwwer allméisglech Schläichweeër duerch d'Stroosse vun der Stad op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dat ass natierlech eppes, wat fir d'Liewensqualität an deser Stad eng Katastroph ass.

Dofir, mengen ech schonn, wéi soll ech soen, dass iwwert déi verkéierstehnesch Aussichten, déi hei duergestallt gi sinn, een eppes brauch a relativ nächster Zukunft vu System u Verkéiersmëttele, System, dee strukturéiert ass mat Bus, Tram, enger Kombinatioun och mat der Eisebunn, déi een zur Verfügung stellt, an dass mer an der Agglomeratioun vun der Stad Lëtzebuerg, well mir schwätze jo wierklech net méi vun der Stad eleng, mir schwätze vun der Agglomeratioun, vun engem Ensembl vun 100.000 bis 120.000 Awunner, net derlaansch kommen, déi Agglomeratioun ze strukturéieren mat kombiniéierte Verkéiersmëttele, déi flächendeckend fir dee ganzen Ensembl sinn. Sécher gëtt et vläicht Prioritéiten op där enger oder anerer Plaz, mä d'Stad Lëtzebuerg brauch flächendeckend strukturéiert Verkéiersmëttele.

Eng zweet Iddi, déi ech hei trotzdem wollt duerleeren - si ass scho beim Här Bausch zum Deel zum Virschäi komm -: An deenen Etüden, ech hunn dat gutt nogelauuschtert haut de Mëtten, gëtt an der Haaptsaach ëmmer vun dem Problem vun den Navetteure geschwat, vun där risen Zuel vu Leit, déi an d'Stad schaffe kommen. Mueres erakommen, owes erausfueren.

Dat ass schéin a gutt, dat gëtt jo och erfassst vun deenen Etüden, mä ech mengen, et därerf een eppes net vergiessen, dass des Stad, ob een et wëllt oder net, a mat allen Effort de Dezentralisatioun, déi ee ka maachen, eng Plaz ass, wou éischtens emol Commerce ass. Och eng Plaz ass, wou kulturell Manifestatiounen a kulturell Installatiounen sinn. Et ass eng Plaz, wou Verwaltungen sinn, déi héchstwahrscheinlech och hei bliwen. Et ass eng Plaz, wou vill Schoule sinn, an et kënn elo nach eng Uni derbäi. Vun der wirtschaftlecher Importenz natierlech net ze schwätzen, vun de Banken, vun alleguerten deenen Installatiounen, déi et hei gëtt.

Et ass also eng Plaz, déi sech héchstwahrscheinlech nach weider wäert entwéckelen, an ech fannen, dass an all deene Rieden, déi mer haut de Mëtteg héieren hunn, dat eigentlech net zum Virschäi komm ass.

Da constatéiert ee jo och, wann een dese Projet kuckt, dass dee jo eigentlech deen Zentrum do évitéiert. Bon, selbstverständlech fänt de Kierchbiereg un e wichtegen Deel vun der Stad ze ginn, mä trotzdem ass d'Haaptcharakteristik vun deemem Projet, dee mer

stënnen, deen, dass en den Zentrum évitéiert an dass en als solchen also keng Solutioun bréngt fir ganz vill Deeler vun der Stad.

Et ass gesot ginn, et bréngt keng Solutioun fir de Lampertsbiereg, et bréngt och keng fir de ganze Südrand oder de Süd-West-Rand vun der Stad, wou mer amgaange sinn Zones d'activité ze kreieren, wou mer tëschent 50.000 an 100.000 Aarbechtsplaze wäerte kreien an déi natierlech och verkéiersméisseg mussen erschloss ginn an dat waméisglech mat engem System vu kollektivem Transport. An do fannen ech, dass mer héchstwahrscheinlech - ech si bal sécher - och net un engem System - wéi ech éinescht gesot hunn - engem strukturéierte System vun Tram-Bus ugebonnen och un d'Schinnennetz, wat besteet, laanschkommen.

Dann en drëtte Punkt, dee mech och an deser Diskussioun frapéiert huet. Ech menge jo, dass keen Transportmëttel, egal wéi sophisticated ass, all Problemer vu Mobilitéit a vu Liewensqualität an der Stad ka léisen, eleng léise kann. Et ass selbstverständlech eng Gesamtfro vun Aménagement du territoire. Et hântk vun deene Gesamtdécisiounen fir den Territoire vun der Stad a vun der Agglomeratioun of, ob mir et fäerdeg bréngen de Verkéier an de Grëff ze kréien, d'Mobilitéit ze assurieren an zugläich Liewensqualität ze schafen.

Mir hu jo an der Vergaangenheet a mir sinn nach ëmmer derbäi, ëmmer erëm Décisiounen geholl fir d'Implantatioun vun Installatiounen, ouni meeschtens op de Verkéier opzepassen. Mir hunn um Lampertsbiereg Lycéën zesummegebaut, een no deem aneren, ouni dass mer ons Gedanke gemaach hunn, wéi d'Schüler dohinner kéimen oder fortkéimen, bis et op emol einfach net méi gaangen ass. Duerno hu mer dat an de Märeler Wise gemaach. Do hu mer och eng ganz Partie Installatiounen zesummegeballt. Mir hunn also alles op e puer Plaze masséiert ouni op de Problem vum Transport ze kucken.

An ech fäerten, Här President, dass mer och elo mam Universitéitscampus um Lampertsbiereg datselwecht wäerte maachen. Bon, ech wollt op dat agoen, wat den Här Helminger éineschtes hei gesot huet, et schéngt jo eng Décisioun vun der Regierung ze si fir dee Campus Lampertsbiereg nient deem vu Belval an nient deem vum Kierchbiereg wëllen auszubauen. Ech hu meng Zweifel, ob dat eng Zukunft huet an ob dat net och verkéierstehnesch falsch ass.

Ech begréissen et, dass deen een oder deen anere Lycée vum Lampertsbiereg soll ofgezu ginn op den Ostrand vun der Stad fir eben do ze dezentraliséieren. Mä ech froe mech, ob déi Décisioun fir dee Campus do unzesidelen och an enger mittelfristeger Vue vun zéng bis fofzéng Joer, wa mer déi Uni wëllen entwéckelen, eng gutt Décisioun ass. Ech hunn déi Iddi schonn eng Kéier virbruecht, dass mer eis och solle Gedanken maache fir wierklech en zentrale Campus fir den Zentrum ze fannen, nient deem vu Belval. An dat wäre fir mech, zum Beispill, déi Industriefrichen, déi mer zu Dummeldeng hunn. Dat si relativ grouss Terrainen, déi natierlech der ARBED gehéieren, mä déi ideal ugeschloss sinn un den öffentliche Transport, un d'Eisebunnsnetz, an déi net wäit och vun deem Campus vu Walfer ewech sinn. Ech géif wierklech och mengen, dass een an där Optik vun enger méi globaler Vue vun de Verkéiersproblemer déi Saachen och am Kapp behale muss, d'autant plus wou zum Beispill déi Friche vun Dummeldeng, wa mer do e Campus géifen installéieren, och net wäit vun der neier Unisbibliothék ewech wäeren, déi mir jo douewen um Kierchbiereg am Bâtiment Schuman wëlle bauen an déi och direkt ugebonne wär un den Hybrid-Tram. Ech mengen, dat si jo

awer och Iwwerleungen, déi mer fir strukturéiert Léisungen an der Zukunft solle maachen.

Dat waren, Här President, e puer Remarken, déi ech wollt zu deene Problemer maachen. Also wéi gesot, des Solutioun, déi an deemem Projet ass, ass, wéi den Här Bausch richteg gesot huet, zum Deel positiv. Si ass awer och zum Deel - fir mech - absolut net genügend. Mä ech mengen och, dass den Här Transportminister eleng déi Problemer net ka léisen, déi mer an der Stad hunn an an der Agglomeratioun. Et ass och eng Fro vun Aménagement du territoire, wou déi verschidden Elementer an d'Regierung mussen zesummeschaffen.

Ech hunn heiansdo d'Impressioun, dass an deem Land Lëtzebuerg, esou kleng wéi et och ass, heiansdo vill ze vill all Ministère fir sech eng Festung ass, all Ministère fir sech seng Zopp kacht an net genuch matenee geschwat gëtt fir eben d'Zesummenhang an déi vernetzte Solutiounen ze fannen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stroosseverkéier ass ouni Zweifel ee vun de ganz grouse Problemer vun eiser moderner Zäit ginn, obwuel een d'Situatioun awer hei zu Lëtzebuerg och net iwwerspëtzt soll, well am Verglach zum Ausland mir jo awer nach net sou grouse Problemer hunn. Och wa regelméisseg all Dag vu Stau op der Autobunn Rieds geet, esou mengen ech, dass een dat awer soll relativéieren an dat net ëmmer als esou chaotesch duerstellen, well, wa mer - wéi gesot - emol e Bléck op aner gréisser europäesch Stied werfen, da gesi mer, wat wierklech Chaos op de Stroossen an op den Autobunne bedeit.

Schold dodrunner ass natierlech eise Liewensstil, dat ass ganz kloer. D'Mobilitéit ass haut en Inbegriff vum moderne Mënsch ginn, deen aktiv ass, deen dynamesch ass, deen hongreg ass op Ofwiessung, an deen natierlech och wëll seng Zäit esou rationell wéi méiglech noizen. An deem Denkschema fällt der Mobilitéit natierlech eng iwwergéuerdnet Roll zou, an et ass och net verwonnerlech, datt u sech dee klengsten Déplacement och hautdesdags mam Auto gemaach gëtt. Ech wëll och hei op eng Emfrou zum Beispill hiweisen, déi vun der Lëtzebuergescher Gesellschaft Lease-Plan gemaach ginn ass, an där 29% vun de Lëtzebuergescher Chauffeuren zouginn hunn, datt se fir een Trajet, dee manner wéi ee Kilometer huet, den Auto huelen. An ech sinn iwwerzeegt, datt een oder deen aneren heibannen och alt emol ab und zu dozou gehéiert.

Op där anerer Säit ass et natierlech och esou, dass déi rasant ekonomesch Entwécklung och dozou bäigedroen huet, datt de Verkéier vill méi staark ginn ass an dat besonnesch an deene leschten zéng bis fofzéng Joer. Och déi Emfrou, déi ech virdrun schonn zitéiert hunn, huet erausfonnt, datt hei zu Lëtzebuerg een am Duerchschnëtt eng Stonn an zwielef Minutte brauch fir op seng Aarbecht ze kommen, par rapport zum Ausland, wou dat eng Stonn an 41 Minutten ass. Déi rasant ekonomesch Entwécklung bréngt natierlech och mat sech, datt vill Leit op Lëtzebuerg schaffe kommen. De Moment sinn dat der schonn 105.000 an d'Previsiounen schwätze jo bis d'Joer 2020 vun iwwer 170.000 Frontalieren, déi dann all Dag an eist Land schaffe kommen. Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wou sinn do d'Grenze vun eise Wuesstum?

Natierlech ass d'Verkéisproblematik direkt un d'wirtschaftleche Entwécklung gebonnen, dee Sujet

eleng géif schonn duergoe fir dat hei méi ze verdéiwen, mä dat géing natierlech de Kader vun deem Gesetzesprojet hei ouni Zweifel sprengen. Dann därft een awer och net vergiessen - an dat ass de Mëtten och net direkt hei vun engem Riedner ugesprach ginn -, mä den öffentlechen Transport leit - leider muss ee soen - awer och ënner engem gewëssen negativen Image. Dat ass nun emol emol eng Tatsaach. Ech wëll och hei op en Interview hiweisen, deen de gutt bekannte Schwäizer Professor Brändli de leschte 5. November der „Revue“ ginn huet, wou e gesot huet, entgéint deem, wat a sengem Land de Fall ass, wou u sech den öffentlechen Transport en héije soziale Stellwäert huet, et hei zu Lëtzebuerg aneschter ass. Hie schwätzt vun engem „Arme Leute-Image“. Dat seet u sech och genuch aus. Wéi gesot, den öffentlechen Transport muss do nach Efforté maache fir och no baussen nach vill méi attraktiv op de Benotzer ze wierken.

Wat mech dann och awer haut de Mëtten op eng Manéier net iwwerrascht huet, dat sinn natierlech verschidden Aussoen, déi schonn esou pauschal an deene leschte Joren ëmmer erëm gemaach ginn, des Regierung géing u sech näischt fir d'Entwécklung vum öffentlechen Transport maachen. Ech mengen awer grad dese Projet strooft jo awer erëm all déi Ligen, déi mat esou Iddien dorëmm hauséiere ginn. Ech behaupten hei awer kloer, dass an deene leschte Jore mat Sécherheet immens vill geschitt ass am Intéret vum öffentlechen Transport.

Wann emol all déi Leit, déi jo och d'Verantwortung an deene leschte Jorzéngten hate fir den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg, hir Hausaufgabe gutt...

(Interruption)

...gemaach hätten, da wäre mer haut mat Sécherheit scho vill méi wäit wéi mer dat sinn. Et därft ee jo awer och net vergiessen, dass den Henri Grethen awer effektiv mol no Jorzéngten den éischten Transportminister gétt, deen et fäerdg bréngt, dass och konkret um Terrain erëm Schinne geluecht ginn an et ass jo virdru schonn drop higewise ginn,...

(Interruption)

...mir wäerte jo wahrscheinlech nach dës Joer déi Verbindung vun Diddeleng op Volmerange-les-Mines virhuelen.

Ech wëll nämlech och de Conseil d'État an deem Kontext hei zitieren, deen dat ganz flott émschriwwen huet, an dozou Folgendes formuliert huet: « L'offre de liaisons ferroviaires est obsolète pour un pays qui, comme le Luxembourg, a connu ces dernières décennies un développement qui n'a pas toujours été suivi par un développement parallèle de l'infrastructure ferroviaire ».

Am DP-Wahlprogramm vun 1999 stoung ënner anerem och ze liesen: „Mobilität ist ein wesentlicher Bestandteil sowohl der Lebensqualität des Einzelnen als auch der Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen.“ An dat mannt, wat ee jo awer ka soen, zënter dass d'Demokratische Partei och an der Regierung ass a wou se jo och d'Responsabilitéit fir den Transport huet, dass jo awer eng ganz Rei vun Initiativen an deene leschte Jore geholl gi sinn.

Ech verweisen an deem Kontext nëmme op d'Gesetz, wat mer de 16. Mee hei gestëmmt hunn, wou et och em d'Emännung vun den Infrastructures ferroviaires gaangen ass a wou eng ganz Rei wichteg Projete gestëmmt goufen. Ouni se elo hei erëm am Detail opzeléischen, wëll ech awer besonesch op zwee hiweisen. Engersäits, wéi gesot, d'Verduebelung vun der Eisenbahnslinn vu Péiteng an d'Stad an dann awer och déi nei Linn, déi t'schent der Stad a Beetebuerg soll aménagéiert ginn. An et därft een

och net vergiessen, dass do awer eng Enveloppe vu praktesch 900 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt ginn ass.

A sengem Avis iwwert de Budgets-projet fir d'Joer 2004, huet de Statsrot iwwregens och der Regierung an der Transportpolitik eng gutt Zensur ausgestallt. Ech zitieren: « Le niveau élevé des crédits pour compte des transports publics est maintenu, témoignant de la volonté politique de continuer à réserver au défi de la mobilité l'attention méritée ». Ech mengen och dat ass däitlech a kloer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, dass sech natierlech de Gros vun dem Stroosseverkier an deem Land op d'Stad Lëtzebuerg konzentréiert. Dat huet natierlech engersäits domat ze dinn, dass enorm vill Aarbechtsplazen um Niveau vun der Stad ugesidelt sinn, respektiv och an der Peripherie, op där anerer Säit natierlech awer och duerch eng héich qualifizéiert Geschäftswelt. Et läit also op der Hand, dass d'Verkéiersentwicklung um Territoire vun der Hauptstadt eng besonesch Opmierksamkeit muss kréien.

An haut gétt jo dann also ouni Zweifel erëm e wichtegt Kapitel geschriwwen, fir, wéi gesot, eng Verbesserung vum öffentlechen Transport um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg ze errechen.

An deene leschte Jore sinn ouni Zweifel ganz grouss Ustrengungen do gemaach ginn an ech mengen mäi Fraktiounskolleeg a Bürgermeeschter Paul Helminger, dee jo schonn de Mëtten dat hei kloer exposéiert huet an deen och excellent placéiert ass, fir dat hei am Detail ze ënnerbreeden, huet dat och scho ganz gutt gemaach. D'Transportpolitik vum Minister jiddefalls ass de Moment jo och ganz kloer op dat ambitiéist Ziel achséiert fir, wéi gesot, de „modal split“ 75/25 ze errechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kierchbiert - an dat ass jo de Mëtten och schonn e puermol hei ugeklongen - verkiert jo ouni Zweifel - kann ee soen - dat neit, dat modernt Lëtzebuerg an et ass also evident, dass dann do den öffentlechen Transport besonesch muss klappen, fir do all Dag déi tausende vu Leit op de Plateau ze kréien. Et ass also och en Zeeche vu Wäitsicht, dass u sech hei eng Konnektioun op de Kierchbiert virgeholl gétt, well u sech keen anere Quartier vun der Stad huet sech jo an deene leschte Jorzéngten esou enorm entwéckelt, wéi ebe grad de Kierchbiert, siefen dat nei Verwaltungsgebaier, Banken, Akafszentren awer och Sportinfrastrukture mat nationalem Charakter an natierlech och kulturell Infrastrukturen. Et ass also ze erwaarden an och interessant, wéi gesot, dass wann elo déi Ubannung hei virgeholl gétt, dass de Kierchbiert deemtsprechend nach méi interessant a méi attraktiv wäert ginn.

An déi Ubannung u de Kierchbiert gétt jo awer vu kenger Säit hei a Fro gestallt, ech mengen och net de Mëtten. Sämtleche Riedner, och déi, déi de globale Projet hei net wëlle mat ënnerstëtzen, hu jo awer duerchbléckelooss, dass awer eng Nécessitéit besteet, eng Ubannung u de Kierchbiert virzehuelen an ech wëll emol stellvertredend fir ganz vill Organisatiounen, déi sech am Laf vun der Zäit gemellt hunn, de Mouvement écologique hei zitieren, deen an engem Bréif vum leschten 13. Oktober geschriwwen huet: « Notre organisation estime que la réalisation du tramway moderne sur le tronçon Kirchberg s'impose de toute évidence ».

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Flughafen ass jo och haut eng Infrastruktur, déi an all méttel a gréisser Stad eng ganz wichteg Roll spillt a wie jiddefalls kee performante Flughafen huet, dee riskéiert och vum ekonomesche Standpunkt hier gekuckt,

gären an d'zweet Rei ofzerutschen, dofir ass d'Importenz vun dem Flughafen u sech jo och net a Fro ze stellen. An dat Lëtzebuerg e moderne gutt equipéierte Flughafen brauch, ech mengen, och do si mer eis alleguerten eens driwwer. A spéitstens d'Diskussioun iwwert de POS-Findel huet jo alt erëm bewisen, wéi noutwendeg et awer ass, déi Infrastruktur haut ze hunn.

Natierlech muss een och do d'Fro stellen: Wéi wäit soll de Findel sech kënnen entwéckelen? Mä och déi Diskussioun géing, wéi gesot, de Kader vun deem Gesetz hei sprengen. Et ass also aus eiser Sicht hier selbstverständlech, dass eben och eng Schinnenubannung un de Findel hei virgeholl gétt, well ech mengen jiddefeeren, dee sech e bësselche mam Flieger déplacéiert, weess et ze schätzen, wann en op engem Flughafen ukënnst wou e sech dann dee Moment och direkt kann an déi eenzel Quartiere vun där Stad mat engem Schinnen-transport déplacéieren, esou dass dat, wéi gesot, fir eis als DP, eng Selbstverständlechkeet ass. Dat bedéngt natierlech och, dass an deenen nächste Jore wäerte gréisser a vill Aarbechten um Niveau vum Flughafen realiséiert ginn.

Da vläicht e kuerzt Wuert och zu de Previsiounen, déi opgestallt gi sinn. Emmerhi gétt jo geschat, dass am Joer 2020 9.000 Passagéier den Dag sollen transitieren, sou dass et u sech awer aus där Optik hier ubruecht ass, fir, wéi gesot, esou eng Infrastruktur ze realisieren.

Här President, wa mer haut natierlech vun dem Module K, vun der „mobilité.lu“ schwätzen, da kënnst een net derlaanscht, fir och aus der Sicht vun der Demokratescher Partei nach e Wuert iwwert de Projet BB ze verliieren.

Ech mengen, eppes muss een awer ganz kloer hei soen, dass sech jo awer den Transportministère an d'Kommissioun ganz intensiv mat där privater Initiativ ausernee gesat hunn, esou dass een also net kann hei behaupten, de Projet vun dem Ministère wär net kontradiktorech hei diskutéiert ginn. Et ass kloer, dass een natierlech ëmmer mengt, och hei zu Lëtzebuerg misst kënnen e performante Metro-system aménagéiert ginn. Wa mer dat natierlech am Kontext mat anere gréisserer Stied gesinn, da gesäit een awer, dass dat net esou evident ass an ech wëll och hei nach eng kéier kuerz op de virdru zitiierten Interview vum Professor Brändli zrëckkommen, wou hien dann och Folgendes gesot huet, wat eng eventuell Metro fir Lëtzebuerg géing bedeiten: „Eine reine Metro ist zu gross für eine Stadt wie Luxemburg und wäre saumäßig teuer.“ Wéi gesot, dat sot den Här Brändli.

Wa mer elo op de Projet vum Här Schummer zrëckkommen, esou ass dat jo deelweis eng Zort Metro. Ech wëll net méi hei op déi negativ Aspekter vun deem Projet hei agoen, dass ass schonn des Laangen an des Breede gemaach ginn. Erlaabt mer awer vläicht ee Punkt hei erauszegräifen, dat ass awer besonesch de Volet vun dem Transport vun de Passagéier mat de Lifter erop. Ech mengen et därft een net vergiessen, dass jo do eng Rei vun Arrété bis op 70 m Déift aménagéiert ginn. Stellt lech dat also emol an de Spéizestonn vir, wann honnerte vu Leit matenee wëlle mat de Lifter eropueren an net auszedenken, wann och do emol Pannen entstinn, sou dass dat mat Sécherheit awer ee vun de Schwaachpunkten ass, ouni, wéi gesot, elo nach eng kéier hei dee Projet ze verdéiwen.

Ech wëll dann awer och nach drop hiweisen, dass jo och den Eisenbahndirekter an engem Bréif vum 30. September, am Kontext mat der Bewäertung vum Büro Basler-Part-

ner iwwert de BB-Projet, Folgendes geschriwwen huet: « L'analyse en question a fait ressortir que les paramètres techniques avancés par les experts helvétiques et repris dans les tableaux de la partie 2.2 du rapport comparatif sont pertinents ». D'DP ass also schonn der Meinung, dass dee Projet hei u sech net ka realiséiert ginn. Ech mengen, dass een awer och hei soll dem Initiator vun deem Projet trotz allem félicitieren, well e jo awer och dozou bäidréit, dass deen Débat hei méi animéiert ginn ass an och konnt méi konstruktiv gefouert ginn.

Här President, dann awer och nach ee Wuert selbstverständlech zum finanzielle Volet, deen de Mëtten och schonn e puermol hei ugeschnidde ginn ass. Et ass evident, wa mer dee Projet vun haut huelen, deen op eng Enveloppe vun 390 Milliounen tabléiert, mir huelen dann nach déi 900 Milliounen, déi mer am Mee gestëmmt hunn, derbäi, da komme mer natierlech op e ganz héije Pak. Déi sollen an deenen nächste siwen, aacht Joer investéiert ginn. An et ass evident, wa mer déi aktuell ekonomesch Situation huelen, dass et net ausgeschloss ass, dass sech kéinte gewëssen Enkpäss astellen. Ech mengen awer, dass déi gesamt finanziell Situation vun deem Stat nach wie vor excellent ass, an dobäi dierft et mat Sécherheit net abwegeg sinn, fir sech Gedanken iwwer Emprunte an an Zukunft ze maachen...

(Interruption)

...an dat ass jo och schonn an deem nächste Budget an deem Mooss virgesinn.

D'Organisatioun vum öffentlechen Transport ass souwisou e permanenten Exercice an ech denken och hei zum Beispill un d'Schafe vun der Mobilitétszentral, e Projet, dee jo och entre-temps déposiert ginn ass, e ganz wichteg Projekt. Et ass also nëmme ze hoffen, dass mer deen esou séier wéi méiglech wäerten hei kënnen definitiv dann och ofschléissen, well duerch jo awer den öffentlechen Transport nach vill méi rationell ka genotzt ginn.

Jiddefalls ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis als DP ass dese Gesetzesprojet ouni Zweifel vun enger ganz grousser Wichtigkeet. Et ass en neit Konzept wat hei geschafé gétt a wat och wäert dozou bäidroen, dass de Verkier insgesamt um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg wäert vill méi performant organiséiert ginn, wat awer och seng positiv Reperkussiounen, net nëmme op d'Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg huet, mä mat Sécherheit och op aner Regione vum Land.

Ech wëll dowéinst ofschléissend den Accord bréngen vu menger Fraktioun, ouni awer ze vergiessen nach dem Fraktiounskolleeg John Schummer merci ze soe fir seng excellenten Bericht.

Merci.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis alleguer heibanen eens, dass den Hauptverkierproblem an der Stad deen ass vun de Pendlers, déi zu de Stoussstonne moies wëllen an d'Stad eran an owes eraus. Dofir stëmme mer haut e Projet, dee prioritär den Ausbau mécht vun der Gare erop op de Findel. Dat muss een de Leit emol explizéieren.

Den ADR huet hei duerch de Mond vu sengem Member vun der Kommissioun, dem Fernand Greisen, gesot wuerfir dass en eng Präferenz huet fir de Projet vum Här Schummer. Et ass ganz kloer, dass en d'Léisung fir de Pendlersproblem géing bedeiten, wann een en da

géing elo prioritär realisieren. An dat gesäit ee wann een d'Beispill hëlt vun engem deen aus dem Norden kënnst an op de Lampertsbiert wëllt. Dee klëmmt ganz einfach, wann den Zuch um Lampertsbiert ass oder ënner drënner, eraus an e fiert mam Lift erop an dann ass en do. Mat deem wat mer elo realisieren ass esou gutt an e fiert erop op d'Gare, mat allen anere Leit, déi wëllen an d'Stad eran, e klëmmt eraus an da gétt et de grouse Stierm op d'Bussen. Dat ass jo elo eng Solutioun, wéi een d'Leit an der Stad verdeelt kritt bei deem Projet hei mat Busse wéi et elo war oder déi aner, déi dann eventuell den Tour uewen erëm iwwer de Findel fueren. Wann dat da sollt realiséiert ginn, déi kommen am beschte Fall bis bei d'Rout Bréck oder driwwer.

Mir gesinn, dass dee Problem, deen eis alleguer prioritär beschäftegt, mat deem Projet hei net geléist gétt. Ech muss och soen, dass wa Käschte géinteneen opgerechent ginn, hei Appel mat Bire verglach ginn, well deen ee Projet jo vill méi wäit geet, a Solutiounen bréngt fir de Verkierproblem an der Stad, fir d'Verdeelung vun de Leit an der Stad, ouni dass se nach e Bus mussen huelen oder ouni dass een eventuell iergendwann nach eng kéier fir en Heedegeld, well dat misst ee jo dann derbärechnen, en Tram vun der Zentralgare bis erop an d'Uewerstad misst bauen. Dofir muss een dee Käschtevergläich, deen hei gemaach gétt, wäit vu sech weisen.

Ech muss och soen, wann hei argumentéiert gétt, deen Zuch géing sech jo net präferéiere fir esou kuerz hannerteneen e puermol stall ze halen ënnert der Stad, wat passéiert da wann eiser ee vun hei aus op Bréissel firt? Wat passéiert da vun de Virstied vu Bréissel u bis op d'Haauptgare vu Bréissel? Maachen d'Beisch dann eppes anescht wéi regelméisseg vir a Bréissel bis op d'Gare stall halen an d'Leit do erausloossen? Gétt et dann eng Lösung, déi sech méi einfach ubitt?

Ech hat mech dowéinst e bësse mam Här Bausch kritt. Op der Strooss do schéck mer se op engem Terrain, wou keng Bierger sinn, ënnert de Buedem, well mer jo net därferen iwwert de Buedem fueren. Do mudde mer de Leit et zou, wou et effektiv ka geféierlech ginn. Wann den Tunnel elo, de Grouft an deen aneren, ech weess net méi wéi e grad heescht, elo esou schrecklech deier gétt, dann ass et just well mer dann och nach op dräi Spuren ausbauen. Hei gétt gesot: Ah neen, d'Leit ginn net gären ënnert de Buedem.

Ech froe mech dann an ech widerhuelen dat wat ech éneschtes hei als Zwëscheruff gemaach hat, wéi et dann an deene meeschte grouse Stied fonctionnéiert, wou e Metro firt. Ech weess net, ob et de Leit vill ausmécht ob den Zuch elo 5, 10, 15 oder eventuell 50 Meter ënnert dem Buedem firt. Dat mécht der Kaz kee Bockel. Tunnel ass Tunnel. Et bleift tatsächlech de Problem wéi ee se séier genuch eropkritt op deene Plaze wou se ukommen. Wann een et da realistesch kuckt, ech kommen nach eng kéier op deen Zuch zrëck, deen aus dem Norden erfökënt, da kritt ee se zu engem groussen Deel an der Stad verdeelt. Si klamme jo net alleguer mateneen op darselwechter Plaz eraus, wat awer de Fall ass, wann den Zuch an der Hauptgare ukënnst, wou alles mateneen ukënnst, vu dass déi allermeescht Leit jo um acht Auer ufänken. Da kënnst een aus dem Osten an een aus dem Westen an een aus dem Süden an da kucke mer, dass mer se do ronderëm verdeelt kréien. Dat heescht, mir kréie mat där Solutioun hei dee Problem jo praktesch net geléist.

Ech wëll och nach soen, Här President, dass mer ee Problem vläicht e bëssen ënnerschätzen, dass ass dee vum Schantjen, wann iwwerirdesch muss gebaut ginn. Ech

weess, datt och d'Argument dergéint gehale gëtt mat de Liften, déi natierlech mussen performant sinn, mä wat awer haut keen technesche Problem duerstelt. Ech mengen, wann een a Metrostatione ka Rolltrapeen installéieren, da kann een hei och Liften installéieren. Et ass alles technesch ze léisen, zemools wou déi Lifte jo net op ënnerschiddlechen Niveauë mussen stall halen. Mä vu datt et einfach grouss Lifte sinn, déi d'Dessertë maachen Niveau 0 op Niveau 1, oder wéi Der et och ëmmer wëllt nennen.

(Interruptions diverses)

An den Héichhaiser, ganz besonders wann een déi grouss Buildingsen hëlt, déi haut gebaut ginn, müssen d'Lifte ganz performant sinn, soss kritt een d'Leit jo iwwerhaupt net an deene Gebaier erop an erof.

Et kann een, an dat schéngt mer eng Fro vun Ideologie ze sinn, der Meinung sinn, den Tram misst an der Stad present sinn, et misst een e gesi permanent do hin- an hierfuere. Et gëtt Leit, déi fannen dat flott, dat géif eng gewëssen Atmosphär ginn. Ech muss lech soen, d'Stad Lëtzebuerg ass eng al Festungsstad a si huet hire Charakter am Prinzip als Festungsstad net deemno verännert, och wann et eng oppe Stad ginn ass.

Une voix. - D'Mentalitéiten och net!

M. Robert Mehlen (ADR). - D'Mentalitéiten och net, dat mierkt een heiansdo. Mä, ech kënnt mer awer virstellen, datt déi Stad méi flott wär wa mer keng Schinne mat Tramen, déi dauernd hin- an hierfuere, do hätten, wa mer d' Stad kënnten dee flotte Charakter loosse, dee se huet. Mä wéi gesot, dat schéngt mer méi eng Fro vun Ideologie ze si vun deenen, déi den öffentliche Transport onbedéngt wëllen no vir kéieren, wou mir och näischt dergéint hunn, mä déi dann och nach wëllen hunn, datt een en do gesäit.

Här President, zum Schluss nach ee Wuert, wéi bal all meng Virriedner, zum Käschtelent. Mir müssen eis haut wierekch seriö d'Fro stellen: Wat kréie mer nach finanzéiert? Mir hu jo net nëmmen den öffentliche Transport, mir hu Wahnsinnsprojetë gestëmmt. Mir hunn onheemlech Schantercher lafen an et kommen der nach lafend derbäi, ënner anerem, de Kolleg Aly Jaerling huet dat elo grad gesot, jo och nach do ënnen zu Esch déi ganz Erschlëssung, mat inklusiv engem Héichuewen, deen am gaang ass zesummendefalen, deen eis en Heedegeld kascht. Mir stëmmen nëmmen drop lass a mir soen, mir kréien dat bezuelt, hunn ech elo grad méi Virriedner héieren, vu datt eis finanziell Situatioun nach ëmmer ganz excellent ass.

Ech muss soen, wann ech mat mengem Kolleg Gibéryen schwätzen, deen an der Finanzkommission de Moment am gaang ass e bëssen den Etat des lieux ze maachen, wann ech mech esou daërf ausdrécken, dann héiert een awer ganz aner Nouvelen an dofir wëll ech soen, datt et noutwendeg ass, wa mer an den öffentliche Transport investéieren, datt dat wat mer maache prioritär muss déi Problemer léisen, déi eis de Moment am meeschte bedrécken. An dat ass nun emol net déi Streck vun der Gare erop op de Findel, esou léif wéi dat engem och vläicht ass, a wéini datt dat och vläicht eng kéier gebaut gëtt.

Mir si gefuerdert de Problem vun de Pendler ze léisen, déi all Dag an d'Stad erandrécken a wou mat Recht gesot gëtt, si müssen esou wäit wéi et geet vun der Strooss erof, well dat net méi geet. Wa mer dat maachen, da spuere mer och wahrscheinlech nach een Deel Investitiounen an d'Autobunnstroosseninfrastruktur, eng drët Spuer un Contournement an esou weider. Mir müssen dat maachen. Mä da mussen mer et mat Verstand

maachen, dat heescht mir mussen Prioritéit deene Projekte ginn, déi déi Problematik och léisen an dat maache mer mat deesem Projet net. Ech bedauern, datt d'Kommission sech net méi eeschthaf mat där alternativer Proposition vum Ingénieur Georges Schummer ausernee gesat huet, an ech widderehuelen dat wat de Kolleg Greisen hei gesot huet: Mir kënne aus deene Grënn deesem Projet eis Zoustëmmung net ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn opmierksam allen Intervenanten nogelasschert, wéilt hinnen allegeruete merci soen, och wann ech mat där enger oder där anerer Intervention - an dat wäert lech jo net wonneren - net kann d'accord sinn. Ech si frou, dass nieft de Majoritéitsparteien och d'Sozialistesch Partei hir Zoustëmmung zu deesem Text, zu deeser Proposition gëtt, och wann et eng reservéiert Zoustëmmung ass, wéi den honorebelen Här Fayot sech hei ausgedréckt huet. Ech wollt besonnesch merci soen dem Rapporteur, dem Här Schummer, dee sech d'Méi ginn huet, dee Projet an e globale Kontext ze setzen.

Här President, den Här Haupt huet a senger Intervention drop opmierksam gemaach, dass den öffentliche Transport e puer Konditiounen muss erfëlle fir dass en attraktiv ass. Ech deele seng Meinung. Ech wëll awer fir d'éischt drun erënneren, dass des Regierung gesot huet: Mir obligéiere kee, e bestëmmte Verkéiersmëttel ze huelen, mä als Regierung wëlle mer den öffentliche Transport favoriséieren, a mir hunn duerno gesot, mir wëilten e „modal split“ vu 25/75 errechen. Dat kënnen mer nëmmen erreche wann déi Konditiounen, op d'mannst zowun vun deene Konditiounen, déi den Här Haupt genannt huet, an zwar de Confort an d'Qualitéit vum Service, wa mer déi kënnen garantéieren.

Et muss jo jiddfereen, dee sech mat de Froe vum öffentliche Transport ausernee setzt, sech d'Fro stellen: Wann ech zu Esch oder zu Beetebuerg oder zu Dideleng oder zu Rémeleng oder zu Téteng oder zu Keel, fir emol déi Géigend ze huelen, déi mer e bësse méi no steet, wann ech do wunnen, firwat dinn ech mer dann un, wann ech muss an d'Stad kommen, moies am Stau ze stoen, a mengem Auto ze sätzen, wann en öffentliche Transport funktionéiert? Elo kann ee soen, den öffentliche Transport muss d'Konditiounen vum Confort a vun der Qualitéit erfëllen. Well wann en déi net erfëllt, dann ass kee bereet, dann ass den Eenzelen net bereet, op sai Confort a sengem Auto ze verzichten an op den öffentliche Transport ëmzeklammen. Do kënnen mir heibanne sou vill diskutéiere wéi mer wëllen, well déi meescht vun eis fuere jo ni, déi meescht vun eis, déi 14 Regierungsmemberen an déi 60 Deputéierten, Här President, fuere jo bal ni mam öffentliche Transport.

(Interruptions)

Här President, ech wëll einfach nëmme soen, dass mir heibannen de Reflet vum Lëtzebuurger Vollek sinn an net besser si wéi déi aner Leit.

Une voix. - Awer net d'Ministère mat hiren Autoen.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports. - Wann Der mengt, dass e Minister, dee vu sengem Sécherheitsbeamte gefouert gëtt, am öffentliche Transport ass, dann ass dat eppes anescht. Dann huelen ech fir d'Ministere meng Wierder zréck.

(Hilarité)

Här President, mir müssen den öffentliche Transport méi confortabel maachen. Mir brauchen eng besser Qualitéit am Service. Dat si Viraussetzung fir dass mer de „modal split“ 25/75 kënnen errechen, e „modal split“, deen um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg erreicht ass. Mä et geet net duer, do an op anere Plazen, wéi am Süden zum Beispill, mussen mer besser Resultater kréie fir an der Moyenne vum Land op déi 25/75 ze kommen.

Ech hunn elo dorobber insistéiert fir ze soen, dass eng vun den Ursachen firwat mer als Regierung gemengt hunn, firwat ech als Transportminister gemengt hunn, dass déi Proposition vum dem Raccordement vum Kierchberg un d'Eisebunnsnetz wichteg ass, déi war, well mer festgestallt hunn, dass de „modal split“ um Kierchberg 7 zu 93 ass, dass also do um Kierchberg deen héchste Potenzial läit fir den öffentliche Transport ze verbesseren.

An, Här President, déi Aarbechten hei, déi an zowu Phasen oflafen, hunn net prioritär d'Zil, de Findel un d'Schinnennetz unzebannen. Wann et nëmme wéinst dem Findel-Flughafen wier, a wann et och nëmmen zu 20% fir de Findel-Flughafen wier, dann hätte mer besser mir géifen et net maachen. Fir dass dat ganz kloer ass: Déi Passagéier, déi op de Flughafe kommen, fir déi brauche mir net eng Ubannung un d'Schinnennetz. Mä mir müssen iwert de Findel fuere, well d'Geographie dat einfach esou verlaangt. Well mer déi Steigungen, déi mer brauche fir kënnen op de Kierchberg ze kommen, nëmme kënnen iwert déi Streck fuere, wou zoufälligerweis och de Findel derlaansch leeft, an et ass ganz kloer, et kéint een och nach e bëssen duerch de Grëngwald fuere fir éischter op de Kierchberg ze kommen, dat mécht awer an deem Zusammenhang wéineg Sénn.

Et ass, Här President, aus där Ursachen eraus wou mer versicht hunn, am „modal split“ uerdentlech Resultate ze kréien, wou mer déi Proposition hei maachen, an ech wëll vun deeser Geleeënheet profitéieren, Här President, fir vläicht ganz kuerz op dat anzegoen, wat bis elo gemaach ginn ass. Mir hu jo an där Strategie, déi mer virgeleucht hunn, „mobilitéit.lu“, verschidde Modulë virgesinn. De Module A1, deen am Gesetz vum 3. Juni 2003 consacréiert ass an deen d'Linn Zoufftgen-Lëtzebuerg betrëfft, wou am Dräieck vu Fenteng dat drët Gleis am gaang ass realiséiert ze ginn, wou mer duerch eng Verkierzung vun de Blockfösten eng Capacitéitssteigerung erreicht hunn a wou de Poste Bierchem an de Poste directeur vun der Stad Lëtzebuerg agebaut ginn ass. Déi Aarbechte sinn am gaang.

De Module A2, d'Antenne ferroviaire vun Diddeleng op Volmerangeles-Mines mam P&R, wäert de 15. Dezember vun deesem Joer a Betrieb goen. De Module A3, wat d'Konstruktioun ass vun enger Antenne ferroviaire téschent Belval/Usine a Belval/Mairie mat der Realisatioun vun engem Arrêt Belval/Usine, do ass de Projet de loi de 6. August 2003 hei an der Chamber déposiert ginn. Ech hat schon d'Geleeënheet, dem Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem eng Maquette ze weisen wéi déi Aérogare, wéi déi, pardon, Gare...

(Hilarité)

Dat ass e „lapsus freudien“! Mä wéi déi Gare soll ausgesinn, an ech wëll der Chamber versécheren, dass wann d'Salle de musique amplifiée opgeet, dass dann och deen Arrêt funktionéiert. De Modu-

le P, wat d'Mise à double voie vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg ugeet, do ass d'Gesetz den 3. Juni 2003 gestëmmt ginn.

Här President, ech wier frou wann d'Aarbechte schon am gaange wieren. Ech wëll do eng Klammer opmaachen. Ech wier frou wann d'Aarbechte schon am gaange wieren, well wat stellen ech dëst Joer fest? Dir wësst jo, et ass en hartnäckge Kampf vun den Eisenbunngewerkschafte fir nëmmen net d'Infrastruktur vun der Exploitation ze trennen. Sukzessiv Regierung hu sech dann där Fuerderung, ech wëll net soen ugeschloss, mä si hu sech domadder offonnt, dass d'Eisebunn och an der Zukunft, obschon de Fonds du Rail Propriétaire ass vun allem, dat awer géif weidermaachen.

Mä wat stellen ech fest, Här President? Ech stelle fest, dass fir d'Joer 2003 knapp d'Halschent vun deene Moyensbudgetären, déi des Chamber gestëmmt huet fir 2003 fir nei Installatiounen, net gebraucht gëtt. An do maachen ech mer natierlech Gedanken, Här President. Do sinn ech elo am gaange vu menge Servicer nokucken ze loosse, wéi dat méiglech ass. Well wa mir Propositionen maachen, da maache mir jo Propositionen op der Basis vun deem, wat d'Eisebunn eis virgeschloen huet, a wann dann déi Suen net gebraucht ginn, dann ass et entweder dass si sech am Ukant géiert haten oder dass zwëschenuewerch Leit ugefaangen hunn ze lappen.

Wa se sech géiert hätten, dat wier näischt Neies, well d'Streck vu Kautebaach op Wolz, déi sollt urspringlech sechs Milliounen Euro kaschten. Mir leie mëttlerweil bei 30 Milliounen Euro. Dat ass also eppes wou ech schon dru gewinnt sinn. Sollt et awer esou sinn, dass Leit, wéi soll ech soen, Dossieren, déi mir um Häreiz leie géifen, an d'Tiräng ënnerdrënnen leeën, da misst ech nach an deenen nächste Méint do verschidde Initiativen huelen, déi kéinten esou wäit goen, Här President, dass ech misst der Regierung proposéieren, dass mer d'Infrastruktur vun der Exploitation géifen trennen. Dass dat ganz kloer ass: Da misste mer esou eppes wéi eng Ponts et Chaussées, misste mer eng Ponts et Rails fir d'Eisebunn, esou eng Verwaltung opriichten, wann dat noutwendeg wier.

Dann, Här President, de Module K1, deen des Chamber haut soll stëmmen, de Module K2, deen am Gesetz vum Juni 2003 consacréiert ass an deen d'Linn Lëtzebuerg-Wasserbélleg betrëfft, mat enger Mise à double voie vum Tronçon Hamm bis Sandweiler, respektiv de Module K3, deen ech haut mat dem Module G1 déposiert hunn, an deen engersäits Réaménagement an der Gare Lëtzebuerg virgesäit, déi vu verschidde Riedner, dorënner dem Här Haupt, ugesprach gi sinn, wou mir eis bewosst sinn, dass an der Gare Lëtzebuerg muss reorganiséiert ginn, dass do et muss zu engem zoliden Ausbau kommen, fir den Trafic kënnen ze evakuéieren.

Mir hunn dann de Module K4, dat ass déi Gare, déi zu Dummeldeng soll gebaut ginn. Do ass de Projet den 11. Februar 2003 an der Chamber déposiert ginn. Den Neibau vun enger Streck Lëtzebuerg-Esch, do wäert de Projet, wann alles klappt, am Februar 2004 an der Chamber deposiert ginn, a gläichzäiteg wäert am Mee 2004 de Projet vum Neibau vun där neuer zweegleiseger Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg, déposiert ginn.

Parallell zu all deene Projeten, déi...

(Interruptions)

Här President, ech weess, dass d'Chamber wëllt heimgoen, oder dass d'Kollegen aner Verpflichtungen hunn.

M. le Président. - Neen, d'Chamber wëllt net heimgoen! Et ass eng wichteg Diskussioun.

M. Robert Mehlen (ADR). - Et sinn der, déi müssen op den Zuch.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports. - Här President, ech wëll dem honorebelen Här Mehlen soen, dass mer am Stonentakt funktionéieren, dass hie sech also ka berouegen. Sollt en den Zuch net kréien, kann en...

(Interruptions)

Här President, ech wollt nach drun erënneren, dass am Gesetz vum 3. Juni 2003 d'Moderniséierung an d'Sécurisatioun vun der Infrastruktur op der Antenn Kautebaach-Wolz gestëmmt ginn ass. Déi Aarbechte sinn am gaang.

Op der Nordstreck ginn eng Rei Installatiounen op verschidde Streck moderniséiert, fir ze erlaben, dass och den Train-Tram do kann zirkuléieren, well d'Haaptiddi ass jo net, dass ee soll nëmme mam Tram vun Dummeldeng op de Kierchberg fuere, mä dass ee mat deem Material aus alle Géigend vum Land och kann dohinne kommen.

Am Gesetz vum 3. Juni 2003 ass schliesslech och nach d'Moderniséierung vun der Gare Wasserbélleg mam Neibau vun de Gleisanlage virgesinn.

Des Chamber huet d'Gesetz gestëmmt iwwert d'Ubannung un den TGV, d'Gesetz vum 22. August 2003. Mir hu gläichzäiteg awer och eng Buslinn agefouert zwëschen Lëtzebuerg a Saarbrécken, déi elo an engem Temps de parcours vun enger Stonn a 15 Minuten d'Gare Lëtzebuerg mat der Gare Saarbrécken verbënnt, an domadder erlaabt, dass een Uschloss kritt un d'Héichgeschwindigkeitkeetsnetz, wat an de Süde vun Däitschland féiert.

Mir sinn am gaangen eis ze streide fir d'Linn Lëtzebuerg-Bréssel moderniséiert ze kréien. Si steet elo an de Prioritéiten, déi d'Kommission arrétéiert huet den 1. Oktober 2003. De Conseil européen vum 8. a vum 9. Dezember dëst Joer soll déi Prioritéite confirméieren. Et ass ze befürchten, wann d'Idië vum Här Prodi duerchginn, dass mer Problemer kréien an deem Sénn, wéi soll ech soen, dass dann e «quick start program» festgeluecht gëtt, an dass déi Streck net do dra wier. Et gëllt also besonnesch um Niveau vun der Kommission a vum Lëtzeburger Kommissär ze kämpfen, dass dat net geschitt. Schliesslech hu mer och eng Amélioration vun der Eisenbunnsverbindung Lëtzebuerg-Frankfurt, wou mer een Aller-retour pro Dag mam Intercity zënter dem 15. Dezember 2002 hunn.

Ech wollt, Här President, déi Projeten hei opzielen, fir ze weisen, dass dat Ganzt sech an e kohärent Konzept abett, dass mir déi Hausaufgaben, déi mer eis ginn haten, am gaange sinn alleguer ze erfëllen.

Ech bedauern, Här President, nach eng kéier, dass et net méiglech ass um Niveau vun der Eisenbunn, am Moment wéinstens, déi Aarbechte méi séier durchzuführen. Ech wier Demandeur, an ech wäert och dofir surgen, dass an deenen nächste Woche Remedur do geschafte gëtt, well et bréngt och näischt, wann hei an der Chamber Texter gestëmmt ginn an duerno an der Exekutioun kommen d'Saachen erëm an d'Stock.

Dat bréngt mech zu deem leschte Problem, dem Finanzement. Jo, mir hunn am Moment genuch Suen am Fonds du rail fir déi nächst Joren ze schaffen. Jee nodeem wéi séier mer des Projekte wëlle realiséieren, komme mer net derlaanscht Emprunt opzuehuelen. Mä wann ee weess, dass ee ganz besonnesch bei neien Eisenbunnsinfrastrukture mat enger Liwensdauer vu 50 a méi Jore ka rechnen, da mengen

ech, dass wann iergendwou sech awer de Recours op den Emprunt justifizéiert, dat bei esou Investissementer sécherlech de Fall ass. Mer müssen och wëssen, dass an der Exploitation duerno dat Ganzt ebenfälls e Käschtpunkt huet. Och mussen mer wëssen, dass den öffentliche Transport allgemeng an der Zukunft agebett wäert sinn an den europäesche Regeln. Do müssen dann déi eenzel Opérateuren dofir suergen, dass se kompetitiv sinn, fir net ze riskéieren, dass anerer déi Transporter duerchféieren, déi si och kéinten duerchféieren.

Här President, dat gesot, géif ech nach eng Kéier der Chamber merci soe fir déi breet Zoustëmmung an hoffen, dass mer nach alleguer erliwien, dass dës Streck ageweit gëtt. Merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5098 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir kommen zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi 5098 ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen a 5 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Fred Sunnen), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Paul Helminger), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus : MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Motion 1

Mer kommen zur Motioun, déi de Kolleeg Zanussi agereecht huet. Si läit lech schréfflech vir a si ass och schon explizéiert ginn.

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da mussen mer ee Moment waarde bis de Computer emgestallt ass. Entschëllegt, den Här Minister freet nach d'Wuert.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports. - Et wonnert lech jo net wann d'Regierung matdeelt, dass si dës Motioun net kann un-huelen.

M. le Président. - Mir maachen de Vote vun der Motioun.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 38 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Dagmar Reuter-Angelsberg.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Nico Loes (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Fred Sunnen), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Marco Schroell), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wier dee Punkt ofgeschloss a mir kommen zur Diskussion vum Projet de loi 4861 iwwert de Konsumenteschutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: den Här Clement, d'Madame Delvaux an den Här Greisen. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Schummer.

7. 4861 - Projet de loi fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à tenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification: 1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments; 2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes; 4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques; 5. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation; 6. de la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à

l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours; 7. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers; 8. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique; 9. de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; 10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 4861 gouf de 25. Oktober 2001 déposéiert. D'Union Luxembourgéise des Consommateurs huet hiren Avis de 27. September 2001 ofginn, d'Chambre de Commerce den 29. Abrëll 2002 an d'Chambre des Métiers den 2. Mee 2002. De Conseil d'État huet säin éischten Avis den 10. Dezember 2002 a säin Avis complémentaire zum amendéierte Projet den 1. Juli 2003 agereecht.

Här Gibéryen, wann Dir net géift dauernd mat Ärem Noper schwätzen a mir nolauschteren géift, bräicht ech lech dat net ze widderhuelen. D'Kommissioun huet den...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

D'Kommissioun huet den 11. Februar 2003 mech als Rapporteur designéiert an och de Projet eng éischte Kéier énnert d'Lupp geholl. Den 8. Oktober 2003 gouf den Avis complémentaire examinéiert an de Rapport ass de 14. Oktober 2003 ugeholl ginn.

Em wat geet et genau bei dësem Projet?

(Interruptions et hilarité)

Très bien! D'Objektiv vun dësem Gesetz ass d'Transposition an eist nationaalt Recht vun der europäescher Direktiv Nummer 98/27/CE „relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs“. Duerch dësen Text gëtt d'Protektion vum Consommateur wäit gehends reforcéiert, well elo Persounen, Associatiounen oder Groupementer d'Méiglechkeet kréien och iwwert d'Grenzen ewech Praktiken ze stoppen, déi géint d'Interesse vun de Consommateure sinn. D'Action en cessation mécht et méiglech séier an einfach bei der Justice ze kloen. Dëst dréit dozou bái d'Vertraue vun de Consommateuren an de Marché unique ze verstärken an esou den europäesche Maart sech besser entwéckelen ze loos-sen.

Dëst ass och wichteg, fir dass de Konsumenten hir Rechter absolut ofgeséichert sinn an engem Moment, wou d'Méiglechkeeten, fir Commerce ze maachen, wuessen, mä d'Rechter net genuch garan-

tiéiert sinn oder besser gesot, bis elo net genuch garantéiert waren.

Dëse Projet de loi hält entre autres fest, wat fir eng Konditiounen erfëllt mussen ginn, duerch déi d'Lëtzebuurger Associatiounen, déi dat wëllen, d'Recht kréien, fir Actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs ze ënnerhuelen. Esou agréiert Associatiounen kënnen esou, wéi ähnlech Organisations am Ausland, op enger Lësch agedroe ginn, déi d'Europäesch Kommissioun publizéiert. Esou kënnen dës sou genannten Entités qualifiées Actions en cessation an engem aneren EG-Land ënnerhuelen, wann d'Interesse, déi vun där Entité protégée qualifiée protégéiert ginn, léséiert sinn.

Dës Entités qualifiées müssen déi kollektiv Interesse vun de Konsumente verteidegen. Déi Notioun vum Intérêt collectif, déi nei an dat Europäesch Recht vun der Protection du consommateur agefouert gouf, ass definéiert, an ech zitéieren: „...comme étant des intérêts qui ne sont pas une simple accumulation d'intérêts de particuliers auxquels il est porté atteinte par une infraction.“

Ganz rezent huet déi Europäesch Kommissioun déi folgend Definition proposéiert, an ech zitieren nach eng Kéier: „...les intérêts généraux des consommateurs à l'exclusion de l'accumulation des intérêts particuliers des consommateurs ayant subi un préjudice du fait d'une infraction.“ D'Kommissioun zu Bréissel wëllt op d'Jurisprudenz vun der franséischer Cour de Cassation hiweisen, déi e Kader tracéiert huet, wat d'Mise en œuvre vun dësem neie Konzept betrëfft, an déi eng interessant Ligne de conduite fir déi Lëtzebuurger Jurisprudenz kënn duerstellen. Nieft den Entités qualifiées, déi Actions en cessation ugoen d'äerfen, d'äerfen awer och aner Acteuren, wéi zum Beispill de Collège médical am Zesammenhang vun den ze verkafende Medikamenter an hire Publicitéite le cas échéant virun engem Lëtzebuurger Geriicht d'Cessation vun engem Acte illicite froen. Et kann esou och extrem bénéfique sinn, fir un éischer Plaz déloyal Praktiken ze ënnerbannen oder ënnerbannen ze loos-sen, wat erëm zu enger méi gesonder Konkurrenz féiert an esou dem Consommateur eng zousätzlech Sécherheet bitt.

Da bleift nach ervirzesträichen oder ervirzehiewen, datt eis Chamberkommissioun deenen Amendementer, déi d'Regierung suite vum éischten Avis vum Conseil d'État eragereecht huet, zu 100% Rechnung gedroen huet, dat heescht se ugeholl huet.

Eis Kommissioun ka sech dem Argument vun der Regierung, fir am Moment d'Subordination de l'action en cessation à des consultations extra-judiciaires préalables ze écartéieren, ralliéieren. Eis Kommissioun ass awer och der Meinung, dass een an noer Zukunft där Demande vun der Chambre de Commerce ënnerstëtzt vum Statsrot nach eng Kéier Rechnung soll droen, wou d'Regierung och net ofgeneigt ass fir dat ze maachen. Et opposéiert sech also näischt der Iddi, dass dës Iddi an der Tripartite kann diskutéiert ginn, wat sech esou an de Lëtzebuurger Sozialdialog géif areien.

Als Konklusioun kann ee soen, dass eis Kommissioun frou wier, wann all d'Acteuren, déi mat dësem Text méi Méiglechkeete kréien, sech hei och géife voll investéieren. D'Kommissioun deelt och net déi méi skeptesch Haltung vun der Union des Consommateurs. Dëst Gesetz dréit ganz kloer dozou bái méi eng gesond a méi eng transparent Konkurrenz um nationalen an um europäesche Maart ze schafen an ech bieden lech dësem Gesetz elo gläich Är Zoustëmmung ze ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, ech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem honorabelen Här John Schummer merci soe fir säi schréfflechen an excel-lente méndleche Rapport, a selbst-verständlech ginn ech dann och den Accord vun der CSV.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux agedroen.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Här President, ech wëll net dem Här Schummer säi Rapport nach eng Kéier widderhuelen. Ech wëll och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet ginn. Ech ka mir awer net verknäifen - wéi ëmmer bei all Projet iwwert d'Consommateuren - en Appel ze maachen, fir dass mir e Code des Consommateurs géife kréien. Dëst fir den Zougang zur Justice ze vereinfachen.

Plusieurs voix. - Très bien !

M. le Président. - Den Här Greisen ass den nächste Riedner.

M. Fernand Greisen (ADR). - Här President, ech wëll just den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

M. le Président. - Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Mir sinn och mam Projet d'accord, Här President.

M. le Président. - Ass den Här Minister och d'accord?

M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie. - Ech sinn d'accord, d'uerfir hunn ech de Projet esou agereecht. Ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech wëll der Madame Delvaux emol méi soen, dass mir eis müssen eens maachen, wat e Code du Consommateur ass. Ass et eng Kompilatioun vun alle Gesetzer, déi mer hunn, oder ass et e Wierk, wat méi an d'Déift geet, mat Jurisprudenz an esou weider ? Soll et dat sinn, muss ech lech soen, gesinn ech mech mat deenen Truppen, déi ech am Numerus clausus zougestane kréien, net an der Lag dat ze maachen. Ass et nëmmen eng Kompilatioun, da kucke mir fir dat och nach eng Kéier fäerdeg ze bréngen.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4861 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 13 Artikele si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz

(par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Fred Sunnen et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty

Graas, Claude Meisch, Jean-Paul Ripinger et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme

Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Greisen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Dagmar Reuter-Angelsberg.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.03 heures)

MERCREDI, 12 NOVEMBRE 2003

8^E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Nico Loes, Vice-Président

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Dépôt d'une motion par M. Nicolas Strotz relative aux fibres d'amiante
3. 5109 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Votes des amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

4. Motion de M. Nicolas Strotz relative aux fibres d'amiante (Vote)
5. 5152 - Projet de loi autorisant l'Etat à acquérir des immeubles sur le site de Belval-Ouest

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5169 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

7. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Erna Hennicot-Schoepges, M. Michel Wolter et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

■ M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Ordre du jour

Ech wéilt ufanks vun der Sitzung op d'Décision zréckkommen, déi d'Chamber gëschter iwwer eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg geholl huet. Mir fänken u mam Projet de loi 5109 iwwert de CITA, duerno kënn de Projet de loi 5152 iwwert den Immobiliékaf op Belval-Ouest, dann de Projet de loi 5169, en Ofkommes iwwert déi duebel Besteuerung tëschent Lëtzebuerg an der Belsch, a schlussendlech, als leschte Punkt, d'Ännerungsvorschléi zum Chambersreglement.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da fänke mer u mat der Diskussion vum Projet de loi 5109 iwwert de CITA. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schon ageschriwwen: déi Häre Wohlfart, Schummer, Henckes, d'Madame Wagener, d'Hären Urbany a Mehlen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Nicolas Strotz.

2. Dépôt d'une motion par M. Nicolas Strotz relative aux fibres d'amiante

■ M. Nicolas Strotz (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eier ech zum Projet kommen, erlaben ech mer nach eng Motioun hei ze déposieren iwwer e Problem, dee mer virun enger Zäit an der Travaux-publics-Kommission diskutéiert hunn, op Grond vun engem Dossier, deem d'Madame Renée Wagener eis zougestallt hat, iwwert d'Problematik vum Asbest. Duerno hu mer d'Problematik mat de Fachleit vu Bâtiments publics diskutéiert a mir hunn als Kommission eng Motioun verfaasst, déi an der Kommission unanime ugeholl ginn ass, an ech hoffen, dass se och hei dann den Aval vun dem ganze Plenum féint.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'amiante est une fibre minérale qui a la qualité de se fendre dans le sens de la longueur et de former des sortes d'aiguilles qui, une fois inhalées, peuvent se fixer de façon définitive sur les poumons. Ces fibres d'amiante, dont la nocivité fut scientifiquement reconnue dès les années 80, peuvent provoquer l'asbestose ou des cancers des voies respiratoires;

- que l'amiante a été utilisé au Luxembourg en raison de sa haute faculté d'isolation et de sa résistance au feu et à la chaleur;

- que l'ancien Palais de la Cour de Justice des Communautés européennes dont l'isolation de la structure portante intérieur à base d'amiante a donné lieu à des travaux de désamiantage en 2001, constitue un exemple frappant de bâtiment contaminé par l'amiante;

- qu'il existe encore d'autres bâtiments et espaces fermés, construits dans les années soixante et soixante-dix, susceptibles de contenir de l'amiante;

- que la directive 87/217/CEE a établi des dispositions concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante dont le caractère cancérigène est connu depuis les années 70;

- que les directives 91/659/CEE et 99/77/CEE interdisent la mise sur le marché de fibres d'amiante amphibole et chrysotile;

invite le Gouvernement

- à analyser et contrôler en détail pour tous les bâtiments appartenant à l'État (1500), transformés ou en voie de transformation, s'ils ne contiennent des matériaux contaminés par l'amiante qui constituent un danger réel pour la santé et l'environnement;

- à prévoir lors des transformations à venir de bâtiments appartenant à l'État ou dont l'Administration des Travaux publics assure l'entretien, un tel contrôle dès la phase préparatoire de ces travaux;

- à procéder, le cas échéant, à des travaux de désamiantage et de décontamination suivant les prescriptions légales et sous le contrôle d'un organisme agréé;

- à prévoir les crédits budgétaires, non limitatifs, nécessaires aux contrôles précités, ainsi qu'à la réalisation des travaux de désamiantage et de décontamination.

(s.) Nicolas Strotz, Jeannot Belling, Nico Loes, Renée Wagener, Georges Wohlfart.

3. 5109 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic

Rapport de la Commission des Travaux publics

■ M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer gëschter hei am héijen Haus iwwert d'Gestioun vun der Eisenbunnsinfrastruktur geschwat, sou geet et am Projet de loi 5109 iwwert d'Gestioun vun de Stroossen a fir méi genee ze sinn, iwwert d'Gestioun an d'Iwwerwaachung vum Stroosseverkéier. Et ass dést e wichtege Projet, dee scho laang an Diskussion ass, deem seng Realisation net nëmme schonn deels an der Phase d'exécution ass, mä

deen och schonn deels um Terrain praktesch ëmgesat ass. Et ass also e Projet, deem etappeweis realiséiert gëtt. Dës Etappé sinn engersäits ofhängeg jee no der Entwécklung vun dem Ausbau vum Autobunnsnetz an anersäits vun der technescher Entwécklung vum Gesamtprojet.

De Projet de loi vun haut «ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic», ofgekierzt CCT, ass d'Suite vum Projet iwwert de «Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes», kuerz CITA genannt. Erlaabt mir dofir kuerz den Historique vum CITA ze maachen. Et wor déi viregt Regierung, déi Enn 1994 eng Étude de faisabilité an Optrag ginn huet, fir e Verkéiersiwwerwaachungssystem op den Autobunnen anzerichten. No der Erstellung vun där Etüd ass e Marché négocié fir d'Assistance technique an e Marché négocié fir de Système informatique ofgeschloss ginn. Deen elo zitiereten ageschloene Wee fir de CITA op d'Been ze setzen, war en normale Virgang, vu dass mer jo bei null ugefaangen hunn, an et der Bauverwaltung, déi mam Projet befaasst war, un der néideger Expérience op deem Gebitt jo gefeelt huet.

1998 ass d'Fonds-des-routes-Gesetz ëmgeännert ginn, andeems dass de CITA-Projet an d'Fonds-des-routes-Gesetz ageschriwwen ginn ass, an domat zu engem feste Bestanddeel vum Bau vum enger Autobunn erkläert ginn ass. D'Installation vum CITA ass also och, wéi aner Equipementer, wéi zum Beispill d'Beleuchtung, d'Signalsation an esou weider, zum Equipement vun enger Autobunn gezielt ginn.

Dëst konnt een esou gesinn, well säit der Schafung vum Fonds des routes den Equipement ëmmer als e Bestanddeel vun enger Autobunn betruecht ginn ass. Den deemoolege Bauteminister, den Här Robert Goebbels, huet dat och esou gesinn, d'Majoritéit vun der Chamber hat sech deem ugeschloss an esou ass 1998 de Projet CITA am Fonds-des-routes-Gesetz festgeschriwwen ginn a krut och esou seng gesetzlech Basis.

(Interruptions)

Hei wéll ech eng Klamer opmaachen. Eis Kollege vun der grénger Fraktioun waren deemoools anerer Meinung, wat d'Madame Renée Wagener dozou verulasst huet eng Proposition de loi auszeschaffen, déi fuerdert, dass all Projet, och wann en am Fonds-des-routes-Gesetz festgeschriwwen ass, dem Artikel 99 vun der Verfassung misst entsprechen, dat heescht wann en e gewëssene Montant iwwerscreit misst e spezielle Gesetzesprojet virgeluecht ginn.

Nodeems, dass elo de Statsrot an d'Regierung en Avis zu där Proposition de loi ofginn hunn, wäerte mir als Commission des Travaux publics och wann d'Konklusionen vun deenen Avisen negativ sinn, eis mat där Proposition de loi befaassen an da kann déi och hei am Plenum diskutéiert ginn. Fir dese Projet ass se awer sans objet an dat, well, op Ureegung vun der Madame Minister selwer, de Wee vun engem separate Projet de loi gewielt

ginn ass. D'Proposition de loi vun der Madame Wagener brauch deementspriedend och net haut hei diskutéiert ze ginn. Dëst hätt nëmme zur Verméschung vu Problemer gefouert. Klamer zou.

Den deemoolege Projet vun 1998 huet och de Bau vum Administrationsgebai vum Centre de Contrôle du Trafic beinhalt, dat zu Bartreng um Terrain vun de Ponts-et-Chaussées-Ateliere gebaut ginn ass an 1999 faerdeg gestallt war. Ufanks vum Joer 2000 sinn déi éischt Tester um CITA-Réseau gefuer ginn, an am Oktober 2000 hu sechs Opérateuren hir Aarbecht ronderem d'Auer opgeholl.

De CITA-Projet ass eng Partie intégrant vum europäesche Projet CENTRICO an ass dofir och mat 85 Milliounen ale Frange vun der EU bezuschusst ginn. Dës EU-Participation ass awer u verschidde Konditione gebonnen, an zwar dass d'Densitéit vun Equipement den EU-Recommandatiounen betreffend de Réseau TERN (Trans-European Road Network) muss entsprechen, fir eenheetlech Date bei der grenziwwerscheidender Kollaboration kënnen ze vermëttelen. Dës Kollaboration bezitt sech haaptsächlech op d'Strecke Bréssel-Langres a Saarbrécken-Bréssel.

Si während der éischter Phas vum Projet CITA och nach eenzel Problemer opgetaucht, sou ass dach scho festgestallt ginn, dass et zu manner Accidents op der Autobunn komm ass, dass ee bei engem Accident méi geziilt d'Interventionen vun den Hëllefkräfte konnt steieren, dass et, bedéngt duerch déi ugeliwwert meteorologesch Daten, zu enger besserer Koordination beim Wanterdéngscht komm ass an dass duerch den Affichage vun einzelnen nätzlechen Donnéeën en allgemeng positiven Impakt beim Behuele vun de Stroossebenutzer festgestallt ginn ass.

Eenzel Tëscheffäll bei der Gestioun vum CITA, sou wéi den Dépassement vun den ursprénglechen Devisen, awer och fir eng genau Evaluatioun vum technesche CITA-Stand ze kréien, hunn d'Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges, kuerz nodeem se hiert Amt am Ministère des Travaux publics ugetrueden hat, dozou beweegt, fir en Audit interne vun der Firma ALGOE iwwert de CITA maachen ze loos-sen.

Dësen Audit huet souwuel bei der technescher Ausrichtung vum initiale Projet, wéi bei der Gestioun selwer - et huet kee Gestionsplang bestanen -, eng Rei Schwächen a Mängel entdeckt, déi all am Audit festgehale gi sinn. Den Audit huet - dat och am Verglach mat auslännesche Verkéiersgestions-systemer - och Pisten opgezeechent, wéi eng modern integréiert Verkéiersgestioun misst, respektiv kéint, ausgesinn.

Global ass an der Etüd festgehale ginn, dass den informatischen Deel vum CITA, am Verglach mat anere Systemer am Ausland, e ganz performante System ass, deem seng Capacitéiten een och soll a muss voll ausnotzen. Déi grouss Capacitéite waren néideg, net well mer e groussen, mä dofir awer e ganz komplexe Stroosseré-

seau ze iwwerwaachen, ze koordinéieren an ze conciliéieren hunn. D'Funktiounen vum Gestioungssystem engem groussen internationalen Transitverkéier, dann d'Funktioun vum Grenzverkéier mat wäit iwwer 10.000 Gefierer den Dag, dann déi vill Op- an Offahrten op der Autobunn, all 3 km eng, stellen de Gestionnaire viru grouss Erausforderungen.

Fir dat ze ënnermaachen, wat ech elo grad gesot hunn, wëll ech en Extrait aus dem Audit zitieren: «CITA n'apparaît pas comme surdimensionné, compte tenu de l'évolution exponentielle des besoins, ce sont plutôt les moyens d'accompagnement, de mise en oeuvre et notamment de communication, qui sont sous-dimensionnés. En tout état de cause, CITA a une dimension exploratoire forte, dont il faut tenir compte pour qualifier le projet.»

À la suite vum Audit huet d'Madame Minister ufanks vum Joer 2001 e Comité de pilotage agesat, fir d'Resultater vum Audit ze analyséieren a fir déi zukünftige Strategien ze entwéckelen.

Den 31. Januar 2002 krute mer als Chamberkommissioun den Audit virgestallt, all offe Froe sinn diskutiert ginn, Stärkten a Schwächen vum System, sou wéi e funktionéiert huet, sinn analysiert ginn. D'Konklusioun aus dem Audit an déi technesch Méiglechkeeten, fir eng gesamt Verkéiersgestioun ze erstellen, si virgestallt ginn an hunn allgemeng d'Zoustëmmung vun der Commissioun fonnt, sou dass mer der Madame Minister den Accord ginn hunn, fir aus dem CITA e performante Gestious- a Kontrollsystem ze maachen, deen engersäits den europäesche Kontrollsystemer gerecht gëtt, anerersäits et erméiglecht - an dat ass dat Wichtigst - de Gesamtverkéier fléssig ze gestalten, an domat déi beschtméiglechste Mobilitéit ze garantéieren, a besonnesch de Verkéier ze sécuriséieren. Och krut all Member vun der Commissioun de gesamten Dossier vum Audit zougestallt.

Deen neie Projet de loi «ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic» huet d'Madame Minister de 17. März 2003 an der Chamber déposéiert, an dréit deem dann och Rechnung. Aus Transparenzgrënn beinhalt de Projet och d'Dépense vun der éischter Phas vum CITA, am ganzen 30 Milliounen Euro, déi also schon investéiert sinn. De Gesamtkäschepunkt vum Projet beleef sech op 85,8 Milliounen Euro. Dat heescht, et komme bei déi schon investéiert nach Dépense vu 55,8 Milliounen Euro derbäi, fir de Projet a senger Finalitéit kënnen ze realiséieren. Abegraff ass hei selbstverständlech nach en Deel vun den Ausgabe fir d' Saar-Autobunn mat der sophistikiéierter Sécherheetsanlag am Tunnel Marksbierg a besonnesch d'Nordstrooss, déi jo och e puer Tunnel beinhalt, esou wéi d'Autobunnsopfahrten.

Fir den Detail vun de Fonctiounen, déi vum Projet CCT gëiert ginn, verweisen ech op den Exposé des motifs vum Projet, wëll awer op déi wichtigst Fonctioun vum CITA-System agoen.

De System weist un éischter Linn d'Limitatioun vun der Vitesse un, esou wéi de Verbuet vum Iwwerschreide vun dëser Vitesse. Dës Fonctioun adaptéiert sech en fonction vun de Stroosverhältnissen an dem Verkéiersopkommen. Doriwir eraus weist de System d'Accidenter an d'Stauen an, wat zu enger substanzialer Reduktioun vun de Kniet, vun den Accidenter an de Folgenaccidenter féiert.

Den Affichage vun de Wieder- an de Stroosverhältnissen ass eng aner wichteg Fonctioun vum CITA, déi sech esouwuel un den Autofue- rer wéi och un d'Servicer vun de Ponts et Chaussées, wat de Wandérscht ueget, rieht.

D'Uweise vun de Chantieren ass eng aner wichteg Fonctioun. Dobäi kennt déi visuell Iwwerwaachung vun den Autobunnen, wat et méi einfach mécht fir d'Informatiounen iwwer d'Lokalisatioun an d'Enver- gure vun engem Accident weiderzeleeden.

Last but not least ass de CITA-System e wichteg Hëllefsmittel fir d'Opérateuren, déi bei Stauopkommen a besonnesch bei Accidenter zum Handeln opgeruff sinn. Hei wëll ech eng Klamer opmaachen. Als President vun de Pompjeeën erlaben ech mer hei eng Paren- these opzemaache fir ze soen, datt et net evident ass an net selbst- verständlech ass fir d'Hëllefskräfte vu Pompjeeën a Protection civile bei Dag a bei Nuecht op d'Auto- bunnsaccidenter ze fueren, do ganz oft als Éischten op der Plaz ze sinn, dann no de Verletzten ze kucken an dobäi och nach fir d'Leedung vum Verkéier ze suer- gen. Dofir erënneren echlech alle- guer heibannen un eng laangjä- hreg Fuerderung vun den Hëllef- kräften. Wéi steet et mat der Uner- kennung fir déi fräiwëlleg Hëllef- kräften? Bezuelt Leit am Asaz kréien eng Prime de risque, eng Prime d'astreinte an esou weider, an d'Hëllefskräfte?

Zu den Hauptfonctiounen vum CITA kommen nach eng Partie complé- mentaire Fonctiounen derbäi wéi beispillsweis d'Informatioun fir d'Stroosbenotzer. D'iddi ass déi fir den Autofueer permanent iwwer d'Bedingungen op eise Stroossen au courant ze halen. Hei geet et virun allem drëm fir enk mat de Radioen, mat de Medien zesummen a mat aneren Déngsch- leeschtungen ze kooperéieren.

D'Sécherheet an eisen Tunneln ass en anere wichtegen Aspekt fir d'Accidenter an d'Stauen ze ver- hënnere. Hei mussen och Infor- matiouns- a Sensibilisierungscampagnen hir preventiv Wierkung bewisen. Et geet virun allem drëm fir schnell op Accidenter an aner Incidenter opmierksam ze maachen, d'Tunnelle wann néideg direkt ze spären an esou weider.

Duerno mussen, zesumme mat de kompetenten öffentliche Instanzen, déi noutwendeg Moosnamen ergraff ginn. Aus dëser Fonctioun ergëtt sech eng performant Déngschtleeschtung fir de Lëtze- buerger Autofueer, wou ausser den Autobunnen, och d'Auto- bunnsopfahrten an déi aner Stroos- sen, besonnesch déi national Stroossen, zum Deel integréiert ginn. Dëst materialiséiert sech vir- un allem duerch d'Trafikinforma- tiounen fir eis Police, Automobils- club an esou weider, déi iwwer eng Messagerie weidergeleet ginn.

De System versicht och d'Dauer vun den Trajeten ze verkierzen andeems versicht gëtt fir d'Autofueer esou laang wéi méiglech op den Autobunnen ze halen, déi och, wa se punktuell iwwerlaascht sinn, awer méi schnell a méi performant si wéi den normale Stroosseré- seau.

Och ass et méiglech Informatiounen iwwer den Navigatiounssystem GPS ze vermëttelen, wann eng Radiosstatioun fonnt gëtt, déi dor- un interesséiert ass fir déi Infor- matiounen ze diffuséieren.

E weidere Punkt, dee besonnesch am Kontext vum öffentliche Transport ervirze hiewen ass, ass déi sou genannten „Intermodal Mobilitéit“. Den Objektiv läit doranner, datt den Autofueer iwwer den Zoustand vun eisen Autobunnen informéiert ka ginn an zum aneren drop higewise ka ginn, fir zum Beispill op e Park & Ride aus- zewäiche fir mam öffentliche Transport weiderzufueren.

Fir déi verschidden Informatiounen iwwer de Verkéier zu Lëtzebuerg opzefänke sinn eng Partie vun Equipementer noutwendeg, déi um Rand an op eisen Autobunnen instäléiert sinn. Dorënner falen ënner anerem déi variabel Signalisatioun, déi automatesch Onfalldeteksioun,

Iwwerwaachungskameraen, Wie- derstatiounen, Ventilatiounen an den Tunneln, Feierdetektioun, Detektoren fir Niewel an CO₂-Emis- sionen, Pompelvirrichtung fir Ra- dioiwwerdroungen a Sécherheets- dispositiver, an de sou genannten SOS-Nischen. Mat der speziali- séierter Informatik an dem Kom- munikatiounsréseau kann de Centre des Equipementer ofruffen an déi entspréchend Informatiou- ne kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech gesot hunn, huet d'Bautemistesche Erna Hennicot-Schoepges, de Ge- setzesprojet 5109 de 17. März 2003 an der Chamber abruecht. Den Avis vum Statsrot ass den 3. Juni 2003 eragaangen. An der Kommissiounssetzung vum 24. Juni huet d'Kommissioun de Rap- porteur a menger Persoun designéiert an den Text vum Projet esou wéi den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. De schrëftleche Rapport kommt an der Réunioun vum 4. November 2003 ugeholl ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, jidder- een heibannen, deen um Lëtze- buerger Autobunnsréseau ënner- wee ass, ass sécherlech schonn op dëse Kontrollsystem opmierksam ginn a konnt sech vu senger Nützlichkeet vun de verschiddene Fonctiounen iwwerzeegen. Sinn am Ufank déi eng oder aner Infor- matiounen bei de Stroosbenotzer net gutt eriwierkomm, esou muss ee Versteedsdemech dofir hunn. Alles brauch eng gewëssen Ulafs- zäit, esou och de CITA.

(Interruptions diverses)

Ech gesinn, mir wäerte geschwé- keng Problemer méi hunn, och d'Deputéierte wäerten an Zukunft de Bus huelen, esou wéi se emol hei schwätzen.

De Statsrot huet a sengem Avis bemängelt, datt fir de CITA-Projet kee Gesamtkonzept virläit. De Statsrot begreißt zwar, datt de CITA schonn en enormen tech- nesche Fortschritt virweise kann, deen duerch dëse Projet nach weider ausgebaut gëtt. Op där anerer Säit bedauert de Statsrot awer, datt de System nëmmen den Accès op den Autobunnen iwwerwaacht, ouni den nationale Stroosseréseau als Ganzt mat anzubannen. E re- commandéiert dofir och an enger spéiderer Phas dat gesamt natio- naalt Stroosennetz mat anze- bauen, virun allem do wou grouss Agglomeratiounen sinn oder am Ka- der vu Groussmanifestatiounen, wou regelméisseg e groust Ver- kéiersopkommen stattfënnt.

En autonome Kontrollsystem, dee sech ausschliesselech op den natio- nale Stroosseréseau konzentréiert, mécht weíneg Sënn an eng spéi- der Konnexioun un de CCT-System géif nëmmen onnéideg Komplika- tiounen mat sech zéien. An dësem Kontext muss een ënnersträchen, dass de Stroosseréseau an dësem Projet mat berücksichteg gëtt an dat duerch den Traitement vun den Trafic-Informatiounen, déi eis Pol- ice iwwer d'Messagerie erakritt. Ze bemierken ass, dass wann dat vun der Chamber emol gewünscht gëtt, de Projet zu all Moment nach méi am Detail op d'nationale Stroos- sen ausgeweit ka ginn. Dat bedei- det dann awer en zousätzleche Projet de loi. Ausser dëser punktueller Bemierkung huet de Statsrot näischt ze beanstanden a gëtt gréng Luucht zu dësem Projet.

Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Aarbechten an der Bautekom- missioun ubelaangt esou sief do fir d'éischt un d'Motioun vun der Chamber erënnert, wou d'Regie- rung invitéiert gëtt, dass virun dem Vote vun all Projet, deen iwwer den Établissement public gëiert gëtt, e Gesetzesprojet iwwer den Éta- blissement public misst virleien.

Den 10. September 2003 ass en entspréche Gesetzeesprojet an der Chamber déposéiert ginn an ass an der Sitzung vum 4. Novem- ber 2003 och virgestallt ginn.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Madame Bautemistesche Erna Hennicot-Schoepges awer scho preziséiert hat an enger Réunioun virdrun, dass d'Regierung sech fir en Établissement public entscheet hätt, fir déi néideg Flexibilitéit bei der Gestioung vum CITA kënnen ze garantéieren. Esubal den Avis vum Statsrot iwwer dëse Projet virläit, mécht d'Kommissioun hire Rapport an da kënn de Projet och hei an de Plenum. Perséinlech hätt ech mer och kënn virstellen, dass de CITA weider gëiert gi wär vun engem Service spécial, deen un d'Verwaltung vun de Ponts et Chaussées ugeglidert gewiescht wier. En Établissement public huet garantéiert Virdeeler, setzt awer eng effikass an onémgängelech Ze- summenaarbecht mat alle concer- néierte Verwaltungen a Gremië vir- aus, dat besonnesch mat de Ponts et Chaussées.

D'Kommissioun ass och op den héije Käschepunkt vum Projet zrëckkomm, dee laut dem Baute- ministère virun allem weínt ver- schiddene technesche Equipeme- nter vun dem éischte Projet esou héich läit. Och déi ganz tech- nesche a sophistikiéiert Sécher- heetsanlagen an den Tunneln hunn een héije Präis, deen awer ëmmer ze verantworten ass.

Wat d'Zesummenaarbecht mam Ausland ubelaangt, esou gouf an der Kommissioun preziséiert, dass des Kooperatioun an Zukunft nach iwwer déi elo scho besteend Relati- one kann ausgebaut ginn. Et sief drun erënnert, dass elo schonn e Gestionsplang fir de regionalen Trafic vu Bréissel bis Langres be- steet.

En anere wichteg Punkt, deen d'Kommissiounsmemberen uge- schnidden haten, war d'Kompati- bilitéit vum System mat der Date- schutzgesetzgebung. De System ass zum géigewärtigen Zäitpunkt net amstand fir Persounen oder Im- matrikulationsnummern ze er- faassen, well en net iwwer déi technesch Ausrüstung zur Erfaasung vun de Vitesseiwverschrei- dunge verfügt. De System kann nëmme Geschwindigkeitemoyenné vum gesamten Trafic er- faassen. Deemo misst ee mat Ra- darkontrollen norëschten am Fall wou eng entspréchend Demande virläit, wat ouni Problem machbar ass.

Op der Generalversammlung vun der Sécurité routière huet den Här Transportminister signaliséiert, dass en eventuell géif op de Wee goe fir de System deementspre- chend auszubauen. De Regie- rungsrot huet sech zu dëser Opti- on nach net geäussert. Fir dëse Wee anzeschloe muss am Virfeld gekuckt gi fir Problemer, déi um Ni- veau vum Dateschutz bestinn, aus der Welt ze schafen.

Et ass doriwir eraus och nach preziséiert ginn, dass fënnef Em- ployéé mat befristeten Aarbechtsver- trag agestallt ginn au vu vum Nu- merus clausus an der Fonctioun publique, fir eng Permanence 24 op 24 Stonnen ze garantéieren.

Et gëtt ofgewart bis den Établis- sement public steet, fir eng nach besser Koordinatioun mat anere concernéierten Acteuren ze scha- fen.

Last but not least ass ugereecht gi fir déi besteend Kooperatioun mat de Lëtzebuerger Medien nach weider auszubauen, ouni ausze- schléissen, fir och nach aner Opé- rateure wéi den RTL mat u Bord ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land huet seriö Verkéiersproblemer. Ech mengen, do- riwwer si mer eis all heibannen eens. D'Regierung ass speziell an dëser Legislaturperiod op de Wee gaangen, fir dës Problematik a seng Zesummenhang ze setzen.

D'Verkéiersproblematik versteet sech haut net méi als isoléierten Themeberäich, mä ass e Bestand- deel vun enger politikiwirgeräifen- der Debat. D'Gréisst vun eisem Land, eng évoluéiert demogra- phesch Entwécklung, eisen Auto- mobilpark, deen an Europa sen- gesgläiche sicht, de stänneg wuessenden Transitverkéier, dee sech duerch eist Land schleeft, an eis enk vernetzte Stroossen an eist Autobunnsnetz mussen haut am Kader vum Aménagement du Terri- toire als e Ganzt ugesi ginn, wou de Verkéier sécherlech eng krucia- l, mä keng exklusiv Roll spillt.

Mam integréierte Verkéiers- a Lan- desentwécklungsplang, kuerz IVL genannt, ass d'Regierung op dee richteg Wee gaangen, a mir waard gespaant drop, wat déi definitiv Konklusiounen aus dëser Etüd aus- soen. Duerch eng permanent Mies- sung vun de Verkéiersstréim duerch de CITA kënn wichteg Donnéeën erfaasst ginn, déi noutwendeg si fir am Kader vum IVL zukünftige Planungen ze erstellen.

Mä och am Kontext vum öffent- lechen Transport sinn an dëser Le- gislaturperiod eng Partie Projete gestëmmt ginn, déi all hei gëscher- tum Hür Transportminister ernimmt gi sinn. IVL, Mobilitéitszentral a CI- TA si wichteg Partner bei der Ge- staltung vun enger zukunftsorien- téierter Mobilitéit hei zu Lëtze- buerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stënnen hei e wichteg Geset, an dat net nëmme well duerch dëst Geset de Verkéier op eise Stroossen entlaascht a virun allem méi sécher gestalt soll ginn. Et geet hei och drëm fir dem CITA eng definitiv an adequat legal Ba- sis ze ginn. De CITA war an der Vergaangenheet des Öfteren der Kritik, berechtigt oder onberechtigt, ausgsat. Ech denken, dass duerch déi Investitiounen, déi am Kader vun dësem Projet weider getäteg ginn, de System CITA iwwer de Centre de Contrôle tech- nique seng Trémp voll kann aus- spillen, an zum Image de marque ka ginn, deen e verdéngt. Aus dë- ser Consideratiounen eraus bieden echlech all dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech och d'gréng Luucht vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn, gréng Luucht an der Hoff- nung lech vun der Noutwendeg- keet vun dësem Projet iwwerzeegt ze hunn.

Ech soen lech merci fir d'No- lauschten.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Wohlfart (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, mat deem mir ons de Mëtteg befaas- sen, huet, wéi de President Rap- porteur Kolleg Nicolas Strotz ge- sot huet a senge mëndlechen Aus- féierungen, eng Virgeschicht. Ech wëll virop dem Rapporteur merci soe fir säi schrëftleche Rapport, an och déi Ausféierungen, déi hien ons elo ginn huet zum Projet, deen eis haut de Mëtteg befaasst.

En huet drun erënnert, dass duerch d'Geset vum Mee 1998 den Artikel 6 vum Fonds-des- routes-Gesetz emgéännert ginn ass a vun der Grande voirie, well déi deemooleg Verantwortlech geduecht haten domadder déi legal Basis ze hunn, fir kënnen de CITA operationell ze maachen, well si dovun ausgaange sinn, dass den Equipement géif 100%eg zu den Infrastrukture gehéieren. Dat war eng Virgoensweis, dat ginn ech gären zou, déi vun Ufank u bei enger Rei Leit kontestéiert war, déi och kritiséiert ginn ass. Et ass do geschwat gi vu Manktum un Transpa- renz an och vun Net-Kontroll duerch d'Chamber asw. Ech wëll net op déi Kriticken nach eng Kéier

agoen, wat schlussendlech dozou gefouert huet, dass d'Madame Minister en Audit ugefrot huet, fir de ganze System CITA emol eng Kéier ënnert d'Lupp ze huelen duerch Experten, well de CITA jo un a fir sech zënter November 2000 operationell war.

De Rapporteur ass a sengem mëndleche Rapport och op dësen Audit agang, huet gesot, dass et do eng Rei Elementer gouf, déi d'Stäerkt vum CITA ënnerstrach hunn, mä och eng Rei Schwachpunkte opgelist konnte ginn. Ech wollt awer zum Schluss wat den Audit ugeet, Här President, d'Konklusioun vun den Experten, déi den Audit virgestallt hunn an der Sitzung vum 31. Januar 2002, nach eng Kéier hei zitieren. „Conclusion de l'audit : CITA est un choix d'avenir qu'il faut promouvoir. CITA concilie les capacités d'un système expert, les fonctions d'un outil d'aide à la décision. L'enjeu principal est de diffuser une communication positive sur le projet CITA, pour que les partenaires, et plus largement les usagers, se l'approprient. Le projet doit être valorisé et porté par l'ensemble de l'administration et des partenaires comme investissement pour l'avenir, gage de service et de valeur ajoutée pour les usagers.“

Ech mengen, grosso modo kann ee festhalen, dass et un der Noutwendegkeet vun esou engem Projet keen Zweifel gouf, dass och gesot ginn ass, dass deemools scho 25.000 Leit den Dag Informatiounen iwwert de CITA nogefrot hunn, a wat virgeschloe ginn ass, dass ee misst éischts nach eng besser Informatioun kréien, zweetens den Équipement besser ausnutzen an drëttens eng besser Zesummenaarbecht tëschent de Ponts et Chaussées op där enger Säit an deenen aneren Acteuren, déi do implizéiert sinn, erbaufieren.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deenen Zilsetzung si mer heibannen all eens. Ech wollt nach just ee Wuert soen, ier ech e puer Wuert géif zum Projet de loi selwer soen, iwwert d'Aart a Weis wéi d'Proposition de loi 4439 vun onser Kollegin Renée Wagener iwwert de Fonds des routes haut net op den Ordre du jour gesat ginn ass.

Ech sinn do net der Meinung wéi aner Leit, dass een dat herno eng Kéier soll maachen. Ech hätt mer kënnen virstellen, dass mer dat de Mëtteg hätte kënnen mat deem Projet verbannen. Ob da jiddereen domat d'accord gewiescht wär, dat wär eng aner Diskussioun gewiescht. Här Rapporteur, ech mengen, do hätt Dir jo sécherlech Är Argumenter virbruecht, firwat dass Dir net mat op dee Wee gaange wäert. Aner Leit hätten hir Saach mat erabruecht. Ech hätt mer just gewünscht, dass mer dat haut hätte kënnen maachen. Ech mengen, do wär kengem vun eis heibannen en Zack aus senger Kroun gefall. Mais bon, il n'est jamais trop tard pour bien faire, dat heescht, wa mer da kënnen méi spéit eng Kéier op der Madame Wagener hir Proposition de loi zrëckkommen, da mengen ech, ass dat och ni ze spéit.

Den Haaptobjektiv, an dat muss een am europäesche Kontext gesinn, vun deem Projet, dee mer de Mëtteg diskutieren, ass éischts méi Sécherheet op onsem Autobunnsnetz, méi Sécherheet doduerch dass mer manner Accidenter hunn, a wat ganz oft d'Folleg vun engem Accident ass, dat sinn déi sou genannt secondaire Accidenter, dat heescht, wou dann nodeem den Accident geschitt ass, doduerch d'Leit op der anerer Spuer wëlle kucke wat lass ass och net méi oppassen, hu mer nach erëm e Problem dobäi, an zweetens de Problem, fir op onse Stroossen an Autobunne virun allem ze versichen de Verkéier méi flëssend ze gestalten, also manner Stau, manner Stress. Ech mengen, dat sinn zwou Zilsetzungendéi ee

ka mat béiden Hänn ënnerschreiben.

Ech perséinlech sinn als Medeziner haaptsächlech interesséiert, dat soen ech awer och, och wann ech wëll de Volet vun dem méi flëssende Stroosseverkéier net ënnerschätzen, un der Sécherheet op onse Stroossen. Et muss ee festhalen, mat alle Beméiunge vu staatelechen a privaten Instanzen, dass wat d'Preventioun vun Accidenter ugeet, nach ëmmer ze vill Leit op onse Stroossen hiert Liewe verléieren. Dat si ganz oft jonk Leit, dat ass tragesch, mä eng zweet Saach, déi mir och vill ze denke gëtt, dat ass eng Statistik, déi mir ganz oft schnell vergiessen. Dat ass net déi vun deene Leit, déi hiert Liewe gelooss hunn, mä vun deene Leit, déi schwéier verletzt sinn.

Vun deene schwätze mer leider Gottes net, mä dat si ganz oft jonk Leit, déi net nëmme duerno berufflech, mä och familiär ganz grouss Problemer hunn, an do mengen ech ass all Accident, wat mer kënnen verhéieren, och duerch e System wéi de CITA, a mengen Aen e gutt Argument fir dese Projet ze stëmmen. Dat ass eng Iwwerleedung, déi ee kann deene Leit entgëinthalen, déi mengen, dass mer hei e Projet hunn, dee mat 85,8 Milliounen Euro deier wier, mä wéi gesot, all schwéier Verletzten, all mënschlecht Schicksal, wat mer kënnen an deem Sënn positiv beaflossen, ass fir mech e stéchhalt Argument am Émsenze vun deem Projet.

Ech mengen, d'Funktiounen, Madame Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun dem Verkéierskontrollzenter sinn am Detail vum Rapporteur beschriwwen, virun allem a sengem schrëftleche Rapport. Ech wëll net méi dorop agoen. Fir mech si wichteg, ausser der Verkéiersviteslimitatioun an den Iwwerhuelverbueter dräi Saachen, op déi ech kuerz wëll agoen.

Dat éischt ass alles, wat mat der Météo ze dinn huet, dat heescht e Fréiwarnsystem, deen den Zoustand vun onse Stroosse kann uginn. Mir gesinn all Joer am Spéthierscht an am fréie Wanter, dass den éischten Dag wou Glatéis op onse Stroossen ass oder Schnéi, dass mer dann de Chaos hunn, dass ëmmer erëm Leit net virbereet sinn op déi Wiederkonditiounen.

(Interruptions)

Wann Dir mengt, Dir kéint op esou Systemer verzichten, soen ech lech awer, dass dat menger Meinung no net de Fall ass, mä dass bei esou Geschichten et wichteg ass, dass ee fréi gewarnt gëtt. Dir kënnt mir net soen, dass wann Dir op eng Kéier an enger Situatioun sidd, an ech fuere vum Éislek relativ oft an d'Stad, do huet een ënnerwee Temperatursënnerscheeder vun 2, 3 Grad, da mag dat am Summer oder am Fréijoer iwwerhaupt kee Problem sinn, mä wann Dir iergendwou op eng Plaz kommt, an Dir hutt 2 Grad an Dir fillt lech nach sécher, an zwee Kilometer méi wäit sidd Der minus 1, oder esou ënner null, bon, wann dat kee Problem ass, dann okay!

(Interruption)

Do besteet keen CITA. Op den Autobunne besteet meeschtens een, an do kann een déi Situatioun jo och hunn. Ech fuere och een Deel Autobunne, wann ech an d'Stad kommen.

Datselwecht gëllt bei Niwwelbänken. Do wësse mer awer aus Beispiller hei am Land an aus dem Ausland, dass déi Konditiounen eng ganz grouss Gefor kënnen duerstellen.

Dat zweet, wat mir um Härz läit, ass d'Informatioun vun de Leit. Et ass aus dem Audit ervirgaangen, dass eng optimal Informatioun soll un deejéinege weidergi ginn, deen am Auto op seng Schaff fiert, oder sech entwouch anescht hin déplacéiert. Do hu mer kee Problem, wann een dat an engem optimi-

séierte System ka maachen. De Rôle vun de Medie spiere mer zu Lëtzebuerg do ganz gutt.

Wéi steet et mat der Informatioun? Wéi wëlle mer déi Informatioun iwwert de Radio weiderginn, net nëmme, Madame Minister, un déi 80.000 Grenzgänger, déi all Dag mat hirem Auto an onst Land erakommen, mä virun allem, wéi wëlle mer déi Informatiounen utilement weiderginn un déi Leit, déi duerch Lëtzebuerg fuere, den Transit, an ech schwätze do virun allem d'Problematik vum Schwéiertransport un? Wann ee kuckt, wat op der Escher Autobunne all Dag leeft, an och op der Diddelenger Autobunne, virun allem op der Diddelenger Autobunne am Transit, da weess een, dass do e grouss Problem nach ëmmer besteet.

Drëttens e Problem mat deem mer eis an Zukunft wäerte beschäftege mussen, dat ass dee vun der Sécherheet an den Tunnelen. An de leschte Jore sinn duerch grouss Accidenter am Ausland am Mont-Blanc-Tunnel an och am Gotthard-Tunnel an d'Schlagzeile geroden. Et ass eng Problematik, déi mir hei zu Lëtzebuerg bis elo net kann hunn, déi ons weénege interesséiert huet, mä ech mengen, wann an Zukunft d'Saarstrooss, an duerno d'Nordstrooss 100%eg operationell sinn, dann hu mer eng Rei Tunnelen hei zu Lëtzebuerg, wou mer wëssen, dass mer net ëmmer esou einfach kënnen, wat d'Verkéierssicherheit ugeet, rationéiere wéi op enger offener Trace.

All Moossnamen, déi getraff ginn an deem Kontext fir d'Sécherheet an den Tunnelen ze optimiséieren, sinn nëmme ze begräissen, an dann dierf ee sech natierlech herno net wonneren, wann ee Sécherheet wëllt an domadder de Risiko vun den Accidenter erfesetze wëllt, dass dat Sue kascht. Dass den Tunnelbau eppes Spezielles ass, dat hu mer jo spéitstens, weinstens d'Membere vun der Commission des Travaux publics, d'lescht Woch konnte feststellen am Gouseldenger Tunnel, wou et zu enger Rei Problemer koum, wat d'Statik ugeet op enger Rei Metere vun deem Tunnel. Dat heescht, den Tunnelbau wäert och an Zukunft problematesch bleiwen.

Dat gesot, wollt ech nach ee Wuert soen, wat d'Équipement ugeet. All déi Fonctionne sinn hei scho vum Rapporteur am Detail beschriwwen. Fir dës Fonctionen, déi onse Stroossen iwwerwaachen a koordinéieren sollen, hu mer zum Deel mat engem ganz sophistikéierte Material ze dinn. Dat bedeit, dass d'Uschafungskäschte relativ héich sinn an, menger Meinung no, muss ee ganz gutt oppassen, wann ee wëllt eppes aussoen zu de Folgekäschten, well d'Wartungskäschte vum elektronische Material, och vun anerem Informatikmaterial, déi ganz High-tech, dat ass och ganz oft ganz ufallegt Material, an dat wäert sech och a Suen nidderschloen.

Do froen ech mech, ob déi Zuelen, déi mer elo konnten noliesen am Kader vun der Kreatioun vum Etablissement public, deen dat soll gëreieren, ob déi Nofolgekäschte richteg ageschat gi sinn? Dat ass eng Diskussioun eng aner Kéier wäert.

Op déi aner Detailler vum Projet wollt ech net agoen, dat ass vum Kolleg Néckel Strotz, gemaach ginn. Ech wëll Är Nerven net ze vill domat strapazéieren.

De finanziellen Deel ass ugesprach ginn: 85,8 Milliounen Euro, dobäi 30 Milliounen fir dat, wat schonn ënnert dem CITA gelaf ass.

Ech wollt ee Wuert soen, Här President, zum Avis vum Statsrot. Dee schéngt en Avis ofginn ze hunn, deen eng Iwwerleedung wäert ass, wat am Fong geholl d'Konnexioun

mat dem nationale Réseau ugeet. Dem Statsrot seng Argumenter, fir an enger zweete Phase eventuell drun ze denken och den nationale Réseau, dat heescht net d'Autobunnsnetz, mat esou engem System ze versinn a mat deem heite Projet ze verbannen an enger zweete Phase, schéngt mer net esou licht vun der Hand ze weisen ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e groussen Deel vum Transitverkéier, vun deem ech virdu geschwat hunn, wéckelt sech haut an och an Zukunft nach iwwer ons national Stroossen of. Ech erënnere un d'Beispill vun der Nationale 7 am Norden, wou all Dag 20.000 Autoen driwwer fuere. Datselwech gëllt fir d'lechnachstrooss. Ech kënnt, wat de Süden ugeet, d'Beispill vun der Dippecher Strooss Richtung Stad Lëtzebuerg uféieren. Dat heescht, dass een hei awer muss e bëssen d'speziell Situatioun, wat d'Stroosennetz ugeet mat onsem dichte Verkéiersnetz, vernetzt kucken, an da weess ech net ob dat, wat mer momentan virgesinn hunn, dat heescht, eng optimal Informatioun iwwert déi genannte Messagerie, wa mer einfach do Informatioun weiderginn u Leit, déi net um Autobunnsnetz dee Moment fuere, mä op enger Nationalstrooss, ob dat duergeet. Ech sinn der Meinung, dass een do muss gutt oppassen, dass den Informatiounssystem optimal ass.

Näischt verhéiert ons ze kucken no enger Rei Joren, wat dann tatsächlech am Konkreten de Projet, dee mer haut de Mëtteg stëmmen, wann en 100%eg operationell ass, bréngt, an ob een dann net muss norüsten a sech iwwerleeën, ob net nach aner Deeler vun onsem Stroosennetz musse mat an de System agebonne ginn, well d'Koordinatioun, dat ass och e Problem. An do soll kee mer soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg ni ee Problem hätte mat der Koordinatioun vun Aarbechten!

Ech ka mech drun erënneren, dass virun enger Rei Joren deeselwechten Dag déi zwou Stroossen, déi an den Dikrech/Ettelbrécker Raum féieren, dat heescht d'Nationale 7 duerch Miersch, an dann déi aner Nationale, déi iwwert d'Fiels op Dikrech geet, zou waren, well en Tapis geluecht ginn ass. Elo kann ee soen, dass et fir déi Leit, déi aus deem Raum do kommen, e flotten Ausfluch war, fir dann iwwert de Grondhaff an iwwert d'Sauer erop op Dikrech ze fuere, mä ech wollt dat Beispill just uféiere fir ze bewiesen, dass et net esou einfach ass, wa mer net de System ganz performant a ganz sophistikéiert och op déi aner Stroosse vun eisem Land ausbauen, well een esou Situatiounen kann hunn. Dat heescht, mir loosse d'Leit an där Situatioun aus engem Stau direkt an en aneren op enger Nationale fuere.

Wéi gesot, déi Zäit kënnt nach vläicht eng Kéier, wou mir driwwer kënnen diskutieren, ob d'Idéi vum Statsrot muss ëmgesat ginn, wéi hie se gesäit.

Här President, zum Schluss wollt ech nach ee Wuert soen iwwert de Projet de loi, dee mer an der Chamberskommissioun d'lescht Woch fir d'éischt diskutiert hunn. Dat ass dee vum Schafe vun engem Etablissement public fir dee ganze System ze gëreieren.

De President-Rapporteur huet et selwer gesot a sengen Ausféierungen, en hätt sech kënnen virstellen, dass een dat hätt kënnen maachen am Kader vun der besteender Verwaltung. En huet awer och gesot, dass vun der Verwaltung selwer Argumenter vu Flexibilitéit an esou virun ugefouert gi sinn. Ech sinn awer der Meinung zanter mer d'Marchés-publics-Gesetz fir d'éischt diskutiert an dunnt och gestëmmt hunn, dass ee sech emol bewosst ginn ass, wéi vill där Etablissements publics mir hei zu Lëtzebuerg hunn.

Ech wëll net de Rahme sprengen vun deser Diskussioun, mä mir

missen ons awer emol eng Kéier Zäit huelen, fir an aller Rou eng Diskussioun ze féieren, wéini wou mer en Etablissement public brauchen, a wéini awer bestoend Verwaltunge kënnen grad esou gutt esou verschidde Projekte gëreieren. Ech wëll dat de Mëtteg net maachen, mä et wär gutt zu gegebener Zäit eng Kéier dorop zrëckzekommen, well mat allem Respekt virun der Flexibilitéit, muss een och emol kucken, dass verschidde Saachen awer komplett ausser Kontroll kënnen geroden, mä dat ass elo net fir de Mëtteg am Detail ze diskutieren.

Eng aner Saach, déi eis och wäert an Zukunft beschäftegen, dat ass déi wou mer wëllen op de Wee goen - deen den Transportminister sech ka virstellen -, dat heescht en Iwwerwachungssystem op den Autobunnen - an net nëmme op den Autobunnen - mat Kamera, wou mer kënnen d'Identitéit vum Chauffeur an och d'Immatrikulationsnummer feststellen, hu mer sécherlech nach eng Rei spannend Diskussiounen parat, wat den Dateschutz ugeet. Dat ass eng Diskussioun, déi och sécherlech wäert nach fir munch animéiert Debatten an eiser Chamber suergen.

Dat waren e puer Remarken, Här President, déi ech wollt zu deem Projet erabringen. Och e puer Remarken zu connexe Problemer, déi heirauser wuennen. An zum Schluss wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här John Schummer agedroen. Den Här Schummer huet d'Wuert.

M. John Schummer (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Interventioun mat enger Situatioun un, déi d'Madame Anne Brasseur de 6. Mee 1998 hei op deser Chamberstribün, am Kader vun enger Diskussioun iwwert de CITA, gemaach huet: „Fir dass kee Malentendu opkënn, wëll ech gleich soen, dass d'DP-Fraktioun mat deem Instrument d'accord ass, geet et dach drëm, fir d'Informatiounen iwwert de Stroosenzoustand, Stauen oder Accidenter direkt an den Automobilist weiderzeleeden. Dës féiert mat Sécherheet zu méi enger grousser Sécuritéit op eisen Autobunnen, wat jo awer wierklech net vu Mutterwéll ass.“

Net d'accord awer si mer, als DP, mat der Virgehensweis vum Baute-minister, dem Här Goebbels, dee sech emol méi net un d'Prozedur gehalen huet. Et gëtt Leit, fir déi sinn d'Prozeduren net méi wéi e lästegen Detail.

Et kann dach net sinn, dass e Regierungsmember géint den Artikel 99 vun der Verfassung verstéisst, andeem en onni eng gesetzlech Basis dofir ze hunn, méi wéi 125 Milliounen engagéiert.

Wéi déi gréng Kollegen dese Problem, am Zesammenhang mat de finanziellen Engagements vum Baute-minister fir de Centre de Contrôle et d'Information du Trafic sur les autoroutes luxembourgeoises, genannt CITA, opgeworf hunn, huet den Här Goebbels gemengt, déi Gréng géinge Brach schwätzen.“

Une voix. - En huet Recht gehat!

M. John Schummer (DP). - „Den Här Goebbels hat mir“ - der Madame Brasseur also - „och eng Kéier gesot, ech géing Kabes schwätzen. Esou laang ee mam Här Goebbels d'accord ass, ass alles an der Rei, mä soss huet en esou vill Respekt, dass en zu den Deputéierte seet, si géinge Brach oder Kabes verzapen.“

Dës ënnersträicht ganz kloer, dass desen Dossier CITA, vun deem mir haut schwätzen, ënnert ganz schlechte Prämissen zu Stan komm ass. Leider, muss ee soen.

Och déi deemoleg Chambre des Comptes huet Enn 1997 geschriwwen, dass een neit Gesetz misst gemaach ginn. Trotzdeem ass den Här Goebbels monter weidergefue, wéi wann näischt wär. Esou ass am November 1997 e Marché de gré à gré vu ronn 30 Milliounen Lëtzebuurger Frang ofgeschloss ginn, genausou wéi och een am Dezember an och nach een am Januar, op Grond vun enger öffentlecher Ausschreiwung. D'Chambre des Comptes huet sech géiergert, an huet deemools nëmme bezuelt - an ech zitieren aus dem Bréif vun hirem President -: „Pour ne pas lésé les intérêts des créanciers.“ Déi Leit konnten nach awer wierklech net fir d'Virgehensweis vum sozialistesche Bautemister.

Wat d'Demokratesch Partei vun der Virgehensweis vum sozialistesche Bautemister Goebbels hält, huet an dësem spezifesche Fall den Här Henri Grethen den 2. Abrëll 1998 hei op der Tribün gesot, an ech zitieren och hien:

„A mir hunn et an dësem Fall, am Fall vum Bautemister, mat engem Minister ze dinn, deem säin ieweschte Prinzip ass: Den Zweck hellegt d'Mittelen. Deem ass d'Chamber esou laang wéi breet. Hie souz jo och kaum en Dag an der Chamber. Et wier fir hien eigentlech wichteg, wann hien e Stage op dese Banke gemaach hätt, éier en an d'Regierung komm ass, well et ass dee Minister, Här President, deem dee gréissten Dédain fir d'Chamber huet. Et ass dee Minister, deem awer wierklech mat der Chamber all Kéier, wann et méiglech ass, Schlitt fiert. An ech kann lech confirméieren, Här President, dass et dee Minister ass, virun deem mir an dëser Regierung dee manntest Respekt hunn, an deem mir ëmmer an iwwerall, wou et noutwendeg ass, wäerten de Spigel virun d'Gesicht halen.“

Sou war d'Situatioun vum Här Grethen gesinn, den 2. Abrëll 1998. Deem ass näischt bäzefügen.

(Interruptions)

Mat e bësse méi Taktgefill an enger richteger Virgehensweis hätte mer eis viles an dësem Dossier kënnen erspueren. De CITA-Projet ass e System, deem, wann e richtig age-sat a gutt duerchduecht ass, eng grouss Hëllef fir all d'Automobiliste ka sinn. Doniewent ass et eent vun den Instrumenter, déi et erméiglechen, den Trafic besser ze steieren an och besser ze reguléieren. Et geet natierlech net duer mat enger Inscriptioun op de Panneauen: «Belgique fluide»!

Et heescht, dat Instrument, wat also bis elo 85,8 Milliounen Euro, dat heescht 3,8 Milliarden aler Frang, kascht huet, optimal ze notzen. Den Här Strotz, deem ech als Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen an och säi mëndleche Rapport, ass schonn op eng ganz Rei Saachen agaangen, an huet och eng ganz Rei Pisten opgezeechent.

Déi nei Kommunikatiounsmethoden, wéi entre autres SMS a GPS, kënnen a mussen hei optimal age-sat ginn. Et kann och net sinn, dass mer hei mat eise puer Kilometer Autobunn en vase clos funktionéieren.

Eise System muss mat ähnleche Systemer am noen Ausland verbonden a vernetzt ginn. Zu Sterpenich muss den Automobilist gesot kréien, wann zu Thionville d'Autobunn wéinst engem Incident länger Zäit zou ass. E System vun Emgehungen, am Fall vun Accidenter, muss op d'Bee gesat ginn, Här Gira. Des Weidere müssen Informatiounen iwwer Park&Ride-Parkingen, Bus- an Zuchverbindungen den Automobiliste kenne matgedeelt ginn.

De Rôle bei der Iwwerwaachung vun den Tunnellen ass schonn hei ennerstrach gi vu menge Virriedner. D'Opérateure vum CITA kënnen duerch eng intelligent Gestoun vum Trafic op eisen Autobunnen dozou bäidroen, fir fir méi

eng grouss Sécherheet fir alleguer ten d'Benotzer ze suergen. D'Chauffeure vu Camionen, zum Beispill, a Bussen, kënnen en fonction vun de CITA-Informatiounen hir Fuerzäite besser reguléieren.

En äusserst wichtegen Aspekt ass d'Météo. Awer och nëmme, wa se grenziwwerscheidend ass. Sou kann ech mir virstellen, dass zum Beispill hei am Land scho signaléiert gëtt, wann op der Bréisseler Streck an den Ardennes Schnéi läit oder Schnéi fällt oder d'Temperatur falen.

E groussen Nodeel vum CITA ass, dass een d'Informatiounen eréischt kritt - an dat ass och scho virun uegklonge vum Här Wohlfart - wann een op der Autobunn drop ass, an da scho praktesch am Stau steet, a ganz oft net méi d'Méiglechkeet huet, erofzekommen an en anere Wee ze huelen, well net jiddereen huet d'Méiglechkeet, éier en a säin Auto klëmmt, iwwert en Internet-Site, sech ze renseignéieren, wat da genau lass ass. Den optimale Fall ass, wann en Accident zum Beispill tëschent den Ausfahrte Beetebuerg an Diddeleng ass, deem eng Sperrung vun der Autobunn iwwert e puer Stonnen mat sech zitt, dass dem Automobilist de Wee iwwer Beetebuerg-Diddeleng op Volmerange-les-Mines an dann erëm zrëck op d'Autobunn matgedeelt kritt, fir dass en esou deem Punkt kann auswäichen.

Mir gesinn also, dass d'Méiglechkeete vun dësem Instrument extrem wäit gefächert sinn a bis an d'Onendlecht ausgebaut kenne ginn. Mä et bleift och nach e wäite Wee bis dohinner ze maachen. De CITA muss och an de ganze «Système de Gestion de Trafic» mat agebonne ginn. Et bleift nach ze signaléieren, de Projet 5208, dee jo och geschwënn an de Plenum wäert kommen, an dee, wéi scho gesot, d'Kreatioun vun engem Établissement public als Objet huet, deem de CITA soll exploitieren. Hei gëtt dann och e kommerziellt Instrument geschaf, fir dem CITA och finanziell Rentrée kënnen ze erméiglechen.

Summa summarum kann ee soen, dass et en nützlecht Instrument ass, wat eng permanent Adaptatioun a Weiderentwécklung fuerdert, an nëmme esou gutt ass, oder gëtt, wéi dat, wat draus gemaach gëtt. Mä klunge Fanger awer seet mer, dass dat heite warscheinlech net déi leschte Kéier ass, wou mer iwwert de CITA schwätzen an och finanziell Moyene mussen bereitstellen.

Meng Fraktioun wäert also ganz kloer dese Projet stëmmen, mä ech hätt nach als lescht eng Fro un d'Madame Minister. Den deemolege sozialistesche Rapporteur, den Här Schiltz, hat a sengem Rapport hei op der Tribün gesot, an ech zitieren: „De Käschtel vum deem Ganze läit bei ongeféier enger Milliard, ebenalls och subsidiéiert vun der Europäescher Union.“ Wéi vill kréie mer als Subsidie vun der Europäescher Union? Dat géing mech nach interesséieren. Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, den éischten Devis vum Projet CITA loung bei 25 Milliounen Euro, enger Milliard Frangen. Elo schwätze mer vu 85,8 Milliounen Euro, méi wéi eng Verdäifachung vum initiale Käschtel, wéi e virgesi war.

De CITA ass e Musterbeispill, wéi duerch schlechte politeschen, administrativen an technesche Management e Projet budgetsmeisseg ausser Kontroll geréit, a wou Milliounen vu Euroe vu Steiengelder buchstäblech zur Fenster erausgehéiert ginn.

D'Verantwortung heifer läit bei deem vieregte Bautemister, dem Här Goebbels, mä déi jéizeg Bautemisterin schéngt monter op där Schinn vun hirem Virgänger weidergefue ze sinn.

Mir wëllen als ADR dem Projet seng Noutwendegkeet vun engem CITA oder vun engem Centre de contrôle de trafic net a Fro stellen. Mir brauchen esou en Instrument an vu vun dem internationalen Trafic, vun dem Trafic iwwert d'Grenze vun de Frontalieren an och wéinst deenen nationalen Aspekter. Mir mussen kucken fir esou optimal wéi méiglech den Trafic kënnen op den Autobunnen ze regelen a fir eng Fluiditéit vum Stroosseverkeier ze garantéieren. Mir mussen och d'Méiglechkeet hu fir esou gutt wéi méiglech am Fall vun Accidenter kënnen ze intervenéieren. An et muss och gekuckt gi fir esou wäit wéi méiglech d'Preventioun vun den Accidenter ze realiséieren. Dofir nach eng Kéier: Mam Prinzip selwer, mat der Noutwendegkeet vum Projet u sech, do ginn et keng politesch Meenungsverschiedenheeten.

Mä wat ee muss awer ervirsträchen, dat ass, dass de Projet CITA décidéiert ginn ass ouni den Accord vun der Chamber, ouni Projet de loi. De vieregte Bautemister huet och décidéiert fir de Projet CITA ausféieren ze loosser, net no enger Ausschreiwung iwwer Marchés publics, mä iwwer Marchés de gré à gré: Eng kloer Violatioun vum Marchés-publics-Gesetz.

De Projet huet ugefaangen de 15. Dezember 1995, wann een den Arrêté ministériel als Stéchdatum unhélt, wou de Marché de gré à gré attribuéiert ginn ass, an de Projet CITA sollt am März 2000, wat déi Phasen 1 an 3 ugeet, fäerdeg sinn. Haut schreiw mer 2003 a mir sinn elo amgaangen iwwert de Projet nach eng Kéier am Fond ze diskutieren. Phas 1, Phas 2, Phas 3 sollten d'Autobunnen A1, A3, A6, A4 an A13 analyséieren, den Trafic analyséieren, an d'Phas 4, dat sollt d'Liaison mat der Saar sinn.

Ech hunn an enger Question parlementaire un d'Madame Bautemisterin den 23. Februar 2000 op de Problem vun dem Financement a vum Dépassement vun dem Devis opmierksam gemaach an ech hunn d'Madame Ministerin gefrot, ob net kéint e Risiko bestoen, dass den Devis net kéint agehale ginn. Do ass mer du geäntwert gi vun der Madame Bautemisterin, dat wat déi éischt Phas géng ugoen, do wiere keng substantziell Changeementer ze erwaarden an datt et verfréit wär fir ze soen, ob iwwerhaapt e Projet de loi misst gestëmmt ginn. Mä et schéngt awer esou gewiescht ze sinn, dass sech am Ministère awer verschidde Froe gestallt gi sinn, well op eng Kéier d'Madame Bautemisterin higaangen ass an en Audit ordonnéiert huet an dee bekannt ginn ass am Januar 2001. Deen Audit, an do wëll ech och elo e bësslechen zitieren, an zwar net déi Konklusioun, déi mä sozialistesche Virgänger hei als Sprichter vun der LSAP virginn huet...

(Interruptions)

Also wat Äre sozialistesche Virriedner hei, wat Äre Fürsprecher gesot huet, well ech mengen déi Konklusiounen, déi en do hat, déi ware ganz selektiv. Ech verstinn, datt fir d'sozialistesche Partei deem Dossier hei net grad deem agréabelsten ass, well se nach ganz schlecht Erënnerungen hunn, an dass all Kéier, wa mer en Dépassement de devis diskutieren hei an der Chamber, den Numm vun vieregte Bautemister net aus der Diskusioun erauskënn.

Mä et muss een awer hei e puer vun deene Konklusiounen aus dem Audit nach eng Kéier an d'Erënne-

rung ruffen. Den Audit signaléiert Dysfonctionnement um Niveau vun der Gestoun a vum Pilotage vum Projet. Ech zitieren: «Le projet actuel ne correspond plus à la prévision, ni en termes de périmètre, ni en durée, ni en coûts.» An da weider: «L'absence de processus de décisions politiques et la faiblesse du dispositif de suivi explicite aujourd'hui l'incompréhension par rapport aux dérives et dérapages du projet, qui sont tous motivés et explicables. La maîtrise d'ouvrage», gëtt weider gesot, «ne s'est pas donné les moyens d'assumer correctement son rôle et ne s'est pas dotée des outils de suivi et de décision et de la maîtrise du projet.» An dann nach eng véiert wichtig Kritik: «L'absence d'organisation et de méthodologie adaptées à de grands projets d'investissement.»

Dat si véier wichtig Dysfonctionnement wou ee gesäit, datt esou e grouse Projet hei à la va-vite an ouni seriö Virbereedung duerchgezou ginn ass, an ech huelen un, Här President vun der Bautekommissioun, datt Der héchstwahrscheinlech, wann Dir de Projet de loi virgesinn hätt, wann Dir de Projet de loi zur Diskussioun gehat hätt virgedroen, dann hätt Der héchstwahrscheinlech op e puer Problemer scho kënnen direkt opmierksam maachen.

Dat war awer hei net méiglech. An den Audit kritiséiert nach weider, datt de Projet demarréiert huet, ouni datt e Plan de gestion vum Trafic do war an deem noutwendeg war fir dat Gantz iwwerhaapt ze droen; datt keng Objektivter tracéiert waren, wou et da sollt iwwerhaapt hiege mat deem Projet CITA.

Eng weider Kritik war déi, datt direkt schonn am Ufank an no deene puer Joer, wou de Projet schon amgaange war, iwwerhaapt ganz wéineg Servicer fir den Automobilist ugebuede gi sinn. Zum Beispill freet ee sech och nach haut, wat déi Indikatioun do soll heeschen, oder nézen, datt en Automobilist muss mat enger gewëssener Vitesse fueren. Wann net derniewent steet woufir et ass, da weess den auslänneschen Automobilist, deem deem nëmme seelen déi Autobunn benotzt, net genau woufir et ass an dann hält e sech ganz oft net un d'Vitesse.

■ **Une voix.** - Bei ville Gesetzer a Reglementer ass dat elo de Fall. Dat gehéiert do derzou.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo, ech wëll just hei net vum Gesetzesprojet schwätzen.

(Interruption)

Ech wëll just nëmme soen, datt den Automobilist hei déi Kriticken a verschiddenen Enquêtes...

(Interruption)

...ervirgestrach huet. Ech wollt dat nach eng Kéier soen.

Da feelt nach ëmmer d'Absence iwwert den Temps de parcours. A mir gesinn, datt trotz CITA nach eng etlech Stauen entstinn. Woufir? Well ganz oft och verhënnert gëtt, ier den Automobilist eng Opfahrt hält an d'Autobunn hält, datt en dann drop opmierksam gemaach gëtt, datt e Stau op der Autobunn ass.

Dann huet den Audit och nach kritiséiert, datt de Choix vun der Post geholl ginn ass iwwer e Marché de gré à gré, well se keng Erfahrung hat an där ganzer Problematik a well se eng Léisung virgeschloen huet, déi vill méi deier war wéi déi vun eventuelle Konkurrenzofferere. An dofir kann een nach eng Kéier bedauern, datt kee Marché public geholl ginn ass.

Esou hieft den Audit ervir, datt mer 60 Milliounen méi deier bezuelt hu fir d'Communicatioun an d'Mâts de gaines, an 138 Milliounen Lëtzebuurger Frang bien entendu, wat d'Armoires techniques an d'Systèmes de transmission uginn.

Da schéngt nach ëmmer net kloer ze sinn, wie Propriétaire vun deenen Installatiounen ass. Et schéngt net d'Ponts et Chaussées ze sinn, et schéngt nach ëmmer d'Post ze sinn. An den Audit huet och ganz kloer d'Fro gestallt, ob net d'Ponts et Chaussées en fait der Post e Blankoscheck ginn hate fir d'Sue vum Stat auszeginn.

Den ADR huet au vu vun de graven Dysfonctionnement, déi mer festgestallt hunn, an deenen Dépassement, déi schonn 1998 an 2000 sech bemierkbar gemaach hunn, de 6. Juni 2001 d'Regierung gefrot ob si net wéilt e Projet de loi déposieren, ob et net méiglech wier fir an Zukunft op Marché-publicen zrëckzegraifen an net méi op de Marché de gré à gré. Mir hunn och gefrot fir hei eng Debatt an der Chamber ze hunn, mä och déi huet net stattfonnt. D'Regierung huet den Audit vun der Firma ALGOÉ eréischt am Juni 2002, wa meng Erënnerung gutt sinn, an d'Commission des Travaux bruecht. A si huet dat begrënt mat dem Argument,...

(Interruptions)

Also gesitt Der mir haten e scho virgedroen an e war scho publik well mer alleguerte wossten, dass dat doten an der Diskussioun wier. Wat mer also bedauert hunn, Madame Ministerin, dat ass dass Der während där ganzer Zäit, wou deem Audit do war, deem anscheinend genotzt hutt, dat waren Är Explikatiounen fir ze soen, dass Dir misst elo Konklusiounen aus deem Audit zéien a kucken, dass d'Avise géingen elo an Zukunft respekéiert ginn.

Ech wollt lech dofir froen, Madame Ministerin: Wat sinn déi konkret Moosnamen, déi d'Regierung, déi Dir geholl hutt, op Basis vun deem Rapport d'audit? Well et muss een awer festhalen, dass de Rapport d'audit och gesot hat, dass aus där enger Milliard vun initialen Devis, deem iwwert den Domm gemaach gi war, schlussendlech 2,1 Milliarde géinge viraussichtlech ginn. Haut schwätze mer vun 3,4 Milliarde Lëtzebuurger Frang oder, an Euroen ausgedréckt, wéi et vu 25 Milliounen Euro an der Ufanksphas op 52,3 Milliounen Euro op Basis vum Audit komm ass a wéi mer elo op 85,8 Milliounen Euro kommen.

(Interruptions)

Ech weess et ginn ëmmer aner Projeten. Dofir hätt ech jo och gär, dass ee par rapport zum Devis actualisé gesäit wat elo zousätzlech nach bäikommt ass a wou d'Differenze leie par rapport zu dem Audit, dee mer virgeluecht kritt hunn.

■ **M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur.** - Här Henckes, Dir hutt am Audit eng Oplosion vum allen Ausgaben, déi vum CITA vum Ufank bis zum Audit getätégt gi sinn, integral do leien, all Dépense am Detail opgezéelt. Also Dir zielt hei nëmme negativ Saachen. Och am Audit stinn esou vill positiv Saachen, enorm positiv Saachen. Ech wier och frou wann Der eng dovunner géingt zitieren.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Also ech loosser lech gären dee Message do, wéi ech hunn an deem ganzen Audit-Rapport net vill Positives gesinn, sauf dass Der en eng Kéier géingt un d'Goe kréien.

(Interruptions)

Dat waren déi eenzeg Wierder, déi Dir hat, an ech mengen d'Reaktiounen dovunner, dat ass dass Der an Ärem Exposé, deem Der hei op der Tribün gemaach hutt, net vill vum Audit gemaach hutt an déi positiv Saachen aus dem Audit héchstwahrscheinlech ervirgestrach hätt, wann Der iergendeng fonnt hätt. An dat ass net geschitt.

(Hilarité)

Da muss een nach eng Kéier, Madame Ministerin, soen, dass mer hei op der enger Säit och wëlles haten,...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech wollt eng Fro stellen, déi den honorablen Här Schummer hei scho gestallt huet, dat ass ob deem aktualiséierte Budget Subsidi vum der Europäescher Unioin beinhalten. Wéi vill hu mer do als Subsidi kritt? Sinn déi an deemem Projet de loi mat dran oder net? Oder ass den Devis nach méi héich? Da muss ee festhalen, dass mer hei also an enger Situatioun sinn, déi absolut unique ass. Et gesäit een, dass hei ganz viles décidéiert ginn ass laansch d'Chamber, an dass mer elo virun enger Situatioun sinn, wou et „Vogel friss oder stirb“ ass, well soss de Projet selwer net kann zu Enn gefouert ginn.

Esou e Gewurschtels ass inadmissible!

(Interruptions)

A wann de President vun der Bau- tekommissioun dat dote gutt-heescht, da weess ech dass hien d'Habitude huet fir all Kéiers sech virun de fréiere Bauteminister ze stellen deen Ablack wou deen a Schwieregkeete kënnt. Ech mengen dat ass vläicht gutt aus der fréierer Solidarité gouvernementale eraus, mä et ass awer net dénglech zum Projet, well soss kommen d'arleiite Saachen nach ëmmer méi oft vir. An da muss een nach eng Kéier kucken am Audit - well dee liest een awer gären -, wat d'Raisons vum Dépassement budgétaire waren. Dat war elo wat déi technesch Saachen ugeet: «méconnaissance de l'état initial du réseau câblé, hypothèses erronées de réemploi des techniques retenues, incapacité de l'infrastructure du terrain à supporter l'équipement, déficiences de l'administration, modification en cours de réalisation du système de transport des données, le choix des P&T comme partenaire, élargissement et rajout de diverses fonctions.»

An nach wüsse mer net, Madame Ministerin, wat d'Coûts de fonctionnement an d'Demande de gestion vum Projet CITA beinhalten. Do hu mer keng Donnéeën. Ech géng lech froen, Madame Ministerin, dass Der ons vläicht kéint soen, wat dee jährleche Käschtspunkt vum Projet CITA ass, wéi dat dote sech chiffriert. Et ass nämmen eng Informatioun, déi ech gären hätt. Mä bei Geleeënheet vun der Diskussioun vun deemem Projet soll dat doten awer och debattéiert ginn.

Madame Ministerin, mir wëllen net déi Virgoensweis vun der viregter Regierung cautionnéieren an, wat dese Projet ugeet, d'Virgoensweis vun der Administratioun, dee Mangel un Dialog, dee sech während laanger Zäit bemierkbar gemaach huet, de Fait dass mer eréischt e puer Joer duerno, nodeems Dir selwer wosst, dass et bal onauswäichlech wier, dass de Projet de loi misst kommen, dass mer eréischt haut mat esou engem Projet de loi konfrontéiert ginn. An dofir, well mer dat net wëlle cautionnéieren, wäert den ADR och géint dese Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Ech wäert mech haut fir d'alleréisch mat der Prozedurfro, déi ronderem dese CITA-Projet dréint, beschäftegen an déi Zäit, déi mer dann nach iwwereng bleift, fir deem inhaltleche Volet vun deemem Projet hei gebrauchen. Ech wëllt dat och an e bestëmmte Kader setzen. Ech wëllt nämlech hei d'Thees opstellen, dass mer et mat deem virleiende Projet de loi mat enger Wäisswäschtprozedur ze dinn hunn.

Wéi d'Madame Schoepges 1999 als Bauteministerin ugetrueden ass, dunn huet se eng Rei Froen

opgeworf, wat d'Problematik vun den öffentlechen Investitiounen betrëfft, a si huet och diskret ugekënegt, dass se eng Rei vu Saache géif wëlle riichtbéien, déi hire Virgänger mat héchst spezielle Virstellungen iwwer parlamentaresch Demokratie an deemem héijen Haus duerchgeboxt hat. Ech erënnere lech zum Beispill un d'Saarstrooss. Ech erënnere lech un d'Thematik vum Artikel 14bis vum Fonds-des-routes-Gesetz an ech wëllt dann och un dee virleiende Projet erënnere, dee vum CITA.

Déi Gréng hunn deemools d'Approche vun der Ministerin begréisst. Och wann déi Asiicht bei der CSV vläicht e bësse spéit komm ass, a wann et vläicht och kloer war, dass d'Ministesche eigentlech kaum eng aner Wiel hat, wa se d'Praxis vun hiner Administratioun erëm wollt an Aklang mam Rechtsstat kréien. Wat e bësse verwonnert, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dann awer d'Aart a Weis wéi déi Wiedergutmachung hei presentéiert gëtt. Weder am Exposé des motifs vum Projet de loi nach am schrëftleche Rapport fënn e enge Erklärung zu de Motiver, déi zu deemem Émdenken an dofir och zum Projet de loi selwer gefouert hunn. Ech hu virdrun och nach mat Erstaune gehéiert, dass hei Leit am Sall soen, den Dossier CITA hätt net zu den Dysfonctionnement gehéiert.

Ech wëll drop hiweisen, wann ee sech dee Rapport ukuckt, deen deemools gemaach ginn ass, dass den Dossier CITA dann och een Element ganz kloer dovunner war, wou vill a laang driwwer geschwat ginn ass. Déi Erklärungen, déi also zu deemem Émdenke gefouert hunn an déi maachen, dass och bei deemem Projet genau eng Legislaturperiode méi spéit dat gemaach gëtt wougéint ee sech virdu mat Hänn a mat Féiss gestriift huet. Ech hunn d'Gefill, dass vill Leit sech net méi erënnere, wat 1998 am Fréijoer heibanne geschitt ass, oder vläicht misst ech éischter soen am Gemengenhaas, well ech mengen, et war do iwwer.

Ech wäert mer et a menger Interventioun net huele loossen deen Historik ze maachen, net nëmme well déi Gréng mol erëm eng Kéier vun der Geschicht Recht kritt hunn, mä well et och indispensabel ass fir dee Bilan ze zéien em deen et mer haut hei geet.

Ass d'Ministesche, a mat hir des Regierung, hirem Usproch gerecht ginn, dee se sech bei hirem Untrëtt als Bauteministerin gesat huet, a si mer domat haut aus deene prozeduralen Irrungen und Wirrungen eraus, an déi eis den Här Goebels bis 1999 versat huet?

Wéi gesot, de Projet CITA war ee vun den zentrale Sujete bei der Debatt ronderëm d'Dysfonctionnement, an d'Fro em déi et eigentlech hei gaangen ass, war déi, awéiwäit kënne Ministere Geld aus dem Statssäckel ausginn, ouni dass se dofir müssen d'Genehmigung vum Parlament ufroen?

Ee vun den Elementer dovunner, an dat ass deemools och am Dysfonctionnementsrapport erwähnt ginn, war eben de CITA, an den Här Goebels krut virgeworf, dass en am Ufank wollt laansch d'Gesetz goen, dass en zënter 1993, dat sinn elo zéng Joer hier, Dépensé fir de CITA getätegt huet, an datt am Juli 1997 d'Grenz vun den deemools 124 Milliounen, déi, wou Der jo wësst, dass wa se iwwerschritt sinn, ee muss e Projet de loi maachen, dass déi du schonn zweemol iwwerschritt waren. Et war also e ganz kloer Dysfonctionnement, deen hei virlung. A wéi de Veto vum IGF a vun der Chambre des Comptes komm ass, dunn eréischt ass en Amendement zum Fonds-des-routes-Gesetz virgeluecht ginn. Entre-temps ware mer am Januar 1998, an et ware schonn iwwer 355 Milliounen Frang fir de CITA engagiert gewiescht.

Et ass virdu schonn hei gesot ginn, dass am Mee 1998 d'Fonds-

des-routes-Gesetz adaptéiert ginn ass. Déi Fro, déi mir awer wöllten deemools opwerfen, an déi ech och haut nach eng Kéier wëllt stellen, dat ass d'Aart a Weis wéi dat deemools gelaf ass. Ech zitieren lech vläicht ganz kurz dee Saz, deen deemools bäigesat ginn ass am Fonds-des-routes-Gesetz: « L'équipement de la grande voirie de communication comprend la mise en place d'un centre de contrôle du trafic qui recueille toutes les informations nécessaires tant sur la situation du trafic que sur l'état des infrastructures autoroutières et de leurs équipements... », ouni datt do iergende Saz vu Finanze gesot gi war. Am Exposé des motifs, wann ech mech nach gutt erënnere, ass deemools gesot ginn, d'Käschte géifen op eng Milliard Lëtzebuerger Frang geschat ginn.

Déi Virgehensweis, déi war scho mol ganz kloer net korrekt a si ass awer trotzdem vun der Majoritéit heibannen akzeptéiert ginn. A wann och Majoritéit soen, da mengen ech domat all Fraktiounen, ausser där vun deene Gréngen. Et ass schued, dass den Här Schummer net méi heibannen ass, well e virdu den Här Goebels hei attackéiert huet an d'DP wollt wäisswäschen an där Matière, mä d'DP huet déi dote Saach deemools matgedroen. An deem Sënn ass se genau esou an der Schossliin haut, well mer dee Projet elo hu misse maachen, fir erëm kënne an d'Rengt ze kommen.

Une voix.- Solidarité oblige!

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - D'Chamber, Här President, mécht also haut am Fong eng 180-Grad-Kéier, an ech fannen, dat misst ee vläicht e bësse méi daitlech soen, wéi dat bis elo geschitt ass.

Wa mer eis de Projet de loi ukucken, deen d'Madame Ministerin déposéiert huet, an deen dann haut och wäert hei gestëmmt ginn, da kann ee soen, dass mer zumindest op engem Punkt Satisfaktioun kritt hunn. De CITA kritt eng gesetzleche Basis. De Prinzip, datt Projekten, déi iwwer eng gewësse Finanzgrenz erausginn, müssen e Spezialgesetz kréien, gëtt also hei akzeptéiert. Genausou, wéi dat och scho beim Finanzeement vun der Saarstrooss nodréiglech geschitt ass, gëtt also hei eng Regulariséierung nodréiglech virgeholl.

Et kéint ee sech awer d'Fro stellen, Dir Dammen an Dir Hären, firwat dat eréischt d'Joer geschitt, mir si jo awer entre-temps scho bal 5 Joer méi wäit wéi déi Diskussioun vum Mee 1998. Et kéint een och d'Hypothesen opstellen, datt et vläicht manner aus Begeeschterung war, wou d'Regierungsparteien op deen heite Wee gaange sinn, an och d'Regierung selwer als alleréisch, mä vläicht éischter vum Drock engersäits vun der Budgetkontrollkommissioun, anersäits vu Gremi wéi der Cour des Comptes, déi ëmmer manner sech déi dote Prozedur gefale loossen. Ech wëllt och op déi Motioun hiweise vum 21. Dezember 2001, déi vun der Budgetkontrollkommissioun agereecht gi war, an déi unanime ugeholl gi war. Och do wëllt ech lech zwee Tireten draus virlesen.

D'Regierung ass do invitéiert ginn: „de ne procéder à aucun engagement comptable dépassant le montant autorisé adapté par la Chambre des Députés“, an zweetens: „de procéder en cas de dépassement de devis prévisible d'un projet de construction en cours par l'adoption d'une loi par objet, le regroupement éventuel de certains dépassements mineurs dans une seule loi restant possible.“

Mir hunn hei e Projet, wou déi Käschten, déi mëttlerweil entstane sinn, schonn erëm längst iwwert déi Taxen eraus sinn, déi eng Kéier festgeluecht gi waren. Ech hunn lech gesot, dass 1998 vum enger Milliard geschwat gi war. Déi Milliard, déi hu mer scho längst erëm ausginn, an déi konstitutionell Grenz vun de 7,5 Milliounen Euro, déi ass schonn, ech weess net wéi vill Mol iwwerschritt ginn, sou datt ee sech wierklech d'Fro ka stellen, ob hei net méi Diligence hätt misse gemaach gi fir dee Projet de loi, dee mer jo eréischt zënter enger Zäitche virleien hunn, fir deen ze déposéieren.

Iwwert dese CITA-Projet, an dat ass vläicht méi grave, wëllt d'Regierung awer och d'Finanzéierungskompetenz vum Stroossebauhof, déi 1998 schonn op Remise-en-état-Aarbechten erweidert ginn ass, also d'Neimaache vum Belag vun den Autobunnen an aner Aarbechten, also déi Missioun vum Fonds des routes och nach op d'Fonctionnementsskäschte vum CITA ausdehnen. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis eng weider Denaturéierung vun der Missioun vum Fonds des routes. Mir bleiwe bei eiser Meenung, dass de Fonds des routes en Investitiounsfong ass, an datt en net ka fir Fonctionnementsskäschtchen egal fir wéi ee Beräich benotzt ginn.

An deem Sënn, Här President, hunn ech och e puer Amendementer ausgeschafft. Deen éischte seet, dass d'Dépense, déi duerch d' Mise en état vun deemem Centre de contrôle entstinn, imputabel sinn op de Fonds d'investissements publics administratifs an net op de Fonds des routes. An deen zweeten Amendement seet, dass d' Frais de maintenance et d'entretien, dass d' Centre de contrôle engendréiert ginn, dass déi op den normale Budget vum dem Ministère vun den Travaux publics solle lafen.

Amendement 1

L'article 3 du projet de loi est modifié comme suit :

«Art. 3.- *Les dépenses sont imputables aux crédits du Fonds d'investissements publics administratifs.»*

(s.) *Renée Wagener, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg.*

Amendement 2

L'article 4 du projet de loi est modifié comme suit :

«*Les frais de maintenance et d'entretien du centre de contrôle du trafic sont imputables aux crédits du Ministère des Travaux publics.»*

(s.) *Renée Wagener, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg.*

Domat hu mer eigentlech dee Projet de loi grondsätzlech geännert. Ech géif awer menge ganz kloer zum Gudden, well wa mer an déi Richtung ginn, déi d'Regierung hei virschléit, dann institutionaliséiere mer am Fong just eng schlecht Praxis. Doréms ass et eis 1998 net gaangen, an doréms geet et eis och haut net. Et geet net dréms, eng schlecht, an eiser Meenung no illegal Praxis doduerch ze legaliséieren, dass ee se an Texter aschreift, mä et geet dréms, dass ee seng Praxis erëm eng Kéier demokratesch an transparent mécht. Mir versichen dat mat deenen Amendementer dann och nach eng Kéier op deser Plaz.

Här President, et sinn aner Detailen an deem Gesetz, wou ee kéint driwwer diskutéieren. Ech werfe just ee Punkt op. Well iwwert den Audit elo scho ganz vill gesot ginn ass, loossen ech dee Punkt op der Säit, mä ech wëllt drop opmierksam maachen, dass mer am Juni vun deemem Joer nach gesot kritt hunn, dass an deem Etablissement public, dee géif chargéiert gi mat der Gestiou vum CITA, dass do géifen zwee Leit agestallt ginn.

Ech zitieren: „...ses services se proposent d'engager deux employés à durée déterminée, en attendant la création de l'établissement public évoqué plus haut, ainsi qu'une meilleure coordination avec d'autres acteurs concernés par les questions du trafic.“ Also zwee Leit. Émsou méi grouss war mäi Staunen, wéi mer elo an der leschter...

(Interruption)

Erstaunen. Merci, Här Lux. Émsou méi grouss war mäin Erstaune wéi mer an där leschter Kommissiounssitzung - mir haten der iwwerens am Ganzen zwou - gesot kritt hunn, et wäert net zwee, mä fénf Employéen, an am Text, am Rapport vun der Kommissioun, gëtt am Fong deeselwechte Saz nach eng Kéier erëmgeholl aus dem Procès-verbal vun där éischter Kommissioun an zwee gëtt duerch fénf ersat, wéi wann näischt wier. Ech denken, dass dat relativ speziell Virgoensweisen och an deemem Beräich sinn, déi d'Saach net onbedéngt besser maachen.

Här President, ech hu mech elo laang mat de prozedurale Froen ausenaner gesat. Et wäert net fir d'lescht sinn, well mer nämlech och nach eng Kéier arrangéieren, well ech lech dann nach eng Kéier laang a breet kann erklären, em wat dass et eis hei geet.

Ech soe merci fir déi zousätzlech Riedezäit. Ech weess jo selwer och, dass ech leider bei de Regierungsparteien an Endresultat net ganz vill bewierkt hunn, mä ech hu mer awer soe gelooss, dass den Drock vun der Cour des Comptes zum Beispill ëmmer méi grouss gëtt fir déi Saachen do endlech propper ze maachen, an dass esou Projekte wéi deen, dee mer haut hei virleien hunn, et vläicht an Zukunft ëmmer méi schwéier hu fir hire Wee duerch d'parlamentaresch Instanzen ze maachen.

Wéi gesot, Här President, ech wollt zum Schluss nach eng Kéier op déi inhaltlech Thematik vum CITA agoen, nämlech de Sënn an den Zweck vu Verkéiersleitsystemer. Ech kann lech vläicht emol um Ufank en Zitat brénge wat vun 1993 ass. Dir wësst jo, dass d'Verkéiersleitsystemer schonn zënter enger Rei vu Joren an anere Länner bestinn an dass d'Forschungen do ronderem och schonn eng Zäit lafen, a besonnesch am Ufank si sech do och ganz vill Erwaardunge gemaach ginn. Esou ass zum Beispill an enger däitscher Etüd vun 1993 gesot ginn: „Der Stau als Steuerungsinstrument im Verkehr wird sich im Zeitalter elektronischer Steuerung überleben.“ Dat heescht et ass reell gemengt ginn, dass mer mat de Verkéiersleitsystemer kéinten d'Problemer vum Stau einfach liquidéieren a léisen. Mir gesinn haut schonn, dass dat net de Fall ass.

Mir kruten och, wéi mer de CITA an der Kommissioun presentéiert kruten, gesot, dass et haaptsächlech géif nach dréms goe fir de Verkéier besser ze géréieren an d'Capacitéite vun den Autobunnen besser auszelaaschten. Sou si mol Chiffren avancéiert gi vun 10% Autoe méi, déi een da kéint op den Autobunnen fuere loossen. Dat weist, menger Meenung no, schonn op e grouse Problem vun de Verkéiersleitsystemer hin: Esou sennvoll wéi se och sécherlech a viller Hisiicht sinn, si brénge net een Auto manner, si bréngen net ee Gramm Emissiounen manner, si bréngen eigentlech just méi Informatioun fir déi Leit, déi mam Auto fueren, an eventuell och manner Stress, dat bleift vläicht nach ze beweisen.

Si sinn awer natierlech och eng wirtschaftlech Goldgruof fir eng Rei vu Leit, déi domadder hir Sue ver-

Amendement 2

Dozou hu mer den Amendement 2 vun der Madame Renée Wagener, deen Der och virleien hutt an deen och explizéiert ginn ass. Mir kënnen also dann direkt iwwert deen Amendement ofstëmmen.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement ass ofgelehnt mat 33 Nee-, 12 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiuonen.

Ont voté oui : MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non : Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer.

Se sont abstenus : MM. Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi ;

M. Jean-Pierre Koepf.

Domadder ass also den Artikel 4 an där Form ugeholl, wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

Mir géingen dann elo iwwergoen zur Ofstëmmung iwwert de gesamt Gesetzprojert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi 5109 ass mat 43 Jo-Stëmmen, 12 Nee-Stëmmen an 1 Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui : Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler ;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Ont voté non : Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-

Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

S'est abstenu : M. Jean-Pierre Koepf.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Motion de M. Nicolas Strotz relative aux fibres d'amiante

Da komme mer nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun, déi vum Här Nicolas Strotz agereecht ginn ass. Déi Motioun läit vir. Et huet also jidderen deen Text viru sech a mir kënnen direkt driwwer ofstëmme par main levée.

Vote

Déi fir déi Motioun sinn, déi den Här Strotz abuecht huet, si gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint ?

Wien enthält sech ?

Ech stelle fest, dass déi Motioun eestëmmegeg ugeholl ass an domadder wär dee Punkt dann ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5152 iwwert de Kaf vun Immobilien um Site Belval-Ouest.

Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Bodry, Graas, Jaerling an Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Norbert Hauptert.

5. 5152 - Projet de loi autorisant l'État à acquérir des immeubles sur le site de Belval-Ouest**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet 5152 gëtt d'Chamber gefrot fir d'Regierung ze autoriséieren Terrainen a Konstruktioneen op de Fricchen op Esch-Belval-Ouest ze kafen. Et sinn Terrainen vun enger Gréisst vu 27,34 ha an de Präis, deen am Projet de loi hei virgesinn ass, därerf 85 Milliounen Euro net iwwerschreiden. Déi Terrainen gehéiere momentan der AGORA. D'AGORA ass eng Développementsgesellschaft, wou d'Aktionäre gläichméisseg de Stat an d'Arcelor duerstellen an d'AGORA huet als Objet d'Terrainen vun de Fricchen ze revaloriséieren an no kommerzielle Kritären ze verkafen.

(Interruption)

Esou steet am Projet, Här Jaerling. D'Arcelor mécht also d'Apport vum hiren Terrainen, dat heescht vun de Fricches industrielles an d'AGORA eran, nodeem datt se déi Terrainen entsuergt huet zum Präis vun 1.858,82 Euro, dat heescht, där aler Lëtzebuurger 75.000 Frang den Ar. De Stat mécht an deem Moment wou d'Arcelor den Apport vun den Terrainen mécht eng deementsprechend Mise de fonds vun deemselwechte Wäert.

De Stat keeft also 27 ha Land an deem Fong, fir déi dem Fonds de Belval zur Verfügung ze stellen, de Fonds de Belval, dee vum Stat den Optrag kritt huet, fir op deenen Terrainen déi Equipementer ze realiséieren, déi de Stat brauch. An op deene 27 ha, déi hei opkaaft ginn, gesäit de Stat vir, éischtens den nationalen Zenter fir Industriekultur ze errichten, zweetens déi geplangte Rockhal, déi mer scho gestëmmt hunn, drëttens déi natio-

nal Archiven, véiertens en technesch Lycée, mat den deementsprechende Sportinstallatiounen, fënneftens en Deel vun der Universitéit mat de Studentewunnengen, sechstens e Centre de recherche a siwentens och nach verschidde Verwaltungsgebaier.

D'Konditiounen, zu deenen de Stat déi Terrainen bei der AGORA kafe kann, goufen an der Konventioun, déi bei der Grënnung vun der AGORA ofgeschloss ginn ass, festgehale, an do gouf Folgendes decidéiert: Éischtens, déi Terrainen, déi de Stat keeft fir kulturell Equipementer ze schafen, déi keeft de Stat zum Prix d'apport. Dat heescht den Apport, de Präis zu deem d'Arcelor den Terrain an d'AGORA erabuecht huet. Dat sinn déi 1.858 Euro den Hektar.

(Interruption)

Pardon, déi 1.858 Euro den Ar. Dat heescht 75.000 aler Frang, plus natierlech d'Entwécklungskäschten op déi ech herno nach zrëckkommen. Zweetens kann de Stat vun der AGORA...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst de Riedner dach schwätzen! Fuert weider, Här Hauptert, déi aner solle roueg sinn an nolauschteren. Dat ass dach e wichtege Projet.

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Zweetens kann de Stat 50 Hektar fir Aktivitéitszoné bei der AGORA kafen, och erëm eng Kéier zum Prix d'apport vun 1.858 Euro den Ar. De Stat muss awer och dorobber seng Infrastrukture selwer realiséieren. Drëttens kritt de Stat zéng Hektar fir seng eege Verwaltungsgebaier, déi en do wëllt oprichten, zu engem Präferenzpräis vun 372 Euro den Ar. Dat heescht zu 15.000 Lëtzebuurger Frang, plus natierlech d'Entwécklungskäschten. A véiertens, déi Terrainen fir national Infrastrukturen, dat heescht déi Stroossen, déi Eisebunnen, déi duerch deen Terrain do solle verlafen, déi kritt de Stat vun der AGORA erëm eng Kéier zum Präferenzpräis vun 372 Euro den Ar. De Verkaufspräis fir déi Terrainen a fir déi Gebailechkeeten, déi hei virgesi sinn, gouf also op Grund vun deene Konditiounen, déi do festgehale gi sinn, opgestallt. Dobäi ass de Präis vun de Gebaier op 4,9 Milliounen Euro évaluéiert ginn an deemem Projet.

Déi Gebaier sinn dat aalt Gebléisshaus, déi verschidde Magasénger, déi nach op deem Terrain stinn, déi Verwaltungsgebaier, d'Direktionsgebaier, déi op Belval stinn, d'Vestiairei vun den Aarbechter, d'Mëllerei an déi verschidde Minettsréservoirs, déi och nach op deem Site do sinn. All déi Gebailechkeeten, déi de Stat hei fir 4,9 Milliounen iwwerhëlt, goufe vun enger Entreprise de réviseurs op 16 Milliounen Euro geschat, an an deene 16 Milliounen oder an där Schätzung stinn den Héichuewen an déi Kamäiner, déi do stinn, pour mémoire dran. Also déi sinn zum Nulltarif hei enthalen.

(Interruptions)

Si hunn näischt kascht. Voilà, sou einfach ass et. Jo.

Une voix.- Mol endlech een, deen dat weess.

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Voilà. Duerfir wollt ech dat onbedéngt betounen, well déi meescht et jo heibannen net wollt gleewen. De grouse Problem, wéi ech scho gesot hunn an där ganzer Evaluatioun, sinn natierlech d'Entwécklungskäschten.

D'Entwécklungskäschten, déi hei an deemem Präis - de Gesamtpräis vun 82 Milliounen, an ech kommen nach dorobber zrëck -, déi

Entwécklungskäschten, déi am Ganzen 73 Milliounen Euro ausmaachen, dat heescht eppes ëm déi 90% vun deem ganze Verkaufspräis, déi Entwécklungskäschten, dat sinn déi Käschten déi d'AGORA ausgëtt fir deen Terrain ze viabiliséieren. Dat heescht, all déi Onkäschten, déi gemaach gi si fir Etüden ze maachen, all déi Onkäschten, déi néideg si fir d'Hochspannungsleitungen ze verleeën, all déi Käschten, déi noutwendeg si fir déi Eisebunn, besonnesch dat interent Eisebunnnetz vun der Arcelor, wou d'Arcelor mat hiren eegenen Zich nach ëmmer muss driwwer fueren, mussen also aus deem Terrain hei eraus veruecht ginn.

Da kommen natierlech d'Infrastrukturkäschten, d'Stroossen, aner Leitungen, Waasserleitungen an de Kanal, d'Fräe fir d'Commercialisatioun vun dem ganze Site, d'Organisatioun an d'Personalkäschten a finalement och nach déi Frais financiers, déi ufale bei den Emprunten, déi d'Arcelor eventuell ophëlt fir déi ganz Revalorisatioun do ze finanzéieren, nach dobäi. D'Évaluatioun vun deenen Onkäschten ass am Oktober 2002 op 270 Euro de m² geschat ginn, wat also en immense Chiffer ausmécht a wat dann natierlech bedéngt, dass déi praktesch zu 90% an där Transaktioun, déi mer haut hei solle stëmme, enthalte sinn.

D'AGORA muss natierlech all véier Joer dem Stat en Décompte vun deenen Onkäschten virleeën, fir dass de Stat ka kucken ob déi Onkäschten och justifiéiert sinn, a beim Fall vun engem Dépassement vun deenen Onkäschten ginn natierlech déi Dépassementer op all déi Verkeefer oder déi Ukeefer, pardon, déi bis dohinner Terrainen kaaft hunn, répercutéiert. Also all dat zesumme mécht de Präis vun 82,3 Milliounen aus.

Ech detailléieren nach eng Kéier dat wat am Rapport steet: Éischtens, de Präis vun Terrain vun deenen zéng Hektar, déi zum Prix préférentiel verkaaft ginn, dat maachen 372.000 Euro aus. Dann 1.734 Aren zum normale Präis d'apport vun 1.859 Euro, wat 3.223.000 Euro ausmaachen. Dann d'Immeubles, vun deenen ech scho geschwat hunn, déi mer fir 4,9 Milliounen Euro hei veranschlagen. An dann d'Frais de développement op deene 27 Hektar zu 270 Euro de m², wat 73,8 Milliounen ausmaachen. Am Ganze mécht dat e Präis vun 82,3 Milliounen, an dofir gesäit de Gesamtprojet am Fong geholl eng Enveloppe vu 85 Milliounen vir.

De Finanzement vun deene 85 Milliounen ass virgesinn, fir an deenen nächste fënnef Joer ofgewéckelt ze ginn. Dat heescht an deene Budgete vun de Joren 2003 bis 2007 sollten déi néideg Suen zur Verfügung gestallt gi fir dee Präis hei ze bezuelen, an ech mengen am Budget 2003 an 2004 sinn deementsprechend Sue virgesinn.

De Statsrot huet en Avis favorabel zu deemem Projet hei ginn. En huet awer dräi Bemierkungen am Kader vu sengem Avis gemaach. Eng éischt betriift d'Situatiounspläng vun deenen Terrainen, déi hei kaaft ginn. De Statsrot verlaangt, dass déi Situatiounspläng an d'Gesetz annexéiert ginn an dass eng Bemierkung an dem Artikel 1 gemaach gëtt, dass se Partie intégrant vum deemem Gesetz sinn. An dat ass och geschitt. Da seet de Statsrot awer och, dass nach eng Kéier déi Upassung vum Präis muss virgeholl ginn, wann déi definitiv Vermessungen eriwuer sinn. Am Text steet dran, wann déi Differenz méi wéi 5% wier, da misst de Präis revidéiert ginn an de Statsrot verlaangt, dass déi Revisioun vum Präis scho misst geschéie wann déi Differenz méi wéi 2,5% géng bedeiten. An dat ass och esou am Text iwwerholl ginn.

An da stellt de Statsrot nach eng Fro wat d'Entwécklungskäschten ubelaangt, déi Entwécklungs-

käschten, déi hei mat an deem Präis dra sinn, ob dat forfaitaire Entwécklungskäschte si fir déi ganz Revalorisatioun vum Site oder nëmmen op déi Terrainen, déi de Moment revaloriséiert solle ginn. Et ass kloer, dass dat e Forfait ass dee sämtlech Revalorisatiounskäschte vun dem Terrain duerstellt. Drëttens mécht de Statsrot eng Opstellung vum Verkaufspräis vun den Terrainen, vun den nationalen Industriekulturzentren, woubäi en de Präis vun de Gebailechkeeten, déi am Fong geholl jo hei e Wäert sollen duerstellen, op där anerer Säit och d'Käschte vun der Etüd iwwert d'Realisatioun vun esou engem Zenter mat an den Terrain abezitt. Do ass d'Kommissioun der Meenung, dass de Statsrot sech géiert huet, wann en dat alles an dee Präis mat eranhëlt an dee Präis da selbstverständlech dee Moment iwwerdréiwte fënnt.

Voilà, d'Kommissioun huet an hirer Majoritéit dee Rapport hei guttgeheescht a si proposéiert der Chamber dee Projet esou ze stëmme wéi Der en hei virfannt. Ech ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Gesetzesprojet hu mer et mat engem weidere Finanzierungsgesetz ze dinn am Zusammenhang mat engem vun deene grouse Projeten, net nëmme vun deeser Legislaturperiod mä och scho vun där virdrun, a sécherlech och nach vun där nächster, an zwar grouse Entwécklungsprojete fir d'Regioun Süde vum Land, wou et drëm geet eng Revitaliséierung an eng Neinotzung, vun engem Deel zumindest, vun deene fréieren ARBED-Industrieterrainen, den heitege Broochen, op d'Been ze kréien.

Duerch dese grouse Projet, deen an der Méit vun den nonzeger Joren ugeduecht an ugefaange ginn ass, an deen elo weidergefouert an an d'Exekutivphasen geleet gëtt, entsteet hei zu Lëtzebuerg nient der Agglomeratioun Lëtzebuerg en zweeten Entwécklungs- an Attraktionszenter ronderëm d'Gemeng Esch, en zweeten Entwécklungspôle complémentaire zu deem vun der Stad Lëtzebuerg.

Dese Projet ass awer och e Projet, deen eng ganz staark regional Komponent huet, deen iwwert déi direkt betraffe Gemenge vun Esch a vu Suessem erausgeet, a wou deen Impuls eng Dynamiséierung vun der ganzer Südregioun soll beleeën, och vu sämtleche fréieren an nach heitege Stolstanduerter mat deenen Industriebroochen, déi do hektareweis op eng nei Notzung waarden.

Ech mengen, iwwert déi politesch Stoussrichtung vun deemem ganzem Projet hei besti keng gréisser Divergenzen tëschent de politesche Parteien hei am Parlament. Et bleift awer, dass mer als LSAP schonn ëmmer awer op eng Rei vu Punkten higewisen hunn, wou mer der Meenung sinn, dass Schwaachstellen an deem Dossier sinn an dass deen Dossier nëmme ka funktionéieren, wann et eng reibungslos Partnerschaft gëtt, engersäits tëschent den öffentliche Träger: dem Stat, de Gemengen, an de privaten Träger, haaptsächlech natierlech der ARBED, an natierlech och innerhalb dem öffentliche Secteur tëschent dem Stat an deene Gemengen, déi mat implizéiert sinn, respektiv och dem regionale Südsyndikat.

Dat muss eng Zesummenaarbecht vu gläichberechtigten Partner sinn, a grad dat ass eben d'Schwierigkeit an deem heiten Dossier, well hei sécherlech e ganz staarkt Gewicht, e ganz staarken Afloss vun deem staarken Privatpartner, der

porteur, dem Norbert Hauptert, merci soe fir säi mëndlechen a säi schréffleche Bericht. Et ass ouni Zweifel eng wichteg Émännerung, déi mer un där Konventioun hei virhuelen, an an deem Sënn bréngen ech dann och den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Robert Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, fir d'Majoritéit e bëssen opzemonteren, nodeem mir elo zwee Gesetzer hei d'Zoustëmmung verweigert hunn,...

(Interruptions)

...wëll ech deklaréieren, datt mer als ADR-Fraktioun dësem Gesetz eis Zoustëmmung ginn.

Ech wëll begréissen, datt eng Partie Schwierigkeiten, déi mer hatten, mat dësem Gesetz aus der Welt geraumt ginn, notament, wat de Rapporteur - deem ech och vun hei aus wëll merci soen - gesot huet, déi Problemer, déi eng Partie Bauerebetreiber hatten, déi laanscht d'belsch Grenz leien an déi op eng ongerecht Aart a Weis besteiert si ginn. De Problem besteet eigentlech scho laang an et muss ee bedauern, datt et esou laang gedauert huet bis e geléist ginn ass.

Mä - wéi gesot - mir begréissen, datt dat elo endlech geschitt. Dofir wäerte mir och dofir stëmmen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Här President, ech géif gären deem attréierte Rapporteur vun dësem Duebelbesteuerungsofkommes, deem dat mat enger zusehends gréisserer Kompetenz mécht, vun Häerzen am Numm vun der Regierung merci soen, well déi Matière sinn extrem technesch a komplizéiert. Dat erkläert och, firwat verschidde vun deene Revendicatiounen, déi d'Lëtzebuerger Regierung hat, net esou liicht konnte vun der belscher Säit akzeptéiert ginn.

Et sinn zwee Punkten, déi fir d'Regierung an dësem Avenant wichteg sinn, zwou Diskriminatiounen, déi ofgeschaf ginn: D'Diskriminatioun vun de Lëtzebuerger Baueren, déi Terrainen op der belscher Säit hunn, an d'Diskriminatioun vun deenen, déi um Lëtzebuerger Territoire wunnen an an der Belsch schaffen.

De Fait, datt déi zwou Diskriminatiounen ofgeschaf gi sinn, ass de Mérite vun enger gudder Verhandlung vun der Lëtzebuerger Regie-

rung mat der Belsch. Et ass rar an enger Verhandlung, datt een alles dat, wat ee freet, och um Enn vun enger Négociatioun kritt. Mir hatten hei eng Rei Revendicatiounen. Et huet laang gedauert. Mir hunn haart verhandelt a mir hunn dat kritt, wat mir gäre gehat hätten. An deem Sënn sinn ech frou, datt mir och hei e breede Konsensus an dem Parlament fannen, fir dësen Avenant ze stëmmen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5169 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwer dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmegeg ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par Mme Lydie Err), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Mars Di Bartolomeo) et Marc Zannussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Weiler freet d'Wuert.

7. Ordre du jour

M. Lucien Weiler (CSV).- Op Wunsch vun enger Rei vu Fraktiounen vun dësem Haus proposéieren ech fir d'Modifikatioun vum eisem Règlement op muer de Mëtten op den Ufank vun der Sitzung ze verleeën.

M. le Président.- Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Et ass dann esou decidéiert.

Da wiere mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer a geet um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.04 heures)

Ordre du jour

- 5234 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

(Rapport de la Commission du Règlement - Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de modification du Règlement - Vote)

- Communication

- Interpellation de M. Lucien Lux sur la politique familiale et le système de transferts sociaux dont bénéficient les enfants

(Discussion générale)

- Interpellation de M. Camille Gira au sujet de la politique pour personnes handicapées

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, Mme Anne Brasseur et M. Henri Grethen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwéilech Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

An der éischter Sitzung vun dëser Woch, en Dënschdeg, huet den Här Jean-Paul Rippinger verschidde Annerungsvirschléi zum Chambersreglement proposéiert, déi uschléissend un d'Présidentenkonferenz verweise goufen. An hirer Réunion vu virgëscher huet d'Présidentenkonferenz d'Reglementskommissioun saiséiert, déi iwwer déi Annerungsvirschléi diskutéiert huet. Den Text vun deenen Annerungen ass un all Deputéierten ausgedeelet ginn. Ech wollt elo d'Chamber froen, ob een dozou gären d'Wuert ergräift. Den Här Lucien Weiler huet d'Wuert.

- 5234 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

gem neie Kapitel, dat heescht „du Médiateur“, wou dra gesot gëtt, an deem éischten Artikel, dee mer virgesinn hunn, dass de Médiateur duerch d'Chamber designéiert gëtt, an dat an öffentlecher Sitzung.

Wat dann am wichtigsten ass - an dat ass jo och noutwendeg, dass d'Leit dobaussen dat wëssen, wat d'Prozeduren ubelaangt -, hu mer virgesinn, dass de President vun der Chamber an enger öffentlecher Sitzung informéiert doriwwer, dass d'Chamber deemnächst e Médiateur soll designéieren, an dës Informatioun muss op d'mannst 30 Deeg virun der Sitzung, an där mer da sollen e Médiateur ernennen, gi ginn. Zum Beispill, wann den Här President haut déi Informatioun géif ginn a mir géifen d'Délaie respektéieren, da wär zum Beispill op Grund vum Artikel 131.3 de 5. Dezember de leschten Délai, wou kënnten d'Kandidaturen deposéiert ginn. De President informéiert also doriwwer, dass esou eng Designatioun bevirsteet, dës Informatioun gëtt och duerch e Communiqué vum Greffe vun der Chamber nach eng Keier publik gemaach, an da kënnen d'Kandidaturen deposéiert ginn.

Déi muss schréfflech deposéiert ginn, beim President vun der Chamber; och Deputéierte kënnen Kandidature proposéieren. Am Fall wou se dat maachen, mussen se sech selbstverständlech am Virfeld informéieren, ob och dee betreffende Kandidat, dee se wëlle proposéieren, gewëllt ass, gegebenenfalls déi Kandidatur ze akzeptéieren. Da wat d'Recevabilitéit ubelaangt vun de Kandidaturen, hei ass d'Prozedur wéi se sollen deposéiert respektiv proposéiert ginn: D'Kandidature muss bannent engem Délai vu 15 Deeg nodeems dass de President d'Informatioun gemaach huet hei an der Chamber beim Chamberspräsident agoen. Wéi gesot, wann dat zum Beispill haut géif geschéien, da missten d'Kandidature bis de 5. Dezember hei an der Chamber virleien.

D'Kandidature mussen selbstverständlech begleet si vun deenen noutwendegen Piëcen, sou wéi se am Gesetz vum 22. August 2003 virgesi sinn. De President saiséiert da mat all deene Kandidaturen, déi gegebenenfalls erakomme respektiv deposéiert ginn, d'Présidentenkonferenz. Déi examinéiert déi Kandidaturen, ob déi all recevabel sinn, ob d'Kandidaturen de Konditiounen, esou wéi se am Gesetz virgesi sinn, entsprechen. Wann dat de Fall ass, gëtt eng Lëscht vun de Kandidature gemaach, an déi gëtt der Chamber, den Deputéierte virun der Sitzung, an där de Médiateur soll designéiert ginn, ausgedeelet. Och déi ganz Dossiere vun den eenzelne Kandidature sinn um Greffe deposéiert a kënnen vun all Deputéierten agesi ginn.

Procédure de vote: De Médiateur gëtt duerch d'Majoritéit vun de Membres présents vun hei an der Chamber designéiert, dat wëllt also net heeschen, dass ee gegebenenfalls muss méi wéi d'Halschent vun den effektive Stëmme vun der Chamber hei hunn, dat heescht méi wéi 30, mä d'Zuel, déi zielt, ass eng Majoritéit vun de Presidentendeputéierten. De Vote ass geheim, Procuratioun ass net méiglech. Dann hu mer Hypotheese virgesinn, am Fall wou et e Ballottage géif ginn, am Fall wou et Stëmme-gläichheet géif ginn, wéi d'Prozedur dann ass.

Dann hu mer eng Rei Dispositiounen, déi sinn einfach aus dem Gesetz iwwerholl, wat d'Enn vun dem Mandat vum Médiateur ubelaangt. Ech wëll net dorobber agoen, well dat ass nëmmen en Text, wéi en am Gesetz virgesinn ass. Mir hunn allerdéngs eng Prozedur virgesi fir de Fall, wou de Médiateur seng Missioun net op Grund vun de gesetzleche Bestëmmunge géif exzerzieren, a wou een Drëttel vun den Deputéierte kéint seng Revokatioun froen. Wann dat de Fall soll sinn, wann esou eng Demande géif komme fir eng Revokatioun vum Médiateur, da misst jo déi Demande instruéiert ginn. Mir hunn dofir eng Commission spéciale virgesinn.

Et war d'Iddi fir d'Présidentenkonferenz mat esou enger Demande ge-

gebenenfalls ze chargéieren. Et waren awer Leit an der Commission du Règlement, déi gemengt hunn, dass net onbedéngt d'Présidentenkonferenz dat kompetentz Organ ënner allen Émstänn wär, wat gegebenenfalls hei eventuell zu enger Revokatioun géif befannen, an deementspreechend, ob-schonns d'Présidenten aus der Konferenz alleguerten an der Reglements-kommissioun dra sinn, ware mer bereet d'accord ze sinn, dass an deem Fall eng Commission spéciale dat géing maachen. Ech mengen et war souguer op d'Propositioun vum honorabelen Här Fayot wou mer du gesot hunn, da wëll d'Présidentenkonferenz net hei d'Kompetenz hunn, mä mir maachen eng Commission spéciale fir dat doten ze maachen.

Dann hu mer eng ganz Prozedur virgesinn, wéi an esou engem Fall den Dossier instruéiert gëtt, wéi dee Betreffene Kenntnis dovunner kritt, an dann och wéi d'Konklusiounen gegebenenfalls aus där Instruktioun, déi do gemaach gëtt, solle gezu ginn. Et gëtt e Rapport gemaach, dee Rapport kann an öffentlecher Sitzung hei an der Chamber diskutéiert ginn iwwer déi Faiten, déi dann eng Revokatioun gegebenenfalls géinge motivéieren, an dann decidéiert d'Chamber mat der Majoritéit vun de Presidentendeputéierten, ob et dann - an engem geheime Vote selbstverständlech - zu enger Revokatioun kéim oder net.

Esou wäit si mer net. Ech hoffen an ech wënsche mer, dass mer déi doten Dispositiounen ni brauchen ze applizéieren. Ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass d'Chamber esou gutt Choixen treffe wäert an deenen nächste Joren, dass dat dote Lettre morte wäert bleiwen. Mä en tout cas sinn all Hypotheesen duerch dat, wat mir hei u Propositiounen maachen, ofgedeckt. Ech denken, dass den Text hei kloer an däitlech ass, dass all Hypotheesen ofgedeckt sinn, an deementspreechend recommandéieren ech am Numm vun der Reglements-kommissioun der Chamber dësen Text ze adoptéieren. Merci.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Jo, Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech hat d'Éier fir déi Proposition do ze déposéieren, den Här Weiler huet se exposéiert: Do gesitt Dir wéi d'Majoritéitsparteiën och bei méi klengen Saachen gutt zesummeschaffen.

(Hilarité)

Dat awer ganz besonnesch un d'Adress vun der LSAP. Ech géing soen, nodeems dass mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn iwwert de Médiateur, dass et selbstverständlech war, dass mer och eise Règlement d'ordre intérieur hu missen änneren. Eis Fraktioun ass d'accord - ech hu jo och meng Ennerschrëft énnert dat Dokument gesat - fir dat dote bien entendu ze stëmmen. Et bleift elo nach ze erwaarden, dass mer och e kompetente Mann oder eng kompetent Fra fannen, fir dee schwierege Posten do ze besetzen.

Den Här Weiler huet gesot, et war ee Moment eng Diskussioun: Soll et eng Commission spéciale sinn oder soll et d'Conférence des Présidents sinn? Ech si mat der Proposition d'accord, obschonns ech der Meinung war, dass et grad esou gutt hätt kënnen d'Conférence des Présidents sinn, well déi muss sech vill Saachen em d'Ouerschloen, interessanter a manner interessanter, a si wär bestëmmt och qualifizéiert gewiescht fir hei dee richteg Mann oder déi richteg Fra ze fannen, emsou méi wou se sech an Zukunft jo och nach soll em de Geheimdénsgscht këmmen. Dofir, dat gesot, Här President, kann ech lech den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

M. le Président. - Den Här Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, normalerweis beim Règlement passt besonnesch d'Opposition extra op, wat geschitt. A fir eng Kéier kann ech dann dem Rapporteur, dem Lucien Weiler, awer zoustëmmen. En huet dat relatéiert wat diskutéiert ginn ass, souwuel an der Reglementskommission wéi och op anere Plazen, an déi Proposition vum Ben Fayot fir net all Muecht an d'Hänn vun der Presidentekonferenz ze ginn, deem kann ech zoustëmmen, och wann ech zu deem sti wat do diskutéiert ginn ass, an dofir verdingt dat wat hie proposéiert huet an eisen Aen och, dass et gestëmmt gëtt. Dat wat den Här Rippinger gesot huet, wat de Kandidat oder d'Kandidatin ubelaangt, deem schléissen ech mech nach just un. Merci.

M. le Président. - Den Här François Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Här President, ech hu selwer matgeschafft am Numm vu menger Fraktioun an der Commission du règlement, fir datt diesen Text soll zustane kommen. Mir wäerten deen och selbstverständlech stëmmen. Mir hunn e jo och mat ennerschriwwen. Ech muss soen, datt ech a meng Fraktioun besonnesch frou sinn, datt mer elo Klorheet hunn, well mer deen neien Artikel 131.2 an d'Reglement abauen. Ech zitieren deen vläicht kuerz. Do steet: «Le Président informe la Chambre des Députés en séance publique trente jours au moins avant la date fixée qu'elle sera appelée à désigner le médiateur. Cette information est encore publiée par voie de communiqué de presse par le greffe» An da steet do: «Les intéressés» - e ganz wichtige Saz - «posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.»

Här President, firwat fanne mir als Gréng Fraktioun deen Artikel 131.2 esou wichtig? Abee, mir hu misse feststellen, datt do eng zimlech Konfusioun an der Öffentlechkeet de Moment schéngt ze si wien zoustänneg ass fir dee Médiateur

ze designéieren. Well et si scho Kandidaturen op falsche Plazen eragaangen anscheinend, ouni datt déijéineg, déi Kandidat waren, scho wosste wou se sech misse mellen. Leschte Freideg hu mer jo héieren, datt et schon eng Kandidatur gëtt, nämlech déi vum Här Fischbach anscheinend. Elo ass et zumindest kloer, och den Här Fischbach weess elo an Zukunft, datt de Büro, wou en d'Kandidatur muss hannerleeën, net de Premierminister an d'Regierung ass, mä d'Chamber. An dofir si mer frou, datt mer haut kënnen endlech dat Reglement stëmmen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Ech menge wa mer d'Chamberreglement emänneren, da gëtt emmer versicht fir e Konsens ze fannen tëschent der Majoritéit an der Oppositionsparteien. Ech géif mengen an deem heite Punkt hu mer quasi zu 100% e Konsens fonnt, an dofir fént och des Reglementsännerung eis Zoustëmmung. Ech wëll awer drop hiweisen, datt och an der Reglementskommission en anere Konsens fonnt ginn ass, an zwar huet d'Reglementscommission elo iwwer eng Rei vu Méint eng Rei vu Propositionen, déi och am Reglement sollte geännert ginn, ausgeschafft, an et war am Fong och e Konsens, géif ech soen, an der Kommission, datt alles géif zesammen hei an der Chamber duerchgeholl ginn.

Vu datt mer hei enner Zäitdruck sti wat dese spezifische Punkt vum Médiateur ubelaangt, waren d'Fraktiounen allegueren dermat d'accord, datt déi Propositione géife getrennt ginn an datt haut just géif deen Deel, deen de Médiateur ubelaangt, hei an der Chamber gestëmmt ginn. De Konsens bestoung awer doranner, datt déi aner Ännerungen direkt géifen nokommen, sou wéi mer eis eens waren an datt déi och géifen hei an der Chamber diskutéiert an da gestëmmt ginn. An ech mengen, wa mer eis dat eent Wuert ginn hunn, da misst och dat anert Wuert stoen. An ech hoffen, datt dann och an deenen nächste Wochen dee Konsens, dee mer fonnt hunn, hei am Parlament virgeluecht gëtt, sou wéi mer eis dat énnert deene fënnel Fraktiounen eens gi waren.

M. le Président. - Den Här Lucien Weiler kritt nach eng Kéier d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur. - Ech kann den Här Gibéryen berouegen. Mir waren eis eens doriwuer. Mir hu gesot Enn November géife mer de Rescht vum Règlement hei, déi aner Modifikatiounen, stëmmen, a wann den Här Gibéryen de Courier gekuckt hätt, dann hätt hie gesinn, dass ech fir d'nächst Woch eng nei Reglementskommission ageruff hunn, fir de Finish, de leschte Schlëff un deene Propositionen ze maachen. Deementspriedend kann ech e berouegen, datt wäert schon esou goen, a mir wäerten zu deem Wuert stoe wat mer ginn hunn.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Ech wëll just dorobber äntweren, datt ech dat hei gesot hunn, datt dat och an öffentlecher Sitzung sollt esou aktéiert ginn, wéi mer dat an der Reglementscommission festgehalten hunn, an ech si ganz frou, datt den Här Weiler dat elo hei och offiziell an deser Sitzung gesot huet. Dofir hunn ech och keng Angscht dovur, datt dat eis elo wäert esou geléngen.

M. le Président. - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Jo, Här President, mir si gewinnt wa mer eist Wuert ginn, dass mer dat och anhalen.

(Hilarité et interruptions diverses)

Mir brauchen dat dofir net, Här Gibéryen, an enger öffentlecher Sitzung ze ginn, mä mir hunn dat an der Presidentekonferenz ginn a mir wäerten och dozou stoen. Ob mer mat allem d'accord si wat am Reglement steet, dat ass eng aner Saach.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir maachen elo d' Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 131-1 bis 131-5 si gelies an ugeholl.

Dir Damen an Dir Hären, den Text läit also elo kloer um Dësch. Jiddferee weess em wat dass et geet. Dir hutt en och nach schréfflech virleien. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert déi Ännerungsvirschlei esou wéi se ageerecht gi sinn.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Déi duerfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Ännerung vum Chamberreglement ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Weiler), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Nico Loes), MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Marco Schank), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par Mme Lydie Err), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Fernand Greisen) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Mir brauche keng Dispens zum zweete Vote ze ginn, dat ass esou an eisem Reglement virgesinn. Wann d'Chamber dat mehrheetlech ofstëmmt wéi se dat elo gemaach huet, dann trëtt dat och direkt a Kraaft, an nodeems mer dann elo eist Reglement modifizéiert hunn, wëll ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen, sou wéi dat am Reglement virgesinn ass.

2. Communication

Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur et aux dispositions du Chapitre 3bis de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à désigner un médiateur en séance publique 30 jours au moins après la présente communication.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir:

1. posséder la nationalité luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. offrir les garanties de moralité requises;
4. être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction;
5. avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidate seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Da wär dat esou ugeholl. Da loosse mer dat esou un d'Press virginn.

Da komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Lucien Lux iwwert d'Familljepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Meyers, Lux, Calmes, Gibéryen, d'Madame Reuter an den Här Urbany. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorable Här Lucien Lux.

3. Interpellation de M. Lucien Lux sur la politique familiale et le système de transferts sociaux dont bénéficient les enfants

M. Lucien Lux (LSAP), interpellateur. - Här President, Léif Kollegen a Kollegeinnen, Lëtzebuerg gehéiert zu deene räichste Länner vun der Welt. Dat ass sécherlech richtig, wann een et alleng ökonomesch oder och monetär definiert. Et ass awer falsch, muss ee leider soen, wann et em eise Kannerrächtum geet.

Fir d'Entwécklung an d'Innovationskraaft vun eiser Gesellschaft ass awer entscheidend, dass Kanner a jonk Leit eis aktuell Acquisën, eis Energien a Kompetenzen ophuelen, beräicheren an natierlech och weider entwéckelen. Vun deser Bewegung leeft eis Gesellschaft. Et kann een et wuel och op de Motto bréngen: Ouni Kanner gesi mir al aus. Mir brauchen also Liewens- an zum Deel och Aarbechtsbedingungen, déi fir d'Familljen esou gestalt sinn, dass de Wellen an d'Bereitschaft zum Kand vollzu kënnen ginn, an déi fir d'Kanner esou gestalt sinn, dass eng fräi Entfaltung zu selbstbewossten a mëdege Bierger a Biergerinne méiglech gëtt.

Wa Kanner eis Zukunft sinn, an doriwuer si mer eis wuel heibannen eens, dann ass Kannerfrëndlechkeet e Grundwäert, an da brauch d'Familljepolitik - dat ass eis Iwwerzeugung - nei Iddien an nei Beweglechkeet am Denken. Dobäi mussen drai Saache kloer sinn:

- D'Kand a seng Rechter, seng ganz individuell Rechter, mussen am Mëttelpunkt vun allen Efforte stoen.

- Och muss d'Veereinbarkeet vu Burruff a Famill besser geléngen, wéi dat am Moment de Fall ass.

- Schlussendlech muss d'Gläichstellung a fair Partnerschaft vu Fraen a Männer oder vu Mammen a Pappen op d'Dagesuerdnung.

Dës Interpellatioun hunn ech am Mee 2001, et ass also schonn e Strapp hier, deponéiert. Am Accord mat der Familljeministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, verbannen ech se mat der Publikatioun an duerno och der Diskussioun iwwert d'Etüd vum CEPS iwwert d'Transferts familiaux, déi mer an der Kommission zwee mol gefouert hunn.

Ech wëll de Mëtteg versichen, déi Froen, déi och an där Etüd enthalte sinn, ofzeklappen, ze bilanzéieren, a wäert och versichen nei Virschlei ze maachen. Ech verzichte bewosst - une fois n'est pas coutume - fir lech mat Motiounen ze bombardéieren - dat ass mir jo scho bei anere Geleeënheete virkomm -, well ech denken, dass dat am Mee 2001 un d'Adress vun deser Regierung nach e Sënn ginn hätt, mä Enn 2003, e puer Méint virun de Wahlen, gëtt dat net vill Sënn fir d'Regierung haut de Mëtteg nach opzufuerdere grouss Émwälzungen ze maachen. Ech denken, dass dat éischer eisen Débat an deenen nächste Woche soll befruchten, a villes vun deem, wat mir de Mëtteg wäerten allegueren hei virdroen, an där nächster Legislaturperiod, wa méiglech, säin Nidderschlag ka fannen.

Dobäi si mer, éier ech zu deene Virschlei kommen, drai Prémisse wichtig:

De Stat därerf a soll sech den Elteren net substituieren. Déi Wäertvirstellung vum Vertrauen, vu Gebuergeheet, vun Zouverlässigkeet, déi an eiser heiteger, oft harter, anonymer a schnell lieweger Zäit scho bal erëm modern Wäerter gi sinn, fannen hire beschten Nährbuedem an der Famill. Do wou d'Famill funktionéiert, kann de Stat sech zrëckhalen, soll e just Rahmebedingungen ubidden. Do wou d'Famill kapott ass, kann d'öffentlech Hand hëllefen ze reparéieren. Alles awer, wat zum Gedeie vu jonke Leit wichtig a richtig ass, wäert e sécherlech net ganz fäerdeg bréngen.

Déi zweet Prémisse ass déi, dass mer musse bei all eisen Diskussiounen ganz individuell Liewens-



www.avenir-europe.lu

de Lëtzebuurger Site
iwwert den EU-Konvent

entwërf respektéieren. De Choix - woubäi et bei manche Frae bekanntlech net emol e Choix ass -, Kanner ze kréien oder net ze kréien, ass a bleift e sakrosankte Choix vun all Fra a vun all Mann. Eng leideg Debatt iwwert dës elementar Fräiheet däerf et net ginn. Wie Kannerlos un de Pranger stellt, huet, mengen ech, an der Debatt vu virera verluer. Eng Polemik, wéi mir se nach viru kuerzem hei am Land gefouert hunn iwwer Fraen, déi „nëmme Hausfra“ sinn, oder iwwer déi „béis Fraen“, déi och nach schaffe mussen goen an hir Kanner dobäi vernoléisseg, solle mer eis erspieren. Dat sinn Debatte vu gëschter, fir net ze soe vu virgëschter.

A fir mech ass och eppes kloer: Léiwer een, deen an enger wuel iwwerleuechter responsabeler Entscheidung decidéiert ouni Kanner ze liewen, wéi een aneren, deen irresponsabel an ouni Verantwortlechkeet mat Kanner dat wëllt maachen.

Déi drëtt Prémiss: De Begrëff vun der Famill ass an der Vergaangeneheet vun de Konservative laang Zäit als dogmatisch Keul - kann ee bal scho soen - géint gesellschaftlech Zersetzung a Sitteverfall méssbraucht ginn. Dat ass Gott sei Dank, Här Loes, ech kann lech berouegen, haut meeschtens net méi de Fall.

D'Familljepolitik vun der Zukunft huet sech u Bedierfnisser vu Kanner a Familljen ze orientéieren, an dat net no iergendengem ideologesch normative Familljmodell. Ob bestuet oder net, alleng oder zu zwee, hetero- oder homosexuell, dat ass irrelevant. Dat ass Ausdruck vu gesellschaftlech Wandel, an dat hu mir ze respektéieren. Mir sollte kengem virschreiwene, wéi en ze liewen huet. D'Famill ass do, wou Mënschen, an deem Fall mat Kanner, fräi entscheeden a géigesäiteger Verantwortung zesummen ze liewen. Mir sollte kengem an d'Kachdëppe kucken, bewäerten, wat do gutt a wat do schlecht ass. D'Qualitéit vun enger Gesellschaft an deem Fall hei misst sech net no esou engem Standard.

Wann et ënnert eis heibanne Konsens gëtt, dass d'Famill Zukunft huet, wëll ech versichen, siwe Bausteng dozou ze erörtern.

Fir deen éischte Bausteen zugschichte vun enger gesteigerter Stellung vun der Famill an eiser Gesellschaft, brauch et virun allem e grouse Mentalitéitswiessele. Eis demographesch Entwécklung, oder misst ee besser soen d'Wucht vun demographesche Problem, d'Evolution vu Singlestéit, oder Familljen ouni Kanner, féiert indéniablement dozou, dass de numereschen, an domadder och gesellschaftlechen a politesche Poids vu Famillje mat Kanner an eiser Gesellschaft zrëckgeet. Dat beeinträchtigt d'Stellung vun der Famill. Dat drängt oft Themen a Problemstellungen, déi fir Kanner a Famill wichteg sinn, zréck an op d'Säit.

Ech wëll dat net liichtferteg festmaachen un der Tatsaach - an dat erlieue mer jo och heiansdo an eise Gemengen -, dass scho bal Kannerspillplazen ufänken eenzel Noperen ze stéieren. Ech wëll et net dru festhalen, dass de Site fir eng Schoul Beängstegungen heiansdo ervirriff, mä dat mag dat eent oder dat anert Signal sinn.

Ech denken awer, dass de Problem méi déif läit. Kanner dierfen net zum Balast ginn, an d'Entscheidung fir oder géint Kanner net zu enger Ofrechnung vun Zäit, déi ee sech hält, vun Ausgaben, déi een tätegt, géint op där anerer Säit den emotionellen Notzen.

D'Bedeutung vun der Famill, d'Bedeutung vun Generationskontrakt fir eis sozial Kohesioon, fir de soziale Milieu, ass dobäi immens. Dat muss an de Käpp sinn, dat muss net vun uenen, an däerf net vun uenen dekretéiert ginn, mä dorunner solle mer eis a mussen mer eis

orientéieren. Dëst ze quantifizéieren kann ech lech an e puer Zuelen net erspieren.

Déi sougenannten isoléiert Haushalter ouni Kanner si vun 1960, wou et der 11% gouf, haut op iwwer 30% an d'Luucht gaangen. D'Zesummesetzung vun den Haushalter huet sech vum Joer 1900, wou nach ronnt fénnef Persounen an engem Stot gelieft hunn, iwwer 1960 nach ronnt dräi Persounen op haut nach zwou an eng hallef Persoun pro Stot entwéckelt.

D'Gebuerterat, also déi Zuel vu Kanner pro Fra, läit haut bei 1,61. 1970 war dat nach 1,88 Kand pro Fra. Si loung, an och dat ass interessant haut feststellen, 1970 bei den auslännesche Fraen, déi hei am Land gelieft hunn, nach bei 2,37, an ass haut zrëckgaangen op 1,68, also praktesch eng identesch d'Gebuerterat vun auslännesche par rapport zu Frae mat Lëtzeburger Nationalitéit.

Dat kann eis alleguete Recht sinn, huet awer, an dat mussen mer wëssen, wäitgehend Konsequenzen, wann ee weess, dass a sech en Taux de remplacement fir d'Generatiounen, dass déi sech normal remplaceieren, also eng Gebuerterat vun eppes iwwer 2 néideg wär, fir tant soit peu e genaue Remplacement vun de Generationen ze garantéieren.

Eng Konsequenz, déi fir d'Politik, an do kënne mer sécher sinn, heibannen an deenen nächste Joren nach spannend Froe wäert opwerfen, ass an deem Zesammenhang d'Finanzéierung vun eiser Sécurité sociale.

Déi Floskel, déi heiansdo gebraucht gëtt: Rentepolitik fänkt mat Bébéen un, ass zwar ganz vereinfacht, awer am Usaz net falsch. D'Émagementfinanzéierung, déi dee System ass, de mer gewielt hunn, an dee mer och, mengen ech, heibannen an eenzelnen Diskussiounen, déi mer 1999 iwwer eng méiglech Aféierung vun deem, eiser Meenung no, risikohaften Kapitaldeckungsverfahren, also am Géigesaz d'Émagementfinanzéierung, déi jo baséiert op der Solidaritéit tëschent de Generatiounen, an an Däitschland ass deels aus finanzielle Grënn, mä deels och duerch Décisiounen an Uerteeler, déi beim Bundesverfassungsgericht zu Karlsruhe geholl si ginn, déi Debatt, ob een d'Cotisant mat Kanner duerch ee Bonus soll belounen, oder op där anerer Säit d'Cotisanten ouni Kanner duerch ee Malus soll bestrofen, voll amgaangen.

Eent fir d'éischt dozou. Ech hunn am Ufank gesot, et sollt ee sech steril Polemiken erspieren an en Openeepresche vu Kannerlose mat Famillje mat Kanner wa méiglech verhënnere. Propositione wéi se an Däitschland zum Beispill vun CDU an CSU gemaach gi fir bei der Rent sou wäit ze goen, deenen, déi keng Kanner hunn, just nach eng Grondrent ze garantéieren, a se ze zwëngen de Rescht iwwer Privatviruerg opzebauen, oder awer d'Aféierung vun der sougenannter Kopfpauschale an de Krankeversécherungen, si Virschléi, déi mir net wëllen, well se an déi falsch Richtung ginn.

Eng Versachlechung ass also hei néideg. Ech denken, dass bei der Krankeversécherung mir haut entgéint deem Modell, deen et bekanntlech an der Schwäiz gëtt, schonn u sech e Bonus fir Famillje mat Kanner hunn, do wou ee mat enger Cotisatioun net nëmme de Conjoint, mä och nach sou vill wéi méiglech Kanner ka mat versécheren. A bei der Renteveriséierung hu mir duerch spezifesch Moosnamen an deene leschte Joren dofir gesuergt - wéi zum Beispill Erzélungszäiten, Babyjoren an och nach zum Schluss elo de Forfait d'éducation -, dass u sech och e Bonus besteet fir Frae mat Kanner.

Mir hunn als LSAP-Fraktioun an als LSAP tout court um Rentendësch d'Iddi nach eng kéier virbruecht, fir dës Moosnamen am Sog vun där

wëschenswäerter Individualiséierung fir d'Rechter vun de Fraen an der Sécurité sociale, déi amgaangen ass - op jiddefall an deem Groupe de travail, deen vun der Regierung agesat ginn ass -, auszubauen, wéi zum Beispill d'Verlängerung vun de Babyjoren an zwee op véier Joer.

Bei der Fleegeversécherung huet déi sou mysteriéis wéi contestabel Entscheidung vun der Regierung, den Undeel vum Stat vu 45 op 40% erfrozesetzen, gewisen, wéi fragile hei de Laaschenausgläich um Niveau vun den Dépense vun der Assurance dépendance ass. Mir müssen déi Käscheverdeelung no de Wahlen, menge mir, erëm op fest Féiss setzen. Dobäi kéint ech mir perséinlech virstellen, dass een och hei bei deem 1%-Beitrag fir d'Salarié ka bleiwen, dass awer Cotisant mat Kanner ee forfaitaire Bonus kënnten erhalten, deen zu Laaschte vum Undeel vum Stat misst goen. Ech soen e forfaitaire Bonus, ganz speziell net e prozentualen, fir sécher ze sinn, dass mir, wéi herno an der Diskussioun och iwwer d'Kannergeld, vun engem gerechten, also gläiche Betrag pro Kand schwätzen. All dëst an deenen eenzelne Piliéer vun der Sécurité sociale géif de Generatiounevertrag stärke an d'Bedeutung och vun de Kanner fir dee Kontrakt, deen an der sozialer Sécherheet esou wichteg ass, ervirhiewen.

Et kann een awer d'Bedeutung vun de Kanner an deem gesellschaftleche Kader och iwwerzeien. Dofir wëilt ech soen, dass déi Proposition de loi, déi am däitsche Bundestag deponéiert ginn ass vun - ech mengen - 48 Deputéierten, aus iwwregens alle Fraktiounen vum Bundestag, fir d'Zouerkenntnis vun engem Wahlrecht vun de Kanner vun der Geburt un, deen da bis zu 18 Joer treuhänderesch vun den Eltere géif verwalt an ausgenotzt ginn, eng Iddi ass, déi ee sécherlech, wéi all Iddi, vu vireran net soll zertrümmeren, doriwwer kann een diskutéieren. Sécherlech ass och ëmmer iergendeen Usaz, deen kann hänke bleiwen. Ech denken awer, dass dat eng Proposition ass, déi iwwert dat Zil erausschéisst, dat mir a sech hei wëllen ugoen.

Déi finanziell Fuerderung vun de Famillje steet als zweete Bausteen ganz uenen. Obscho mir allegueren heibanne wëssen - mir hunn dat an deene leschte Joren an der Entwécklung erlieft -, dass d'finanziell Förderung, egal wéi mir se agencéieren, fir eng Pro-Kand-Entscheidung u sech net wesentlech an och net determinant ass. An och wann den Eurostat viru Vergläicher warnt, well viles, wat an der Europäescher Unioun an anere Länner fir d'Famillje gemaach gëtt iwwer Sachleeschunge geschitt, esou steet Lëtzebuerg - an dat konnte mir nach viru zwou, dräi Wochen an den Zeitunge liesen - mat de Borleeschunge pro Familljen an Héicht vun insgesamt 2,6% vun eisem Produit intérieur brut un der Spéttz vun der Europäescher Unioun. An déi Etüd vum CEPS, iwwert déi elo ze schwätzen ass, weist och, dass mir an den Transferten, déi mir zu Gonschte vun de Familljen operéiert hunn an deene leschten 30 bis 35 Joer, viles richtig gemaach hunn. Et mag sinn, dass et Hasard war, mä jiddefalls ass et awer gutt feststellen an där Etüd, dass net alles falsch war, wat mir meeschtens zesummen hei am Konsens decidéiert hunn.

Awer mir müssen och wëssen, an aner Etüd sinn do fir et ze beweisen, dass och zu Lëtzebuerg Kanner en Aarmuttsrisiko duerstellen. D'Caritas-Etüd, déi mir nach viru kuerzem ënnerbreit kritt hunn, weist, dass den Undeel vun der Kannerarmut hei zu Lëtzebuerg besonnesch héich ass. Vill ze héich. An zu deenen dräi Grënn, déi de CEPS nennt, déi déter-

minant si fir d'Ofrutsche vu Familljen an d'Aarmut, gehéiert och d'Presenz vu Kanner darbäi. D'Fro, wéi gerecht dann nun emol eis Emverdeelung zu Gonschte vun de Familljen ass, bleift och mat der Etüd vum CEPS nach ëmmer gestallt.

Ech wëll dofir schematesch e puer Virschléi maachen. Beim Kannergeld bleift déi Debatt tëschent deene grosso modo dräi Modeller, iwwert déi mir hei säit Joren diskutéieren, nach ëmmer aktuell. De Modell, deen mir haut hunn, ass Kannergeld kombinéiert a cumuléiert zesumme mat der Steierbonifikation fir Kanner. Zweetens, d'Kannergeld forfaitaire, ouni an de Steieren eppes verluer ze hunn, also d'Ofschafung vun der Bonifikation oder d'Ersetzen op Null. An op där anerer Säit déi Iddi, déi och emol heiansdo heibannen diskutéiert ginn ass, vun engem sozial gestaffelte Kannergeld, dat heescht en fonction vun dem Revenu vun den Elteren, em déi et da geet.

Elo läit eis - ech mengen, dat mussen mir dann de Mëtten awer feststellen - no dem Rapport Calot, deen jo munchereen heibannen nach kennt an diskutéiert huet, an och no der Etüd vu Mëtten der 90er Jore vum Rheinesch-Westfälischen Institut, dem RWI, déi drëtt Studie vum CEPS also vir, déi eis am Prinzip opfuert fir déi Steierbonifikation, déi aktuell nach bei 36.000 Frang pro Kand läit, ofzeschaffen, an domat ze verhënnere, dass ongerechterweis d'Familljen, déi Steiere bezuelen, duebel profitéieren, eng kéier duerch d'Kannergeld an zweetens nach eng kéier duerch d'Steierbonifikation.

Den CEPS ass 1998 an enger anerer Etüd zur Konklusion komm, dass tëschent 30 a 40% vun de Famillje vun deser Bonifikation net méi profitéieren, well se keng Steiere bezuelen, an et kann een dovunner ausgoen, dass duerch déi weider Ersetzung vun steierfräie Minimum elo viru zwee Joer, wou mir erofgaange sinn op 8% bei Revenu égal, dass déi Zuel do vun 30 bis 40% nach an d'Luucht wäert goen a bei héchstwahrscheinlech em déi 50% vun de Famillje wäert leien.

Eise Virschlag, deen mir hei jo an deene leschte Joren öfters diskutéiert hunn, bleift also esou brennend wéi deemools. Et geet dorëm de Wee, deen mir gaange waren an der viregter CSV-LSAP-Regierung, fir an dräi Etappe vun all kéier 12.000 Frang pro Joer pro Kand engersäits d'Kannergeld ze erhéieren an anersäits d'Steierbonifikation ofzesetzen, weiderzefueren. An no deem esou namhaft Majoritéitspolitiker wéi de François Biltgen a sengem deemoolege Budgetrapport 1995 fir de Budget 1996, oder heibannen an der leschter Debatt, déi mir gefouert hunn iwwert d'Erhéierung vum Kannergeld, de Kolleg Lucien Weiler, an och, wann ech mech erënnere, d'Theese vun der Demokratescher Partei kuerz viru - ech betounen: viru de Wahlen 1999 - zu der Familljepolitik alleguer e bëssen an deem Esprit waren an an déi Richtung gaange sinn, loosst mir méi Efforte maachen zu Gonschte vun deenen, déi am meeschten nécessiteux sinn. Ech mengen, dat war de Grondgedanken, deen deene Virschléi do zu Gronn louch.

Ech mengen, wann een dat alles zesummenhëlt an dovunner ausgeet, dass mir Etüde jo net maachen all zéng Joer fir se dann zur Kenntnis ze huelen a se dann an iergendengem Schaf ze klasséieren an ze vergiessen, misste mir elo endlech dann dozou kommen, dass déi Usatz do och reell Chancen zur Realiséierung hunn.

Den Usaz, d'Kannergeld sozial ze staffelen, oder awer ze besteieren, wat da plus ou moins op datselwech erauskënn, ass jo e Virschlag, deen zum Beispill vun der Chambre du Travail an hiren Avisé schonn e puer Mol gemaach ginn ass. Ech muss och éierlech soen,

datt ech och laang mat der Grondiddi dovunner geflirt hunn. Bei Ofwägung awer vun allen Argumenter, déi ee kann an där Debatt uféieren, an angesichts virun allem - dat hu mir an der Kommissioun jo viru der grousser Vakanz nach eng kéier diskutéiert - och där klorer juristescher Virlag, dass Kannergeld och an eise Gesetzgebungen en individuell Recht vum Kand ass, an net vun den Elteren, fir mat deem Geld ech weess net wat ze maachen, mengen ech, dass et richtig wär bei deem forfaitaire Kannergeld ze bleiwen a jidder Kand gläich staark, minus also Steierbonifikation, wéi se haut besteet, ze förderen. Dat ass och mengen ech richtig am Hibleck vu gesellschaftlecher Kohesioon, déi mer op deem Gebitt wëllen erreechen.

De CEPS huet dann doriwwer eraus an der Etüd eis virgeluecht, dass iwwer Transferten, déi mer gemaach hunn, fir d'Käsche vun engem Kand ze kompenséieren, mer bei engem Duerchschnëtt vu 24% leien déi mer fäerdig bréngen, dat iwwer Transferten ze kompenséieren. Dëse Prozentsaz klëmmt natierlech an dofir soen ech, viles war net falsch, wat mir an deene leschte Jore gemaach hunn. Dëse Prozentsaz klëmmt, natierlech bei kannerräiche Familljen, déi kleng Revenuen hunn, bis zu 60%, a fällt op där anerer Säit bei Famillje mat nëmme engem Kand, awer héijem Revenu, bei minimal 14%. Déi absolut, an ech mengen doriwwer sollte mer eis heibannen eens sinn, onfeelbar Gerechtheet an deem System do ass net méiglech. Ech mengen doriwwer sollte mer eis eens sinn. Fir dat siichen ze goen, dat wäerte mer net fannen, mä mir stelle fest, dass eis Transferten dach awer relativ zilgenau deem, wat mer jiddefalls wollten, gerecht ginn. An ech hu viru scho gesot, et bleiwen dann awer eng Rei vun Aspekter, déi mer ze diskutéieren hunn.

D'Caritas-Studie, déi ech scho genannt hunn, vun 2002 weist, dass d'Kanneraarmut hei zu Lëtzebuerg duerch sozial Transferten, duerch Familljentransferte vu 7,6% op 2,5% reduzéiert kënne ginn. Wat also och dann engem gewëssenen Zil, dat se hunn, och gerecht gëtt. An der Bundesrepublik Däitschland bréngt se et, wann ech dat esou däerf ausdrécken, fäerdig, fir 9,6% Kanneraarmut duerch Transferten op 6,5% ze reduzéieren. Se sinn also do a priori net esou zilgenau wéi mir et an den Transferte fäerdig bréngen.

An ech muss e bëssen zur Verteidigung vun dem CEPS als Institut nach awer soen, dass déi Kritiken, déi jo scho gemaach gi sinn, an der Kommissioun an och an der Öffentlechkeet, dass eng Rei vun Donnéeën net gerechent gi sinn, zum Beispill alles dat wat mam Wunnengsbau, Wunnengshëllef, awer och de Coût vum Wunnen net an där Etüd dra sinn, wat sécherlech bedauerlech ass, mä ech mengen déi hunn dat gerechent wat se vun hirem Opdraggeber als Aufgab kritt hunn. Vu que dass se dat net als Aufgab kritt hunn, mengen ech, sollt een och net nodréiglech dem CEPS doraus iergend e Streck zéien.

Grondsätzlech hu mer eis also mat der Fro vun de 24% Duerchschnëtt auserneen ze setzen. Mir gleewen an der LSAP, dass een dëse Prozentsaz méi héich ka leeën, och wann e vläicht an der Zukunft, an dozou kommen ech nach, prioritär manner iwwer Geldleeschungen, mä méi iwwer Investitiounen am infrastrukturelle Beräich soll geschéien.

Mir sollten eis och an der CEPS-Studie a puncto Kohärenz vun eisem System beim Kannergeld eng Rei vu Saachen zu Häerz huelen. Dat zweet Kand, dat verständlecherweis manner kascht an den Ausgabe fir d'Famillje wéi dat éischt, gëtt prozentual awer an eisem System vum Kannergeld vill méi héich gewäert a vill méi héich

gefördert. Eis Studie weist och, an och domat sollte mer eis ausernee setzen, wa mer eng Reform hei maachen, dass Kanner à partir vum Alter vu 14 Joer - an och dat kann ee verstoen, wann een de Konsum an d'Konsumgeckegeete vu jonke Leit an deem Alter e bësse kennt - tësche Gänsfussercher méi deier ginn, an deementspriedend och hei d'Noutwendegkeet en Ajustement um Niveau vun deem System an der Zukunft ze maachen.

Nach zwou Bewäertungen zur sozialer Gerechtheit vun deenen Transferten. D'Zuele weisen also, dass déi Familljebäihëllefen hir Roll esou gutt wéi et geet erfëllen. D'sozial Sélectivitéit awer, de Grondgedanken, dass ee manner Bemëtten, zum Beispill och de Monoparentaux, deenen hiren Undeel an deene leschte Jore bis op 8% relativ drasteg an d'Luucht gaangen ass an déi, och dat weisen d'Studie vum CEPS ganz däitlech, e ganz héijen a vill méi héijen Aarmuttsrisiko nach duerstelle wéi déi aner Familljen, déi sozial Sélectivitéit also méi gezielt ze hëllefen, ass e Grondgedanke, dee jo an alle Fäll ëmmer richteg ass. Et ass dofir och kee Ruhmesblat fir Lëtzebuerg, dass viru kuerzem de Réseau de lutte contre la pauvreté et l'exclusion hei zu Lëtzebuerg, all déi Organisatiounen, déi sech als ONGen ëm dee Beräich do këmmen, gewisen huet, dass den Undeel vu Kanner, déi zu Lëtzebuerg an Aarmutt liewen, bei bedauerswäerten 18% wierklech leien. Déi Sélectivitéit ass also noutwendeg. Mir denken awer, dass een dozou aner, zum Deel nei Instrumenter brauch, zum Beispill d'Diskussioun iwwert d'negativ Steuer, wou een nëmme kann hoffen, dass de Wirtschafts- a Sozialrot, deen amgaang schéngt ze si sech bei där Fro do den Aarm ze brieche, wat allerdéngs och eng komplizéiert Matière ass, souwuel wat d'Prinzipie wéi och d'Detailer an d'Emsetzung ubelaangt, mä mir brauchen déi Diskussioun, fir dee Grondgedanke vun der Assistance sociale, wéi mer se beim RMG kennen, ze dépasséieren a wa méiglech duerch en neie System och ze vervollstännegen.

An dat stellt och d'Fro heibannen - fir déi déi sech méi ëm Steiere këmmen - vum Undeel vun den indirekte Steieren an den Total vu Steieren, déi mer eran huelen; d'Verhältnis also tëschent indirekten an direkte Steieren, wann ee weess, dass besonnesch Familljen à bas revenu mat ville Kanner vun den indirekte Steieren natierlech prozentual vill méi staark getraff gi wéi Leit à haut revenu, an domadder och sech do d'Fro vun der ge-rechter Emverdeelung stellt. Wann ee gesäit awer, dass den Undeel vun den indirekte Steieren un eise-m gesamte Volume vu Steieren, déi mer eran huelen, an deene leschten 23 Joer, vun 1980 un, vun 30 op 45% an d'Luucht gaangen ass, dann ass dat och eng Zuel déi een nominell sécherlech nach kann diskutéieren a ventiléieren, mä et weist tendenziell, dass mer hei a sech an eng aner Richtung ginn. An ech géif och all deenen Adepten, déi et heibanne gëtt, soen, dass wa mer iwwer Ökosteieren an iwwer Energietaxen an esou weider diskutéieren, dann ass dat sécherlech eng richtig Diskussioun, mä mir dierfe bei deenen Diskussiounen och net de sozialen Thema, dee sech domadder stellt, vergiesse, an de Sozialaspekt vergiesse, well e fir d'Familljen eng ganz wichteg Roll spillt.

Den drëtten Bausteen hunn ech schonn ugedeit. Mir brauchen an der Ausweidung vun eise Betreungsstrukture fir Kanner e richtige Paradigmewissel, mengen ech, fir an Zukunft méi Geld a Strukturen wéi vläicht a Geldleschtunge weider ze ginn. Eleng duerch d'Verdeele vu méi Geld, an dat wësse mer an dat huet een och an anere Länner gesinn, kréie mer eenzel Problemer, zum Beispill dee vun der Kannerarmutt, net an de

Grëff. Ech wetten awer, well et on-méiglech ass Zuelen hei zu Lëtzebuerg dozou ze kréien, ausser et géif ee sech laang Zäit huelle fir de Budget auserneen ze huelen, dass den Undeel vun de Geldleschtungen an eisen Ausgabe fir d'Familljen, par rapport zu de Leeschtungen fir Strukturen, ongeféier an engem Verhältnis 70% zu 30% wäert leien. A Schweden, fir déi Zuelen ze huelen, ass et just émgedréint. An den Erfolleg awer, an der Familljepolitik, ongläich méi héich. Do fléissen 72% vun den Ausgabe vum Stat a Betreungsstrukturen, an an den direkten Transferten 28%. Gläichzäitig ass awer an deem Land d'Gebuerterat e gudde Strapp méi héich wéi zu Lëtzebuerg, an och den Taux vun de Fraen, déi schaffe ginn, ëm munches méi héich. Et stëmmt och, dass zum Beispill Finnland parallel en héijen Undeel vu Fraebeschäftegung huet, e groust wäitgespanntent Netz u Betreungsstrukturen an trotzdeem, oder vläicht just dowéinst, eng Gebuerterat huet, eent vun deene wéinege Länner, déi praktesch identesch ass mam Taux de remplacement deen dat Land brauch, fir seng Generatiounen - tant soit peu hunn ech virdu gesot - ze garantéieren.

Mir brauchen also fir d'éischt e Recht vum Kand, wéi beim Kanner-geld, op eng Betreungsplaz, mir brauche flexibel Öffnungszäiten, mir brauchen eng besser, vläicht och aneschtens organiséiert finanziell Ennerstëtzung vun de Geme-gen, fir den Ureiz do besser nach ze schafen, fir och op deem Gebitt méi ze investéieren. Mir brauchen eng fair Opdeelung vun de Käschten tëschent Stat, Gemengen an Elteren. Mir brauchen, denke mir, eng Politikännerung, well mer net ëmmer och do op deem Gebitt all Joer, wa mer hei den Débat féieren iwwert den internationale Fraendag nach wéi d'Joer, am Rapport musse liesen, dass mer e grouse Manko hunn an de Betreungsstrukture vu Crèches, Foyer-de-jour-en a Garderien, a wéi et an der Studie vum CEPS 1999 iwwert d'Fraen op dem Marché de l'emploi nach eng kéier an Zuelen och festgestallt ginn ass.

De véierte Bausteen läit an der Fortsetzung vun deem, wat ech elo grad gesot hunn. Schoul a Betreung, an dat gi mer net midd an deene leschte Wochen a Méint als LSAP ze soen, därfer net wéi Friemkierperen niewentenee fonctionnéieren. Kanner a Familljen hëllefen, heesch net nëmme Kanner versuergen, ech soen dat elo e bësse pejorativ, mä och dorausser en innovatiiv pedagogesch grëffegt Konzept, dat vun der Ganzdagsschoul, op fräiwëlleger Basis hei zu Lëtzebuerg ze entwerfen.

An eng Studie, déi viru der grouser Vakanz publizéiert ginn ass, eng Studie, déi de Bildungsministerium a Rheinland-Pfalz gemaach huet - e Land, wat a senger soziologescher Zesummensetzung net vill aneschtens ass wéi Lëtzebuerg -, weist iwwregens, datt et zu deem Modell vun der Ganzdagsschoul eng ganz héich Akzeptanz, souwuel bei den Eltere wéi och bei den Enseignant an Rheinland-Pfalz ginn huet. Dat ass fir Lëtzebuerg de Politikmodell op deem Gebitt vun der Zukunft an d'Regierung, dat muss ee bedauern, a mir hunn et jo oft genuch op anere Plazen diskutéiert, mécht säit der Regierungsbildung an der Opdeelung vun de Ressorten am Juli-August 1999 u sech de Géigendeel, datt dat misst am Sënn och vu méi Chancégerechtheit an eisen Aeschnellstens korrigéiert ginn.

An d'Iddi vun der Eltereschoul, déi complémentaire dozou gehéiert, eng Iddi, déi jo vun der Fondation vum Kannerschlass opgeholl ginn ass a vum Familljeministerium ennerstëtzt a gefördert gëtt, ass eng gutt Saach, well se absolut complémentaire ass, och zu där Responsabilitéit, déi d'Elteren an der Erzéiung vun hire Kanner ëmmer sollte behalen.

Dee fënnefte Bausteen ass deen an der Aarbechtswelt. Do kennt een natierlech elo wäit aushuelen, mä et ass kloer, dass en an der Debat iwwert d'Veereinbarkeet vu Beruf a Famill eng zentral Roll spillt an et kann ee soen, wéi schwéier doe mer eis zu Lëtzebuerg, fir hei e bësse méi Innovatiounsgeescht an d'Debatt ze kréien.

Obscho mer wëssen, dass schonn eleng d'Steigerung vun der Loscht op Kanner gläichzäitig bedeit, dass och méi Kanner op d'Welt wäerte kommen, an dofir mussen also d'Aarbechtzäiten net eleng duerch de Produktivitéitsbrëll gekuckt ginn, mä am Zesummenhank mat deser Fro mussen d'Zäit an d'Zäitorganisatioun als wichteg Aspekter vu Liewensqualität a vu Liewensorganisatioun gesi ginn. Dese Wandel muss natierlech fir d'éischt a virun allem an d'Betriber verstärkt an de Verhandlungen, an de Kollektivvertrag vun de Sozialpartner opgeholl ginn. Et ass virun allem, an ech mengen, och dat gëtt een net midd hei bei den Diskussiounen ze soen, dass déi Fro wichteg si fir d'Betriber a keen anti-ekonomesche Prozess. Et ass éischer just de Géigendeel.

De World Economic Forum vun Davos - och déi soen heiansdo, une fois n'est pas coutume, richtig Saachen - huet déi lescht Woch seng nei Tabell iwwert déi kompetitiiv Länner vun der Welt publizéiert, an e setzt, nodeem en 2002 d'USA a Finnland nach ex aequo op der éischer Plaz hat, des kéier Finnland eleng op déi éischt Plaz, enner anerem aus deene Grënn well Finnland méi wéi all anerer, virun allem och méi wéi d'USA, performant öffentlech Déngschteeschtungen, enner anerem och fir d'Veereinbarkeet vu Beruf a Famill, opgebaut huet, deen hinnen déi éischt Plaz um Niveau vun der ökonomescher Kompetitivitéit gëtt.

Dofir sollt een also ophalen déi Diskussioun mat Scheiklappen ze kucken, mä se offen ugoen. Dese Wandel muss d'Aarbechtswelt vollzéien duerch flexibel Aarbechtzäitmodeller. Dofir muss mer och endlech - ech mengen, dat stoung 1999 fir d'drëtte kéier an enger Regierungserklärung - d'Télé- an Heemaarbecht gesetzlech an aarbechtsrechtlech of-sécheren. Elo hu mer zwar d'Sozialpartner, déi sech domadder beschäftegen, an et ass och ze hoffen, dass mer endlech eng kéier ofschléissen, fir och hei erauszekommen aus deem nach e bësse pejorative Ghetto, wou déi do Aarbechts-Aart-a-Weise sinn, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg weiderkommen. Dat gëllt natierlech och fir den Undeel vun Deelzäitaarbecht hei zu Lëtzebuerg, wou mer, mengen ech, méi oppe sollten un d'Förderung eruegen.

De sechste Bausteen wëll ech nëmme ganz kuerz ugoen, dee vun Wunnen, obschonn deen och am Zesummenhank mat der Fro vu Famill a Kanner eng ganz grouse Roll spillt, souwuel wat säin urbanisteschen Aspekt ubelaangt wéi och seng finanziell Förderung.

Mir kenne ganz schnell déi Déprime, an dat hu mer jo och an deene leschte Méint hei am Zesummenhank mat Débaten a Gesetzer diskutéiert. Mir kennen déi Déprime, déi mer um Wunnengsmaat hei zu Lëtzebuerg feststellen, duerch deier Bauplazen, duerch héich Loyerer an esou weider. An dat treëft, an d'Etüde sinn do fir et ze beweisen, virun allem Famillje mat méi Kanner a virun allem Famillje mat klenger Revenuen natierlech ëmsou méi haart. Mir mussen also, an dofir hu mer heibanne Virschléi gemaach, d'Hëllef besonnesch a Richtung vun de Famillje mat Kanner verbesseren a méi zilgeriicht op d'Familljen och ausrichten.

Mir mussen awer virun allem och fir kannergerecht familljefrëndlech Wunne suergen. De Plädoyer vum Innenminister Michel Wolter viru kuerzem, fir méi raumspuerend wunnen, fir méi enk ze wunnen, méi héich ze bauen, wëll ech net kommentéieren, well et net den Débat haut de Mëtteg ass. Mä dass vu villen dobaussen déi Aussoen als eng Provokatioun ëmfonnt gi sinn, huet och domadder ze dinn, dass wunnen an deem Kontext do och gesi gëtt par rapport zu dem Aspekt vun der Kannerfrëndlechkeet an och gesi gëtt am Zesummenhank mat anere Froe wéi der Verkéierssécherheet an de Quartieren an esou weider.

Mä siwenten a leschte Bausteen betrëfft déi scho genannte fair Partnerschaft an de Famillje selwer tëschent Männer a Fraen oder tëschent Mammen a Pappen. Et ass nun eemol esou, an och do wëll ech net vill Zuelen nennen, dass esouguer a Familljen, wou de Mann an d'Fra zesumme schaffe ginn, jidderee 40 Stonnen, dass den iwweraus groussen Undeel vun der Erzéiungsaarbecht dann awer nach bei de Fraen oder dann an deem Fall de Mammen hänke bleift.

Eng Studie an der Schwäiz, déi mer viru e puer Deeg an de Grapp gefall ass, weist iwwregens, dass déi Opdeelung do tëschent Mann a Frau sech „enorm“ verännert huet. A fënnf Joer ass se vun nëmme 79%, déi se haut ass, anstatt viru viru fënnf Joer 81% Prozent, ëm 2% zrëckgaangen. Et weist also, dass do Bewegung dran ass, och wa se nëmme ganz lues ass. Dëst ze änneren hu mer enner anerem och mat der Aféierung vum Congé parental versicht. Mir wëssen, dass mer de Succès bei de Pappen nach net esou hunn, wéi mer en u sech gehofft haten, mä ech mengen, och do ass vläicht Bewegung méiglech. Wann et an der Schwäiz méiglech ass, dann dierft et och zu Lëtzebuerg méiglech sinn.

Mir mussen also weider dru schaffen an de Käpp, an och mat prezi-sen Angeboter a Servicer, fir déi Gläichstellung vun enger besserer Partnerschaft ze errechen.

Déi siwe Bausteng fir eng méi modern Familljepolitik werfen net alles op de Koup wat mer an deene leschte Jore gemaach hunn, soll vill Neies initiéieren an an nei Bunne féieren. Ech denken, an ech hunn dat am Zesummenhank mat de Motioun gesot, dass déi heiteg Debat de Mëtteg wuel hoffentlech an engem positiven a konstruktive Mooss déi Debatten, déi mer elo bis de Juni d'nächst Joer ze féieren hunn, beaflossen a beräichere kann.

Merci.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung vum 12. August 1999 ass eng Etüd virgesinn iwwert d'Transferts sociaux vun de Familljen. Déi soll vergläiche wéi de Revenu vun de Familljen an den Niveau de vie vun de Familljen ofhëlt mat der Zuel vun de Kanner. Déi Etüd läit vir. Si ass gemaach gi vum CEPS. Si ass d'lescht Joer am Dezember fäerdeg ginn an an der Familljekommissioun diskutéiert ginn. Et geet drëm, fir eigentlech déi Etüd ze diskutéieren a Konklusiounen, esouwäit et méiglech ass, och draus ze zéien.

Wann een déi Etüd opmierksam liest, da stellt ee fest, dass d'Familljepolitik eng grouss Komplexitéit huet a Mesuren, déi an der Familljepolitik och haut nach bestinn, déi och an där Etüd beschriwwen sinn, heiansdo onverständlech sinn, wann een de geschichtleche Werdgang vun deene Mesuren net

kennt. Dofir wëll ech mer erlabe fir d'éischt emol ganz kuerz drop hin-zeweise wéi dann d'Familljepolitik sech an deene leschte Jorzéngten entwéckelt huet, well dat gëtt eis d'Méiglechkeet eenzel vun deene Mesuren a Konklusiounen ze verstoen, an erlaabt eis vläicht falsch Schlussfolgerungen ze vermeiden.

Ech wëll kuerz op d'Etüd agoen a wëll, esou wéi de Lucien Lux dat schonn op eng interessant Manéier gemaach huet, eenzel Konklusiounen zéien. Dat, wat e gesot huet, kann een zu engem ganz groussen Deel zesummen droen, well et richteg ass a vun enger Familljepolitik ausget, déi an deene leschte Jore vun alle Parteien an iwwert d'Parteien eraus gedroe ginn ass.

Dat éischt Gesetz zu Lëtzebuerg, wat d'Kannerzoulagen ugeet, ass vun 1947 gewiescht. Et war gepräegt haaptsächlech doduerch, dass et en demographesch, en natalistescht Zil hat. An dat Zil huet sech och an de 50er a 60er Jore weiderentwéckelt, ass och bäibehale ginn, ass och ëmmer als en Zil vun der Familljepolitik dohigestallt ginn. A wa mer d'Etüde liese bis haut, kënn nach ëmmer déi Iddi erëm a si ass och an der Intervention vun dem Lucien Lux, doduerch dass e gesot huet wéi vill Kanner dass pro Fra oder pro Stot op d'Welt kommen, erëm eng kéier zum Virschäi komm. Déi ass ëmmer nach am Hannergrond, obschonn dat net méi d'Haaptzil vun der Familljepolitik haut ass, well am Laf vun der Zäit huet sech awer d'Zilsetzung vun der Familljepolitik och geännert.

Déi éischt Ännerung, déi erfollegt ass, war duerch d'Gesetz vum 29. Abrëll 1964. Do sinn d'Kannerzoulage verallgemengert ginn. Am Exposé des motifs vun deem Projet de loi - Document parlementaire N° 965 -, ginn d'Familljenzoulage folgendermoossen definiert. A well ech fannen, dass déi Definitioun haut nach hir Gültgkeet huet, wëll ech se wuertwärtlech erëmginn: «Les prestations familiales sont un procédé de redistribution de revenu national effectué dans l'intérêt des enfants au nom d'un principe de solidarité sociale.» Wa mer dat haut kucken, ass dat zum gréissten Deel nach ëmmer richteg.

An de 60er Jore sinn och déi éischt Etüde gemaach gi fir feststellen, wéi wäit dann duerch d'Presenz vu Kanner de Niveau de vie vun de Famillje géing erofgoen. Déi éischt Etüden datéieren aus de Joren 1965 bis 67 a si waren opgebaut deemools op der sou genannter Echelle d'Oxford, déi seet, wann een eng erwuesse Person mat eent unhëlt, dann hëlt een an deemselwechte Stot déi zweet Person mat 0,7 un, an all Kand uniformément mat 0,5. Dat ass contraire zu deem wat mer haut an der Etüd vum CEPS erëmfannen, déi seet, d'Belaaschtung vun de Familljen hëlt of mat der Zuel vun de Kanner, wat de Lucien Lux und gesot huet.

An de 60er Jore war et awer esou, dass ugeholl ginn ass, dass d'Belaaschtung d'selwecht wär no der Zuel vun de Kanner, an et ass opgrond vun där Etüd, déi aus der Echelle d'Oxford erausgaangen ass, wou dann Enn vun de 60er, Ufank der 70er Joren d'Kannergeld gehéicht ginn ass, awer nach mat dem Hannergedanken, dass een d'zweet an d'drëtt Kand méi staark misst fördern iwwert d'Kannergeld, an dat ëmmer nach aus natalistesche Grënn. Dat dierfe mer net vergiesse. Et muss een objekti-verweis, wann een dat haut kuckt a wann een haut och d'Montant vum Kannergeld kuckt, wëssen, dass dat aus deenen lwwerleeungen erauskënn. Ech wëll domat net soen, ob et richtig oder falsch ass. Et ass eng Feststellung, déi een haut och nach muss maachen.

An de 60er Joren, besonnesch - obschonn dat och scho virdu considéiert ginn ass - an der Reform vun de Steiere vun 1967 ass den Abatement, de sou genannte Quotient familial ageféiert ginn,

een Abatement, deen d'Famillje kriit hunn duerch d'Présenz am Stot vu Kanner. Domat huet sech déi Doppelgleisgkeet vun der Familljepolitik entwéckelt, an déi ass weidergefördert ginn an de 70er an an den 80er Joren. E gewëssene Moment, an zwar 1974, huet déi liberal-sozialistesche Regierung bei hirem Untrëtt gesot, si wëllt dat ofschafen an et ersetzen duerch dat, wat an den 90er Jore komm ass. Dat ass awer net geschitt, Här Krecké!

(Interruptions)

Jo, ech weess firwat. Ech soen lech et och, Här Mars Di Bartolomeo. Et ass net geschitt aus Budgetsgrënn, well an de 70er Joren an ufanks den 80er Joren déi finanziell budgetär Mëttelen net do ware fir dat ze realiséieren. A wann een et gemaach hätt, dann hätt een den Ausgleich beim relativ niddrege Revenu gemaach, wat ganz sécher dobausse wahlaktesch e Feeler gewiescht wär, well dat wär ganz sécher vun de Leit och net...

(Interruption)

Ech kennen déi politesch Ur-saachen, an ech kennen och déi finanziell Ursachen, déi zu deem Entschluss geféiert hunn. Et soll een dat net verheemlechen, mä et dierf een och net verheemlechen, dass déi Iwwerleeungen net vun haut sinn, mä dass se scho gëschter do waren.

Déiselwecht Regierung huet an de 70er Joren den Här Calot beoptraagt fir eng Etüd ze maachen, déi 1978 publizéiert ginn ass, an déi erëm déi demographesch Zilsatzung ervirgehuewen huet, awer zu enger Konklusion komm ass, déi relativ pessimistesche war wat d'Entwécklung vu Lëtzebuerg ugaangen ass, wou e gesot huet, et kënt een dat nëmme mat engem Coup de fouet iwwerwannen. Et misst ee massiv investéieren, wat awer dee Moment net konnt gemaach ginn aus deene Grënn, déi ech virdru genannt hunn, well dee Moment an der Ekonomie, och wat d'Sidérurgie ugeet, Krisestimmung war, a well d'Moyenen och net do ware fir alles dat ze realiséieren, wat den Här Calot eigentlech proposéiert hat.

Dann ass awer eng wesentlech Ännerung komm am Gesetz vum 19. Juni 1985, dat d'Gesetz vum 1964 ersat huet. Dat Gesetz huet fir d'éischt dat ageféiert, wat de Lucien Lux och ervirgehuewen huet, an zwar huet et d'Kand an de Mëttelepunkt gestallt, well den Artikel 1 vun deem Gesetz schwätzt net méi vun den Elteren, duerno wuel nach am Zesammenhang mat den europäesche Reglementer. Dat Gesetz seet am Artikel 1, Alinéa 1: «Tout enfant élevé d'une façon continue au Grand-Duché a droit aux allocations familiales.» Et ass also d'Kand wat e Recht op d'Kannergeld huet, an dat ass, wann een zrëckkuckt wou mer hierkommen, bal eng Revolutioun. Wann een d'Konsequenzen aus deem Text zitt, dann ass et sécher dass een dohi muss kommen, wéi de Lucien Lux et och ugekënnegt huet, a wat am Laf vun deene Joren duerno geschitt ass: Et ass en Ofrécke vun dem Recht vun den Elteren op Kannergeld. Et ass d'Recht vum Kand.

A wann ee seet d'Recht vum Kand, da muss ee soen: „même droit, même prestation“. Well wann all Kand datselwecht Recht huet, da muss een och all Kand déiselwecht Prestatioun ginn an et kann ee keng ënnerschiddlech Traitement méi maachen. Déi respektiv Regierungen, Enn vun den 80er an Ufank vun den 90er Joren, hunn am Sënn vun deem dote Prinzip gehandelt a si hunn duerch verschidde Gesetzer engersäits d'Kannergeld uniformément gehéicht, wat besonnesch deenen zegutt komm ass, déi keng Steiere konnte bezuele well se keng Revenuen haten déi esou héich waren, an op där anerer Säit sinn d'Steierabatementer deemtspriechend erfogesaat gi bis zu engem Betrag

vun deemools 36.000 Frang, deen och haut nach besteet.

D'CSV huet an all deene Joren déi do Politik mat initiéiert, si huet se mat an d'Wee geleet a mat gedroen. Si steet zu där Politik.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Et war awer net einfach.

M. Paul-Henri Meyers (CSV). - Ech weess net mat wem et méi schwierig war fir dat duerchzesetzen. Wann ech Zäit hätt, Här Krecké, a kënt politesch gesinn déi 50 Joer duergoan, déi ech elo kuerz hei skizzéiert hunn, do mengen ech, kéim d'CSV ganz gutt ewech, mä aner Parteien net.

(Interruption)

De Sujet ass ze vill seriö fir domat Polemik ze maachen. Émmer objektiv bleiwen.

Den zweeten Deel vu menger Interventioun sinn d'Constaté vun der Etüd. D'Etüd huet sech haaptsächlech mat der materieller Situatioun vun de Familljen ofginn, dat ass richtig. D'Experten hunn och net méi gefrot kriit. Wat waren nämlech d'Froen, déi se gestallt kriit hunn? Et waren der zwou. Déi éischt: A wéi engem Mooss kompenséiert d'Familljepolitik de Stéit mat Kanner de Verloscht vum Liewensniveau, deen duerch d'Présenz vu Kanner entsteet? Déi zweet Fro: A wéi engem Mooss dréit d'Familljepolitik derzou bäi, fir d'Ongleichheeten an Liewensniveau bei der Bevölkerung am Allgemengen ze reduzéieren? Dat sinn d'Froen, op déi d'Experten eng Antwort ze ginn haten. Déi Froe fënn een an der Etüd erëm. Jidderee kann dat noliessen. Ech wëll haaptsächlech dräi Punkten ervirhiewen, déi menger Meenung no wichteg sinn.

En éischte Punkt ass deen, dass d'Familljepolitik weiderhin eng Politique de redistribution de revenu ass, déi dozou soll bäidroen, dass och Famillje mat Kanner kënnen vum erschafte Räichum profitéieren, dass déi Laaschten, déi se hunn, an där Zäit wou d'Kanner net schaffe ginn, kënnen ausgeglaach ginn.

Dat ergëtt sech aus der historescher Entwécklung iwwer dräi Weeër:

Engersäits duerch méi forfaitaire Betrag, wéi d'Kannergeld oder déi eenzel Forme vu Familljeprestatiounen der sinn.

Zweetens: Mesuren, déi méi cibléiert oder ganz cibléiert sinn, notament déi vum RMG, déi haaptsächlech de Famillje mat Kanner zegutt kommen, déi ganz kleng Revenuen oder keng Revenuen hunn. Den RMG soll den Existenzminimum garantéieren.

An drëttens nach déi fiskal Mesuren, déi dann awer haaptsächlech deene Famillje profitéieren, déi Steiere bezuelen. Dat heescht, déi méi en héije Revenu hunn.

D'Etüd stellt dann awer och fest, dass déi familljepolitesche Avantage derzou bäidroen, dass de Revenu disponible vun de Familljen ëm 13,7% erhéicht ass. Mä déi Kompensatioun spillt awer ënnerschiddlech, engersäits no de Revenuen vun de Familljen, no der Zuel vun de Kanner an och no dem Alter.

Si spillt ënnerschiddlech no de Revenuen. D'Kompensatioun hëlt eigentlech of, wat de Revenu zouhëlt. Dat muss een net stéieren, well d'Kompensatioun, dat war jo och gewollt, soll méi staark spille fir Familljen, déi méi e kleng Revenu hu wéi fir déi, déi genuch Revenuen hu fir d'Erzéiung vun de Kanner ze garantéieren. Si spillt méi staark bei Famillje mat méi Kanner. Dat ergëtt sech nach aus där Politik vun deene Jorzéngte virdrun. Et muss ee sech allerdings d'Fro stellen, spillt se ze vill oder net genuch. No den Experte wier se ze vill staark. Et misst een also méi dat éischt Kand förderen. Dat ass eng Diskussioun, déi Jore laang geféiert ginn ass. Et kann een an déi

dote Richtung goen, well och émmer gesot gëtt, dat éischt Kand muss do sinn - wann een erëm eng Kéier natalistesche denkt -, ier een en zweet kriit. Op där anerer Säit ass et och esou, dass de Grupp gesi gëtt. Wann d'éischt Kand erhéicht gëtt, gëtt d'Familljenzoulag, wa méi Kanner do sinn, och fir dat zweet an dat drëtt mat gehéicht.

Eng aner Constatatioun ass déi, dass déi Kompensatioun net staark genuch spillt nom Alter vun de Kanner. Mir hunn eng Majoratioun vun de Familljenzoulagen, déi usetzt bei sechs a bei 12 Joer. D'Experte sinn der Meenung, et misst een eng nei Etapp aféiere mat 14 Joer. Et ass och dann d'Fro, ob déi zwou Grenzen, déi mer hunn, vu 6 an 12 Joer, nach richtig sinn. Doduerch dass mer d'Education précoce ageféiert hunn, geet d'Kand méi fréi an den Enseignement an et entstinn doduerch Fraisen. Da muss een natierlech kucken, ob deen Alter vu sechs Joer nach gutt ass, oder ob een och do Ännerunge virhuele léisst.

Eng lescht Constatatioun ass déi, dass d'Prestations familiales effektiv dozou bäidroen, dass wat d'Écarten ueget betreffend den Niveau de vie tëschent Ménagé mat an ouni Kanner, do d'Familljenzoulagen effektiv ganz staark dozou bäidroen, dass deen Ennerscheid reduzéiert gëtt. E gëtt méi staark reduzéiert fir Familljen, déi defavoriséiert sinn, hunn ech scho gesot. E läit tëschent 24,4 a 26%. Dat heescht, et kann ee soen, dass am Prinzip d'Familljenzoulagen dozou bäidroen, dass deen Niveau de vie ëm 25% dann och duerch déi Zoulage verbessert ka ginn.

Ech kommen zu de Konklusiounen, déi sech am Fong geholl aus där Etüd erginn. Eng éischt Konklusioun, déi een zéie kann, dat ass déi, dass d'Politique familiale, déi gemaach ginn ass, besonnesch déi vun deene leschte Joren, um richtige Wee ass. Well dat, wat d'Experten eis gesot hunn, wat ech och virdrun explizéiert hunn, kann ee voll a ganz ënnerstëtzen, wann och nach Punkten do sinn, déi keng Satisfaktioun ginn. Besonnesch wat d'Majoratiounen ueget beim Alter, muss ee kucken, ob een do nach eng Verbesserung bréngt. Dat ass e Punkt, deen och vum Lucien Lux ugeschnidde ginn ass, e Punkt, wou ee bei enger zukünftiger Erhéijung, compte tenu vu de finanzielle Mëttelen déi de Stat huet, eng eventuell weider Erhéijung virhëlt.

Et ass och d'Fro, ob een déi Politik vun den 90er Jore weiderféiert. Virgänger hunn an de vergaangene Jore gesot, dass een och do ka weiderfuere, mä dat bedeit natierlech - wann ee kengem eppes wëllt ewech huelen, an et wëllt een och déi Steuerreduktiounen, déi een ofschafft, voll a ganz duerch Kannergeld kompenséieren -, an dat wësse mer, substantiell finanziell Mëttele vum Stat.

Zweete Punkt: Déi Etüd gëtt eigentlech nëmme en Deel erëm vun deem, wat am Intérêt vun de Famillje gemaach gëtt. Et ass richtig, dass d'Experten net méi gefrot kriit hunn. Et ass awer och esou, dass een dat, wat fir d'Famillje gemaach gëtt iwwer aner Weeër net kann einfach vergiessen. Iwwert d'Familljenzoulage gi ronn fir d'nächst Joer 644 Milliounen ausgedeeelt. Do kommen nach 34 Milliounen vum Congé parental dobäi. Am Budget stinn awer eleng bei Fonds de solidarité wat RMG, Forfait d'éducation, Pension alimentaire, Accueil gérontologique ugeet, 138 Milliounen, déi zu engem gudden Deel Famillje mat méi kleng Revenuen, oder der Mammereent zegutt kommen.

(Interruption)

Wann et, Här Krecké, net de Fonds de solidarité ass, mussen d'Familljen, och d'Famillje mat Kanner, den Deel fir déi Leit droen, déi an Institutione sinn.

Iwwert de Logement sinn et 67 Milliounen, wou dee gréissten Deel ass Zënssubventiounen un d'Famillje geet.

Den Här Lux huet scho vun de Servicer geschwat. Effektiv ass dat Verhältnis, wat mer als direkt Hëllef ginn zu deene vun de Servicer, ganz kleng, ech géif soen, et ass mol net 30 zu 60. Ech géif éischer soen, et wier 20 zu 80, well dat, wat de Familljeministère a senger Kreditter huet bei de Services d'action socio-familiale, dat sinn 109 Milliounen. D'Prestations familiales sinn der awer 644.

Et dierf een och net vergiessen, wat d'Gemenge maachen. Ech hu leider net all Donnéeën vun deem, wat d'Gemenge fir d'Famillje maachen. Ech muss mech do beschränken op dat, wat d'Stad Lëtzebuerg mécht. An dat si bei de parascolairen Institutionen, bei de Crèche, beim Wunnéngsbau ronn 22 Milliounen Euro. Wat kee Pappenstiel ass. A wa mer all déi aner Gemengen zesammen huelen, komme mer do op ee wesentleche Betrag. Et soll een dat net minimiséieren, et soll een och soen, dass d'Gemengen do hir Aufgab an hir Verpflichtung vis-à-vis vun de Familljen iwwerholl hunn, och wann et net voll a ganz vun der Regierung och nach honoréiert gëtt.

(Interruptions)

Ech géif dann awer zu engem leschte Punkt vu menge Konklusiounen kommen, uknëppent un dat, wat d'Experte genannt hunn, hir eege Reflexiounen «sur les enjeux et les orientations possibles de la politique familiale de demain», wou se drop hiweisen, dass déi Politik esou muss orientéiert sinn, dass se de Besoinë vun de Familljen och gerecht gëtt. Fir dat op eng einfach Aart a Weis ze soen, dass ee Léisung bréngt, déi och deenen neie Besoinen, deenen neie Contrainté vun de Familljen, déi Kanner wëllen an déi Kanner hunn, gerecht ginn.

Selbstverständlech muss een d'Recht vun den Eltere respektéieren. Et muss ee kucken, dass d'Kanner équitablement behandelt ginn. Et muss een dofir suergen, dass all Kanner - dat ass e Slogan, mä en huet awer säi Wäert - déiselwecht Chancégleichheet hunn. Et muss een och probéieren, Aarbecht a Familljepolitik mateneen ze conciliéieren. Et mussen nei Strukturen geschafte ginn. Et muss een awer virun allem d'Kand am Mëttelepunkt loossen an den Intérêt vum Kand kucken. Et gëtt émmer, wa mir vun Aarbecht schwätzen, vun den Eltere geschwat. Dat ass scho wichteg, mä et bleift awer émmer nach, dass een den Intérêt vum Kand muss kucken an alles muss maache fir dass d'Kand am Mëttelepunkt bleift.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, duerch Geld - a mir hunn haut, wa mir vu Kompensatiounen schwätzen, quasisent nëmme vu Geld geschwat oder vu Servicer - a Servicer kann een de Famillje vill hëllef, mä si sinn net alles. Déi meescht Familljen, wa se Kanner wëllen, denke bestëmt net fir d'éischt un d'Geld, mä si denken un d'Kand. E Kand bréngt Freed. E Kand bréngt Satisfaktioun.

(Interruption)

Dee positive Message wollt ech zum Ofschloss vun menger Ried bréngen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

M. Emile Calmes (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hä-

ren, mä Virriedner huet mat der Freed opgehalen, ech fänken dann erëm vum Geld un.

Leider ass et esou, dass d'Familljepolitik oft net vum Geld, an deem Fall vum Kannergeld ze trennen ass. D'Wuert seet et, do derlaanscht komme mir leider net. Kannergeld, wéi Dir wësst, hu mir jo an alle Formen hei. An der Tëschenzäit sinn et där zwiefel un der Zuel.

Wann een dat alles zesammenzielt, da fënn een eraus, dass d'Hëllef un d'Familljen hei am Land ongeféier 12% vum integrale Statsbudget ausmaachen. Domat mengen ech nach nëmme déi 700 Milliounen, déi de Stat d'nächst Joer un d'Caisse nationale des prestations familiales wäert iwwerweisen, net déi Hëllef mat agerechent, déi iwwert de Fonds national de solidarité ginn oder u Wunnengshëlfe.

Déi Hëlfe hei ginn un 91.526 Familljen, woubäi 44% vun deene Familljen, also bal d'Halschent, ee Kand hunn, 39% hunn zwee Kanner, 13,5% hunn dräi Kanner, véier Kanner a méi hunn der nach 3,5%. Dat ass ongeféier dat Verhältniss, wat mir 1970 haten. Et ass just, dass mir deemools méi Famillje mat véier a méi Kanner haten. Déi Kategorie ass elo zrëckgaangen zugonschte vun deene Famillje mat zwee Kanner. Et muss een awer soen, dass an der Tëschenzäit d'Famillje mat engem Kand bis op 50% gewuess sinn.

En nombre absolu ass d'Zuel vun de Famillje mat Kanner ganz vill eropgaangen. Ech wëll heimat net soen, dass dat eppes mat där natalistescher Ausrichtung vum Kannergeld ze dinn huet. Sécher huet et eppes zum Deel dermat ze dinn, well den natierleche Solde hei am Land awer eropgaangen ass vun 9.000 Unitéiten an de Jore 60 bis 80, an an de Joren 80 bis haut awer émmerhin ëm 19.000. Dat hat also scho seng Wierkung, mä am Verglach zum Solde migratoire ass dat natierlech näischt. Wann de Solde naturel an de leschten 20 Joer 19.000 ausgemaach huet, da läit de Solde migratoire bei 56.000.

De Generatiounevertrag, deen den Här Lux hei usprécht, ass ganz sécher net anzehale mat engem wellecher natalistescher Familljepolitik, déi mir hei zu Lëtzebuerg wëlle maachen. Do brauche mir ganz sécher d'Ausländer. Et muss een och soen, dass den Excédent migratoire d'lescht Joer mat 2.649 esouguer ëm 1.000 Unitéite méi héich war wéi den Excédent vun den Naisancen. Dee vun de Lëtzebuurger - dat wësst Dir -, dee läit d'lescht Joer bei engem Minus vu 424. Dee vun den Ausländer, déi hei am Land wunnen, louch bei 2.025. Et ass also deen, deen déi negativ Zuel kompenséiert.

Eng aner Remarque, déi een hei muss maachen. Wann een déi Statistike liest, da fënn een eraus, dass vun deenen ongeféier 700 Milliounen - et ginn der jo nëmme 640 ausbezuelt -, wann ech dat richtig gelies hunn, 200 Milliounen an d'Ausland iwwerwise ginn. Ech huele jo un, dass dat näischt domat ze dinn huet, dass mir déi natalistesche Politik iwwert d'Grenzen ewech wëlle gesinn, an an deem Sënn gesinn, dass mer och en natalistesche But hunn a Frankräich, der Belsch oder Däitschland, fir dass d'Kanner vun deenen Elteren, déi haut als Frontalieren zu Lëtzebuerg schaffen, och heihinner schaffe können.

D'Tatsach ass einfach déi, dass Lëtzebuerg an der Hitparad vum Kannergeldausbezuelt einfach ganz vir läit an, Här Lux, och méi héich läit wéi Finnland, an et ass deen Ennerscheid ganz einfach, deen eis obligéiert duerch europäesch Reglementatiounen en Ausgleich ze bezuelen un d'Fransosen, un déi Däitsch an un d'Belsch. Der Reiefolleg no kréien d'Fransosen d'Halschent vun deem iwwerweisen, wat an d'Ausland geet. Un zweeter Plaz d'Belsch, an dann Däitschland. Vill

méi wäit hanne läit de Portugal, wou awer ëmmer gemengt gëtt, dat wärend déi, déi am meeschten hei géife kréien.

Et kann een eng länger Diskussioun féieren iwwert den Export vun deem Kannergeld. Wa mir dat esou gesinn, datt mir domadder Kanner ënnerstëtzen, déi och eng Kéier um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg als Frontalier kënnen optauchen, da kann een dat gutthalen, mä ech mengen, datt diesen Aspekt vum Kannergeld vill Facetten huet. Fir déi Leit, déi bei eis an d'Land schaffe kommen, huet Lëtzebuerg natierlech op där anerer Säit och keng Ausbildung muss bezuelen. Mir mussen a sech och net opkomme fir d'Finanzéierung vun deene Kanner hirer Ausbildung. Et ass awer trotzdem eng Tatsaach, och wann d'lescht Joer dee Chiffer par rapport zum Virjoer zrëckgaangen ass, dass et awer eng Evolutioun no uewe ginn ass an deene leschte Joren. Sou huet 1997 diesen Export nach 17% ausgemaach, derweilen en dëst Joer awer eppes iwwer 25% läit. Et ass eng steigend Tendenz do.

An der Vergaangenheet si sech eng Partie Gedanken driwwer gemaach ginn, wat ee kënn maachen, vu datt d'Haut engem jo méi no läit wéi d'Hiem, fir awer eng Partie vun deene Gelder hei am Land ze behalen. Et war sengerzäit d'Chamber vun de Fonctionnaires et Employés publics, déi eng Proposition an deem Sënn gemaach hat, déi deemools „Allocation à l'investissement familial“ geheescht huet. Sengerzäit ass déi Proposition e bësse belächelt ginn. Dat war awer zu enger Zäit, wou d'Wunnen hei am Land nach net esou deier war wéi dat haut de Fall ass. Haut géif vläicht esou eng Proposition méi eescht geholl ginn, a vläicht als méi eeschte Beitrag fir eng Léisung vun deene Problemer ugesi ginn.

Dovun onofhängeg, ob Export vum Kannergeld oder net, muss fir d'Zukunft des Problematik vum Wunnéngsbau an d'Ausrichtung vun der Famillenzoulagopolitik mat erageholl ginn, ob dat an der Form ass vun engem Kapitalbeitrag oder ob dat an enger Form ass vun engem Loyalbeitrag.

Ech wëll zrëckkommen op déi Etüd, déi virdrun hei diskutéiert ginn ass. Meng Virriedner hunn eng Partie Remarken derzou gemaach, och vläicht eng Partie Ongereimtheeten. D'Tatsaach, datt dat éischt Kand, wat a sech den Niveau de vie vun engem Stot méi erofdréckt wéi déi Kanner duerno, manner Kannergeld kritt wéi dat zweet an dat drëtt Kand, kënn een zum Schluss komme loosse, datt een d'Kannergeld vum éischte Kand misst eropsetzen. Domat kann een natierlech dat natalistescht Zil net méi an deem Ausmooss verfollegen.

En zweete Punkt ass hei gesot ginn, datt déi Kanner iwwer 14 Joer u sech méi Kannergeld verdéngt hätte wéi déi 14 Joer, well se de Stot méi belaaschte wéi déi Kanner ënner 14 Joer. Eng méi erferelech Nouvelle ass déi, datt d'Kannergeld, wat an der Vergaangenheet ausbezuelt ginn ass, awer schonn an deem Sënn bezuelt ginn ass, wéi mir dat alleguer hei wëllen, nämlech datt déi niddreg Revenuen duerch des Famillenzoulagen hiren Niveau de vie méi kompenséiert kréichen.

Wann een elo misst Konklusiounen aus där Etüd hei zéien an eng Partie Ongereimtheeten ausbigelen, dann, mengen ech, kéint een dat an diesen Zäiten awer nëmmen opgrond vun deem Kuch maachen, dee ginn ass. Ech mengen net, an ech hunn dat och haut net héieren, datt mer an diesen Zäiten, déi jo awer net méi déi sinn, déi se waren, einfach kënn higoen an d'Kannergeld massiv héijen, dëst Joer net a vläicht och d'nächst Joer net, an dat ganz einfach well dat de Statsbudget awer an engem Ausmooss géif belaaschten, dat

net ze veräntwerte wier. Dofir muss mer vun deem Kuch ausgoen, deen eis ginn ass, a just versichen dese Kuch anescht opzedeelen ewéi virdrun, ebe fir déi Ongereimtheeten hei riicht ze bëien.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Ech mengen all Partei, déi hei vertueden ass, huet awer trotzdem ëmmer eent am Hannerkapp. Dat ass fir déi Käschten ze kompenséieren, déi doduerch entstinn, datt Kanner an de Stod erakommen, a fir esou enger Degradéierung vum Liewensniveau vun dese Familljen entgéint ze wirken. Haaptsächlech awer geet et hei drëm, datt de Liewensniveau vun de Familljen am Allgemengen a virun allem vun deene mat niddregem Akommes soll kompenséiert ginn, dee jo méi erof geet wéi deenen aneren hiren, an dat och dann en fonction vun der Zuel vun de Kanner.

Et gëtt och eng Partie Propositionen fir dat ze maachen. Den Här Lux huet der eng Partie opgezielt: d'Kannergeld eropsetzen oder d'Modération d'impôts erofsetzen. Et kann een och d'Kannergeld eropsetzen, fir deen ee wéi fir deen aneren, d'Kannergeld besteieren, an da kann een effektiv dee méi selektive Wee goen, wou ee ganz geziilt d'Kannergeld opgrond vum Revenu ausbezuelt.

Um euopäeschen Niveau an an all deene Länner, déi an der europäescher Gemeinschaft sinn, sinn et der ganz genau dräi, déi d'Kannergeld besteieren: dat ass Griechenland, Spunien an Island, an dann nach mat gewisse Restrictiounen. Et ass also net unus, datt d'Kannergeld besteiert gëtt. Dat heescht, dass een op där enger Säit een Deel vun deem ewech hält, wat een op där anerer Säit erëm ginn huet.

D'Demokratesch Partei hat effektiv virun de leschte Wahlen eng Partie Propositionen gemaach. Mir hunn deemools gemengt, et sollt een higoen an d'Degradatioun duerch d'Presenz vun Kanner a Stéit an deenen ënneschte Revenuen duerch eng selektiv Familljopolitik maachen, oder deenen déi Gelder zoukomme loosse. Dann hate mer awer och gemengt, fir iwwert de Wee vun de Steierreduktiounen awer och deenen ieweschte Revenuen hir ze loosse, fir domat awer eng gewëssen Équititéit ze halen zwëscht deene Stéit an den ieweschte Revenuen, déi Kanner hunn, an deenen, déi keng Kanner hunn, esou wéi dat och sengerzäit vum Calot proposéiert ginn ass.

Ech mengen, des Regierung hei hat an hirem Koalitionsaccord mol festgehalten, et do derbäi ze loosse, dat heescht bei der Modération d'impôts vu 36.000 Frang. Bei där leschter Kannergelderhéijung 2001 ass déi net méi weider erofgesat ginn. Mir mengen, datt dat richteg wier, an ier een d'Aspekter all gekläert hätt, déi sech och am Kontext vun der Équititéit stellen, sollt een et do derbäi loosse. Vläicht léist de Problem sech geschwënn, oder och net; et weess een dat jo net. Et hofft een et op jiddfer Fall net. Wann d'budgetär Moyenné méi enk ginn, da si mer vläicht erëm an der Situatioun wou mer 1970 waren a wou da vläicht fir deen een Deel vun de Leit eppes iwwer Direkthëllef a gemaach ginn a fir deen aneren Deel eppes iwwer Steieren.

Mir hate sengerzäit och proposéiert, déi verschidden Allocatiounen an enger Allocatioun zesummen ze huelen an déi ze moduléieren, jee no der Zuel vun de Kanner, dem Alter vun de Kanner, dem Rang vun de Kanner a selbstverständlech och dem Revenu. Ech mengen opgrond vun deenen Ongereimtheeten, déi an där Etüd do zum Virschäi komm sinn, wier datt eng Iddi, déi een awer och kéint opgräifen.

Mir haten e puer Joer virdrun och d'Iddi vun der Negativsteuer hei an

d'Diskussioun bruecht, déi im Nachhinein och nach vun enger anerer Partei opgegraff ginn ass. Ech mengen schonn, datt d'Negativsteieren eng Méiglechkeet sinn, fir u sech all déi Famillenzoulagen, déi et elo gëtt, hei an engem Gesamtpackage ze regruppéieren. All d'sozial Transfertleeschunge géife sech an esou engem eenzege System integréieren loosse. Dat géif awer och enger méi grousser Aspierung vu personellem a sachlechtem Opwand fir d'Berechnung, d'Ausbezuellung an d'Kontroll gläichkommen. Mat enger Negativsteuer géife mer awer och de Risiko évitéieren, datt et - an elo zitéieren ech d'Privatbeamtekummer -: „duerch d'Erhiewung vum Seuil d'exonération d'impôts zu enger Rupture de symétrie sociale géif kommen“. Dat wär doduerch bedéngt, well ëmmer manner Stéit hei zu Lëtzebuerg an de Genoss vun de Steierreduktiounen kommen. Dëst betrëfft éischer de Beräich awer vun de Familljeprestatiounen.

Et kann een awer och nach aner Avantagen an diesem System fannen. De Gang zum Beispill zum Sozialamt, an déi finanziell Hëllef unzefroen, wat fir vill Leit mengen ech awer net agréabel ka sinn, géif duerch ee geregelte System ersat ginn, dee fir jiddfer ee géllt an deen u sech och net diskriminatoresch ass. Der Problematik vum Ennerscheid zwëscht dem RMG an dem Salaire social minimum fir Travailleurs non qualifiés, dee grouss genuch si muss, fir dass d'Aarbecht finanziell attraktiv bleift, géife mer och mat diesem System u sech aus dem Wee goen.

D'Negativsteuer gëtt vill diskutéiert. Si gëtt ëmmer diskutéiert. Si huet bis well awer nach a kenger Legislatioun Agang fonnt. Et gëtt ee Land wat do relativ no bäi ass, dat ass Neuseeland. Mä déi Regierung hei huet awer op d'mannst emol de Conseil économique et social gefrot fir hir een Avis iwwert d'Negativsteieren ze maachen, een Avis, dee menges Wëssens - ech hu mech mol ëmfrot - nach net do ass. Mä e géif ganz sécher nieft all deenen aneren Etüden, déi schonn iwwert d'Famillenzoulag gemaach ginn, nach ee flotte Bäitrag an eng nei Ursach liwweren, fir erëm eng Diskussioun hei ze féieren.

Wéi gesot, d'Diskussioun ëm d'Famillenzoulagen dréine sech ganz oft ëmmer nëmmen ëm d'Geld. Mäi Virriedner huet gesot, et géif och Freed dozou gehéieren.

■ Une voix.- A Léift.

■ M. Emile Calmes (DP).- A Léift. Et géif ganz sécher keng Familljopolitik ouni Freed ginn. Leider léisst d'Freed sech net kontabiliséieren an net errechen. Ech wëll awer soen, datt et net nëmme Freed ass, wann d'Kanner méi grouss sinn, et kommen och Suerger dobäi. Och déi muss een net onbedéngt kontabiliséieren. Ech kéint mer awer virstellen, datt fir vill Leit déi Freed vu Kanner nach méi grouss kéint sinn, wa se et besser kéinte fäerdeg bréngen, d'Erzéierung vun hire Kanner ze verbannen mat dem Wunsch wëlle schaffen ze goen, oder mat der Tatsaach ganz einfach, dass se mussen schaffe goen.

De Choix, mengen ech, hu vill Fraen net, schaffen ze goen oder net schaffen ze goen, zomol, an déi Etüd hei huet dat jo elo erginn, wann een d'Belaaschtung vun éischte Kand op ee Stot kennt. Dat ass jo mol heimat confirméiert. Dann, mengen ech och, ginn déi Aiden, déi mer elo ginn a Form vun Allocation d'éducation, warscheinlech net duer fir dee Choix auszegläichen. Duerfir hätte mer och all besser derfir ze plädieren - au vu och vum deene Risiken, déi domat verbannen si fir eng Fra, do-

heem ze bleiwen a sech nëmmen der Erzéierung hierzeginn -, fir déi Alternativ ze förderen, déi drop erausleef, fir eng Verbesserung vun den Opfangstrukturen an deenen domat verbonnenen Infrastrukturen ze maachen.

An deem Sënn huet déi hei Regierung vill gemaach. Ob se elo esou vill gemaach huet wéi d'Regierung aus Finnland, weess ech net. Ech konnt dat och net novollzéien. Trotzdem sinn ech der Meenung, datt de Stat um gudden Wee ass. Et ass ee Chiffer hei genannt ginn: 109 Milliounen gëtt de Stat aus fir dee Voleit do opzebauen. Wann ee weess, datt dat nëmme 50% vun deem sinn, wat duerfir ausgi gëtt, an déi aner 50% vun de Gemenge bruecht gëtt, da si schonn déi Investitiounen an déi Strukturen an an déi Infrastrukturen amgang hire richtige Wee ze goen. Ech mengen et si vill Gemengen, grouss Gemengen - et ass net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg -, an et gëtt och ganz vill kleng Gemengen, déi schonn de Wee gaange si fir esou Opfangstrukture fir d'Kanner ausserhalb de Schoulzäiten ze maachen. An et muss ee keng grouss a keng fusionéiert Gemeng sinn - gell diert, Här Gira! -, fir op dee Wee ze goen.

Zu där ganzer Diskussioun gehéiert natierlech och d'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit, d'Flexibilitéit vun der Schoulzäit. D'Hallefdagsarbecht an alles wat dozou gehéiert muss viru gedriwwen ginn. Ech géif awer der Madame Minister et selwer iwwerloossen, de Bilan vun deem ze maachen, wat déi lescht Joren an deem Sënn hei gemaach ginn ass.

Ech wollt vläicht nach just, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert zum Congé parental soen. Déi Etüd, déi viru kuerzem virgestallt ginn ass, huet erginn, datt nëmme 5,3%, wann ech do richteg leien, vun de Männer profitéiert huet fir de Congé parental ze huelen. Fir elo op d'Grënn anzegoen, dat, mengen ech, géif ze wäit féieren. Mä et kann ee sech awer d'Fro stellen, ob een dann net eng aner Method soll probéieren, fir datt d'Pappe méi Zäit bei hire Kanner doheim verbréngen.

Et ass jo elo esou virgesinn am PAN-Gesetz, datt déi zweek Conjointen innerhalb vu fénnef Joer, wann ech mech net ieren, dese Congé parental mussen huelen. Och deen Zweete muss de Congé parental dann en bloc huelen a sechs respektiv an 12 Méint. Ech froe mech, ob een d'Iddi net soll opgräifen, datt d'Pappen dee Congé parental deegweis kënn huelen an dat a verschiddene Joren. D'Direktiv erlaabt dëst Joer, datt een 120 Deeg ongeféier innerhalb vun aacht Joer kann huelen. Dat géif engem zum Beispill erlaben, dem Papp Congé parental ze gi wann d'Kand op d'Welt kënn an an enger éischer Phas eng Zäiten doheim ze bleiwen. Et géif eis och erlabe vläicht d'Iddi auszeweiten, dass wann d'Kanner krank sinn, de Papp da kënn doheim sinn. Summa summarum mengen ech, gëtt dee Congé parental eis nach eng Partie Méiglechkeete vläicht aner Weeër ze goen, fir dach awer d'Pappen dozou ze kréien, oder op d'mannst statistesch dozou ze kréien, sech dach awer mat de Kanner méi ze beschäftegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och deen Débat wäert mat der Diskussioun ëm des Etüd a mat der Orientéierungsdebatt hei net fäerdeg ginn, an och des Debatt, grad esou wéi déi Etüd, déi mer diskutéieren, wäerten eis keng fäerdeg Léisungen op d'Ongereimtheete liwweren, déi nun emol och erëm des Etüd hei opwerft. Och des Etüd weist eis de Wee net wéi mer d'Problematik zur Perfektioun kënn léisen.

Dofir géif ech proposéieren, datt mer déi nächst Etüd nach géifen ofwaarden. Dat ass déi iwwert d'Negativsteuer vum Conseil éco-

nomique. Mir wäerten eis erëmgesinn, fir d'Diskussioun ëm d'Famillenzoulagen an d'Problematik am Allgemenge viru ze diskutéieren.

An deem Sënn soen ech lech merci fir d'Nolauschteren.

■ M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Partnerschaft, Bestietnis oder Famill hunn ëmmer dem sozialen, kulturellen a wirtschaftlechen Trend oder Annerungen ënnerleeën. Et sinn ëmmer eng Rei vu Forme ginn ënner deenen eng Famill bestanen huet. Awer nach ni huet se esou schnell geännert, wéi dat an deene leschten 20 Joer de Fall war. Et sinn haut de Mëtteg am Kader vun deser Interpellatioun eng ganz Rei vu Statistiken an Donnéeën genannt ginn, esou dass ech dorobber wëll verzichten. Ech wëll just eng erauszéien, fir dat ze ënnermauern, wat ech elo gesot hunn, datt Familljen oder Ménagé mat enger Persoun vun 1960 bis 2001, also an engem Zäitraum vu 40 Joer, vun 11,5% elo praktesch 30% vun eise Familljen oder Ménagen ausmaachen.

Et huet dat net nëmmen eleng domat ze dinn, datt vill jonk Leit haut eleng wunnen, mä et huet och domat ze dinn, a virun allem, datt d'Leit haut méi al ginn a méi laang fir sech doheim wunne bleiwen. Och dat huet dozou gefouert, datt dese Prozentsaz staark an d'Luucht gaangen ass.

D'Koppelen an eise Land deele sech haut net méi wéi dat fréier de Fall oft war zu zwou Familljen e Stot, praktikéieren och net méi esou de Glawe wéi dat viru Joren de Fall war, oder déi gläich philosophesch Iwwerzeegungen. Si fille sech verschiddenen, kulturellen a sozialen Traditiounen verflücht. Hir Usicht iwwert d'Partnerschaft, d'Bestietnis, d'Roll vun den Elteren an der Famill si verschidenaarteg. Wien awer jo zu diesem kulturellen oder philosophesche spirituelle Pluralismus seet, kann an dierf net eesäitig Familljemodeller virschreiben.

Als ADR respektéiere mir de Choix, deen all eenzel Persoun oder Koppel fir sech entscheet. Als ADR soe mer, datt de Stat sech net an d'Famill anzeméischen huet. Als ADR soe mer, datt de Stat déi Begleitmoossnamen zur Verfügung stelle muss, déi der Famill als Koppel oder als Elengerzéier et erméigleche sech ze organiséieren, familljepolitesch, sozialpolitesch, beruflech, ob Mann a Fra oder d'Fra eleng oder de Mann eleng schaffe geet oder doheim bleift. Als ADR soe mer, datt de Stat déi Begleitmoossnamen zur Verfügung stelle muss, déi der Famill als Koppel oder als Elengerzéier et erméigleche sech ze organiséieren, familljepolitesch, sozialpolitesch, beruflech, ob Mann a Fra oder d'Fra eleng oder de Mann eleng schaffe geet oder doheim bleift. Als ADR soe mer, datt de Stat de Mëttelepunkt gesat muss ginn.

Déi demographesch Entwécklung ass de Mëtteg schonn dacks hei ugeklongen a mir hu festgestallt, datt mat 1,6 Kanner pro Fra mer et net als Gesellschaft fäerdeg wäerte bréngen eis Gesellschaft um selwechten Niveau, wat d'Populatioun ubelaangt, festzestellen. Eng Gesellschaft soll sech selwer de Fortbestand garantéieren. All international Experte soen, datt d'Immigratioun net d'Méiglechkeete bitt, fir bis an déi lescht Phas engem Land seng demographesch Entwécklung ze garantéieren.

Och an deem Zesammenhang muss ee feststellen, datt d'Zuel vun deene Kanner, déi op d'Welt kommen ausserhalb vun engem Mariage, an engem Zäitraum vun 20 Joer vu 6% op haut iwwer 23% geklommen ass.

Wesentlech ass, dass eng Famill, déi Kanner op d'Welt setzt, dofir finanziell net där bestrooft ginn, an dat virun allem well mer an enger Zäit sinn an enger Zäit eragin, wou mer wëssen, datt et wirtschaftlech och hei zu Lëtzebuerg net méi esou gutt wäert goen. Och mir als Stat an als Gemenge wäerten dowéinst an deenen nächste Jore manner Geld hu fir ze verdeelen.

Dofir muss eis éischt Suerg dohiner goen, datt mer net grad dann awer un éischer Stell d'Famillje mat Kanner treffen. Mer mussen do ëmdenken.

Ech wëll haut de Mëtteg e puer Punkte vun eiser Säit an d'Diskussion erabrénge, déi wuel net eng Prioritéit sinn, awer sécherlech eng gewësse Wichtigkeet hunn.

Der Mamm oder dem Papp mussen mer de Choix loosse, schaffen ze goen oder net. A mir mussen eis d'Fro stellen, ob d'Mamm haut dee Choix nach huet? An da mussen mer kloer soen, neen, si huet dee Choix net. De Choix huet déi Fra, wou de Mann genuch verdéngt. Déi ka soen, ech bleiwen doheem, well mäi Mann verdéngt genuch, fir dass ech kann doheem bleiwen a meng Kannererzëung exklusiv ka maachen. Si kann och higoen, wann de Mann genuch verdéngt, sech nach sozial ofsécheren, andeem se sech zum Beispill eng Zousazpensioun uleet. Si kann awer och soen, ech gi schaffen, well mer d'Méiglechkeeten hunn, fir eis finanziell eng Crèche ze leeschten.

Vill Fraen hunn dee Choix awer net. Wa se bestuet sinn an dem Mann seng Revenuë sinn net héich genuch, zum Beispill fir en Eegenheem unzeschaffen, dann ass d'Fra condemnéiert mat schaffen ze goen, och déi Fra, déi net wëllt mat schaffe goen a vläicht léier geif eng Zäitche méi laang doheem bleiwen.

Eng elengerzëind Fra huet praktesch ni de Choix. Et ass dat eent oder dat anert. Déi ass condemnéiert schaffen ze goen, a Beruff a Kannererzëung gläichzäitig ze maachen. Fir dass d'Mamm awer de Choix kritt, ob dat an der Koppel oder als Elengerzëind ass, a wann ech soen d'Mamm, da mengen ech domadder och de Papp, mä mir soen eben d'Mamm, well nun emol hei zu Lëtzebuerg et nach ëmmer esou d'Regel ass. Mä näischt verhënnert, datt och de Mann dat ka maachen, mä esou séier wäerte mer net den Trend hei zu Lëtzebuerg net geännert kréien.

E wichtige Problem, dee sech fir d'Famill stellt, ass de Wunnéngsbau. Ech wollt dee vläicht de Mëtteg virhuelen, well dee menger Meinung no nach net genuch hei ugeschwat ginn ass. Et ass fir eng Famill wichteg en Heem ze hunn, ob dat als Propriétaire oder Locataire ass, mä et ass och eng Tradition hei zu Lëtzebuerg, datt eis Famillje Propriétaire vun hirem Heem sinn. Dat war a bleift e wesentleche Bestanddeel vun der Familljepolitik.

Haut ass dat fir vill Familljen net méi méiglech. A wann een emol 30 Joer zrëckkuckt,

do konnt mat engem normale Verdéngscht e mëttlere Beamten oder en Aarbechter, deen an der Industrie geschafft huet, sech an deem Land en Terrain kafe vu sechs, siwen, aacht, néng Ar. Hie konnt en Haus drop baue fir seng Famill an huet iwwert en Zäitraum vun 20 Joer säin Emprunt ofbezuelt, ouni datt d'Fra verflucht war mat schaffen ze goen. D'Fra hat d'Recht, mä net eng Pflicht. Mat engem mëttlere Revenu konnt een also iwwer 20 Joer säin Eegenheem finanzéieren. Haut, wann eng Koppel dat wëllt maachen, da muss se en Emprunt ophuelen, wa se net vun den Elteren oder de Grousselteren e bësse gesponsert gëtt, deen iwwer 30 Joer leeft - vun de Banken scho fir 40 Joer ugebuede gëtt -, a wou dann net een, mä déi zwee, Mann a Fra, mussen Jorzéngte schaffen goen, fir deen Emprunt ze remourséieren.

Wann een dat héichrecht, da gëtt also haut iwwer 50, 60 Joer remourséiert, fir en Eegenheem kënnen ze kafen oder sech ze verschafen, wouzou ee virun 30 Joer nëmmen 20 Joer gebraucht huet. Mir sinn also an där Hissicht net méi räich ginn, mä mir si méi aarm ginn. An och all déi Politiken, déi

mer an deene leschte Jore gemaaht hunn iwwert de Wee vun Zëns-Subventionen, déi jo am Fong keng Sozialkritäre beinhalten, mä déi am Fong geholl flächendekend ausbezuelt ginn, oder déi Moosnamen, déi mer am leschte Joer geholl hunn, wou mer Bonifikatiounen ginn, och wat d'Akten an d'Steieren ubelaangt, hunn näischt un där doter Situatioun geännert, well d'Baupräisser systematesch an d'Luucht ginn an och an der nächster Zäit nach wäerte weider an d'Luucht goen. D'Baupräisser hei am Land ginn nun emol, wéi dat an enger fräier Maartwirtschaft de Fall ass, bestëmmt opgrond vun der Offer an der Nofro. An esou laang wou mer do net en Equiliber dra bréngen, sou laang ginn d'Baupräisser an d'Luucht, an all staatlech Subventionen bréngen net direkt deem eppes, deen eppes keeft.

An datt d'Regierung doranner versot huet, mengen ech, ass dokumentéiert ginn duerch d'Ausso vun Innenminister elo kierzelech, deen am Fong gesot huet, datt en Haus mat Gréngs, mat Gaart ronderëm, hei zu Lëtzebuerg an Zukunft géng der Vergaangenheet ugehéieren. Dat bedeit eng Faillite-erklärung vun der Wunnéngsbau- politik vun der Regierung. D'Lëtzeburger Famillje wëllen dat awer net. D'Famill hätt haut gären hiert Haus a si hätt och nach gären hiert Gréngs e bësse ronderëm d'Haus. Och dat gehéiert zum Wäert vun enger Famill, an d'Regierung ass um Holzwee well se mengt, si kënn elo och d'Famillje mat Kanner an Appartementer oder a Këschte setzen a si bräicht de Kader, wou eng Famill sech wuel fillt, also an engem Heem mat engem Bering ronderëm, an Zukunft net méi zur Normalitéit kommen ze loosse.

D'sozial Ofsécherung vun der Fra fir d'Kannererzëung: Mir hunn als ADR ëmmer duerfir plädéiert, datt et - an ech hunn dat de Mëtten och gesot - de Choix muss si vun der Fra, ob se schaffe geet oder ob se doheem bleift. Mä et kann awer net esou sinn, datt déi Fra, déi sech entscheet fir doheem ze bleiwen, finanziell benodelegt ass, an datt mer eis Politik a priori op déi Fra ausrichten, déi wëllt mat schaffe goen. Neen, mir mussen déi zwee ofsécheren. Mir mussen deenen zwee d'Méiglechkeet ginn, kee finanziellen Abroch ze erleiden. An duerfir hu mir ëmmer gesot, datt mer fir eng Fra, déi doheem bleift, d'Kannererzëung um Niveau vun de Pensionen respektéiere mussen an d'Cotisationsen als Stat fir déi Fra bezuele bis d'Kanner en Alter vun zwielef Joer erreicht hunn.

Mir si jo och am Kader vun der Mammerent duerfir agetratt, datt een déi Mammerent net sollt als Forfait, mä als eng Cotisation op der Fra hiren Numm abezuelen, wouduerch déi Fra dann en eegent Recht sech schafft, wat och spéiderhi kee méi hir kann ewechhuelen. Mä mir si leider op deem Punkt net duerchkomm. Well et si jo och Leit déi mengen, well et wirtschaftlech méi schlecht geet, misst een eventuell déi Mammerent erëm ofschaffen. Mä deen Abléck wou mer et als eng Cotisation gesinn, déi op der Fra hiren Numm ageschriwwe gëtt, kann éischters keen et méi ewechhuelen, an zweetens ass et eng Méiglechkeet, wann déi Fra spéiderhi wëllt mat schaffe goen, well d'Kanner e gewëssenen Alter hunn, dass se sech dann och kann eng Carrière opbauen.

D'Zousazpensiounen sinn nëmme fir déi Famillje gutt, oder fir déi Fra gutt, wou de Mann och genuch verdéngt, datt d'Famill sech kann déi Zousazpensioun leeschten. Alleguer déi Familljen, wou net genuch Revenu ass, jonk Familljen, déi sech mussen verschelden, déi hunn d'Méiglechkeet net fir Zousazpensiounen ze maachen. An da sinn d'Zousazpensiounen och nach nëmme fir déi gutt, déi Steiere bezuelen, déi dann also och vun den Abattementer, déi dem Steuer-

gesetz no méiglech sinn, kënnen profitéieren. Et ass also dat eng Moosnam fir nëmme eng bestëmmte Kategorie vu Fraen, déi eben an engem Stot wunne wou d'Revenue héich genuch sinn, fir kënnen dovunner ze profitéieren. Dofir ass et wichteg, datt mer deene Fraen, déi doheem bleiwen, als Gesellschaft, als Stat eng Rémuné-ration - kann ee quasi soen - zoukomme loosse, déi hir Erzéungsaarbecht unerkennt, well mer jo och op där anerer Säit Investitiounen maache fir déi Fraen déi schaffen.

Wa mer zum Beispill d'Crèche huelen. Ongeféier ronn 1.000 Euro de Mount mussen de Stat an d'Gemeindegemeinschaften, fir kënnen eng Plaz an enger Crèche ze finanzéieren, minus dat, wat déi eenzel Leit fir hiert Kand an d'Crèche ze gi bezuelen, wat gestaffelt ass jee no dem Akommes vum Mann. Eng Plaz bedeit net ee Kand. Eng Plaz kann och vun e puer Kanner an enger Crèche besat ginn. Mä wat ech domadder wëll zum Ausdrück bréngen: Mir hunn net Crèche genuch, also mussen mer méi nach doranner investéieren, fir se flächendekend unzebilden, och um Niveau vun de Betriber, fir datt eben d'Fra kann de Beruf mat der Kannererzëung kombinéieren. Mä, mir mussen eis d'Fro stellen, wa mer als Gesellschaft doranner esou vill investéieren, wat investéiere mer dann an déi Fra, déi seet: Ma ech maachen déi Aarbecht doheem selwer. An dofir, wéi virdu gesot, mussen mer och där Fra eng Unerkennung bréngen, fir ee sozial gerechten Ausgleich do ze schaffen.

An identesch mat de Crèche sinn och d'Structure-d'accueilen, wou mer menger Meinung no e komplette Feeler gemaach hunn, wéi mer d'Structure-d'accueilen tëschent dem Educationministère an dem Familljeministère getrennt hunn. Doduerch, datt mer haut fir déi Structure-d'accueilen esou enorm Kritäre virgesinn, datt et geschwënn net méi méiglech ass, datt mer déi Structure-d'accueille kënnen realiséieren, hu mer eis misse Gedanke maachen, ob een net d'ASFT-Gesetz, wat mer alleguer gestëmmt hunn, nach eng Kéier misst op de Leescht huelen, well sech ënner anere d'Fro gestallt gëtt, wéi vill Kanner eng Gemeing kann an de Sall vun enger Kantin setzen. A wann dat Kand dann aus der Primärschoul an de Lycée geet, da sëtze se do zu e puer honnert an der Kantin. Och esou eppes ass an deemselwechte Land de Fall. Bei de Gemengen hu mer esou Kritäre gemaach, datt mer praktesch net erauskommen. An och hei mussen mer eis dann d'Fro stellen: Wat gi mer där Mamm, déi déi Aarbecht doheem mécht, woufir de Stat an d'Allgemengheet net brauchen opzekommen?

(Interruption)

Här President, Dir hutt mer scho gesot, meng Riedezäit wär geschwënn ofgelaf. Ech tommele mech.

Op d'Kannergeld wëll ech net weider agoen, well dat ass de Mëtte schonn hei gemaach ginn. Ech wëll awer nach e Wuert iwwert d'Steierpolitik verléieren. Bei der Steuerpolitik triede mer duerfir an, datt mer eng Individualiséierung vun der Steuerpolitik kréien. Mir trieden a fir eng Negativsteuer anzeféieren, d'Abattementer duerch e Crédit d'impôt ze ersetzen, well och vun den Abattementer kënnen nëmme déi Leit profitéieren, déi Steiere bezuelen, virun allem elo, wou mer an deene leschte Jore massiv Steiersenkunge gemaach hunn, vun deene vill Leit profitéiert hunn. Déi Leit, déi vill Steiere bezuelen, hu vill dervu profitéiert. Famillje mat Kanner hu ganz dacks

vun deene Steuererlicherungen net profitéiert. Virun allem mussen mer elo do oppassen, well et wirtschaftlech méi schlecht geet. Et si jo schonn éischt Unzeechen do um Niveau vun de Gemengen, datt d'Steieren an Taxé gehéicht ginn, déi dann awer jiddfereen treffen, och déi, déi bei der Steuerreform net konnte profitéieren.

Dat heescht mir mussen oppassen, datt mer déi Familien, déi duerch déi direkt Steieren net konnte bei der Steuerreform Virdeeler kréien, datt mer déi iwwert de Wee vun den indirekte Steiere belaangen, soss ass déi Steuerpolitik, déi mer maachen, sozial ongerecht.

Zum Schluss dann, Här President, fir datt ech awer einegermoossen a menger Zäit bleiwen,...

(Interruption)

Dir sidd ganz tolerant.

...mussen mer eis d'Fro stellen, ob d'Politik och an Zukunft nach staark genuch bleift, fir déi richtig familljepolitesch Décisionen ze huelen. D'Politik huet dacks den Trend fir der Mass no ze lafen an elektoral hir Décisionen ze huelen. Dat hu mer zum Beispill gesi bei der Demokratescher Partei,...

(Interruptions diverses)

...déi de Mëtzelstand fale gelooss huet, fir sech d'Fonction publique unzueegnen, well do méi Stëmme ze huele waren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, wann Der wëllt, Dir sidd schonn zwou Minuten iwwer Är Riedezäit. No 30 Sekonne mussen mer zoumaachen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, elo waart Der grad esou tolerant, mä wann ech e bësse méi kritisch hei an de Sall schwätzen, dann ass déi Toleranz och schonn erëm eriwuer.

(Hilarité)

Ech hoffen, datt d'Politik staark genuch bleift och an Zukunft ze agéieren, an datt mer net hei zu Lëtzebuerg op déi Iddien eng Kéier zrëckgräifen, déi och de Lucien Lux de Mëtte schonn hei ugeschnidden huet, déi an anere Parlamenten zur Diskussion stinn, wou et drop erausgeet, datt een de Famillje mat Kanner méi ee staarkt politesch Gewicht soll bei de Wahlen ginn. Dat wär sécherlech net de richtige Wee, wann een dat géif maachen, mä et mussen ee oppassen, datt d'Politik awer déi Kraaft behält fir och deenen, déi leider ëmmer méi d'Minoritéit hei am Land ginn, hir Interessen ze verrieden, well ouni Kanner hu mer och keng Zukunft.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass d'Madame Reuter.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtten ass scho vill vu menge Virriedner iwwert d'Familljepolitik vun der Regierung geschwat ginn, an ech si frou, datt ech als Fra nach d'Wuert kann ergräifen, well ech mengen, ech sinn déi eenzeg Fra, ausser der Madame Ministesch, déi nach zu deem Thema elo eppes wëllt schwätzen.

(Interruption)

Jo, dat ass richtig, mä ech mengen, et ass och flott, wann ee vum anere Geschlecht och nach kann d'Wuert ergräifen.

Et ass op d'Schwaachstelle vun der Familljepolitik agaange ginn, an och ech hu verschidde Problemer do opzedeeckt. Ech wollt nach eng Kéier op déi Etüd agoen, déi eis virläit. De Sujet vun deser Etüd muss am Fong jiddfereen interesséieren.

A wann et drëm geet ze analyséieren, wéi vill eise Stat an d'Famillje

stécht, da beréiert een en Thema, dat ganz vill Leit ueegt. Gläichzäitig wënscht ee sech, datt een duerch esou eng Etüd objektivi Material kritt, op deem een opbaue kann. Ech huelen un, datt dat och d'Ursaach war, firwat d'Familljeministesch des Etüd an Optrag ginn huet.

Wat ass dobäi erauskomm? Ech kann nëmme feststellen, datt déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Jacobs, bestëmmt och net zefridden ass mat deem, wat do erauskomm ass. Natierlech hunn Etüden et esou u sech, datt se virginn objektivi an onparteiesch un d'Problemer erunzegen an da Konklusionen ze zéien, déi objektivi an onparteiesch solle sinn. Do huet een awer mat deser Etüd esou seng Schwierigkeeten.

Eigentlech stellt sech bei deser Etüd e Problem eraus, dee sech bei villen Etüden weist. Wat sinn dat fir Etüden, déi praktesch nëmme op Zuelematerial baséieren, mat enger scheinbar héichwëssenschaftlecher Method schaffen an zu Konklusionen kommen, déi scheinbar fest ofgeséichert sinn?

Wat do steet, ass zueleméisseg oder reng rechneresch korrekt, an d'Konklusionen schéngen objektivi. Mä wann ee kuckt, wat déi sozial a mënschlech Wirklechkeet dobaussen ass, da mierkt een, datt esou Etüden ongewollt oder vläicht och gewollt, domat kaum eppes ze dinn hunn, mä just Zuelespillerei sinn, a Konklusionen gezu ginn, déi guer net esou sachlech sinn, mä hannert deene sech eng fest Ideologie verstoppt.

An der mënschlecher an an der sozialer Dimension huet des Etüd immens Defiziter, wann et drëm geet, de wierklechen Niveau de vie oder d'Wourecht vum Alldag fir d'Familljen anzuschätzen. Ech schwätze vun där Wourecht mat där esou vill Familljen am scheinbar esou räiche Lëtzebuerg all Dag ze kämpfen hunn, a fir déi d'Approche an d'Konklusionen vun deser Etüd plazeweis wéi Hohn kléngen.

Reng rechneresch oder statistesch ass et korrekt ze schreiwen, datt bei enger Approche élargie den Avantage familial erofgeet, wann de Revenu eropgeet. Et steet Säit IV, datt d'Perte vum Niveau de vie duerch d'Kanner, déi een huet, besser kompenséiert gëtt bei Stéit, déi manner verdingen, datt also besser verdingend Stéit manner Kompensatiounen kréien, an déi, déi wéineg verdingen, 60% vun de Käschte vun hire Kanner kompenséiert kréien, an déi, déi vill verdingen, nëmme 14,4%.

Dir Dammen an Dir Hären, esou Sätz mussen een zweemol liesen, wann ee sech fret, wat esou Subtilitéiten sollen, a wat dat fir eng Ausso ass. Déi statistesch Sprooch vum Rapport, deen „Nëmmen“ vu 14,4% mussen een nach awer entschieden a Fro stellen. Dat kléngt wéi e Lamento fir déi aarm Besserverdingend an e Wénk mam Fanger fir déi Mannerverdingend, déi nëmme roueg ze sinn hunn. Dat kléngt och wéi eng Rechtfertigung fir deemnächst déi aarm Besserverdingend steierlech ze entlaaschten, an déi Mannerverdingend net méi weider ze begénschten, am Kloertext, fir se weider ze belaachten, fir datt déi subtil a komesch Statistik do zueleméisseg scheinbar méi gerecht gëtt.

Mënschlech ass esou eng statistesch Perspektiv héchst diskutabel. Statt vun där Perspektiv kéint een och eng aner Perspektiv hunn, an de Problem ënner der Perspektiv vun dem Akommes a vun deenen Zuelen ze gesinn, déi d'Familljen effektiv ausserhalb vum Avantage familial zur Verfügung hunn. Ech denken do un déi vill Fräien mat deenen d'Familljen ze dinn hunn, wéi zum Beispill d'Schoulkäschten oder d'Loyeren, déi ze bezuele sinn, oder de Präis vun Terrain, wann ee sech en Haus wëllt bauen. Och schreift een net, datt Ménages monoparentaux en

Niveau de compensation plus élevée hunn, mä et schreift e vun de mënschlechen an de soziale Problemer, déi sech eben net esou liicht mat deenen Zuele moosse looschen, déi dës Etüd wielt.

Do riet d'Etüd sech domat eraus, datt se net genuch Effektivitéit zur Hand hat. Dat kann net verstoppen, datt esou eng Etüd leschten Enns nëmmen extrem technesch, extrem theoretisch, extrem eesäitig ass, a liewenswichtig Aspekter iwwerhaupt net a Considération zitt, mat deenen zum Beispill déi sozialschwach Familljen all Dag konfrontéiert sinn.

Wat war de But vun der Etüd? Déi war, fir ze kucken, ob dat erreecht gëtt, wat d'Familljepolitik wëllt erreechen. Wat wëllt oder wat soll Familljepolitik dann iwwerhaupt erreechen?

Och muss ee sech froen, wéi Familljepolitik hei am Land zënter jeeher ausgesinn huet. Jorzéngelaang ass d'Familljepolitik iwwert den traditionelle Modell definéiert ginn:

- Bestuet. An der Zäit kruten nëmme bestuete Koppele Sue geléint oder déi, déi geschwë bestuet gi sinn.

- All zwee Joer e Kand, well soss kann een net maximal vun de verschiddene Primé profitéieren.

- Op d'mannst dräi Kanner, fir eng weider Generation ze garantéieren, an ab dem drëtten Kand gëtt d'Kannergeld verdubelt.

- D'Fra bleift doheim, fir sech ëm d'Kanner, de Mann an de Stot ze këmmern.

Esou brauche mer keng Crèchen, Opfaangstrukturen, Schoulkantinen an esou weider.

Déi traditionell Familljepolitik erweist sech scho laang als en Échec. Et kommen nach ëmmer net genuch Kanner op d'Welt, fir ënner anerem eise Rentensystem ze finanzéieren. Den traditionelle Familljemodell ass geschwenn inexistéiert. Den Taux de divorce ass extrem. D'Zuel vun de Familles monoparentales a vun de Familles recomposées hélt zënter laangem ëmmer weider zou.

Mat anere Wierder, et gouf eng Politik gemaach, déi laansch d'Realitéit goung. Kannergeld, Steierbegünstegungen - vu Steierbegünstegunge kann ee souwiso nëmme profitéieren, wann een iwwerhaupt Steiere bezillt -, a soss finanziell Primé sinn eng Saach. Mä et brauch ee vill méi e kannerfrëndlecht Klima, fir dass d'Leit nees méi Kanner kréien a kréie wëllen. Fir e familljefrëndlecht Land ze hunn, brauch ee méi wéi déi Zuelespillerei vun dëser Etüd. Mir brauche fir d'éischt mol e kannerfrëndlecht Land op alle Pläng. Mir brauche bezuelbare Wunraum. Wann eng Famill sech keen Haus ka leeschten, dann huet se och keng Loscht op vill Kanner. Wa keng Bereitschaft do ass, dann ass logescherweis de Kannerwonsch och net grouss. Mir brauche sécher Aarbechtsplazen. Wie setzt scho Kanner op d'Welt, wann en net weess, op wat e ka bauen?

Mir brauche Méiglechkeete Beruff a Famill iwwerhaupt ze kombinéieren. Hei am Land ass et domat spëtstens eriwuer, wann d'Kanner an d'Schoul ginn. Duerfir brauche mir weider flexibel Aarbechtszäitmodeller, woubäi Aarbechtszäitverkürzung keen Tabuthema méi daërf sinn. Och de Congé parental gehéiert an dës Beräich a kann nach weider ausgebaut ginn. Datselwecht géillt fir de Congé pour raisons familiales. Mir brauche genuch Crèchen an Opfaangstrukturen, déi den Aarbechtszäite vun de Leit entsprechen, och a grad während de Schoulvakanz.

Positiv Beispiller sinn do d'Gemengen, wou mir Gréng Verantwortung mat iwwerholl hunn a wou eppes fir d'Famillje geschitt. An eiser Gemeng Suessem betriebe mir momentan 300 Kanner an eiser Structure d'accueil. Awer mir hunn och

erlieft, dass trotz guddem Wëlle vu muncher Säit munchmol awer nach Problemer oprieden. Mir brauchen och Betribscrèchen, Servicer, déi Kanner am Krankheitsfall betriebe, Schoulkantinen, Schoulorganisatiounen, déi méi no un der Realitéit leien. Net all Famill kann op eng Boma, eng Tatta, e Bopa oder eng Nopesch zrëckgräifen.

Ass jeemoos eng Etüd gemaach ginn, wéi vill onbezuelt Aarbecht an och Schwaarzaarbecht an der Kannerbetriebe existéiert? Et gëtt oft gesot, mä wien hält sech drun a mécht konkret eppes? An eis Kanner investéieren, heescht an d'Zukunft investéieren an dat bedeit och e Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg. D'Zuelen aus dem Ausland beweisen, dass do, wou d'Strukture stëmmen, och méi Kanner op d'Welt kommen. Ech mengen, meng Virriedner hu geschwat vu Schweden a vu Finnland. Ech kann aus enger Stad aus Däitschland schwätzen, wou um Plang vun de Ganzdaagsschoulen an Tagesstätte Virbildleches geleescht ginn ass. Dat ass d'Stad Leer, an do kommen 13,5% vun den Neigebuerenen op 1.000 Awwner.

Dass ëmmer méi Leit, besonnesch och Fraen, d'Familljeliwien an de Beruff ënnert een Hutt wëllen a mussen kréien, ass eng Tatsaach an e Recht. Un der Politik ass et, dat ze respektéieren an duerfir den optimale Kader ze schafen. Et kann ee viru vum engem traditionelle Familljemodell dreemen, mä dat heescht och, de Kapp an de Sand stiechen an d'Ae viru der Realitéit verschléissen. Wann een dat mécht, wat mir Gréng virschloen, da mécht een eppes fir déi traditionell Familljen an et sicht ee gläichzäiteg no neie Modeller vun Zesummeliwien. Wann een dës nei Modeller akzeptéiert, dann huet een eppes fir all Mënsch an och fir d'Kanner erreecht. Esou Etüden hëllef do kee Millimeter weider.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Madame Reuter. Dee leschte Riedner ass den Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Déi wirksamste Moosnam zur Bekämpfung vun de sozialen Ungläichheeten an der Familljepolitik - an dofir hätte mir am Fong geholl déi Etüd hei net gebraucht - ass haaptsächlech d'Kannergeld, an zwar als pauschal, egalitär Zouwendung un d'Familljen alleguer. Dat sinn awer och d'Zouwendunge fir déi eischt Liewensjoren, wéi d'Allocation de maternité, d'Allocation de naissance an d'éducation, oder och nach de Kannerzuschlag beim RMG, fir d'Bezéier vun dësem Revenu.

Am Schnëtt reduzéieren déi Moosnamen den Ënnerschied tëschent den Akommessen. Dat huet déi Etüd festgestallt, och wann ech zum Deel déi theoretisch Approche vun där Etüd e bësse kritiséieren, ähnlech wéi d'Madame Reuter dat elo just gemaach huet. Déi Zifferen sinn dat wäert, wat se wäert sinn. Mä ëmmerhi stelle se fest, dass déi Moosnamen den Ënnerschied tëschent den Akommessen ëm 0,89% reduzéieren, woubäi eleng d'Kannergeld den Écart ëm 0,74% erofsetzt. Fir eis ass also déi sou genannt vertikale Erofsetzung vun den Akommessënnerscheeder bei Leit, déi deiselwecht Kannerlaascht hunn awer ënnerschiedlech Revenuen, e ganz wichtigen Aspekt vun der Familljepolitik. Si ass esou wichtig wéi dat sou genannt horizontal Opfelle vun dem Gruef tësche Famillje mat Kanner a Familljen ouni Kanner mat deemselwechte Revenu.

D'Etüd bestätegt och, dass d'Steiervergünstegunge fir Kanner déi Akommesschéier erëm ausernaner driewen, an zwar ëm zirka 0,2%. Am Gesamteffekt bewirken all déi Moosnamen an der Familljepolitik, déi sech a Suen ausdrécken, e positiven Effekt op

d'Zréckgoe vun de sozialen Ungläichheeten. Et kënn awer och an der Etüd eraus - an dat wosste mir scho virduer -, dass dee kumuléierten Effekt vun enger Erhéijung vum Kannergeld, op där enger Säit, a vun enger Erofsetzung vun de Steierfräibeträg op där anerer Säit, dee Wee, dee vun der viregter Regierung jo ageschloen gi war, richtig war an och déi richteg Effeten hat op d'Reduzierung vun de sozialen Inégalitëten, an dass et schued ass, dass ënnert der heiteger Regierung mat där Politik opgehale ginn ass.

Net ënnersicht konnt gi vun der Etüd d'Auswirkung vun de Steierreforme vun 2001 an 2002 op d'Akommessituatioun vun de Stéit. Et kann een awer ouni grousse Risiko sech ze ieren dovunner ausgoen, dass domadder d'Schéier vun de Revenuen erëm ausernaner gängen ass, well besonnesch déi héich Revenuen hunn duerch déi Steierreform, a besonnesch duerch d'Festleeung vun engem Maximalsatz op 38%, méi Sue kriit an dat an engem Mooss, den net méi a Relation steet zum Beispill mat der Erhéijung vum Kannergeld, déi geschitt ass, oder mat der Erhéijung vum Mindestloun, oder mat dem Fait, dass verschidde Kategorie vu Leit elo keng Steiere méi brauchen ze bezuelen, oder souguer mat steierlechen Avantagé fir déi Mëttelakommesschéier.

Dobäi kann een awer dovunner ausgoen, menger Meenung no, dass et viru allem d'Konsumausgabe vun deene klengen a mëttlere Stéit sinn, déi d'Ekonomie ukuebelen. Ech si souguer iwwerzeugt, dass et e Lien gëtt an Europa tëschent der ekonomescher Depressioun, déi mir de Moment erliewen, an der Emverdeelung, déi an engem grousse Moossstab amgaangen ass iwwerall ze geschéien zu Gonschte vun deene méi héije Revenuen.

Ech sinn net fir eng selektiv Kannergeldpolitik just fir déi Aarm, well ech fannen, dass dat eng Kannergeldpolitik ass, déi bevordendend ass an déi och de Gläichheitsprinzip a Fro stellt. Iwwregens besteet d'Gefor dobäi, dass dann déi Grenz vun deenen, déi d'Kannergeld géife kréien, extrem niddreg géif ugesat ginn. Och vill Leit mat mëttlere Revenue brauchen awer d'Kannergeld, fir net an d'Aarmutt ofzerétschen.

Mir als Lénk trieden a fir erhéichte Pauschalzouwendunge fir all Familljen, déi fir jiddfer Famillje mat Kanner gläich sinn, an och am Iwwere fir all Kand gläich sinn, well - dat huet jo och déi Etüd hei bewisen - d'Käschte vun de Kanner klammen net mat der Zuel vun de Kanner. Et ass eisichter de Contraire de Fall, während awer d'Allocatioun gestaffelt sinn no uewen. Also misst een och do anriede fir gläich Kannerzoulage fir all Kand. Mir mengen och, dass d'Steieravantagé sollen ofgeschaaft ginn, dat heescht, dass d'Revenue sollen onofhängeg vun der Familljesituatioun besteiert ginn.

Et feelt mir hei natierlech un der Zäit fir op aner Aspekter anzugeen, déi awer vu menge Virriedner ugeschnidde gi sinn, wéi d'Wunnengspolitik oder d'Steierpolitik am Allgemengen, oder och mol nëmmen d'Finanzierung vum Kannergeld, wouzou awer vill ze soe wier. Well, wa vill driwwer geklot gëtt, dass keng Sue méi do sinn, da muss ee sech awer och mol iwwerleeen, wéi vill Milliarden u Steieren deene geschenkt gi sinn an deene leschte Joren, déi als Betrieb nach ëmmer grouss Profitter maachen, oder och deenen héije Revenuen geschenkt gi sinn. Dat sinn déi Suen, déi feelen, fir deenen, déi et wierklech néideg hätten, och effektiv ze hëllef.

Ech wëll awer nach e lescht Wuert soen iwwert d'Wichtigkeet vu kollektiven, öffentliche Infrastrukture fir déi Famillje mat Kanner. Et denkt een do un eisichter Linn u Crèchen, Garderien, Ganzdaagsschoul an esou weider. Ech mengen och, dass een d'Fro erëm muss méi offensiv stelle vu sozial gestaffelten Tariffer, souguer vun der Gratuitéit vun deenen Institutionen.

Et muss een och denken, wann ee vun öffentliche Infrastrukture schwätzt, un d'Déngschleeschungen an d'Geschäfte, déi d'Leit an hiren Uertschaften, an hire Quartieren hunn. Dat ass de Moment net geregelt. Dat wësse mer. Dat ass och marktwirtschaftlech net ze regelen. Do mussen öffentliche Hëllef kommen. Zum Beispill fir de Mëttelstand. Och op der Basis vun der Économie solidaire misste Moossname getraff ginn, fir dass déi néideg Déngschleeschunge fir d'Familljen op der Plaz garantiéiert si wou se wunnen.

M. le Président. - Här Urbany!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Jo, ech weess, meng Zäit ass ëm. Ech hunn zwar kee Compteur hei, mä ech weess et awer. Well ech gewinnt si mat der Schéier am Kapp hei ze liewen, weess ech instinktiv, dass meng Zäit eriwuer ass.

Duerfir halen ech elo direkt op mat der Bemierkung, dass dës Etüd misst erweidert, fortgesat an aktualiséiert ginn. Déi Chiffere baséieren deelweis op enger Situatioun vun 1998, an et ass och keng reell Erhiewung, do huet d'Madame Reuter Recht, iwwert d'Deierecht gemaach gi bei de Leit. Et sinn theoretisch Etüde gemaach ginn.

Viru allem misst op der Basis vun deene Konklusiounen, déi grosso modo richteg sinn, eng vill méi couragéiert Familljepolitik gemaach ginn, an dat no deene Prinzipie wéi ech se elo just versicht hunn opzezechnen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Ech wëll just bemierken, dass mer keng Motiounen virleien hunn, dass mer also no der Madame Jacobs hirer Stellungnahme direkt kënnen un déi zweet Interpellatioun eruugen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e bësse schwierig an 20 Minuten op déi vill Froen anzegeen, déi opgeworf goufen, wou ech eigentlech awer léiwer gehat hätt, mer kënnen e bësse méi laang iwwert dat diskutéieren, wouriwwer den Här Lux eigentlech seng Interpellatioun gemaach huet, an zwar fir lech ze soen, wat mer an deenen nächste Jore maachen, an net mussen drop anzegeen, op dat wat dann elo alles schlecht war a wat mer alles hätte missen anescht maachen, oder ech weess net wat. Ech weess awer, datt dat an der Chamber relativ schwierig ass.

Och wëll ech besonnesch deenen zwee leschten Intervenante soen, datt ee muss wësse wat fir eng Etüd ee wëllt. Wann een eng Etüd wëllt iwwert d'Transferts sociaux, da kann et net eng Etüd eleng iwwert d'Aarmutt sinn. Esou eng kann een duerchaus maachen. Dat wier sécher och sennvoll. Mä wann ee generell kuckt, ka bei enger Etüd nëmmen dat erauskommen, wat een an Optrag ginn huet.

Ech muss soen, datt mer elo am November 2003 déi Etüd diskutéieren, déi am März 2002 erauskomm ass, a wou een och generell gesäit, datt mir am Fong eng vill ze vill kuerz Period ëmmer huelen - an do ginn ech dem Här Urbany Recht -, an esou eng Etüd vill méi

laangfristeg misst ugeluegt sinn, dat heescht och iwwer méi Legislativperioden, fir datt déi Leit all déi Saache kënnen an hir Etüd erabringen an dat och méi laangfristeg kucken.

Wat soll esou eng Etüd? D'Regierung esou gutt wéi d'Chamber, d'Familljekommission, wéi och den Här Lux duerch seng Interpellatioun de Mëtteg, wollte wëssen, wéi d'Auswirkung vun de finanziellen Hëllef vum Stat bei de Famillje sinn, wéi zum Beispill d'Kannergeld, oder awer d'Steierermässigung vun deenen d'Famillje benefiziéieren. Ginn dës Mëttele richteg agesat? Wat ka verbessert ginn? A wéi? Sinn déi Transfertéit gerecht? Kënnen se administrativ vereinfacht ginn? An da kënn selbsterständlech, esou wéi dat de Mëtteg och de Fall war, ëmmer d'Fro op vun der Negativsteuer, déi bis elo awer a kengem Land agefouert gouf, jiddefalls net an hirer purer Form.

Mir hunn déi Negativsteuer als Element vum RMG. Mir hunn awer net all aner Hëllef ofgeschaaft, déi mer doriwwer eraus hunn. D'Familljepolitik huet fir mech eigentlech zwou Komponenten. Dat eent ass den Ausgleich iwwert d'Kannergeld fir Famillje mat Kanner, egal wéi d'Akommess ass, a wou et fir all Kand d'selwecht ass.

Mam Kannergeld kompenséiere mer zwoescht Famillje mat Kanner a Stéit ouni Kanner. Mir wëllen net, datt de Liewensniveau ze vill erofgeet, doduerch datt d'Leit Kanner kréien. D'Kannergeld an d'Mammerent sinn e Recht ouni Rücksicht op d'Akommess.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Zweet Komponent an der Familljepolitik ass de sozialen Ausgleich. An hei sinn déi Hëllef, déi un d'Akommess vun der Famill gebonne sinn. Ech denke besonnesch un den RMG, an un den Zouschoss, deen een do ka kréien beim Loyer. Dat sinn zwee Beispiller iwwert dat, wat am Laf vun de Joren - an de Paul-Henri Meyers huet se opgezilt - déi jeeeweileg Regierungen a Majoritéite wollten an och erreecht hunn.

Wann een awer méi geziilt op déi sozial Problemer ageet, wat et méi komplizéiert gëtt fir deenen eenzelen Situatiounen ze entsprechen. Den RMG ass dofir dat beschte Beispill. Weinstens all zwee Joer maache mer Ännerungen un dësem Gesetz fir nei Problemer ze léisen oder anerer ze verbesseren. Domat gëtt d'Gesetzgebung méi komplizéiert a manner transparent. Mä et ass onméiglech en einfache System op komplizéiert a vill-schichteg Froen ze fannen.

Wat hu mir an dëser Etüd erausfonnt?

1. D'Auswirkung vun dem Kannergeld an den anere Prestatiounen vun der Kannergeldskees. De Congé parental ass hei net mat a Betruecht gezu ginn, well mer dee Moment nach keng laang genuch Erfahrung doranner haten.

2. Den RMG.

3. D'Steiererleichterunge beim Akommess opgrond vun der Zuel vun de Kanner.

Net berücksichtegt goufen aus Zäitgrënn d'Auswirkungen op d'Hëllef beim Logement, déi ongeféier mat 200 Milliounen Euro am Budget dra stinn, wou och déi 80 Milliounen TVA derbäi gerechent sinn, déi erëm rembourséiert ginn. Net berücksichtegt goufen och d'Hëllef vun de Gemenge beim Logement. Ebenfalls net d'Zensverbëllegung opgrond vun der Zuel vun de Kanner. Direkt Transfertéit sinn ebenalls net gekuckt ginn.

D'Madame Reuter huet vun de Schoulbicher geschwat. Mir schwätzen awer net dervun, datt d'Schoul gratis zu Lëtzebuerg ass. Och dat kënn een duerchaus als een direkten Transfer gesinn.

Aner öffentlech Ausgabe wéi fir Sport, Kultur a Fräizäit goufen net mat gerechent. Ausgabe vum Stat an de Gemenge fir d'Garde vum de Kanner sinn ebenfalls net mat gerechent ginn.

Et ass vill de Mëtteg iwwert d'Krankeessen hei geschwat ginn. Emmerhi sinn 160.000 Kanner zu Lëtzebuerg mat affiliéiert. Net mat berücksichtegt goufen och Transferte bei den Iwwerliwensrente vum de Witwen, de Weesekanner wéi och d'Fleegeversicherung.

D'Etüd weist eis awer, wéi vill ee Kand wierklech zu Lëtzebuerg kascht, an dat ass am Fong keng theoretesch Rechnung, mä et ass eng praktesch Rechnung, déi gemaach gouf, a wou och déi eenzel Leit dozou gefrot goufen. Et gouf gerechent, wat eng erwuesse Persoun kascht vis-à-vis vum engem Kand. Dës Rechnung entsprécht de Lëtzebuerger Spezifisitéiten an ass wichteg fir zukünfteg ekonomesch Recherchen an am Familljebereich.

D'Etüd stellt een normative Präis pro Kand fest, an dat och no deem eenzelne Familljentyp. Mir gesinn och d'Käschtereduktioun jee no dem Familljentyp, no der Emverdeelung vum de sozialen Transferten.

D'Etüd ënnerscheet zwëschen Kanner ënner 14 Joer a Jugendlecher iwwer 14 Joer, déi duebel esou deier si wéi déi kleng Kanner. Zanter der Calot-Etüd wüsse mer, datt d'Kanner méi deier ginn, wat d'Akommes vum der Famill méi héich ass. Ech gi gären zou, datt dat an engem relative Sënn ass, net am direkte Sënn ass, well een, dee 50.000 Frang huet, huet nach ëmmer manner wéi een, deen 100.000 Frang huet. Dat ass ganz kloer. Mä, hei geet et jo drëm fir ze kucken, wéi datt dat sech alles auswierkt zwëschen deeneselwechte Kategorie vu Leit.

Well mer awer eenheetlecht Kannergeld ausbezuelen, ginn d'Käschte vum de Kanner a besser situéierte Famillje manner iwwer Transferts sociaux kompenséiert. Bei Leit mat klengem Akommes gi se entspriechend héich kompenséiert. D'Etüd seet, datt déi staatlech Hëlfelefen den theoreteschen an den normative Präis deelweis géifen iwwersteigen.

Eng interessant Feststellung ass, wat méi Kanner an enger Famill sinn, dat eenzelt Kand manner deier ass. An do ass et egal, wéi héich d'Akommes vum der Famill ass. Dat zweet Kand kascht 55% vum éischte Kand, an dat drëtt Kand kascht nach 28% vum zweete Kand a 16% vum éischte Kand.

35,9% vum de Famillje profitéiere vum Familljenvantage. De CEPS als Auteur vum der Etüd ënnerscheet zwëschen Bruttofamilljevirdel, dat heescht wann een d'Leeschungen, déi ee kritt, eleng kuckt, oder wann een den Netto kuckt, dat heescht wann och d'Steiere vum de Familljen ofgerechent goufen, déi och gäre gebraucht gi fir d'Familljepolitik ze bezuelen.

Am enke Sënn heescht dat, datt de Familljevirdel an der Moyenne 13,7% vum Revenu disponible ausmécht, oder 639 Euro de Mount. Wann een dann d'Steiere mat arechent, bleiwen nach 578 Euro. Dat heescht, wat d'Akommes méi héich ass, méi Steiere bezuelt ginn an de Familljenvantage méi kleng gëtt an op 518 Euro erofgeet. Bei méi klengen Akommes bleift an deenen zwou Rechnungshypothesen de Familljenvantage deeselwechte mat 610 Euro pro Mount.

Wéi gesäit d'Kompensatioun aus a Famillje mat méi Kanner? De mëttleren Ausgleich ass 24,4% vum Käschtepunkt pro Kand. Sinn drai Kanner an der Famill, déi manner wéi 14 Joer hunn, ass d'Kompensatioun 50%, a bei Kanner iwwer 14 Joer sinn et 43%.

Bei den Elengerzéier an Elengerzéierinnen ass d'Kompensatioun

43%. Wann zwee Elterendeeler do sinn ass se 23%.

Kleng Akommes hunn an der Moyenne 60% u Familljenvantage. Héich Akommes nëmmen nach 14,4%. Bei eenzelne ganz décke Verdénger geet et esouguer op minus 2% erf. Op néng vum zéng Stéit mat Kanner ass d'Kompensatioun iwwer 40%. Generell kann ee soen, datt wierklech déi ganz Transferten, wéi mer se am Laf vum de Jore gemaach hunn, ouni Zweifel méi avantagéis si vis-à-vis vu Leit mat klengem Akommes a mat méi Kanner, wéi den ëmgekeierte Wee.

Aus der Siicht vum der vertikaler Gerechtegkeet stellt een och fest, dass d'Familljepolitik déi manner Räich avantagéiert an domadder och probéiert d'Ongläichheeten aus dem Liewen ze verbesseren. Verbesserungéi kënne selbstverständlech ëmmer gemaach ginn an dat virun allem wann d'Finanzmittel et ausweisen. An deser Legislaturperiod sinn eng Rei Verbesserungen an Erhéijunge gemaach ginn. Ech gesinn de Moment kee Spurt fir 2004 - och net wann et e Wahljoer ass - fir zousätzlech Verbesserungen ze maachen. Ech denken, datt bei besserer Finanzen zousätzlech Verbesserungen kënne gemaach ginn, besonnesch bei Kanner déi iwwer 14 Joer al sinn, well ebe festgestallt gouf, datt si méi deier si wéi kleng Kanner a manner gutt kompenséiert sinn.

Generell muss ech soen, datt ech mat de Resultater vum deser Etüd zefridde sinn, déi eis allegueren eng gutt Zensur gëtt, well déi jee-weileg Parteien, déi hei an der Chamber sinn, normalerweis dat ëmmer alles matgedroen hunn, wat d'Emverdeele vum de Staatsgelder fir d'Familljen ausmécht. Mir wëssen, datt mir an Europa Spétzreider sinn am Kannergeld an et gëtt och kaum e Land wou nach bis zum Alter vu 27 Joer Kannergeld bezuelt gëtt.

Mir hunn an deser Legislaturperiod d'Kannergeld ëm 1.000 Frang pro Kand a pro Mount erhéicht a mir hunn dat ebenfalls gemaach beim Kannergeld fir behënnert Kanner. Aner Verbesserung goufe gemaach, zum Beispill d'Ausdehnung op d'Grousselteren als Familljegrupp. Den Délai vum der Verjähung ass vum engem Joer op zwee Joer eropgaangen. Niewent dem Kannergeld besteet d'Allocation de rentrée scolaire mat Majoratioune wann d'Kanner sechs respektiv zwielf Joer al sinn. D'Erzéiungszoulag gouf ausgedehnt a mir hunn och do dem Faktor vum deem eenzelne Kand Rechnung gedroen, wou elo all Kand pro zwee Joer déi d'Erzéiungszoulag ausbezuelen gëtt, och bei Zwillingen an och bei Kanner, déi mateneen adoptéiert goufen.

De Moment ass d'Erzéiungszoulag 461,65 Euro de Mount an der Vollzäit an 230,79 an der Deelzäit. D'Gebuertsprime mécht am Total 1.656,30 Euro aus an d'Allocation de maternité 2.954,77. De Congé parental, dee wéi gesot an deser Etüd net gekuckt gouf, ass ausgedehnt ginn op all eenzelt Kand. Och Zwillingen hunn an Zukunft sechs Méint zegutt an net wéi bis elo aacht Méint. Pro Mount mécht dat 1.635 Euro aus fir sechs Méint oder 817 Euro de Mount fir zwielf Méint. Et ass identesch mat der Erzéiungszoulag an et sinn eng Partie Verännerunge virgesinn. De Projet ass déposéiert an der Chamber a mir haten och déi éischt Diskussioun an der Spezialkommissioun doriwwer.

De Congé parental mécht pro Joer 34,966 Milliounen Euro aus, déi en de Statsbudget kascht. An anere Länner läit de Congé parental ëm maximum 20.000 Lëtzebuerger Frang de Mount, deen och nach zum Deel vum de Betriber bezuelt gëtt. Mir sinn also méi generéis bei den Elteren a mir belauschten d'Betriber finanziell net. International Recherchen hunn erginn, datt

de Congé parental geholl gëtt oder net geholl gëtt, jee nodeem wéi e finanziell interessant ass fir déi betraffe Familljen. Dat erkläert, firwat datt méi Frae wéi Männer de Congé parental huelen, well d'Männer iwwerall op der Welt bis haut nach ëmmer méi verdénge wéi d'Fraen.

Ech wëllt der Chamber och eng Partie vum Zuele soen, déi ee sécher als Transferts sociaux kann ugesinn, well mer haut de Mëtteg eigentlech bal nëmmen iwwer kleng Kanner geschwat hunn. Et gëtt nach aner Leit an eiser Gesellschaft, déi och ënnert d'Transferts sociaux falen an ech denken do besonnesch un den Accueil gérontologique, dat heescht de Pensionspräis an de Centres intégrés oder an de Fleegehaiser, wou de Stat iwwert de Fonds de Solidarité de Pensionspräis bis zu engem Maximum vum 75.000 Frang bezillt - ech schwätzen nach ëmmer an deenen ale Lëtzebuerger Frang, well ech dat nach besser am Kapp hu wéi dat anert, ech entschëllege mech dofir -, wann de Pensionär dat selwer net bezuele kann. D'Persoun behält ongeféier 8.000 Frang Taschengeld de Mount, a beim Doud vum der Persoun behalen d'Kanner d'Recht op eng Ierfschaft an der Héicht vu 7,2 Milliounen Lëtzebuerger Frang. Wann d'Ierfschaft méi héich ass, huet de Fong d'Recht déi Zomm erëmze-fro bis op den Niveau vu 7,2 Milliounen. D'lescht Joer hunn dovunner 931 Persoun profitéiert an et huet de Statsbudget 4,9 Milliounen Euro kascht.

En zweete Punkt an deem Kontext ass sécher och déi fleegebedürfteg Leit an do wëll ech just d'Zuelen nenne vum der Assurance dépendance, op déi de Mëtteg kuerz hei agaange ginn ass. D'Joer 2002 zitéiert de Rapport mat 335.382.444 Euro, déi do bezuelt goufen.

De Forfait d'éducation oder d'Mamrent, an hei geet et ëm déi 3.000 Frang, déi d'Mamm pro Mount ausbezuelen kritt, deene Mammen oder Pappen, déi bis elo d'Erzéiungsaarbecht vum hire Kanner net uerkannt kritt hunn, Leit, déi weder Erzéiungszäiten nach Babyjoren, nach RMG oder Complément bei der Pension kritt hu fir hir Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg gebuer goufen. Den 2. Oktober dést Joer waren 38.526 Demanden do an 28.642 Dossieré si liquidéiert. Et bleiwen also nach ronn 9.800 Dossieren, déi amgang sinn traitéiert ze ginn. Dës Moosnam steet am Budget mat 45 Milliounen Euro d'Joer. Ech wollt des Moosnam an hire finanziellen Impact eng Kéier nennen, well se jo och eis Famillje betrëfft. Déi eeler Leit gehéieren zu eiser Gesellschaft, si hunn de Räichtum mat erschafft a sollen och dovunner profitéieren an derbäi kënnen, wann den Elteren an de Grousselteren hir Renten net géifen duergoen, missen d'Kanner jo fir si bezuele wann de Stat et net géif maachen, an et hätt also eng direkt Auswirkung op déi finanziell Situatioun vum deene méi jonke Familljen.

Net chiffréiere kann ech den Impact vum der Immunisatioun vum 20 op 30% vum RMG fir eeler Leit, déi kleng Renten haten an domat bis zu 12.000 Frang méi konnte kréien. Den RMG ass ëm 15,85% eropgaangen, wéi mer am Joer 2000 den Alter vum 30 op 25 Joer, fir den RMG ze kréien, erfogesat hunn.

D'Zuel vum de Familljen, déi vum der Immunisatioun vum 20 op 30% profitéieren, ass ëm 13% eropgaangen. Heirënnen falen awer net nëmmen d'Leit, déi an enger Rent sinn an déi do de Complément kréien, mä och déi Leit, déi schaffe ginn. Mir rechne beim RMG mat enger Ausgab fir 2003 vu 84.889.000 Euro.

Just e Wuert iwwert de Surendement, wou bis 2002 an deenen zwee Servicer 520 Demanden erakomm sinn an ech denken, et misst een eng aner Kéier vläicht e bësse méi dorobber goen.

Fir e Gesamtbild ze maache misst ee vill Punkte mat berücksichtigen. Ech denken zum Beispill un d'Jugend, wou mer an deene leschte Jore ganz erheblech Ausgabe gemaach hunn, wou mer vum 2.000 vum 1.867.000 op 3.112.000 Euro eropgaange sinn a wou och déi 50%, déi d'Gemengen an déi Jugendhaiser mat investéieren, net berücksichtegt ginn. Wahrscheinlech géife vill Jugendlecher net méi an d'Jugendhaiser kommen a matmaachen, wa mer op de Wee géife goen, fir den Elteren dofir och Geld ze froen. Mir hätten awer domat d'Zil verpasst fir all Jugendlecher op ze sinn, hinnen eng sénnvoll Fräizäitbeschäftegung ze erméiglechen, andeems se mat deenen neie Medië sech kënne beschäftigen.

En anere Punkt, dee sécher ënnert Transferts sociaux fällt ass d'Dépenses, déi mer maachen am Behënnerteberäich. Ech kommen dorobber herno an där nächster Interpellatioun zréck.

Besonnesch hat och den Här Lux iwwert d'Opfangstrukturen, hir Zuel, hire Präis, hir ekonomesch Bedeutung an de Choix vum den Elteren, fir auswäerts ze schaffen oder sech exklusiv ëm d'Kannererzéiung ze këmmen, Froe gestallt. Aus der Frostellung eleng geet er vir, wéi villschichtig a komplex d'Antwerte musse sinn. Et geet net duer nëmmen an der Zuel genuch Plaz fir Kanner ze hunn zu engem annehmbare Präis. Vill Eltere stelle sech d'Fro vum hirer Responsabilitéit vis-à-vis vum hire Kanner, déi si selwer wëlle maachen oder ob si se an eng Crèche ginn. Si froe sech, ob et richtig ass, ob et besser ass, datt ee vum den Elteren doheem bleift. Si froe sech awer och, ob se sech et finanziell kënne leeschten op eng Pai ze verzichten. Wat bleibt iwwer wa mer d'Crèche bezuelt hu vum enger Pai? Wëllt ee vum den Eltere säi Beruf oder seng Carrière opginn? Leit mat klenge Paien, Elengerzéier an Elengerzéierinnen hunn dacks net de Choix an dat ass de Mëtteg méi dacks hei gesot ginn, fir entweder berufstäteg ze sinn oder exklusiv Erzéier ze sinn.

Eng aner Fro, déi ee sech muss stellen ass, ob et an deenen Zäite sénnvoll ass, wou méi Chômage ass, eng Plaz opzeginn an ze risquéieren, datt d'Famill op eemol keng Pai méi huet a séier an d'Prékariéit an an d'Aarmutt ka kommen. 50% vum de Mariagé gi gescheet mam Risiko, datt besonnesch vill Frae sech am RMG ermënnen. Wéi wäit sinn dann nach wierklech Choixé méiglech? Mir hunn d'Flicht d'Elteren op all déi Froen opmierksam ze maachen an hinnen ass et selbstverständlech iwwerlooss, sech fir déi eng oder déi aner Méiglechkeet ze entscheiden.

Am Joer 2002 hu 582 Leit an de konventionéierte Crèchen 2.244 Kanner encadréiert a si hunn eng Pai bezuelt kritt vum am Ganzen 20.532.000 Euro. A véier Joer sinn 30% méi Plaz geschafte gi si wéi mer der bis dohinner haten. An de kommerzielle Crèche sti 1.720 Plaz fir d'Kanner zur Verfügung a 493 Kanner ginn an de Famillje betreit iwwert de Service vum Placement familial.

D'Fro vum dem Präis. De Finanzement am Kader vum der sozialer Emverdeelung hânt vum verschiddene Facteuren of. Kleng Kanner vum null bis véier Joer si méi deier wéi Schoulkanner, well si méi Personal brauchen. Déi öffentlech Infrastrukturen, zum Beispill Gemeengerechen, sinn dacks méi deier wéi déi kommerziell Crèchen. De Gestehungspräis an de konventionéierte Crèchen ass méi héich wéi an de kommerziellen, well an deene konventionéierte Crèche méi di-

ploméiert Personal schafft an och do e Kollektivvertrag besteet, deen op de Gehälter vum dem öffentleche Secteur baséiert.

An de kommerzielle Crèche setzt de Präis sech zesammen aus dem reelle Präis, dem Benefiss, dee gemaach gëtt, mä awer och op Basis vum dem Präis vum der Konkurrenz. Hei kascht d'Plaz fir all Kand datselwecht. An de konventionéierte Crèche bezuelen d'Leit no hirem Akommes. Mä jiddferree muss eng Partie bezuelen. Déi Leit mat héijem Akommes bezuele vill, respektiv dee ganze Präis, an déi Leit mat manner Akommes jee no dem Barème. Dës Method applizéiere mir als Familljeministère bei de konventionéierte Crèchen, mä och an deene kommerzielle Crèche wou mir Plaze lounen. Dat heescht, d'Eltere bezuelen dee Präis, dee si och géifen an enger konventionéierter Crèche bezuelen, an de Stat leet deen Deel bäi, deen do feelt. Fir mech ass dat och eng korrekt Emverdeelung vum den öffentleche Mëttelen.

Bei de Schoulkanner ass des Approche méi schwierig, well et ëmstänneg ass, d'Akommes vum den Elteren ze rechnen. Mir hunn de Gemenge proposéiert, fennef Euro pro Mëttegiessen ze froen. 18 vum 41 Gemengen, déi dese Service ubidden, hunn och dat festgehalten. E feste Montant, deen net de Gestehungspräis ass, war den Avantage vum der einfacher Uwendung. Hien huet awer den Nodeel, datt keen dee richtige Präis bezillt, och déi Elteren net, déi en déckert Akommes hunn, an da kann ee selbstverständlech froen, ob dat nach eng sozial Emverdeelung ass.

Ech wëll just eng Kéier déi Zuele soen. Mir hunn de Moment 86 Servicer an 41 Gemenge wat d'Restauration scolaire ubelaangt. Mir hu 36 Servicer vum de Foyer-de-jouren an zwielf Gemengen, an d'Hausaufgabenhëllef gëtt an 53 Servicer vum 32 Gemengen ugebueden. Wichteg fir all Familljen ass, datt een eng Plaz zur Verfügung huet, déi hirem Akommes entsprécht.

Grouss Efforte sinn an deene leschte Jore vum Stat an de Gemenge gemaach gi fir Crèchen a Structure-d'accueil fir Schoulkanner. Dës Offrë musse selbstverständlech virun ausgebaut ginn.

Ech sinn awer mat all deenen och d'accord, déi de Mëtteg hei gesot hunn, datt mer op aner Modeller kommen. Ech denken zum Beispill u méi e systemateschen Ausbau vum den Dagesmammen, méi flexibel Öffnungszäiten an och Vakanzenangebotes fir deenen Eltere méi entgéintzekommen, déi dann net Vakanz hunn. Bei den Dagesmammen an Dagespappe muss ee selbstverständlech och eng Formation virgesinn, zum Beispill d'Aide socio-familiale.

Et ass och wichteg, datt déi Leit eng sozial Ofsicherung hunn. D'Méiglechkeet vu Formatioun a vu Supervisioun muss ugebuede ginn, an och wier ze kucken ob et méiglech ass, dass déi Leit zousätzlech Qualifikatioune kënne kréien, fir aus deem doten Emploi erauszekommen an op aner Posté kënne kommen. Selbstverständlech kënn och déi Persoun an d'Famill schaffe kommen an domat d'Liewe vum den Eltere méi licht maachen. Do misst een iwwer steierlech Moosnamen nodenken.

Wichteg wier et fir e Réseau ze hunn, deen interaktiv matenee géng funktionéieren, zum Beispill wann e Kand krank ass, datt dann eng Dagesmamm kënn heemkommen oder d'Kand bei sech géif ophuelen. Wann d'Dagesmamm krank ass, datt dann d'Crèche géng dépanéieren an d'Kand bei si kënn kommen. Wichteg wieren awer och an eiser Zäit Modeller fir d'Pappen an d'Mammen. Do ginn ech dem Här Lux Recht: Jiddferree kënn schaffe goen, jiddferree hätt d'Méiglechkeet sech ëm d'Famill ze këmmen, an dat wier sécher

gutt fir d'Kanner. Et wier och gutt fir d'Famill. Dat wat gutt ass fir d'Kanner a fir d'Elteren ass sécher och gutt fir eist Land. Ech wëll do nach eng kéier op den demographesche Facteur hiweisen, deen de Mëtteg méi wéi eng kéier hei ervirgehewe ginn ass.

Ouni Kanner hu mer keng Zukunft, weder fir eis nach fir eist Land. Mir mussen ausser finanziellen Ureizer virun allem kucken - an do sinn ech mat all deenen d'accord, déi dat och gesot hunn, - fir kanner- a familjefrëndlech Ëmfelder ze schaffen, wou déi jonk Leit frou si Kanner ze kréien.

Et huet eis alleguete gutt gefall, wat den Här Meyers gesot huet: Kanner sinn net nëmmen eppes wat Geld kascht a wat Aarbecht mécht, mä jiddfereen, esou denken ech, deen der kritt, kritt se well e frou ass mat Kanner, well e sech dovunner och eppes aneschters erwaart wéi nëmme just Aarbecht a Belaaschtung. Virun allem kann et och eng grouss Selbstzefriddenheet si fir d'Elteren, déi déi Kanner hunn, an dofir mer musse kucken, datt weder déi Leit, déi zu zwee schaffe ginn, benodelegt sinn, nach déi wou een doheem bleift. Op Grond dovunner wäerten an deenen nächste Méint sécher spannend Erausforderungen op eis alleguerten duerkommen. Mer-ci, Här President.

M. le Président. - Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun vun där Interpellatioun ukomm a mir gin zum nächste Punkt iwwer, d'Interpellatioun vun Här Camille Gira iwwer d'Politik fir déi handicapéiert Leit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn agedroen: d'Madame Frank, den Här Lux, d'Madame Nagel an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellation, den honorabelen Här Camille Gira.

4. Interpellation de M. Camille Gira au sujet de la politique pour personnes handicapées

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), *interpellateur*. - „Näischt iwwert eis unni eis“, esou ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bekanntlech de Slogan vum Joer vum Handicap. Näischt iwwert eis unni eis, besser wéi mat deem Slogan kann een eigentlech net resüméieren em wéi e fundamentale Wäertewandel, Paradigmewissel et am Beräich vun der Politik fir déi handicapéiert Leit geet. No enger laanger, laanger Zäit vun Exklusivitioun iwwert eng Periode vu Protektioun an Assistance geet et haut drëm, eng handicapéiert Persoun als autonomen a gläichberechtete Mënsch unzeerkennen, oder wéi d'Charta vum Conseil de l'Europe 1996 festgehale huet: All handicapéiert Persoun huet d'Recht op Autonomie, sozial Integratioun a Participatioun um Liewe vun der Gemeinschaft.

Ech wollt vum Joer vum Handicap profitéieren fir ze kucken wéi wäit mer zu Lëtzebuerg mat deem Paradigmewissel sinn, fir ze kucken ob déi Lëtzebuurger Regierung eng Strategie huet, ob se Konzepter entwéckelt huet fir dat, wat an der Charta vum Conseil de l'Europe steet a wat am Traité vum Amsterdam festgehale gouf, ëmzesetzen. Ech war awer och der Meinung, dass et der Chamber eigentlech gutt zu Gesicht géing stoen, sech dëst Joer op d'mannst eemol e bësse méi fundamental mat dëser Problematik insgesamt ze beschäftegen. Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Interpellatioun.

Et konnt ee verfollegen, dass dëst Joer vum Handicap esou munches bewierkt huet. Souwuel vum Familjeminiistère aus wéi vun den ONGen ass villen a Bewegung komm. Och dezentral an de Gemenge konnt ee gesinn, dass probéiert

ginn ass, den Thema Handicap zu engem Sujet ze maachen. An och um legislative Plang si mer e wichtige Schrëtt virukomm mam Vote zum Gesetz iwwert de Revenu vun de personnes handicapées. Ech war also relativ optimistesesch fir an der Interpellatioun e positive Bilan kënnen ze zéien. Ech hat och d'Hoffnung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass ee kéint vun der Dynamik vum Joer vum Handicap profitéieren fir mat der Diskussioun vun haut zesammen den Dossier alt erëm e kleng Schrëtt weiderzebréngen.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dunn ass eppes Onerwaartenes geschitt: De 15. Oktober huet d'Madame Brasseur zwee Schoulegesetze déposéiert, d'Loi de base an d'Gesetz iwwert de Primärschoulsunterrecht. An duerch dëst Gesetz gëtt d'Décision d'orientation vun den Elteren ofgeschaf. An Zukunft hëlt d'CMPP nationale d'Décision, wou Kanner mat Besoins éducatifs spéciaux - wat selbstverständlech net nëmme Kanner mat engem Handicap sinn, och anerer, mä awer och Kanner mat Handicap - an d'Schoul ginn. An domat schafe mer, ob ee wëllt oder net, d'Recht vun den Elteren, selwer ze decidéieren wou hir Kanner an d'Schoul ginn, of. An dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Doud vun der Integratioun vun den handicapéierte Kanner an den normale Schoulbetrieb.

Dës Virgoensweis ass an eisen Aen net novollzéierbar, jo, si ass onverstandlech. Si ass an eisen Aen och contraire zu allen Texter an zu der Politik vun dëser Regierung an och vun de Regierunge vu virdrun. A si mécht an eisen Ae vill, ganz vill aner Beméiunge futti, well, Dir Dammen an Dir Hären, wéi wëlle mer jee deen néidege Paradigmewissel an de Käpp vollzéien, wann net iwwer de Wee vun der nächster Generatioun? Wéi soll et jeemools zu engem normalen Zesummeliewen tëschent handicapéierten an net handicapéierte Mënsche kommen, wa se dat net zesammen an der Schoul léieren? A wéi kënnen mer erwaarden, dass zukünfteg Patronen handicapéiert Leit eng Aarbechtsplaz schaffen, wa se net selwer an der Schoul erlieft hu wéi eng immens Fäegkeeten esou Leit beherrschen? Fir betraffen Elteren ze zitieren: Dat do ass net "back to basics", dat do ass just nach "back".

Et ass an den A vum der grénger Fraktioun onverzeilech, dass dat do geschitt ass, an ech muss lech ganz éierlech soen, et iwwerrascht eis eigentlech och elo net, dass während deem ganze Joer vill Aktionne gelaf si vu ville Stellen aus, vu ville Ministären aus. Ech ka mech awer net erënneren eng konkret Aktioun vum Educationsminiistère erlieft ze hunn, déi probéiert hätt d'Integratioun vu Kanner an déi normal Schoul ze förderen. Ech wäert dorop zrëckkommen.

Et ass sécherlech net einfach. Do streide mer guer net driwwer. Et iwwerrascht mech elo manner, dass eigentlech vun där Säit keng konkret Aktiounen an deemem Joer komm sinn. Et iwwerrascht mech awer, muss ech soen, dass d'CSV am Allgemengen, an d'Madame Jacobs am Speziellen dëse Projet de loi, dee jo, huelen ech un, am Conseil de Gouvernement ofgeseent ginn ass, mat gedroen hunn.

Ech hoffen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Statsrot eng Opposition formelle wäert maachen, wéi en dat schonn 1994 gemaach hat bei engem ähnleche Versuch dëst Recht vun den Elteren ofzeschaffen. Ech si mer sécher, dass eng ganz ferme Opposition aus de concernéierte Kreesser wäert kommen, an ech hoffe wierklech, a maachen en Appel un déi zwou Majoritéitsparteien, dass nach Asicht kënn an déi do Décision nach eng kéier réckgänge gemaach gëtt, well et wier wierklech net gutt, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Ge-

schicht misst festhalen, dass grad am Joer vum Handicap d'Integratioun vun den handicapéierte Kanner an déi normal Schoul de facto ofgeschaf gi wier.

Dëse Virstouss vum Educationsminiistère weist awer och drop hin, dass am legislative Beräich awer nach eng Rei Hausaufgaben am Kontext Handicap ze erleedege sinn. Ech gesinn der virun allem dräi, dovun zwou méi fundamentaler.

Et gëtt héich Zäit, dass mer d'Net-Diskriminierung an d'Verfassung aschreiwien. Do besteet zënter Joren an deem Haus hei e Konsens. Et war eigentlech scho virun de Wahlen vun 1999 eng Proposition de texte do. Et war awer net méi duergaangen déi ze arrétéieren. Ech hu mer elo soe gelooss, dass duerch de Fait, dass am Artikel 11, wou et hei drëm geet, nach ganz aner Dispositionne mat mussen diskutéiert ginn, déi méi schwierig sinn a wou anscheinend manner Konsens besteet, wéi iwwert dëse Saz iwwert d'Net-Diskriminierung, den Hickhack erëm hin- an hiergeet. Et ass elo erëm en Text beim Statsrot.

M. Jean Asselborn (LSAP). - Et ass am Dialog mam Conseil d'État, wou d'Problemer sinn.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), *interpellateur*. - Da géing ech en Appel un d'Leit aus där Kommissioun maachen, dass se intervenéieren beim Statsrot a wierklech insistéieren, dass mer den Artikel 11 nach evakuéiert kréie virun de Wahlen vum 13. Juni. Ech menge schonn, dass et souwuel vun der Symbolik hier, mä awer och vum Text selwer hier, wichteg ass, dass d'Net-Diskriminierung endlech an d'Verfassung ageschriwwe gëtt.

Déi zweet Mesure gesinn ech eigentlech en Niveau drënner, an zwar si mer der Meinung, dass et och gutt wier, wa mer nieft deene ville legislativen Texter, déi mer hunn, och géingen dat Gesetz maachen, wat, wann ee logesch gewiescht wier, eigentlech dat éischt hätt solle si, mä déi Zäit ware mer alleguerten nach net esou wäit, nämlech eng Loi-cadre iwwert d'Problematik Handicap, esou wéi eent an Däitschland verabschied ginn ass: D'Gesetz „zur Gleichstellung behinderter Menschen“. Ech weess och, dass ee mat nach engem neie Gesetz an och engem Loi-cadre net vun haut op muer sämtlech Problemer léist, mä wann een dat däitscht Gesetz liest, da stellt een awer fest, do ginn eng Rei fundamental Rechter festgehale. Et ginn eng Rei Ziler definéiert. D'Rechter vun de concernéierten ONGen gi präziséiert. Begreffer wéi „Barrierefreiheit“ ginn explizéiert, an et ginn och Moyenen duergestallt, zum Beispill „Zielvereinbarungen“ fir dës Barrierefräiheet ze errechen.

Mir sinn der Meinung, dass ee sollt sech mat de concernéierten ONGen, déi vill Know-how an deem Beräich hunn, zesammesetzen an esou eng Loi-cadre ausschaffen. Ech hunn an deem Sënn eng Motioun verfasst.

Ech sinn net der Meinung, wéi den Här Lux, dass et net méi Sënn mécht Motiounen hei ze déposéieren. Den Här Weiler seet eis an dem ganze Land jo permanent, an e schreift et och, zumindest d'CSV-Fraktioun wär nach net am Wahlkampf a se wär nach ganz fläisseg, an dës Regierung géing bis dee leschten Dag schaffen. Ech mengen, da mécht et jo och hoffentlech nach Sënn, dass een hei ka Motiounen déposéieren, an näischt verhënnert, zumol an esou engem Beräich wéi deem heiten, wou bei enger Loi-cadre sécherlech déi politesch Differenzen net riseg grouss wäerte sinn, dass ee sech nach zesammesetzt an zumindest ee Ge-

setz ausschafft. Näischt hënnert dann eng zukünfteg Majoritéit drun, deen Text ze huelen, vläicht och nach ze iwwerschaffen. Duerfir géing ech mer erlaben dës Motioun hei ze déposéieren. Ech wäert all meng Motiounen - zumindest de Moment - mat enger Ennerschrëft nëmmen déposéieren, vläicht fanne sech nach aner Leit, déi bereet sinn se ze ënnerschreiwien, virun allem aus der Majoritéit, fir dass mer e Schratt weiderkommen an deemem Kontext.

Motion 3

La Chambre des Députés,
- *saluant les différentes dispositions prises les dernières années par le Gouvernement en faveur des personnes handicapées ;*

- *saluant les campagnes de sensibilisation et les appels à la bonne volonté destinés à inciter les différents acteurs de mettre en œuvre des mesures visant l'amélioration de l'intégration des personnes handicapées ;*

- *constatant que malgré ces efforts, des déficits importants persistent au niveau de la mise en œuvre des textes législatifs existants ;*

- *constatant en outre que des lacunes existent au niveau législatif et que les personnes handicapées ne peuvent toujours pas participer de la même façon que les personnes non handicapées à tous les niveaux de la vie quotidienne;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer, sur base du Plan d'action en faveur des personnes handicapées et en étroite collaboration avec les organisations concernées, une loi-cadre proposant un concept global d'intégration et de non-discrimination, qui permet aux personnes handicapées le plein accès à toutes les ressources de la société en garantissant leur autonomie, leur insertion et leur non-discrimination.*

(s.) Camille Gira.

Dann nach eng drëtt legislativ Mesure, déi mir gesinn, déi vläicht méi spezifesch ass, mä där een awer ëmmer erëm begeint, wann ee mat de concernéierte Leit an de concernéierte Kreesser schwätzt, an dat ass d'Problematik vun den Tutellen.

Dir wësst, dass vill vun deenen handicapéierte Leit eng Tutelle brauchen, dass se och eng hunn, awer dass bei ganz ville Leit hire Préposé de tutelle eng Persoun ass aus där Institution, wou se selwer ënnerbruecht sinn. Ech wëll beileiwien hei kengem Mënsch eppes ënnerstellen, mä wann een dat awer vu bausse kuckt, an dat krut een och confirméiert, dann ass dat awer keng esou eng glécklech Situatioun, wann déi Leit, déi responsabel si fir déi aldeegleech Organisatioun vun deene Leit, gläichzäiteg responsabel si fir d'Tutelle. Dat kann zu Konflikter féieren. Dat kann awer och dozou féieren, dass behënnert Leit eigentlech kaum nach iergendee kleng Beräich vu Privatsphär hunn, an dofir géinge mer proposéieren déi ganz Tutelle vläicht awer nach eng kéier op de Leescht ze huelen, ze kucken, ob muss légiféiert ginn, wou an a wéi engem Beräich.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Virun allem wëllt ech eng Motioun déposéieren fir en onofhängege Service de tutelle ze kréieren, wou een objektiv an onofhängeg Fachleit géing domat beschäftegen, an d'Gérance vun den Tutellen deene Leit confiéieren. Mir sinn der Meinung, dass dat och e wichtige Beräich ass, fir dass e bësse méi Onofhängegkeet fir déi concernéiert Leit zustane kënn.

Motion 2

La Chambre des Députés,
considérant que

- *maintes personnes présentant un grave handicap vivent en institution sous tutelle ;*

- *que la gérance de cette tutelle est en général confiée à un/une préposé-e appartenant au personnel administratif de cette institution ;*

- *que cette situation risque de conduire à un manque de respect de la vie privée des personnes handicapées ;*

invite le Gouvernement

- *à créer un service de tutelle composé d'un pool de personnes qualifiées auxquelles est confiée la gérance de tutelle de ces personnes.*

(s.) Camille Gira.

Do dernieft, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass och scho bei der Diskussioun iwwert d'Loi sur le revenu ervirgehewe ginn, wou mer eis zimlech eens waren, dass et eigentlech net un de Gesetzter feelt, mä dass et éischer un hirer konkreter Ëmsetzung feelt. Ech géing an där kuerzer Zäit, déi mer zur Verfügung steet, probéieren déi wichtigst vun deenen Defiziten do opzeweisen, an zwar iwwer sechs verschidde Punkten, déi ech a Kuerzform hei wëllt évoquéieren.

Fir d'éischt d'Structures d'accueil an de Logement. Et kann ee behaupten, mengen ech, dass am Beräich vun den Erwuessenen eng ganz Rei Efforten an deene leschte Joren a Jorzéngte gemaach si ginn. Et sinn nach Projeten ënnerwee, esou dass een dovun aus ka goen, dass d'Besoin relativ gutt ofgedeckt sinn. Ech wollt awer d'Ministesch froen: Ass eng generell Etüd eng kéier gemaach ginn? Leien Zuele vir? Wéi grouss sinn d'Besoinen a besteet um Niveau vum Ministère eng Planifikatioun, wéi et an deenen nächste Jore soll weidergoen?

Wat een awer ganz kloer gesot kritt aus de concernéierte Kreesser, dat ass, dass e grouse Problem besteet am Kannerberäich, besonnesch am Klengkannerberäich. Sécherlech gëtt et op där enger Säit déi sou genannt EBS-Stonnen an de konventionéierte Crèchen, wou d'Méiglechkeet besteet Kanner mat engem Handicap ze integréieren. Wat ze begrëssen ass. Wat och op ville Plazen an der Vergaangenheet scho gutt funktionéiert huet, a wou déi jeeweileg Crèche dann eng Rei zousätzlech Erzéierstonne kritt, fir dës Kanner wierklech genee ze suivéieren. Et kann awer gutt méiglech sinn, dass do dernieft nach Besoins spéciaux existéieren. An do gëtt et awer, hunn ech mer soe gelooss, praktesch keng Structures d'accueil spécifiques. Och wann ech d'accord sinn, dass et sécherlech net einfach ass, dës Besoinen ze cernéieren, erauszefanne wéi vill et der sinn, kann een awer vläicht eng Gréisstenerdung kréien, well wa mer ni froen, gi mer och ni gewuer wéi grouss dass d'Besoin sinn. A wann ee keng Besoinen huet, da kann een och vum Ministère aus mam beschte Wëlle keng Planifikatioun virgesinn. Dofir wëll ech dann och an deemem Kontext eng Motioun hannerleeën.

Motion 1

La Chambre des Députés,
considérant

- *que les parents d'enfants handicapés doivent faire face à une forte exclusion sociale par le manque de moyens répondant aux besoins spécifiques de familles d'enfants handicapés ;*

- *qu'il existe une certaine offre pour enfants handicapés au niveau des crèches, garderies et structures d'accueil conventionnées ;*

- *que toute crèche, garderie et structure d'accueil devrait être en mesure d'accueillir des enfants handicapés ;*

- *qu'une offre de structures spécialisées de jour et/ou de nuit pour enfants ayant un handicap de grande dépendance est pratiquement inexistante ;*

invite le Gouvernement

- à faire établir une étude sur les besoins de places d'accueil pour enfants handicapés dans les crèches, garderies et foyers de jour ;

- à prendre en compte les divers besoins d'encadrement spécifique des enfants ayant un handicap de grande dépendance ;

- à mettre en œuvre, sur base de cette étude, un plan pluriannuel pour satisfaire aux besoins de structures de jour et/ou de nuit pour ces enfants.

(s.) Camille Gira.

Am Logement sinn och sécherlech nach Defiziter. Ech wollt froen, ob scho Pourparlere gelaf sinn oder ob ee sech kéint virstellen, dass ee mam Fonds du Logement schwätzt, dass all Kéiers, wou deen e gréissere Projet mécht, ee vläicht festhält, dass zumindest e gewisse Pourcentage vu Wunnengen esou ageriicht ginn, dass se och zu all Moment kenne vu Persounen genotzt ginn, déi u sech autonom sinn, wa se eng Wunneng kéinte kréien, déi hinnen erlaabt dës Autonomie och ze liewen. De Fonds du Logement géif da praktesch dofir suergen, dass mir lues a lues e gewisse Bestand u behënnertegerechte Wunnenge géife kréien.

D'Fro stellt sech och, ob een net soll eng ähnlech Sensibiliséierung bei private Promoteuren a selbstverständlech och bei de Gemenge maachen, fir dass einfach de Reflex kënnt, fir un déi do Problematik ze denken. Ech mengen, et gétt och ganz oft ënnerschat - an d'Madame Jacobs huet dat déi leschte Kéier hei gesot -, wéi vill finanziell Mëttelen handicapéiert Leit hunn. Dat ass e falsche Préjugé. Ganz oft scheidert et net dodrun, mä déi beschte Suen hëllefen engem näischt, wann näischt um Marché ass, fir dass ee sech esou eng Wunneng ka kafen. Dofir - mengen ech - ass do nach munches dran.

Mä wat awer och ass, et existéiert do e grondsätzleche Problem. Et ass praktesch onméiglech fir Leit mat engem Handicap e Prêt oder eng Liewensversicherung ze maachen. Och dat ass deelweis onverstandlech, firwat dat net machbar ass, besonnesch wann e Revenu do ass, an déi Situatioun mam Revenu gétt jo an der Zukunft nach besser mat deem Gesetz, wat mir gemaach hunn. Duerfir wollt ech froen, ob d'Madame Jacobs sech där Problematik bewusst ass an ob et do scho Kontakter mat den Assurancëgesellschaften a mat de Banke gi sinn. Well dat do emfanen déi Leit virun allem, mä mir awer och, muss ech soen, als eng fundamental Diskriminéierung, dass eleng de Fait, dass een en Handicap huet, praktesch dofir suert, dass et onméiglech ass eng Reschtschuldversicherung ze maachen oder eng Liewensversicherung. Et weess een, wann een dat net ka maachen, da gétt et ganz schwierig Hypothéiken anzudroen an esou weider an esou fort. Da kënnt dee Facteur praktesch enger Exklusivitéit vum Wunnengsmaat fir esou Leit gläich, wa se eleng gestallt sinn. Dat ass eng Diskriminéierung, déi wierklech net an der Rei ass.

En zweete Punkt ass den Emploi. Ech wëll mech do relativ kuerz halen. Wann een nach eng Kéier d'Interventiounen alleguerten nolléiert, déi hei op dës Tribün gemaach si ginn am Kontext vum Gesetz iwwert de Revenu, dann ass do en long et en large geschwat ginn. Do hu mir en excellent Gesetz, géif ech mengen, wou mir Schwierigkeiten hunn dat ëmzesetzen. Mir hu ganz gutt Quoten do drastoen, déi awer am rarste Fall erfëllt ginn, op ville Plazen an och am Secteur public. Ech mengen, et si vill Buergermeeschteren heibannen - ënner aneren och ech -, déi sech kenne mat der eegener Nues huelen, well si hir Quoten och nach net erfëllen.

Ech kann dann awer och aus eegener Erfahrung soen, dass dat bestëmmt näischt mat Manko u politeschem Wëllen ze dinn huet, mä dass de Reflex net do ass. Dat ginn ech gären zou. Et kann awer och vläicht heimat ze dinn hunn: Wann de Service des Travailleurs handicapés vläicht méi eng pro-aktiv Démarche hätt, a mol einfach systematesch géif zum Beispill de Gemenge matdeelen, wéi eng Leit se mat wéi engem Profil zur Verfügung hätten, da géif een och vläicht éischter drun denken esou Leit anzustellen. Meeschtens ass et jo ëmgedréint. Et huet een als Gemeng en akute Besoin - wat weess ech - vun engem Elektriker bei senger Gemengenaarbechter, an da schreift een déi Plaz aus, a meeschtens huet ee guer keng Candidature vun enger handicapéierter Persoun. Wann een ëmgedréint weisst - Aha! - do ass e Pool vu Leit mat deenen an deene Qualifikatiounen an et mécht ee seng Planifikatioun a senger Gemeng, da kéint ee sech eventuell virstellen, dass ee scho vläicht am Virus drun denkt. Wéi gesot, dat ass keng Entschëllegung fir eis. Mä ech mengen, d'Kooperatioun téscht de Leit vun deem Service an de Gemenge kéint een nach verbessern. Selbstverständlech och mat de Patronen.

Da schéngt et mir awer och evident, dass et net duergeet, eng Persoun handicapée an e Betrib ze placéieren, mä et muss een dann och duerno dofir suergen, fir e gudden Encadrement souwuel vun de Patronen wéi awer och vun de Salariéierten op dës Aarbechtsplaz ze maachen, well awer ganz oft nach do Besoinen entstinn. No enger Zäit kann een deen Encadrement vläicht erofsetzen. Mä et schéngt mir awer kloer ze sinn, dass ee weider fir e gutt Encadrement ze suergen huet, besonnesch an engem Betrib, wou fir d'éischte Kéier esou eng Persoun integréiert gétt, well do eng Rei Relizenzen sinn an eng Rei Ängschten.

Dann, mengen ech, soll een net vergiessen, dass dee Prizip, deen esou dacks zitéiert gétt vum „lifelong learning“ och fir Behënnert wäert ass, wa mir gären hätten, dass Leit, déi um éischten Aarbechtsmaat integréiert sinn, och sollen do bleiwen. Besonnesch ass dat wichtig a méi schwierig Zäite wéi haut. Da muss mer hinnen och eng Chance gi sech weiderzibilden.

Eppes, wat an deem Kontext och ëmmer erëm opgewoert gétt, ass eigentlech de Stellwäert vun den Diplomer aus den Ateliers protégés. Eis ass zougedroe ginn, dass anscheinend um éischten Aarbechtsmaat de Wäert vun deenen Diplomer quasi null ass. Da muss een eng Kéier doriwwer nodenken a kucken, wat dat soll an ob et machbar ass se esou ze adaptéieren, dass se um éischten Aarbechtsmaat eppes wäert sinn. Et soll een awer och ëmmer erëm den Ateliers protégés an Erënnerung ruffen, dass hiert éischt Zil eigentlech ëmmer sollt a misst sinn, fir déi Leit, déi se an hiren Ateliere hunn, op den éischten Aarbechtsmaat ze integréieren. Sécherlech ass dat schwierig bei enger Rei Leit, mä et sinn der awer och do bei deene wou dat machbar ass, wann een d'Efforte kontinuéierlech mécht.

Drëtte Punkt. Elo si mir da bei der Educatioun. Ech si gären d'accord mat all deenen, déi soen, dass Integratioun am normale Schoulbetrib net einfach ass. Dat huet mat ville Saachen ze dinn. Dat huet mat der Vielfalt vun de méiglechen Handicapen ze dinn. Dat huet mat Ängschten ze dinn, déi nach ëmmer net ofgebaut si bei den Enseignanten a bei den Elteren. Dat huet domat ze dinn, dass d'Léierpersonal keng seriö Ausbildung kritt huet an deem Beräich an dass et net preparéiert ass op dës Aufgab. Leider tauchen ëmmer erëm, och an de Lieserbrëifspalten vun der geschriwwener Press, esou Fäll op, wou da Leit, déi vläicht wäit vum

Schoss sinn, Positioun bezéien a mol net probéieren vläicht och déi zwou Säiten ze verstoen. Dofir nach eng Kéier, mir sinn eis eens, dass dat e ganz schwierigen Dossier ass.

Ech sinn och gären d'accord, dass ee sech sécherlech eng Rei Extremfäll virstelle kann, wou déi Integratioun quasi onméiglech ass. Ech fannen et awer elo falsch, wéinst vläicht enger Rei Extremfäll, d'Kar ganz ëmzedréien an ze soen, elo huele mir den Elteren dat Recht ewech fir selwer schlussendlech ze decidéieren, wou hir Kanner higinn. Well et gétt op där anerer Säit och aner Fäll - an op déi solle mir eis konzentréieren -, wou Integratioun bedriwwen ginn ass a wou dofir gesuergt ginn ass, dass sämtlech Partner preparéiert waren op déi schwierig Aufgab, wou déi Partneren sech och alleguerten engagéiert hunn an d'Resultater enorm positiv sinn.

Ech ka selwer de Moment zu Biekerlech ee Fall vun enger Integratioun vun engem Kand zënter véier, fënnf Jore suivéieren. Ech muss lech soen, et ass erstaunlech, wat do vu Resultater dobäi erauskomm si souwuel fir dat concernéiert Kand, mä ech géif soen, nach vill, vill méi fir seng Schoulkommeroden a -kommerodinnen. Déi Kanner wäerten am Erwuessenenalter keng Problemer hu mat handicapéierter Leit ëmzegoen. Déi behuele sech einfach ganz normal vis-à-vis vun deene Leit. Hemmungen, déi mir nach vläicht hunn, well mir d'Chance net haten esou Kollegen a Kolleginnen an eiser Schoul ze begéinen an duerch déi mir eis selwer nach vläicht heiansdo ganz schwéier dinn, hunn déi Kanner net. Dofir, mengen ech, misst et méiglech sinn.

Eigentlech si jo och scho vill Moyenen do. Schlussendlech hu mir e SREA, wou iwwer honnert Leit schaffen. Et ass zwar esou, dass iwwert d'Joren d'initial Missioun vum SREA deelweis pervertéiert ginn ass, well aus Manko u Servicer, déi eigentlech éischter déi schoulesch Problemer vu Kanner opfänken, de SREA sech méi a méi mat esou Kanner beschäftege muss an deelweis vläicht net Zäit genuch bleift fir senger initialer Missioun gerecht ze ginn. Dofir géif ech mengen, dass am Kontext vun den neie Schoulgesetze nach eng Kéier ganz seriö iwwert d'Missioun vum SREA diskutéiert soll ginn an dann awer kloggestallt soll ginn, dass si wierklech fir d'Integratioun vun Enfants à besoins spéciaux do sinn. Wa mir e Manko op aneren Niveau feststellen, da solle mir dofir suergen, dass deen och gedeckt gétt, awer net duerch d'Pervertéiere vun der Missioun vum SREA.

Ech maachen hei just eng Klamer op: Ech verstinn och net, firwat an esou engem wichtige Service praktesch de Gros vun de Leit zënter Joren ëmmer nëmme mat Contrats à durée déterminée muss schaffen. Ech verstinn net, firwat grad an deem Service dat ëmmer erëm de Fall ass. Ech weess net, ob dat elo symptomatesch ass fir de Stellwäert vun der Integratioun. Et wier schued, wann et esou wier. Op jidde Fall mengen ech misst een an engems och déi Problematik léisen. Mir plädéieren dofir an ech hannerleeën och do eng Motioun, fir dass ee mol déi verschidd Schoulpartner wierklech an enger Debatte ouni Emotiounen un den Dësch hëlt a kuckt, wou d'Defizitter sinn, wat mir vu Ressourcen brauchen, fir dann awer op Grund vun deene positive Beispiller an eng aner Richtung ze goen an ze weisen, dass Integratioun méiglech ass an dass et och derwäert ass fir jiddereen, dee concernéiert ass.

Et d'äerf net, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un de Res-

sourcë scheitern. Ech wëll och mol eng Kéier hei, fir awer ze weisen, wat déi eng Method kascht a wat déi aner kascht, zwee Chifferen op den Dësch leeën, zum Beispill den Transport fir d'Schoulkanner an d'EDIFF also do wou mer desintegréieren, quitte dass eng Rei Fäll sécherlech do néideg wieren, do wëll ech just déi Chifferen hei op den Dësch leeën. Da maacht Der domat wat Der wëllt: Den Transport vun der EDIFF kascht alleng 14,5 Milliounen Euro währenddeems, op jidde Fall mengen Informatiounen no, dee ganze SREA-Service 2,5 Milliounen Euro kascht.

Just fir lech ze soen, wat mer de Moment awer als Moyenen asetze fir deen ee System a wat mer fir Moyenen asetze fir deen anere System. A wa mer och nëmme e besse proportionell géingen déi aner Moyenen an d'Luucht setzen, mengen ech, dass mer wierklech ganz vill Kanner kéinten integréieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

- *la Déclaration de Madrid, qui constitue le cadre pour les actions à développer à l'occasion de l'« Année européenne des personnes handicapées »;*

- *que cette Année européenne doit s'inscrire dans le cadre de l'intégration des personnes handicapées dans la vie commune à tous;*

- *que la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée prévoit des mesures en faveur de la participation d'enfants affectés d'un handicap à l'enseignement ordinaire et de leur intégration scolaire;*

- *que cette intégration constitue la base pour promouvoir l'inclusion sociale des enfants handicapés tout en combattant les préjugés et stigmatisations;*

- *qu'il existe au niveau des différents partenaires scolaires des réticences à l'égard de l'intégration des enfants handicapés dans le régime scolaire ordinaire, dues au manque d'information et de mesures préparatives adéquates;*

- *que néanmoins des exemples d'intégration réussie existent;*

invite le Gouvernement

- *à organiser un échange scientifiquement fondé et structuré dans le domaine de la scolarisation d'enfants handicapés avec tous les partenaires concernés;*

- *à identifier les carences et à libérer les ressources nécessaires pour garantir aux parents et enfants la liberté de faire leurs propres choix;*

- *à multiplier ses efforts pour permettre la participation d'enfants affectés d'un handicap à l'enseignement ordinaire.*

(s.) Camille Gira.

Véierte Punkt: Accessibilité a Mobilité. Do hu mer d'Gesetz iwwert d'Accessibilité. Ech weess net op dobaussen elo schon alles sech zum bessere gedréint huet, zënter dass et dat Gesetz gétt. Ech wollt d'Madame Jacobs froen, ob et schon e bëssen e Bilan gétt. Ob ee scho ka jugéiere wéi een Impakt d'ës Gesetz huet. Wéi ass et mat deene Ressources humaines vun deem Service, dee mer do hunn? Sinn déi net, wann ech gesi wéi vill Dossiere se soss nach ze géieren hunn, total iwwerfuert? Wéi ass et mam Contrôle? Ech hu mer soe gelooss, dass dat net esou evident ass, wien dann elo schlussendlech herno kontrolléiere geet. Virun allem: Wéi gétt dee Service iwwerhaupt gewuer wann dann elo, ech weess net wat, eng Sportshal oder eng Märei, wéini se endlech fäerdeg ass, nodeem se vläicht jorelaang um Instanzeweie ass? Ass dat organiséiert?

An da schéngt et awer och esou ze sinn, dass nach Kontradiktiounen sinn tëschent Normes de sécurité, tëschent Virschriiften, déi eng ITM mécht, an awer dem Règlement grand-ducal, deen u sech d'Ëmsetzung vum Gesetz iwwert d'Accessibilité ass. Dofir brénge mer et fäerdeg, déi Kontradiktiounen do aus der Welt ze schafen, well soss kann ee jo kengem verdenken, dass en do net eens gétt, och d'Architekten an esou weider.

Bei der Mobilitéit u sech, beim Transport gétt et nach grouss Defiziter. D'Fro stellt sech do, ob een net kéint vun de Leit, déi den Transport assuréieren, ugefaang bei der CFL iwwert den RGTR, iwwert déi kommunal Autobusservice dofir suergen, dass lues a lues de Parc existant adaptéiert gétt. Mir hunn et fäerdeg bruecht, dass lues a lues déi Bussen alleguerten eng Klimaanlag hunn. Da misste mer et jo och vläicht fäerdeg brénge bei der Erneuerung vum Parc lues a lues dofir ze suergen, dass Leit, déi Defiziter an der Mobilitéit hunn, en och kenne benotzen.

Ech stellen och d'Fro, wann ech gesi wéi vill awer deen Transport an d'EDIFF kascht, wéi vill Material do disponibel ass, wéi vill Chauffeure mat Experiéenz do sinn, ob een net kéint Synergien eventuell schafen téscht deem Transport, deen - wann ech gutt am Bild sinn - jo virun allem moies a mëttes da fiert, an dann dertëscht vläicht steet dat Material néizlos an der Géigend rëm. Ob een do net kéint Synergie maachen, e gemeinsame Planning, dass déi Leit och vläicht an den öffentliche Transport integréiert ginn. Dann hätt jiddereen e bëssen eppes vun deem Material. Well mir sinn eis eens, e gudden öffentliche Transport ass grad fir handicapéiert Leit den A an O fir um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen.

Fënnefte Punkt: Accès zur Informatioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo stellt lech vir Dir wiert daf. Abee, da kënnt Der dës Diskussioun, dës Debatt an der Chamber doheim net suivéieren op der Chamber-TV. A stellt lech vir Dir wiert blann, da géing lech och d'Homepage vun der Chamber net ganz vill dänge fir eng Recherche am Mémorial ze maachen.

Dat als Beispill, wat eigentlech nach alles un Defiziter existéiert, fir dass Leit mat gewëssen Handicapéiert wierklech déi wichtegst Informatiounen, déi an eiser Gesellschaft zirkuléieren, matkréien. Jidderee betount ëmmer, d'21. Jorhonnert ass d'Jorhonnert vun der Informatioun, zum Wëssen. Dann ass et eng duebel Diskriminéierung vis-à-vis vun deene Leit, wa mer net dofir suergen, dass déi wichtegst Informatiounen awer och un déi Leit kenne goen.

Si mer amgaang Richtlinnen auszeschaffe fir wichteg Homepagen? Et gétt eng EU-Direktiv iwwer « content management ». Wou ass déi drun? Ass déi zu Lëtzebuerg ukomm a wéi gétt se ëmgesat?

Ech wëll net am Detail an d'Gebärdesproochproblematik goen. Ech hat eng Question parlementaire gestallt, déi ech viru kuerzem beäntwert kritt hunn, wou natierlech och ëmmer erauskënn, wéi schwierig grad zu Lëtzebuerg d'Situatioun ass, mat engem Dialekt, wann ech emol sou d'äerf hei soen, als Sprooch, mat awer enger Mëisproochegkeet - do sinn ech alt erëm d'accord -, mä mir bretzen eis jo ganz oft, dass mer esou atypesch räich sinn. Mir soe jo dacks, dass mer atypesch vill Revenuen iwwert eng Finanzplaz an en Tanktourismus hunn. Ma da géing ech proposéieren, dass mer och en Deel vun deene villen atypesche Sue géingen huelen an derfir suergen, dass eng Minoritéit vu Leit an eiser Gesellschaft och maximal vun den Informatiounen kënnen Notzen zéien.

Motion 5

La Chambre des Députés, considérant

- que les personnes handicapées revendiquent l'égalité des chances et le plein accès à toutes les ressources de la société;

- que l'accès à l'information et à la communication constitue pour les personnes avec déficiences sensorielles et intellectuelles un pas important vers l'intégration sociale;

invite le Gouvernement

- à établir un programme d'action visant à rendre accessible ses informations à toutes les personnes handicapées, quel que soit leur handicap;

- à assurer aux personnes handicapées l'accès à l'information et à la communication sur les sites WEB publics en y prévoyant un « content management »;

- à inciter les autorités locales à améliorer l'accessibilité de leurs informations pour les personnes handicapées;

- à promouvoir la production de certaines émissions télévisées accessibles aux personnes malentendantes ou sourdes.

(s.) Camille Gira.

Sechsten a leschte Punkt: Wat kënn e Stat a Gemengen nach weider maachen an deem Kontext?

Bon, et existieren eng Rei Saachen. Et gëtt e Plan d'action von der Regierung von 1997. Wéi wier et mat enger Evaluatioun von deem Plang? Wéi wier et mat enger Mise à jour? Kéint een net och soen, dass dës Chamber all zwee Joer sech eng Kéier géng mat dëser Problematik beschäftegen? Wéi ass et mam Suivi vum Rôle vum Conseil supérieur? Wéi ass et mat méi Moyenen eventuell fir de Conseil national?

Och um Gemengenniveau sinn et eng Rei schéin Déklaratiounen ginn. Déi vu Barcelona. Et gëtt eng Agenda 22. Dat ass tiptopp. Do steet viles dran. Et misst ee kucken, dass ee selwer e bëssen Eengendrock entwéckelt, fir dass lues a lues eng gewësse Sensibiliséierung geschitt. De SYVICOL kéint dat maachen. De Ministère de l'Intérieur kéint dat maachen. Et kéint awer och de Familljeministère vläicht sinn, dee regelméisseg d'Leit och drop hiweist.

Ech mengen, wéi gesot, wichteg ass, dass mer selwer permanent den Drock maachen a regelméisseg d'Thema thematisieren, wann ech dat esou dierf soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus deem, wat ech hei duergeluecht hunn, ergëtt sech eng kloer Konkusioun. Defiziter am Kontext Handicap sinn am gréissten an deene Beräicher, wou mer an der Lëtzebuerger Gesellschaft insgesamt substanziiell Problemer hunn. Dat ass eigentlech och net verwonnerlech. Wann eng Waardelëscht vun honnerte vu Kanner do ass fir an eng Crèche opgeholl ze ginn, da verwonner et eigentlech net, dass handicapéiert Kanner et duebel schwéier hunn ënnerdaach ze kommen. Oder wéi soll eng Gesellschaft, déi total op den Auto fixéiert ass, et fäerdig bréngen, eng gläichberechtigt Mobilitéit fir Behënnerter ze garantieren? Oder wéi soll e Schoulsystem, dee sozial Defiziter éischter verstärkt amplaz se auszegläichen, et fäerdig bréngen, behënnerter Kanner ze integréieren?

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wa mer méi konsequent probieren déi allgemeng Problemer von Ausgrenzung an eiser Gesellschaft ze lösen, da kënn dat sécherlech och de Behënnerter zegutt, an emgedréint wäerte gezielte Efforte vis-à-vis von den Handicapéierten eis alleguerten zegutt kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir, déi sou genannt «Normal», hunn all Intérêt op déi

Behënnerter an hir Lobby ze lauschteren, fir gewuer ze gi wat et heescht ausgrenzt ze sinn; wéi eng Barrière, materieller a virun allem déi an de Käpp, méi eng gerecht Gesellschaft verhenneren; an awer och fir gewuer ze ginn, wéi eng Instrumenter et gëtt fir dës Barrière ofzebauen, wéi eng Weeër zu méi Integratioun féieren. Dofir sollte mir, déi sou genannten «Norma», de Sproch «Näischt iwwer eis ouni eis» net nëmmen dëst Joer, mä och an Zukunft ganz eescht huelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als nächste Riedner ass d'Madame Frank ageschriwwen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. »

Dat kann een am éischten Artikel von der Mënscherechtléierklärung von 1948 noliessen. Dëst war a bleift eng immens Eraufuerderung un eis alleguerten. Mir kënnen dëst Zil nëmmen erreechen, wa mir de Behënnerter endlech d'Recht unerkennen aneschter kënnen ze sinn a si an de Genoss von de Biergerlechen, politeschen, ekonomeschen, kulturelle Rechter kommen ze loosse, déi an deene verschiddeenen internationalen, europäeschen oder national juristeschen Instrumenter verankert sinn.

«Näischt iwwer eis ouni eis.» Dëse Slogan vun europäesche Joer von de Behënnerter von 2003 definiert ganz kloer d'Behënnerterpolitik vum 21. Jorhonnert. Mir hu kee Recht liwert d'Käpp von de betraffende Leit ze entscheeden. Behënnerter Leit hunn déiselwecht Uspréich op gesellschaftlech Participatioun a Matgestaltung wéi net behënnerter Leit. Si si gläichwäerteg Bierger a gläichberechtigt Bierger. Mä wéi ass et mat der Ennerstëtzung?

D'Integratioun von de Behënnerter ass eng Thematik, déi eis alleguerten eppes ueget, mä oft net als Prioritéit ugesi gëtt. No europäeschen Estimatiounen leide jo 10% von eiser Bevëlkerung ënnert enger Behënnerung.

Mir alleguerte kënnen, ofgesi vun engem Accident oder enger schwéierer Krankheet, eleng well mer méi al ginn, eng Kéier am Rollstuhl sëtzen, net méi gesinn oder näischt méi héieren. Dës Zuelen a Previsiounen weisen dorop hin, datt d'Leit mat Behënnerung keng Minoritéit méi duerstellen. Si ennersträchen och d'Noutwendegkeet von enger ëmfaassender Behënnerterpolitik. D'Behënnerterproblematik soll an de Kontext von de wichtegste politesche Beräicher integréiert ginn. Dat ass iwwregens eent von den Ziler von europäesche pluriannuëll Plang, deen Enn Oktober von der Europäescher Kommissioun virgestallt ginn ass, a von deem hei zu Lëtzebuerg von eiser Familljeminitesch, der Madame Jacobs, scho villes op verschiddeenen Niveaue realiséiert ginn ass fir d'Integratioun von eise Behënnerter an eiser Gesellschaft ze verwierklechen.

Ech erënneren do, an den Här Gira huet et och zitëiert, un déi rezent Moosnam zum Beispill vum „Revenu minimum pour personnes gravement handicapées“ an d'Ariichtung vum éischten „Centre intégré“ fir eeler Leit mat Behënnerungen. Et bleift awer nach ganz villes ze realisieren. Eis héiteg Wuelstands- a Spaassgesellschaft verhenneren oft, datt eis behënnerter Matmënschen hir onëmstridde Rechter ausüben kënnen. D'Zuelen ennermaueren dëse Constat. No enger Etüd, déi von der Europäescher Kommissioun mandatéiert gouf, hunn nëmmen 42% von de Behënnerter eng Schaff, géintiwier 65% von den Net-Behënnerter. Och wann déi kierperlech a psychesch Aschränkungen eng

signifikant Barrière duerstelle wat d'Insertioun op dem Aarbechtsmaart ueget, ass et Realitéit, datt vill méi behënnerter Leit eng Aarbechtsplaz kënnere kréien.

E wichteg Potenzial bleift also onausgeschöpft. Net fir näischt huet den europäeschen Aktiounsplang d'Promotioun von der Beschäftigung vu Behënnerter virun allem um traditionellen Aarbechtsmaart als prioritär agestuft. D'Instrumenter, fir déi beruflech Integratioun von de Behënnerter ze förderen, existéieren schon. Mir hunn eng interessant Offer un Ausbildungsméiglechkeeten, souwuel am Kader von de sou genannte Centres professionnels, déi sech virun allem u behënnerter Kanner a Jugendlecher riichten, wéi och am Kader von den Ateliers protégés oder um gewéinlechen Aarbechtsmaart.

Et muss een awer feststellen, dass d'Ausbildung von normalen Aarbechtsmaart nach ganz seelen ass. Fir d'Betrieb ze incitéieren, behënnerter Mataarbechter anzustellen, gesäit eis Gesetzgebung jo vir, datt de Stat een Deel von de Lounkäschten iwwerhëlt. Neierdëngs sollen och d'Ateliers protégés von esou enger staatlecher Participatioun profitieren. De Stat kann och een Deel von dësen Investitiouns- a Funktionskäschten von den Ateliers protégés iwwerhuelen. Ech froe mech ob all Betrieb iwwert dës Avantage genuch informéiert sinn an ob een net soll erëm eng Kéier eng Informatiounscampagne starten.

Mir hunn och Quoten agefouert. De Stat, d'Gemengen, öffentlech a privat Betrieb mussen jo bis op e gewëssene Prozentsaz behënnerter Leit astellen. Och dat ass éineschters hei ugeschwat ginn. Mä wéi ass et mat der Realitéit, mat der praktescher Ëmstellung von dëser Moosnam? Ech ginn zou, datt et net ëmmer evident ass, behënnerter Matbierger anzustellen. Et geet nämlech net duer, engem Behënnerter eng Plaz ze verschafen. Déi Plaz muss och op den Handicap vum betraffenden Aarbechter uegëpasst sinn. A wann ee weess wéi vill verschidde Formen an Nuancé vu Behënnerung et gëtt, ass et net schwéier sech virstellen, wéi komplex déi ganz Thematik ass.

Doriwwer eraus mussen déi behënnerter Aarbechter och adequat encadréiert ginn, an do scheitert et ganz oft um gudden Willen an de Betrieb. Et bleift, datt dës praktesch Schwierigkeeten a mengen Aen nach ëmmer vill ze vill oft ervirgehuewe ginn, an duerfir gëtt iwwerhaapt näischt ennerholl. An do stellt sech jo d'Fro a wat fir enger Gesellschaft mir lieve wëllen. Ass dat eng Gesellschaft, wou bei deene klengste Schwierigkeete mer d'Kneppele bei d'Tromm geheien, oder si mer bereet, d'Integratioun als eng Pflicht unzegesinn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Integratioun fänkt net eréischt um Niveau von der Aarbechtswelt un. Si fänkt scho vill méi fréi un an zwar an der Schoul, am Précoce, am Préscolaire, am Scolaire. Obwuel d'Gesetz vum 28. Juni 1994 d'Aschreiwung vu behënnerter Kanner an normalen, dat heescht an net sensibiliséierte Klasse promovéiert, scheitert et awer ganz oft um gudden Willen, un der konsequenter Ëmsetzung. Am Sënn von der Chancgläichheet, von där mir jo vill schwätzen, soll een, a mengen Aen, d'Integratioun von de behënnerter Kanner an normalen Unterrecht verstärken, an d'Méiglechkeete sinn do, mä et muss een de Willen hunn. Dofir géif ech och gären herno an der Ausso von der Madame Minister, der Madame Basseur, héieren, wéi si sech déi Integratioun an der Educatioun kënnert virstellen.

Natierlech ginn et vill Fäll wou d'Integratioun net méiglech ass, an dat och net am Interesse von deem betraffene Kand. Kanner mat schwéierer Behënnerung zum Beispill brauche jo e spezifescht Encadrement. Et ginn och Kanner, wéi ech gesot hunn, wou d'Integratioun schwierig ass. Mä ech stellen an der Regel fest, datt, wann d'Elteren an d'Entscheidungsprouesser matagebonne gi von hire behënnerter Kanner, responsabel Elteren hir Verantwortung iwwerhuele wou d'Integratioun am normale Schoulnrecht effektiv net am Interesse vum Kand wär, an déi setzen och net mordicus op eng total Integratioun, mä fuerderen awer oft eng Deelintegratioun. An dat kann een unhand vu Beispiller hei am Land ganz gutt zitieren. Dofir kann ech mir net virstellen, datt mir an där Proposition de loi d'„autorité parentale“ den Eltere géifen ewechhuelen.

D'Integratioun vu behënnerter Kanner setzt viraus, datt eist Léierpersonal adequat ausgebilt gëtt. Déi defizitär Ausbildung von eise Léierpersonal an deem Beräich erkläert zum Deel firwat net méi behënnerter Kanner, déi prinzipiell am normalen Unterrecht kënnert deelhuelen, dat och maachen, mä am Endeffekt an den differenzéierten Unterrecht ageschriwwen ginn. D'Politik weist kee gudden Wëlle fir déi Kanner an den normale Schoulsystem ze integréieren. Wann ee wëllt d'Integratioun von de Kanner an eise Lëtzebuerger Schoulsystem promovéieren - an ech sinn e Verfechter dovun -, da muss ee ganz kloer an d'spezifescht Formation von eise Léierpersonal investieren. D'Integratioun vu behënnerter Schüler ass net nëmmen eng Fro vu Chancgläichheet.

D'Schoul ass e Puzzlestück von eiser Gesellschaft, si ass e klengen Deel dovun. Wa mir eise Kanner d'Chance ginn ze lereen an ze erliewen, datt jiddfereng eng Plaz an eiser Gesellschaft huet, mat senger Schwächen a Stärkten, dann droe mir zu enger méi toleranter Gesellschaft bii. D'Integratioun vu behënnerter Schüler an eise Schoulsystem stellt also déi eenzegaarteg Chance duer fir d'Basis fir de Mentalitéitswiessel ze schaffen.

Anhand von dësen zwee Beispiller, der Integratioun um Aarbechtsmaart an am Schoulsystem, gesäit een, datt mir schon Instrumenter hu mam Zil d'Integratioun von eise behënnerter Matmënsche weiderzedreien. Et gëllt dës Instrumenter awer effektiv unzewennen, fir datt d'Integratioun von de Behënnerter eng Realitéit gëtt a keen Tabu méi ass. An do ass all Einzelne von eis gefuerdert, net nëmmen d'Regierung, mä d'Gesellschaft am groussen Ganzen. D'Integratioun von de Behënnerter geet net eleng iwwert de Wee vu politeschen Décisionen a Moosnamen. Individuell Wäitsichtigkeet, perséinlech Engagement a Wëlle sinn dréngend gefuerdert fir Barrière ofzebauen.

Eng Rei von europäeschen, nationalen a lokalen Aktivitéiten sinn dëst Joer am Kader von europäesche Joer von de Behënnerter an de Gemengen, an A.s.b.l.en organiséiert gi mam Zil, d'Öffentlechkeet iwwert d'Rechter von eise behënnerter Matbierger ze informieren an eng Diskussioun iwwert d'Chancgläichheet unzereegen. Dës Manifestatiounen sollten dozou bäidroen, datt d'Leit sech mat der Problematik ausernee setzen, si och méi domat ze konfrontieren. Si solle sech froe wéi si aneschtens kënnere mat Behënnerter emgoen, oder wéi jiddfer Einzelne zur Integratioun von de Behënnerter bäidroe kéint.

Mä fir datt déi verstärkten individuell Wäitsichtigkeet an dat perséinlech Engagement net vu kuerzer Dauer solle sinn ass et wichteg, datt iwwert d'Joer 2003 eras Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen a regelméissegen Ofstänn organiséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech soen, datt d'Instrumenter fir d'Integratioun von de Behënnerter schon existieren, dann heescht dat net, datt dës Instrumenter net kënnere verbessert ginn, respektiv datt alles um politeschen Niveau geschitt ass. Wa mir wëllen d'Integratioun von de Behënnerter effizient weider promovéieren, brauche mir e Kadergesetz am Beräich vum Handicap. An dat huet den honorablen Här Camille Gira kuerz hei ugeschnidde. Et ass eng Motioun hei déposiert, an ech wäert déi och mat ennerschreien. Eis Gesetzgebung ass nämlech verspreet. D'Leitlinne von eiser Behënnerterpolitik sinn och néierens verankert. Et kënn ee sech op deem Punkt um däitsche Behënnertergleichstellungsgesetz inspiréieren.

Mir mussen och déi verschidde Servicer um Terrain méi verstärkt koordinieren. Dat war schon am „Plan d'action en faveur des personnes handicapées“ von 1997 festgehale ginn. Deemoos war och d'Idéi von engem „Service central“ opkomm, dee fir eng personaliséiert, global an dauernd Prise en charge vum Behënnerter zoustänneg wär. Eng koordinéiert Prise en charge von de Behënnerter an hire Familljen ass e wichtige Bestanddeel von enger effizienter Behënnerterpolitik. D'Besoinen von de Behënnerter selwer an hire Famill sinn esou komplex, datt net nëmmen ee Service, mä vill Servicer oft mussen intervenéieren. Fir datt eng multidisziplinär Prise en charge och Erfolge huet, ass et wichteg als Alleréischte déi verschidde Forme von Ennerstëtzen, Hëlfehen a Moosname gemeinsam festzhalen an duerno ze koordinieren.

Doriwwer eraus brauche mir e System, fir datt d'Prise en charge vum Behënnerter a senger Famill eng Kontinuitéit kritt. Meeschtens begleet ee Service e Behënnerter a seng Famill nëmme während enger bestimmter Zäit, well en op spezifescht Interventiounen spezialiséiert ass oder sech em eng bestimmten Altersgrupp këmmert. Et gi Servicer, déi nëmme mat Kanner schaffen, anerer mat Kanner a Jugendlecher an anerer erëm nees nëmme mat Erwuessenen. Fir eng optimal Transition von engem Service op deenen aneren ze garantieren ass et wichteg, datt de Behënnerter a seng Famill eng Referenzperson hunn, déi se e Lieue laang ka begleeden an d'Transitioun ka mat de betraffene Leit virbereeden a koordinieren.

Ech stellen och fest, datt trotz villen Efforte von der Regierung ganz vill Leit nach ëmmer net genau wësse wat et esou un Hëlfehen an Ennerstëtzungsmoosname gëtt. D'Erriichtung von engem koordinéierte System mat enger Referenzperson géif sécherlech dozou bäidroen, d'Behënnerter an hire Famill besser ze informieren an domadder ze encadréieren. D'Existenz von enger Referenzperson wär och eng grouss Erlicheerung fir déi Elteren, déi dohem hir behënnerter Familljemembre betreien. Si hätten d'Gewëssheet, datt och wa si net méi do sinn eng Persoun de behënnerter Mënsch wäert um Enn vu sengem Lieue betreien.

An deem Kontext erënneren ech drun, datt mir an deenen nächsten 20 Joer och méi Wunnstrukture wäerte brauchen, virun allem fir eis eeler behënnerter Matbierger. Et ass also och doriwwer nozedenken ob et net ubruecht wär, amplaz konzentriert Strukture fir eeler Behënnerter ze schafen, si an déi existéierend CIPaen ze integréieren an domadder awer och d'Personal zur Verfügung ze stellen, datt dann eng spezialiséiert Ausbildung huet. Dëst ass natierlech eng Viraussetzung fir, wann een op dee Wee géngt goen, eng Integratioun komplett ze favorisieren.

Doriwwer eraus besti schon hautdësdays am Allgemenge jo Wunnungsbauproblemer, awer och

fir Behännerten. Wann een de Behännerten d'Recht op eng ugepasste Wunneng unerkennt, da sinn de Stat, d'Gemengen an och d'Promoteure gefuerdert, behënnerteregerecht Wunnengen ze schaffen. Ech kënn ech unhand vu méi Beispiller d'Suerg vu villen Elteren zitieren, déi scho laang op der Sich no enger Wunneng fir hiert behännert Kand oder Erwuessene sinn an nach ëmmer näischt fonnt hunn.

Et ass och kloer, dass dëst Begleedungskonzept net d'Autonomie vun deene betraffene Leit géif op déi eng oder aner Aart a Weis aschränken. Dofir sinn och déi Behännert selwer gefuerdert selbstbewusst a selbstbestëmme hir Interessen, hir Wënsch an hir Bedierfnesser ze verteidigen. Et kënn ee sech vum Pilotprojet „La Cordée“ inspiréiere loossen, deen d'Familljeministesche 1999 ulafe gelooss huet an dee momentan enger Evaluatioun ënnerläit.

Mir mussen och e verstärkten Akzent op eng besser Integratioun vu sensoresch behännerte Leit leeën. Et geet net hei drëm fir eng Kategorie vu Behännerten ervirzehlwen. Mä ech stelle fest, dass vun all deene verschiddene Formë vu Behënnerunge grad den Handicap sensoriel d'Stéifikand vun eiser Politik ass. Ech stellen zum Beispill fest, dass mir hei am Land zwar e Centre de logopédie hunn, mä dee riicht sech exklusiv u Kanner an u Jugendlecher bis 18 Joer. Fir d'Erwuessener hu mir keng esou eng Aariichtung. De Problem ass deen, dass et an deem Beräich un engem Uspriechpartner feelt am Interesse vun de sensoresch behännerte Leit, deen d'Problematik vun deem Handicap ueget.

Nach e puer Wierder zur Accessibilitéit. A mengen Ae misst een och nach den Akzent op d'Zougängelechkeet vun de Behännerten am Transportberäich a virun allem an de Medie leeën. Och wann déi nei öffentlech Transportmëttele sech besser de Besoine vun de Behännerten upassen, bleift dach nach villes ze maachen. D'Busarrête kënnen zum Beispill net nëmme schrëftlech, mä och sensoresch ugekënnegt ginn. D'Bus- an d'Zuchaccessibilitéit ass zurzäit nach eng grouss Barrière fir eis behännert Matbierger. Wat d'Medien ueget bedauern och d'Tat-saach, dass et nach ëmmer keng Selbstverständlechkeet ass, dass déi wichtegst Emissiounen, wéi zum Beispill de Journal, net soustitriert sinn. Dës Moosnamen, déi sécher ëmzesetze wieren, géifen d'Liewe vu ville Leit a besonnesch vun deene méi eeleren, déi net méi gutt oder guer net méi héieren, wesentlech verbessern.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat si just e puer Beispiller, e puer Pistë wéi ee kënn an Zukunft d'Integratioun vun eise behännerte Matmënsche weiderféieren. D'Integratioun ass net nëmme am Interesse vun de betraffene Leit, si ass och am Interesse vun eiser Gesellschaft. D'Demokratie wäert nëmme e Sënn kréie vun deem Dag un, wou eis behännert Matbierger voll a ganz an alle Sparte vum gesellschaftleche Liewen integréiert sinn. Eis Gesellschaft ass entwürdigend wa si net de Wëlle beweist, déi bestoend Mëttele anzusetzen a weider an Integratiounsprojeten ze investéieren an ze recheitieren.

Wéi den israellesche Philosoph Margalit géif soen: Wann eis Gesellschaft schon net gerecht ass, da soll se weinstens anstänneg mat all hire Bierger ëmgoen. Mä mir brauche vill Kraaft an Ausdauer a besonnesch gudden Wëllen zur Verbesserung, fir weiderzokommen an d'Liewensqualität vun eise behännerte Matbierger méi ze garantéieren. Et ass wéi zu lechternach op der Sprangprozessiou: dräi Schrëtt no vir an zwee no hannen. Mä och lues awer sécher kann een en Zil erreche wann een dru gleeft. An ech gleewen drun, an dofir soen ech lech merci fir Äert Nolasschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Frank. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Lucien Lux ageschriwwen. Här Lux, Dir huet d'Wuert.

M. Lucien Lux (LSAP). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn en interessanten Nomëtten! Nodeem mer iwwert d'Famill geschwat hunn an eis de Mëtte virun allem iwwert de Wäert vun eise Kanner an der Gesellschaft ënnerhalen hunn, wollt ech am Ufank u sech méi onpolitesch soen, dass een dee Wäert vun de Kanner, dee mer de Mëtten hei zesumme festgestallt hunn a wou mer eis doriwuer eens waren, an deenen nächste Joren nach méi staark misst ënnerstëtze wéi mer dat bis elo gemaach hunn, an iwwert de Räichtum an eiser Gesellschaft geschwat hunn als e Wäert, deen iwwert d'Geld eraus ze hüten an ze fleege wär, denken ech, dass een am Ufank soll feststellen, dass mer hei elo iwwer e Räichtum schwätzen, deen och e Wäert ass deen iwwert d'Geld erausgeet, nämlech d'Wäertvirstellung all Mënsch an enger Gesellschaft gläich ze behandelen an auszugee vun där Hypothees, déi ëmmer richteg ass, dass ee vun all Mënsch eppes ka léieren, an dass mer ënnereneen, alleguer vuneneen, egal a wat fir enger Situatioun mer sinn, vunenee kënnen léieren.

Ech mengen och, dass d'Kolleege Marie-Josée Frank, déi gesot huet an engem gewëssene Moment iwwert d'Integratioun am Beräich vun dem Schoulunterricht, dass alles natierlech dovun ausgeet fir Volontéiten ze hunn, Iwwerzeugung ze hunn, Engagement.

Och ass et wichteg an deem Débat, dee mer elo féieren, herno ze héieren, virun allem vun de Regierungsvertrieder, wat dann elo d'Objektiver, d'Zilsetzung sinn. Mer dierfen net vu vireran e Procès d'intention maachen, och net an deser Fro, mä awer muss mer dovun ausgoen, dass mir an der Politik déi verdammte Flicht a Schëllegkeet hunn, kloer no baussen Zilsetzungen ze ginn a se versichen ëmzesetzen. Ech mengen, dass dat virun allem vun deene Betraffenen, awer net nëmme vun deenen, mä virun allem och vun deene vun eis erwaart gëtt.

Vläicht ass et e bësse fréi, an de Kolleege Camille Gira, deen déi gutt Iddi hat, fir dës Interpellatioun ze froen, wäert net dovun ausgoen, dass mer haut schon an der Lag sinn, fir e Bilan ze zéien iwwert d'Joer vum Handicap 2003. Dat wär vläicht awer e bësse vill Optimismus. Dofir denken ech, dass haut nach eng Kéier soll de Point gemaach ginn iwwert dat, wat mer wollten a wellen, an dass mer eis Zäit mussen ginn, well mer hei vu Politike schwätzen, déi dach deifgrënneg sinn an net eleng duerch e Rentenajustement vun 3,5% kënnen geléist ginn, well do gëtt dann eng Kéier an der Sécurité sociale zu Hollerech op de Knäppche gedréckt, an dann ass dat esou. Hei awer brauch ee vill méi Zäit, vill méi Energie a Kompetenze fir deifgrënneg ze handelen.

Ech well och nach eng Kéier - Madame Brasseur, dat riicht sech virun allem un lech -, awer just an engem Saz, well ech net gär iwwert d'Forme schwätze mä léiwer iwwert de Fong, bedauern, dass déi Interpellatioun, déi meng Weinegkeet virun e puer Méint schon ugefrot huet, fir ebe just iwwert d'Thema vun der Integratioun vun de Kanner am Schoulberäich ze diskutéieren, refuséiert ginn ass vun der Regierung a sollt ëmgeändert ginn an en Débat vu fënnf Minutten am Parlament. Elo de Mëtte féiere mer en awer.

(Interruptions diverses)

Dach, dat war mat engem Avis négatif vun der Regierung. Och wa mer do net derbäi sinn, wësse mer jo awer heiansdo wéi d'Diskus-

sione lafen. Dat gëtt engem jo heiansdo erëmgezielt. Ech denken, dass et gutt gewiescht wär, wa mer eis Zäit geholl hätten, fir dee Sujet à part eng Kéier ze traitéieren, an e vläicht och virun deenen zoustännege Kommissiounen virzubereeden, well mer et elo e bëssen am Hauruckverfahre maachen, mä trotz allem sollt mer eis Zäit huelen, och nach eng Kéier dorobber zréckzekommen.

D'Wichtigkeet, an ech well der Tentatioun net erleien, fir elo nach eng Kéier alles dat opzezielen, wat vu mengen zwee Virriedner scho gesot ginn ass, virun allem vum Interpellant, deen, mengen ech, an deenen eenzelne Punkten, déi en opgezielt huet, déi wichtigst Saache gesot huet, wat och dozou féiert, dass mer déi fënnf Motiounen, déi hien ënnerbreet huet, wäerte mat ënnerschreien an ënnerstëtzen, well et zu engem gudden Deal déi Froe sinn, déi aktuell sinn, déi wichteg sinn, a wou mer mussen virukommen.

Iwwert d'Bedeutung vun der Fro ass vun deenen zwee Virriedner villes gesot ginn. Och iwwert dat, wat mer an deene leschte Méint scho gemaach hunn. Loosst eis vläicht nach eng Kéier den Otem unhalen an dat nach eng Kéier kucken.

Mir hunn um Niveau vun der Accessibilitéit e Gesetz gestëmmt an hunn deemools alleguer festgestallt, dass dat Gesetz, wat jo an engem gewëssene Moment relativ reduzéierend a moderat war a sengen Ausféierungen, well et nëmme iwwer nei Gebaier gaangen ass, nëmme iwwert déi öffentlech Gebaier gaangen ass. Mir mussen hei och dofir suergen, dass déi Volontéit d'Accessibilitéit weider ze dreie virun allem sech op den Terrain verlageren, doduerch dass mer an de Gemengen dozou kommen, dass an deene jeeweilige kommunale Bautereglementer déi Dispositiounen hiren Aschlag do fannen. Dat, wann e Promoteur, en Architekt op eng Gemeng kënn, eng kleng, eng grouss, eng ganz grouss Gemeng, dass en dann Techniker virfënt, déi him direkt e Modus Vivendi an de Grapp drécken a soen, hei sinn d'Virlogen, hei sinn d'Premisse wéi ee Gebai muss ausgesinn. Nëmme iwwert dee Wee geet et. Wa mer do large sinn, wa mer do duerch d'Fangere kucken, wa mer dat do lafe loosse, da kënnen d'Dispositiounen vum Gesetz esou schéi si wéi se wellen, da gräife sen net um Terrain. Dat ass dat Eischt.

Dat Zweet betrëfft den Transport. Ech denken do un d'Gare vu Miersch. Et ass déi, déi ech am Kapp hunn. Wann ech gesinn, dass mer eng Gare, fir vill Geld, huelen ech un, ech hu kee Käschtpunkt elo am Kapp, mä fir vill Geld renovéieren, an da vergiessen, dass déi och soll herno mat deenen néidege Lifter oder Rampen, oder wéi och ëmmer, accessibel sinn, dass d'äerf eis am Joer 2003, dem internationale Joer vum Handicap, net méi geschéien.

Ech mengen, dass déi Volontéite mussen an d'Käpp vun allen Décideure goen am Privatsecteur, am öffentleche Secteur, um nationale Plang, um kommunale Plang, soss ass et net méiglech. Datselwech géillt och fir dat, wat mer hei virun der Vakanz decidéiert hunn, de 15. Juli 2003, d'Gesetz, dass déi handicapéiert Persounen, déi an den Ateliere schaffen, e garantiéiert Revenu hunn. Och dat ass eng Drëps, wa mer am Exposé des motifs vun deem Gesetz liesen, dass 3% vun de Leit et wierklech packe vun do an de sou genannten normalen Aarbechtsmaart integréiert ze ginn. Déi 3%, dat sinn natierlech schon 3%, mä och dat ass eng Volontéit, déi mer mussen hunn.

Et war d'Kolleege Renée Wagener, déi viru kuerzem eng Fro gestallt

hat iwwert d'Applikatioun vun deem Gesetz mat de Pourcentage vu 5% an 2,5%. Net nëmme, dass mer dat net genuch kontrolléieren, dass mer vläicht och keng Sanktiounen maachen, ech weess et net, dass ass eng Fro, déi ech emol well stellen, fir herno vun lech gewuer ze ginn, Madame Jacobs, ob mer dann do och wierklech Sanktiounen maachen.

Firwat hu mer net an dem Joer 2003 eng Kéier wierklech gekuckt, wéi et da bei den öffentlechen Arbeitgeber ass mat de 5%, wéi et am Privatsecteur ass, an dann och wierklech déi Sanktiounen, déi d'Gesetz méiglech mécht, applizéieren? Wa mer déi Volontéit net bis ennen hinner hunn, da bleift villes Lettre morte, an dat do ass eng vun deene Gesetzgebungen, déi Lettre morte bliewen, wa mer et net fäerdeg bréngen och wierklech A ze soen, awer och B, C an och D. Dofir ass fir eis dat Joer 2003 eng nei Gewëssenserfuerschung, mä dass ass elo e bëssen dat, wat mir an all deene Jore virdu gesot hunn, dass et net den 31.12.2003 d'äerf eriwuer sinn. Dofir meng Fro un d'Ministesche: Wéi eng vun deenen Initiativen, déi d'äerf Joer gestart si ginn, hunn och wierklech d'Chance, fir iwwert d'Joer 2003 weiderzagoen, wou d'finanziell Mëttele gesécher sinn?

Mir wëssen, dass am Budget 2004 op enger Rei vu Plaze gekäppt ginn ass, fir et esou ze soen. Wéi ass et mat deene Gelder do, fir dass mer wierklech an der Lag sinn och iwwert d'Année internationale vum Handicap erauszagoen?

Zum Schluss kommen ech dann zum Thema mat deem den Interpellant, de Kolleege Gira, ugefaangen huet, dass dat vun der Integratioun am scholesche Beräich. Ech well direkt soen, an ech hunn et virdu scho gesot, e Procès d'intention hëlleft eis do net weider. Mir si säit zwee, dräi Joer e bëssen an engem Flou. Mir kennen d'Objektiver an d'Volontéit vun der Regierung, mä déi kënnen mer nëmme untaaschen. Mir héieren Aussoen a mir mengen ze spieren, dass wann iwwer Integratioun geschwat gëtt, emol direkt vun der Unterrechtsministesch d'Problemer dohinner geluecht ginn. Ech soen lech, dass een esou keng Politik ka maachen. Mir wëssen, dass et Eltere gëtt, déi bei där d'oter Politik eng grouss Skepsis hunn a mengen, dass hir Kanner net schnell genuch virukommen, wann et an der Klass ee gëtt, dee behännert ass. Mir kennen dat jo. Wann een natierlech deene Leit wellt nom Mond rieden an direkt vu Problemer schwätzt, da léisst sech doraus wierklech keng Politik maachen.

Dat ass dat, wat mer vu virera wëlle soen, dass een net spiert, dass de Kapitän, deen un der Spëtzt steet, an där d'oter Fro wierklech de Combat fir d'Integratioun wellt goen, no vir marschéiert an d'Leit motivéiert. Wéi wëlle mir Enseignanten do-bausse motivéieren do mat ze zéien, wa se net d'Gefill hunn, dass de Kapitän och wierklech deen ass, deen de Code gëtt, fir no vir ze goen an eppes erauszehuelen?

A wann ech am Ufank gesot hunn, mir schwätzen hei vu Räichtum, da soen ech lech an deenen Elteren, déi sou genannten „normal“, dann do iergendwéi eng Kéier eppes Klenges géife verpassen oder net schnell genuch géife virukommen - well ech aus enger Gemeng kommen, déi sech säit 13 Joer där Politik do an allen Hisiichten, vun uewe bis ennen, verflucht huet -, da soen ech lech, dass dat alles Makulatur ass. Well dee Räichtum, deen déi Kanner do kréien an deene Klassen, wa se mat Behännerten zesumme sinn, dee Räichtum, fir ze verstoe wéi Mënsche funktionéieren, an déi Léift, déi ee ka matkréien, wann ee mat deene Leit an de Klassen zesummen ass, dee Räichtum léisst sech duerch keng Programmer an duerch keng franséisch oder däitsch Prüfung, déi zwee Deeg méi spéit gemaach gëtt, erëmhuelen.

Dofir ass dat, wat mer de Mëtteg gären hätten, dat, dass kloer gesot gëtt, wou mir an deem Schéff do wellen higoen. Ech mengen och, dass déi Motioun, déi de Kolleege Camille Gira virgeluecht huet, eng Motioun ass, déi jo wierklech, géif ech scho bal soen, net vill verlaangt. Si verlaangt, dass mir eis endlech allegueren un den Dësch setzen an ophalen hin- an hierzestreden, virwërf ze maachen an esou virun, mä dass mir versiche kloer d'Objektiver ofzeklappen, ob d'Objektiver nach ëmmer richteg sinn, a wa se richteg sinn, decidéieren, wéi mir eis dann d'Moyene gi fir déi Politik och ëmzesetzen.

Wann ech, wéi vill anerer, gesinn, wat een am Gesetz vum 1994 oder 1993 ka liesen, wou do steet vun den Elteren „qui décident parmi les possibilités“ an och gesinn, dass an de Projete vum Schoulesgesetz am Artikel 43 steet: „les parents qui ont droit aux informations“, dann ass dat natierlech schon e bësse méi wéi e Paradigmewiessel. Wann dat d'erklärte Politik vun der Regierung ass, dann hätte mir gären, dass dat hei kloer an däitlech gesot gëtt an da féiere mir doriwuer eng propper, fair, politesch Ausnannersetzung. Mä mir hu jo aus dem Mond vun der CSV-Sprièrein schon héieren, dass et da wuel awer och an der Majoritéit jo net esou kloer ass an dass do net aus engem Mond geschwat gëtt. Ech mengen, dass ass jo dann en Débat, dee mir nach weider wäerte sui-véiere kënnen.

Dat ass am Prinzip dat, wat mir an der Interpellatioun iwwert déi do Fro en long et en large hätte kënnen méi laang soen. Mir gesinn a Lettre-ouverten an a Lieserbréiwer, déi geschriwwen ginn, den Désarroi heiansdo vu munchen Elteren, déi domadder konfrontéiert ginn. Ech verstinn hiren Désarroi, dee se ausdrécken an deen heiansdo och emotionell ass, mä ech mengen do, esou kal, technokratesch Diskussiounen, wou keng Emotiounen sinn, bréngen eis och net virun. Heiansdo muss et schon emotionell si fir dass et virueget.

Wann ech de SREA kucken, mat sengen 2.377 Wochestonnen, déi zur Verfügung sti fir d'Integratioun, a gesinn, dass do praktesch säit enger gudder Zäit agefruere gëtt an och natierlech gesinn, wéi vill Kanner solle betreit ginn, nämlech 888, da sinn dat 2,6 Stonne pro Woch pro Kand. Da gesäit een och nach - an de Camille Gira huet dat och gesot -, dass déi Leit, déi do schaffen, net fest agestallt ginn. Ech behaapten am Géigesaz zu him, deen dat als eng Fro dohinner gestallt huet, dass et révélateur ass, dass an deem Secteur do d'Leit och mat Contrats à durée déterminée vun engem Joer zum aneren higetrischt ginn. Dass ass révélateur dofir, dass mir net d'Beziehung hunn, eis kloer an däitlech fir eng Politik ze decidéieren, a wa mir dat maachen, da kënnen mir déi Leit och astellen.

Ech muss soen, wa mir zu Beetebuerg mol wollten e bëssen unilateral Leit da mat engem Contrat à durée indéterminée astellen - an der Tëschenzäit hu mir dat einfach gemaach -, dann ass gesot ginn, jo mä dat si jo awer Politiken, déi si jo awer nach net esou kloer definiéiert, bleift dat da bestoen an esou weider. Mä dat seet dann alles aus.

Dofir hätte mir de Mëtteg gären, dass eng Volonté deklaréiert gëtt an da kënnen mir eis vill Diskussiounen, vill Petitiounen spueren; et ass jo lo nach virun zwou Wochen eng Petitioun agaangen, déi mir vun den Elterevereenungen an aneren Organisatiounen, déi sech ëm d'Integratioun këmmere, kritt hunn. Déi Leit ware beim Parlamentspräsident fir d'Petitioun ze iwwerreechen.

Dofir, wann dës Interpellatioun weinstens d'Geleeënheet gëtt de Mëtteg kloer ze maachen, ob dat, wat am Schoulesgesetz steet, vläicht

vun eis an och vun de Leit dobaus- se falsch verstane gëtt, a wann de Mëtteg hei d'Geleehheet benotzt gëtt fir zu kloren Objektiv kloer Aussoen ze maachen, da war se schon net émsoss. Merci!

M. le Président. - Merci, Hâr Lux. Domat ginn ech dann der honorabler Madame Maggy Nagel d'Wuert.

Mme Maggy Nagel (DP). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, d'Integratioun an d'Selbstbestimmung genee esou wéi d'Participatioun an alle Beräicher vum gesellschaftleche Liewe vun eise behënnerter Matbierger ass eppes, wat all Mënsch sollt um Hâerz leien, an dat net nëmmen am europäesche Joer vun den handicapéierte Persounen.

D'DP huet sech iwwer eng besser Integratioun vun eise behënnerter Matbierger schon an hirem Wahlprogramm vun 1999 Gedanke gemaach, an des Gedanke féint een dann och am Koalitiounsvertrag vun der CSV/DP-Regierung erëm, wou d'Ziler, déi duerch eng kohärent Behënnerterpolitik erreicht solle ginn, festgehale goufen. Dat sinn ënner anerem d'Integratioun, d'Selbstbestimmung an d'Förderung vun der Onofhängegkeet vun eisen handicapéierte Matbierger.

Fir d'Integratioun vun eise behënnerter Matbierger ze verbesseren, ass et wichteg, dat mir ophale si ze bevirmonden, wéi dat leider nach an esou ville Beräicher de Fall haut ass. Mir müssen et hinnen erméiglechen hiert Liewe selwer an d'Hand ze huelen an hinnen d'Méiglechkeet ginn, selwer ze bestëmmen, wat si wëllen a wat net. Dobäi geet et och dorëms, de Leit kloer ze maachen, dat d'Thema Behënnerung en Thema ass, wat eis alleguerten ueget.

D'Zil vun der Behënnerterpolitik an eise Land muss et dofir sinn, en Ëmfeld ze schafen an deem déi behënnerter Matbierger hir Rechter an hir Flichten an Usproch kënnen huelen. Zu deene Rechter gehéiert ënner anerem d'Recht op eng Ausbildung, op eng Aarbechtsplaz an d'Recht um gesellschaftleche Liewe deelzehuelen.

Fir dëst Zil ze erreechen ass et wichteg, dat all bedeelegt Partner sech un den Dësch setzen, fir iwwer géeegegt Programme a Mesuren ze schwätzen. Ganz wichteg ass dobäi, dass déi Beträffe selwer net vun dem Prozess ausgegrenzt solle ginn, mä hir Meenungen an Iddien och considéiert ginn. Dës Approche gëtt vum Numm, deem déi Europäesch Kommissioun dem europäesche Joer vun den handicapéierte Persounen ginn huet, ënnerstrach - et ass jo scho gesot ginn de Mëtteg: „Näischt iwwer eis uni eis.“ Esou waren et dann och déi behënnerter Persounen selwer, déi um leschten europäesche Behënnerterkongress zu Madrid am März 2002 hir Visioun formuléiert hunn, déi de Kader fir d'Aktivitéiten am europäesche Joer vun de Mënsche mat enger Behënnerung stelle sollten.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, et ass eis Aufgab, fir Chancgläichheet an eiser Gesellschaft ze suergen. Dat bedeit och Chancgläichheet fir eis handicapéiert Matmënschen. Si müssen trotz hirem Handicap hir eegen Entscheedungen treffen kënnen, a mir müssen dofir suergen, dat si et fäerdeg bréngen mat hire Fäegkeeten a mat der Ënnerstützung vun hirem Ëmfeld aus der Ofhängegkeet erauszekommen.

Dës Chancgläichheet fänkt schonns bei der Mobilitéit un. Aktiv um gesellschaftleche Liewe deelzehuelen heescht fir d'éischt mol iwwerall hinkommen. En éischte Schrëtt an des Richtung hu mir am Joer 2001 gemaach, wéi mir d'Gesetz iwwert d'Zougängelechkeet vun den öffentliche Plaze gestëmmt hunn, well an enger Gesellschaft, déi op Kommunikatioun an op Mobilitéit opgebaut ass, muss et eis

Aufgab sinn, all Member vun der Gesellschaft a senger Mobilitéit ze ënnerstützen. Dofir ass et wichteg, dass eis Mobilitéitskonzepter, déi mir entwerfen, esou gutt wéi méiglech de Mobilitéitsfuertunge vun der ganzer Gesellschaft Rechnung droen. An do huet eben net jidderen déiselwecht Besoinen. Dofir war et och esou wichteg, fir mat dem Gesetz iwwert d'Zougängelechkeet en éischt Zeechen ze setzen.

Natierlech bleift nach villes ze maachen. Dat awer scho vill gemaach ginn ass an deemem Domän, gesäit een, wann een an de leschte Rapport d'activités vum Transportministère kuckt. Esou goufen d'öffentlech Transporter fir déi handicapéiert Persounen fir kulturell a sportlech Aktivitéiten, awer och den Transport an an aus der Schoul däitlech verbessert. Dës Verbesserungen am öffentliche Transport, déi et virun allem am Secondaire deene behënnerter Kanner erlaaben an d'Schoul ze kommen, sinn e weidere wichtige Beitrag zur Chancgläichheet. Genau sou goufen awer och d'Transferte fir déi Handicapéiert agefouert, fir et hinne méi lücht ze maache fir op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Och des Mesure dréit e groussen Deel zur Integratioun an der Mise en emploi vun eise behënnerter Matbierger bäi.

Hâr President, niewent der Mobilitéit ass e weidere wichtige Schrëtt a Richtung Onofhängegkeet eng Aarbecht ze fannen an där och wéi all aner Mënschen nozegoen. An deem Kontext hu mir mat dem Gesetz vum 12. September 2003 iwwert déi behënnerter Persounen e weidere ganz wichtige Schrëtt fir d'Integratioun an d'Onofhängegkeet vun eise behënnerter Matbierger gemaach.

An eiser Gesellschaft ass de soziale Statut, deem eng Persoun huet, an engem ganz groussen Deel vu senger finanzieller Situatioun ofhängeg. Fir des Positioun vun den handicapéierte Persounen ze stäerken, hu mir dat Gesetz gestëmmt. Mat Hëllef vun deem Gesetz soll déi sozial Sécherheet an déi wirtschaftlech Onofhängegkeet vun eise behënnerter Matbierger verbessert ginn.

D'Aarbecht ass e ganz wichtige Facteur fir d'Integratioun an enger Gesellschaft. Responsabilitéiten ze droen, fir seng Aarbecht respektéiert ze ginn a mat senger Aarbecht ze fridden ze sinn, si wichteg Facteure fir d'Motivatioun vun all Einzelne. Geneesou positiv wierke sech awer och déi sozial Kontakt aus, déi d'Aktivitéit am Berufsliewe mat sech bréngt. Fir des Erkenntnisser Rechnung ze droen, huet d'Regierung schonns 1998 am PAN-Gesetz eng Rei Dispositiounen an d'Liewe geruff fir esou villen handicapéierte Matmënsche wéi nëmme méiglech d'Chance ze bidden, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Fir den handicapéierten a behënnerter Matmënschen eng Aarbechtsplaz ze verschafen, muss et déi Aarbechtsplaz awer iwwerhaupt emol ginn, an dofir muss mir insgesamt de Placement beim Stat, bei de Gemengen, bei den Établissements publics a besonnesch bei Privatentreprisé verbessern. Wann d'Patrone keng Aarbechtsplaze fir déi behënnerter Mënschen, déi schaffe kënnen a wëllen, schafen, sinn der Politik d'Hänn gebonn. Dofir muss mir zesumme mat den Entreprises Ureizer schafen.

Natierlech muss mer eis bewosst sinn, dat trotz allen Efforten, déi an deemem Beräich gemaach gi sinn, et schwierig ass d'Aarbechtsbedéngunge behënnerteregerecht ze adaptéieren. D'Hëllef, déi d'Betriber vum Stat bei der Schaffung vu behënnerteregerechten Aarbechtsplaze kënnen kréien, muss sécherlech nach verbessert an intensivéiert ginn.

An deem Kontext ass dann och besonnesch ervirzehliewen, dat doduerch, dat de Conseil supérieur des personnes handicapées e legale Statut kritt huet, déi handicapéiert Matmënschen elo d'Méiglechkeet hunn, fir d'Intérêten, als Konsultativorgan vun der Regierung, besser zur Geltung ze bréngen. Ech sinn och souwisou der Meenung, dat eng Politik fir behënnerter Mënsche kee Sënn mécht, wann een net dobäi op alle Pläng mat hinnen zesummeschafft.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, ech hunn elo vill geschwat iwwert d'Mesurë fir eng Mise à l'emploi vun eise behënnerter Matmënschen. Mä net all handicapéiert Persounen sinn en mesure fir sech hire Liewensënnerhalt selwer ze verdéngen, mir müssen eis awer och ëm déi Leit suergen, an duerfir war d'Afféierung vun engem Revenu pour personnes gravement handicapées esou wichteg. Dat erméiglecht nämlech och deene méi schwéier handicapéierte Persounen, e Schrëtt a Richtung Onofhängegkeet ze maachen. Mat deemem Akommes ka ville Leit an enger prekärer Situatioun gehollef ginn. Dese Revenu dréit dozou bäi, dat an eiser Gesellschaft keen duerch dat soziaalt Netz fällt.

Hâr President, wa mir eisen handicapéierte Matbierger et erméigleche wëlle fir duerch eng Aarbecht sech besser ze integréieren an e Schrëtt a Richtung Onofhängegkeet ze maachen, da muss mer awer och dofir suergen, dat se déi néideg Moyene mat op de Wee kréien. D'statistesch Donnéeë beleen, dat de Bildungs- an de Beschäftigungsniveau vun de behënnerter Persounen an Europa duerchschnëttlech ganz niddreg ass. Dat bréngt d'Gefor mat sech, dat déi eng sozial Schwächt zu där nächster féiert, nämlech der Aarmutt. Fir dese Cercle vicieux ze duerchbriechen, muss mer och dofir suergen, dat eise behënnerter Matmënschen eng Ausbildung mat op de Wee gi gëtt, déi et hinnen erlaabt finanziell selwer fir sech ze suergen.

Nach bis virun zéng Joer goufen déi handicapéiert Kanner a speziell Schoule geschéckt. Dat dat awer net zu enger Integratioun vun deene Kanner an eiser Gesellschaft bäigedroen huet, ass jo net weider verwonderlech. Fir och am Beräich vun der Education an der Formatioun zu méi Chancgläichheet ze gelaangen, ass Lëtzebuerg eent vun deene Länner an Europa an deenen déi handicapéiert Kanner an den normale Schoulbetrib mat integréiert ginn.

Zu Lëtzebuerg ginn ongeféier eng 1.000 Kanner mat hire Kollegen an d'Schoul, wou si vun de Services vun der Education différenciée an hire Klasse betreit ginn. De Service ré-éducatif ambulatoire vun der Education différenciée ass dofir och nei organiséiert ginn, fir de Kanner, déi vun deemem Service betreit ginn, nach besser hëllef ze kënnen. Virun allem sinn d'Moyene vun dem Service op enger regionaler Basis besser verdeelt ginn. Mat nëmme ronn 1% vun den handicapéierte Kanner, déi hei bei eis zu Lëtzebuerg a speziell an hir Besoinen ugepassten Etablissements ginn, läit Lëtzebuerg an Europa, wat d'Integratioun vun den handicapéierte Kanner ueget, mat un der Spëtz.

Fir des positiv Entwécklung nach ze verstäerken, gëtt dofir am Moment och en engem neie Gesetz iwwert d'Education différenciée geschafft, an deem déi handicapéiert Kanner dann och net méi wéi handicapéiert Schüler behandelt ginn, mä wéi all déi aner Schüler och. Esou sollen dann och déi spezialiséiert Institutier a Regionalzentren de Statut vu Schoule kréien.

Mat all dese Mesurë soll d'Ausbildung vun eisen handicapéierte Matmënsche verbessert ginn, fir dat si d'Chance kréie mat deem wat si geléiert hunn eng Plaz ze fannen an domadder och hir Plaz an eiser Gesellschaft ze fannen.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, ausser dem Recht op eng Ausbildung an eng Aarbechtsplaz, muss eis Behënnerterpolitik awer eisen handicapéierte Matbierger d'Recht op Betreivungsinfrastrukture bidden, déi hirem Handicap esou gutt wéi méiglech ugepasst sinn. E gutt Beispill dofir ass de Centre intégré pour personnes âgées zu Fréiseng. Dese Centre kann op déi spezifesch Besoinen vun de behënnerter Persounen agoen. Anescht wéi net esou spezialiséiert Haiser wéi Altersheemer, Spideeler oder och Familljen doheem kënnen des Centren den handicapéierten déi Soinen an där Form an an där Ausdauer zoukomme loossen, déi si individuell brauchen.

Dës Betreivungsinfrastrukture sinn dofir esou wichteg, well si de Behënnerter engersäits d'Méiglechkeet zu engem méi autonome Liewe ginn a well si op där anerer Säit d'Famillje vun den Handicapéierten entlaaschten. Esou steigeregen adequat Betreivungsrichtungen net nëmmen d'Liewensqualität vun de Behënnerter selwer, mä och déi vun hire Familljen. Dofir muss mer eis dofir asetzen, dat nach méi esou Centrë solle gebaut ginn.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, et sinn awer net nëmmen déi staatelech Mesuren, déi eisen handicapéierte Matmënschen hëllef solle fir eegestänneg hire Wee duerch d'Liewen ze goen. Erlaabt mir an deem Kontext vun deser Plaz all deene Leit, a virun allem och deene ville Bénévolens, an den Associatiounen merci ze soen, fir hiren onermiddlechen Asaz, dee si Dag fir Dag am Dëngscht vun den handicapéierte Matbierger weisen. Si droen zu engem ganz groussen Deel zur Integratioun vun eise behënnerter Matmënschen an dat alldeegelecht Liewe vun eiser Gesellschaft bäi.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, mir müssen eis bewosst sinn, dat et net «den Handicapéierte» gëtt, mä dat all handicapéierte Matbierger an enger anerer Situatioun ass. Et gëtt deemno och net «déi Antwort», wéi een all d'Problemer, mat deenen eis handicapéiert Matmënschen ze kämpfen hunn, léise kann.

Wa mir d'Solidaritéit, d'Autonomie, d'Unerkennung an d'Participatioun vun eisen handicapéierte Matmënschen an eiser Gesellschaft verbessere wëllen, muss mer nach méi wéi bis elo probéieren d'Barrièren tëschent de validen an invalide Mënschen ofzebauen, an eis Gesellschaft dozou bréngen, fir eis behënnerter Matmënschen net méi als Randgrupp, mä als integrale Bestanddeel eiser Gesellschaft unzugesinn. Mir müssen eisen handicapéierte Matmënschen d'Chance ginn, fir eng zolidd Ausbildung ze maachen a fir hinnen et ze erméiglechen eng Aarbecht ze fannen, déi hinnen eng finanziell Onofhängegkeet erméiglecht.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Nagel. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Hâr Jacques-Yves Henckes agedroen. Hâr Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, ech wollt aganks awer d'Conférence des Présidents bidden, fir an Zukunft ze évitéieren, dat mer zwou Interpellatiounen an engem Nomëtteg hunn.

(Interruption)

Ech ginn dat just nëmmen hei weider, well mer gesinn, dat mer hei bal deelweis virun eidele Bänke schwätzen. Ech menge mir hunn d'Expérience elo gemaach an et soll ee kucken, dat een dat an Zukunft évitéiert kritt.

(Interruptions)

Ech gesinn dat, mä ech mengen et misst een dat och dann deenen anere Kollege soen, déi och nach verschidden aner Verpflichtungen hunn. Mä ech soen, et ass bei esou wichtige Debatten net gutt, wann een zwou esou Debatten an engem Nomëtteg huet.

(Interruption)

Voilà, Dir sidd elo just erakomm, dofir ass et elo e bësselche méi lücht da Bemierkungen ze maachen!

Ech wëll uganks vun där Debatt hei soen, dat wann een deenen Handicapéierte hir Familljen héiert, da wëllen se ons alleguerten zwou Saachen soen. Déi éischt ass, dat se no Méiglechkeet esou liewe wëlle wéi alleguerten déi aner Leit hei am Land, an déi zweet ass, dat se wëlle léieren, schaffe goen a goe wou se wëllen, grad wéi alleguerten déi aner Bierger. Dat se awer och mierken, dat se ganz oft eng Administratioun hunn, déi lues ass, déi schwéierfälleg ass, déi schwéier ze iwwerzeegen ass fir déi einfachste Problemer ze léisen.

D'Onzefriddenheet ass relativ grouss nach an deem Milieu, an dat huet menger Meenung no fënef grouss Grënn. Éischters d'Tat-saach, dat et eng ganz grouss Diversifikatioun, ganz vill verschidden Handicapë gëtt. An et ass do duerjer relativ schwéier och fir Léisung fir jiddfereen ze fannen. Den zweete Problem ass deen, dat et heiansdo schwéier ass, aus där Diversitéit eraus, fir den Dialog mat den Handicapéierten ze féieren, mat hire Familljen. Déi drëtt Kritik, déi vun de Milieuë vun dem Handicapë kennt, ass, dat mir ganz oft och an der Politik selwer net vill Donnéeë statistescher Natur hunn iwwert déi Populatiounen, déi concernéiert sinn, an et ass och d'Kritik, dat ganz oft Differenze sinn tëschent deem wat am Ausland geschitt an zu Lëtzebuerg, de Prozenter am Ausland an zu Lëtzebuerg, wat verschidde Resultater ueget.

Domadder wëll ech direkt schonns deen ee wichtige Problem ugoen. Dat ass, dat, wann ee vu Politik schwätzt a Faveur vun de behënnerter Leit, dann huet een direkt dat, wat d'Techniker nennen e Problème nosologique, dat heescht e Problem vun Definitioun. All Land an Europa, all Land an der Welt huet eng aner Definitioun vum Handicap. An domadder huet ee schonns eng vun deene wichtige Schwierigkeeten ervirgestrach. Beispillsweis gëtt et no der Definitioun vun Italien 1,2% handicapéiert Kanner an an der finnescher Definitioun 17% handicapéiert Kanner a Finnland. Dat wëllt höchstwahrscheinlech a mat Sécherheet net datselwecht mengen.

Dann hu mir e Problem vun Informatioun. Mir wëssen net, wéi vill Behënnerter hei zu Lëtzebuerg sinn a wat déi grouss Kategorie vu Behënnerunge sinn. An doduerjer, dat mir dat net wëssen, ass et natierlech vill méi schwéier fir geziilt Aktiounen ze starten, fir och ze kucken, ob déi Politik, déi mir maachen, déi erwënschte Resultater bréngt.

Et gëtt geschat, dat et hei am Land tëschent 5.000 an 8.000 Behënnerter gëtt. Et gëtt awer e puer Zuelen, déi eis eng Indikatioun ginn. Do sinn ech frou, dat mir am Rapport annuel vum Ministère de la Famille dat konnte fannen. Esou hu mir gesinn, dat mir no der Definitioun vun dem Handicap, wou mindestens 30% vun Invaliditéit besteet, den 1. Januar 1999 1.909 Behënnerter haten an den 1. März 2003 2.836, wat eng

Augmentatioun vu méi wéi 48% a véier Joer ass. Ech mengen, dat beweist, datt mir e Problem hei am Land hunn, mat deem mir mussen eis ganz seriö ausenaner dinn.

Da gëtt et och nach Zuelen iwwert d'Bénéficiairë vun Onfallrenten, mä soss gëtt et net vill Donnéeën. Dofir, Madame Ministerin, géif ech mengen, datt et richtig wier, wann ee géif national Statistiken doriwier etabléieren, wéi vill Handicapéierter mir hunn, an déi grouss Kategorie kucke géif, wéi vill dovunner blann sinn oder soss Schwieregkeeten hunn. Da gesäit een, wat fir eng Problematik sech stellt a wou mir mussen usetzen. An deem Sënn wëll ech och eng Motioun déposéieren.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il n'existe pas de statistiques nationales relatives aux personnes handicapées ni aux types d'handicaps;

- considérant que sans données statistiques il est difficile de cibler la politique en direction des personnes handicapées et de voir si l'action politique apporte les fruits attendus;

invite le Gouvernement

- à faire établir des données statistiques nationales relatives aux personnes handicapées.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling.

Da muss ee soen, datt de Ministère vun der Famillje chargéiert ass fir d'Koordinatioun ze maachen tëschent all deene Servicer an Administratiounen, déi sech ëm den Handicap këmmeren. Ech wëll lech éierlech soen, Madame Ministerin, dat ass héchstwahrscheinlech eng Sisyphusaarbecht, eng ganz grouss Aarbecht, well ech hunn net manner wéi aacht verschidde Ministeren erausfonnt, déi sech hei direkt oder indirekt ëm verschidde Deeler vun Handicapë këmmeren. Dat bréngt och mat sech, datt een e regelrecht administratiivt Labyrinth huet fir sech do erëmzefannen.

Mir gesinn, datt, wann een d'Informatioun kuckt vun Info-Handicap, déi publizéiert gëtt, dann huet déi Informatioun iwwer honnert Säiten an huet nach Renvoien op verschidde Administratiounen, déi nees erëm renvoyéieren op spezialiséiert Servicer. Dat ass fir ganz vill Leit net méi ze maachen. Et ass net méi duerchsichteg. Et ass en administratiivt Labyrinth.

Dofir géif ech och d'Regierung biede fir e Guichet unique ze schafen, fir déi Formalitéiten op enger Plaz kënnen ze resüméieren, fir ze kucken den Accès zu der Informatioun an den administrativen Aarbechten ze erlichten, en faveur vun deenen Handicapéierten, respektiv, wann en Handicapéierten et selwer net maache kann, vun de Familljen.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que les personnes handicapées se trouvent confrontées dans de nombreux domaines à un labyrinthe administratif;

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité de créer un guichet unique pour faciliter les relations entre personnes handicapées voire leurs familles et les différentes administrations.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling.

E wichtege Problem, deen an eiser Optik, an eise Aen muss realiséiert ginn, dat ass, wann ee wëllt Politik maachen en faveur vun de Behënnerten, da muss ee se och dobäi associéieren. An dofir ass "Näischt iwwer eis ouni eis" e ganz gudder Slogan, mä nach gesäit een, datt tëschent der Theorie, tëschent de Gesetzter, déi mir gestëmmt hunn, an der Application pratique awer nach Welte leien.

Fir eis sollen et verschidde Prinzipien an där Matière vun der Politik en faveur vun den handicapéierte Persounen ginn. Véier Wieder wëll ech just nëmmen hei uféieren: Dignitéit, Participatioun, Net-Diskriminéierung a Recht op Kompensatioun. Wann een déi eenzel Dispositiv kuckt, déi mir hunn, da gesäit een, datt ganz viles administrativ geregelt ass an datt den Handicapéierte selwer oder seng Familljen net genuch oder guer net consultéiert ginn.

Ech ginn eng etlech Beispiller, déi ee ka gesinn. Meeschtens décidéieren d'Kommissiounen ouni mam Handicapéierte geschwat ze hunn. Dat ass net gutt, notament, wann et drëm geet, konkret Realisatiounen duerchzezéien. Mir hu Schwieregkeeten a munch Problemer, well och déi Koordinatioun tëschent dem Stat an de Gemenge sech net mécht. Mir hunn, wat déi Systèmes d'évaluation ugeet, fir den Handicapéierten ze hëllefen, relativ wéineg.

Déi Plans d'aide personnalisée ginn och ongenügend duerchgezunn, a wa se duerchgezu ginn, da gesäit een direkt, datt schonn eng Limite vu 15.000 Euro besteet, wat d'Hëllef ugeet, wann Aménagement mussen doheem gemaach ginn. Ganz vill Leit kréien déi Suen och net, einfach well se am Revenu ze héich leien. Ech mengen, dat ass och eppes, wat net gesond ass, wat net gutt ass. Et gesäit een, datt, wann een en Abatement fiscal spécial freet, dann déi Leit mat mëttlere Revenuë ganz wéineg dobäi eraushuelen. Mir mengen do, datt et richtig wier fir op de Wee vum Steierkredit ze goen.

Da muss een op déi eenzel Donnéeën iwwert d'Diskriminéierung an d'Net-Diskriminéierung am normale Liewenskader vun Handicapéierten agoen. Ech mengen, et ass wichtege, datt ee fir d'éischt d'Problemer analyséiert am normale Milieu, wou d'Leit schaffen a liewen. Ech wëll uniequament unhand vun e puer Beispiller weisen, wéi schwierig et heiansdo ass a wéi gutt gemengten Décisiounen herno dem Handicapéierten oder all deene concernéierten Handicapéierten net hëllefen.

E Beispill: Mir kafen deier computeriséiert Toilette mat engem héije Sëtz. Dat ass geduecht fir deene Leit ze hëllefen, déi Schwieregkeeten hu fir sech ze setzen. Mä alleguerten déi Handicapéiert, déi am Rollstuhl sinn, kommen op déi Toiletten iwwerhaupt net méi erop. Et ass onnët dat ze maachen. Et ass awer ganz oft justement fir déi geduecht gewiescht.

Mir hunn also öffentlech Gelder falsch investéiert fir e Problem ze léisen, deen net geléist gëtt. Dann hu mir gemaach, datt déi Blann beispillsweis net kënnen um politesche Liewen deelhuelen. Si mussen sech assistéiere loossen. Mir gesinn, datt an anere Länner d'Bulletin de vote an der Brailleschrëft gemaach ginn. Mir froen ons, ob et net méiglech ass och op dee Wee hei zu Lëtzebuerg ze goen.

Virdrun ass et schonn ugeklongen, datt mir och fir déi eenzel Handicapéiert etlech Problemer hunn um Niveau vun de privaten Assurancen, notament an der Matière vun Logementsprêt. Et ass net méiglech haut eng Assurance pour solde ze kréien, wann een e Prêt ageet, da gëtt dem Handicapéierten dat refuséiert. Eng Zousazkrankeversécherung gëtt och dem Behënnerte refuséiert. Bei der Liewensversicherung besteet zwar d'Méiglechkeet fir eng Liewensversicherung ze maachen, wann ee géif stierwen, mä fir alleguerten déi extra Aménagement, déi extra Hëllef, déi soss nach virgesi sinn, ass et net méiglech fir eng privat Assurance ze fannen.

Duerfir géif ech d'Regierung bidden ze kucken, ob et net iwwert en anere Wee kéint goen, fir eng Léisung ze fannen, datt d'Leit, déi en Handicap hunn, och sech kënnen normal Versécherungen huelen,

ënnert deeneselwechte Konditiounen natierlech, wéi wa se géife bei enger privater Gesellschaft sech finanzéieren, mä wou just de Stat eng Garantie gëtt oder iwwert de Wee vun de Krankekeesen e Wee kënnert gesicht ginn.

Da muss ee festhalen, datt mer ganz oft Schwieregkeeten hu beim Accès zu verschidde öffentliche Gebaier. An do mengen ech, dass et wichtege oder noutwendeg wär, dass de Stat an d'Gemenge géifen en „état des lieux“, eng Bestandsopnam maachen, kucke wat misst gemaach ginn a chiffriert Propositiounen maache fir den Accès zu allen öffentliche Gebaier ze garantéieren, an dann och e Plang etabléiere wou Prioritéite misst gesat ginn, a wou dra stéing, wou an a wat fir engem Délai se sollte gesat ginn. Mir gesinn, datt ganz oft bei de Posten oder soss bei öffentliche Gebaier et net méiglech ass fir en Accès fir Handicapéierter ze maachen, a wann der gemaach ginn, gi se oft esou gemaach, datt se ganz deier kaschten, wou et a Wierklechkeet oft vill méi einfach Léisunge kënnert ginn.

Am Milieu institutionnel muss een och festhalen, datt verschidde Donnéeën een interpelléieren. Wann ech kucken, datt et a Frankräich 4.600 Internater gi fir 200.000 Behënnerten a fir 58 Millioune Leit, an an Däitschland 2.000 Internater fir 135.000 Behënnerten a 85 Millioune Leit - zu Lëtzebuerg weess ech déi Proportiounen elo net - da gesäit een, datt vu Land zu Land d'Importanz vun institutionelle Milieu verschidde ass.

Mir sollen eis hei och eng Politik ginn, soen a wat fir eng Richtung mir wëlle goen, a mir mengen, datt hei d'Prioritéit soll am Hébergement doheem am normale Milieu leien an datt een den institutionelle System esou offe wéi méiglech soll maachen. Mir mengen och, datt et wichtege ass fir eng Charte vun den handicapéierte Persounen ze etabléieren, déi an Institutionen sinn, an datt ee soll kucke fir, sief et iwwert eng Reform vun der Tutelle, sief et iwwer Affekoten - Affekoten net am Sënn vun Affekot elo berufflech gesinn, mä als Leit, déi sech fir d'Patienten am institutionelle Milieu asetzen -, datt een och do eng Verriedung schafft, déi hir Intéerte verteidegt wann dat noutwendeg ass.

Dann hu mer Problemer wat den öffentlichen Transport, den Individualtransport an déi spezialiséiert Transporter ugeet. Mir hunn e Gesetz wat d'Accessibilitéit vum Transport soll facilitéieren, mä et gesäit een datt do tëschent der Theorie an der Praxis awer nach Welte leien. Mir hu Rollibussen, Zich a Fliegeren. Et ass méiglech wann een telefonéiert, fir eng Hëllef ze kréien. Mä ganz oft klappt dat net aus organisatoresche Grënn oder well se sech falsch verstanen hunn.

Dann e Beispill: D'CFL keeft 54 Busse mat Rampe fir Handicapéierter. Mä et kënnert kee vun den Handicapéierten an de Bus eran, a wann hien an de Bus erakënnert, da kënnert en net méi vum Quai erof. Well do läit de Problem: Wann Der net op de Quai kënnert eropkommen, kënnert Der och net an de Bus fuere mam Rollstuhl, a wann Der mam Rollstuhl vun der Ramp aus dem Bus erauskommt an Dir kommt dann net méi vum Quai, da musst Der kucke fir deen nächste Bus ze huelen a fir soss entzousch en Ennerdaach ze kréien. Dat Wichtegst ass, datt et e Circuit gëtt wou nogekuckt gëtt, datt effektiv den Handicapéierten, deen op den öffentlichen Transport geet, en zouene Circuit huet, wou e sech déplacéiere kann. Soss nützt dee ganzen Invest absolut näischt.

Mir gesinn, datt sech Problemer do stellen, notament zu Miersch. Et

ass scho virdrun ugeklongen, bei der Gare, mä och zu Dummeldeng bei klengere Garen, do ass et hoerenee d'selwecht an do muss ee kucke fir Léisungen ze fannen. Et muss een e Plang etabléieren a wat fir engem Rhythmus een dat dote wëllt an d'Rei bréngen, well soss nätze ganz vill Investitiounen, déi mer maachen, näischt. A mir proposéieren och...

M. le Président.- Här Henckes, ech wollt lech drop hiweisen, dass Är Zäit ofgelaf ass an dass Dir amgaange sidd Är Zäit vun de Motiounen mat bäizehuelen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Et ass gutt, da kucken ech dat e bëssen ze accélérieren. Ech wëll also hei proposéiere fir e Comité vun den Usagers personnes handicapées ze schafen an an deem Sënn déposéieren ech och nach eng Motioun.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant que les handicapés se trouvent confrontés à de multiples problèmes au niveau des transports en commun et du transport en général;

invite le Gouvernement

- à créer au niveau des transports en commun un «comité des usagers personnes handicapées»;

- à engager l'étude d'une mise en accessibilité du réseau des transports publics, programmée sous la responsabilité des autorités publiques concernées.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling.

Da gëtt et och nach eng etlech Problemer wat d'Autoen ugeet. Ech wëll nëmmen hiweisen op d'Problemer wann een d'Parkplaze falsch anzeechent, da muss den Handicapéierten op der Sait vun de Stroossen erausklammen. Ech mengen, dat si Saachen, déi si liicht ze léisen. Dann ass et och erstaunlech, datt den Handicapéierten, dee mat sengem Autoschaffe fiert, net däerf op Handicapéierteparkplaze parken. Dat ass him mat der bloer Kaart net méiglech, well dat limitéiert ass op eng oder zwou Stonnen. Do géinge mer och proposéieren, datt ee muss kucken, fir entweder an den öffentliche Parkingen oder soss bei private Patronen esou Parkplazen ze aménagéieren.

Dann um Niveau vun den Aarbechten. Do schéngt et mer, datt dat neit Gesetz munnech Schwieregkeete bréngt. Well ech hunn elo unhand vun zwee Beispiller gesinn, datt esouwuel den Handicapéierte wéi de Patron mat deem neie Gesetz netto manner Sue kréie wéi virdrun. Dat ergëtt sech doduerch, datt déi Montanten, déi se elo kréien, besteierbar sinn, a virdrun déi Remboursementer vu Cotisation-socialen net besteierbar waren. Ech hunn e puer Beispiller. Och do wär et néideg fir eng Kéier ze kucke wat et effektiv netto fir déi eenzel Leit bréngt.

Dann hu mer e Problem deen ech nëmme kuerz wëll uschniden, well meng Zäit ofgelaf ass, Här President, dat ass dee vun der Intéegratioun an d'Schoulen. Och do mengen ech, datt et wichtege wär fir eng Debatt driwwer ze féieren. Mir si kloer der Meenung, datt et soll esou goe wéi et an de skandinavische Länner, an Italien an a Kanada ass, datt de Prinzip, dee soll sinn, datt all Kand an de Primärschoulen ageschriwwen gëtt an datt den Enseignement spécialisé just nëmmen dozou dénge soll, datt et soll méi offe ginn an datt d'Kanner kënnen zum Deel am öffentlichen Enseignement normal integréiert ginn.

An déi Debatten, déi Interventiounen, déi den honorablen Här Gira an och d'Madame Frank an den Här Lux virdu gemaach hunn, déi kann ech just nëmme mat deelen. Ech hoffen, datt d'Regierung hire

Projet de loi dorobberhi wäert iwwerdenken an op nei Weeër goen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Ech géif dann nach dem Här Colombera d'Wuert ginn, fir den Dépôt vun enger Motioun zu deem Sujet ze maachen.

M. Jean Colombera (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vun der heiteger Interpellatioun vum Här Gira wëll ech nach gären eng Motioun deponéieren.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant l'exclusion sociale dont souffrent de nombreux citoyens handicapés mentaux et physiques;

- considérant la dégradation de la situation financière personnelle ou familiale résultant de la survenue d'un handicap;

- considérant l'existence des débuts d'un système de prise en charge totale par l'assurance dépendance des frais résultant de la survenue d'un handicap;

- considérant la valeur fondamentale que constitue la solidarité nationale pour notre société;

invite le Gouvernement

- à introduire la gratuité de tous les actes médicaux hospitaliers et extra-hospitaliers, de même que la gratuité des traitements et médicaments prescrits pour personnes handicapées;

- à introduire la gratuité des séjours hospitaliers pour les personnes handicapées.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Mir sinn der Meenung, datt mer d'Solidaritéit grouss schreiwe sollen, haaptsächlech géintwärtig vun deene Leit, déi net esou vill Chance am Liewen hate wéi mir. Mir sinn der Meenung, datt mer dese Persounen méi entgëintkomme sollen an alle Beräicher vun Liewen an esou och am medezinesche Beräich. An dofir proposéiere mir, datt all medezineschen Akt, sief et am Spidol oder am Private beim Dokter, an datt all medikamentös Therapie fräi vu jeeglecher Partizipatioun vun handicapéierte Patient solle sinn. Ebenfalls soll all Séjour hospitalier fräi vun alle Chargé vum Patient sinn. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Colombera. Domat wär d'Riednerlésch elo erschöpft an ech géif dann der Regierung d'Wuert ginn. Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an zéng Minuten alles ze soe wat mer an deene leschte Jore gemaach hunn, dat ass total onméiglech, an op all déi Froen an all déi Suggestiounen, déi hei gemaach goufen, ass nach vill méi onméiglech. Trotzdeem sinn ech awer frou, datt mer am Joer vun de Mënsche mat enger Behënnerng hei an der Chamber eng Debatt hunn, och wa mer se mussen am Schnellverfahre maachen. Dofir entschëllegen ech mech am Virus, datt ech net op all déi Froen kann agoen an all déi Suggestiounen, déi gemaach goufen.

D'Madame Brasseur iwwerhëlt den Deel iwwert d'Éducatioun, an ech probéieren d'Froen vun de Kolleegeen aus dem Travail, dem Transport an der Santé matzebehandelen. An do wëll ech direkt dem Här Colombera äntwerten, datt et onméiglech ass déi Motioun unzehuelen, déi Dir elo hei zum Schluss déposéiert hutt. Mir probéieren iwwerall méiglechst no an d'Normalitéit fir behënnert Leit eranzekommen. Da kann een net op där anerer Sait soen: Dir musst fir näischt

kénne parke goen, Dir musst fir nâischt kénne bei den Dokter goen. Wann een engem eng Pai gëtt, déi esou grouss ass wéi engem anere seng, da kann een net op där anerer Sâit och nach alles gratis offrêieren. Also mir mussen eis eng Kéier décidéieren a wat fir enge Paradigmen datt mer dra sinn a wou mer wëllen higoen. Dat nëmme just fir schonn bei där enger Motioun gekläert ze hunn, wou mer domadder kënne higoen.

Ech géing ganz kuerz awer wëlle soen, wéi d'Politik vun de behënnerte Mënschen evoluéiert huet. An de 70er, an den 80er Jore sinn haaptsächlech spezial Strukturen fir behënnert Mënsche gemaach ginn. Et war eng medezinesch Approche. Virun allem ass probéiert ginn, d'Defiziter vun de Mënschen ze kompenséieren, mä et ass net gekuckt ginn d'Hindernisser ewech ze huelen, déi an eiser Gesellschaft bestongen an och haut nach bestinn.

1997 hu mer en Aktionsplang zougonschte vun de behënnerte Mënschen ausgeschafft mat allen Acteure vum Terrain, dee bis dohinner gefeelt huet. Am Plang ass fir d'Éischt d'Normalisatioun, d'Integratioun, d'Autonomie an eng differenziert Approche festgehalten.

Resolut gouf sech orientéiert zur Interaktioun vun de behënnerte Persounen - Persoune mat enger Behënnung, esou steet et am Text vun de Mënscherechter -, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn un eise Liewen deelzuehuele wéi all anere Bierger a Biergerin och. Et ass net méi eng karitativ an eng solidaresch Approche, mä et ass eng Fro vun deeneselwechte Rechter fir jiddferen. Och international an europäesch ass dese Wee gang ginn, ënner anerem mam Artikel 13 aus dem Amsterdamer Vertrag.

Eng ganz Rei vu Virschléi aus dem Aktionsplang goufen an deene leschte Joren ëmgesat, anerer mussen nach realiséiert ginn. Ech denken zum Beispill un dat, wat och den Här Gira gefrot huet, nämlech d'Gläichstellungsgesetz. Ech ka mat där Motioun d'accord sinn, well ech denken, datt dat eppes ass, wat mer an deenen nächste Jore wäerten ëmsetzen.

Wichtig Viraussetzungen hu mer geschaffe mam Gesetz iwwert d'Accessibilitéit, d'Aarbechtskonditiounen an d'Akommes vun de behënnerte Mënschen.

Ënnersträiche wëll ech d'Efforte vun den Organisatiounen vun a fir behënnert Leit, fir gemeinsam a koordinéiert hir Interessen ze verrieden. 2001 huet Info-Handicap seng Statute geännert, an iwwer seng Aufgab als konventionéiert Service d'Missioun vum Conseil national am Interesse vun de behënnerte Leit erweidert.

Am Gesetz vum 12. September 2003 krut de Conseil supérieur des personnes handicapées eng legal Basis. Hien ass e konsultatitv Organ vun dem zoustännege Minister, also vun der Regierung, ass awer och frou der Chamber Avisen ze ginn, wa si e freet.

Säit 1998 funktionéiert de Conseil supérieur an der Majoritéit mat behënnerte Leit a Verrieder aus hiren Organisatiounen. Hei ass e wäite Wee gemaach gi vun deem Punkt un, wou d'Net-Behënnert fir déi behënnert Mënschen entscheet hunn, wat gutt fir si wär, bis zur Autonomie an zur Selbstbestëmmung.

Wat ass an deene verschiddene Beräicher realiséiert ginn? De Stat bedeelegt sech bei de Structures d'accueil, de Logementer an den Infrastrukturen mat tëschent 50 an 100%. An deene leschte véier Joer sinn 12 Milliounen Euro an deem Beräich investéiert ginn. Mir finanzéiere Logementer an och Dagesstrukturen. Säit 1999 sinn d'Formationszentre vun den Organisationszentre mam Familljeministère konventionéiert. Am Joer 2002 goufe 77 Leit an desen Zentre forméiert, an dat mat engem Budget vu 4,2 Milliounen Euro.

Natierlech stellt sech nach ëmmer de Problem, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg mä och am Ausland, wéi wäit den Zertifikat, deen aus deene Formationszentre kënnt, een aneschtens kann ugesi wéi dat wat en ass, well een op där anerer Sâit anere Leit awer net d'Chance gëtt, fir einfach esou e CATP ze kréien, ouni dofir déi néideg Viraussetzungen ze hunn.

De Familljeministère bezuelt och den Ënnerscheid tëschent den Ausgaben an den Einnahme bei der Frëiförderung, den Informations- a Consultatiounsservicer.

Ënner Hébergement versti mer déi klassesch Institutiounen, wou déi behënnert Leit dra liewen, mä och Deelzäitstrukture mat punktuellen Hëllef fir Persounen, déi autonom an hirem Logement sinn, wéi och Dagesstrukturen, wou déi behënnert Leit sennvoll beschäftegt ginn, hir Autonomie gefördert an erhalte gëtt. Doriwwer eraus ginn och d'Familljen domadder entlaascht.

2003 hu mer 43 Servicer fir Hébergement mat 548 Plazen, 4 Formationszentre mat 77 Plazen, ee Frëiförderungsdéngscht, deen 2002 194 Kanner an hir Eltere betreit huet. Aacht Servicer sinn disponibel fir Informatioun, Konsultatioun a fir Plazen, wou déi behënnert Leit sech kënne begéinen.

Säit 1995 goufe mat néng zousätzleche Gestionnaire Konventionen an deene verschiddene Beräicher gemaach. D'Plazen an den Institutiounen sinn ëm 159 eropgaangen, wat bal 38% ausmécht.

Trotz der Aféierung vun der Fleegeversicherung, déi och d'Fleeg vun de behënnerte Leit en charge huet, hu sech d'Ausgabe vum Familljeministère vun 1995 bis 2002 bal verdoubelt, an zwar vun 10 Milliounen op 19,449 Milliounen Euro. Mir si mat de Gestionnaire amgang en neie Finanzéierungsmodus auszeschaffen, dee kloer ënnerscheet tëschent der Fleegeversicherung, der Autonomie an der Qualitéit fir de Client. Eng echt Relatioun tëschent Client a Service soll entston, wéi dat och an deenen anere Länner ass.

Mir hunn net nëmmen zousätzlech Plaze geschafen, mä et gouf och diversifizéiert, esou wéi dat haut de Mëtteg hei gefrot gouf, no dem Alter, der Defizienz an de Besoiné vun de behënnerte Leit. Ech denken un de CIPA fir déi behënnert Leit zu Fréiseng, deen Dir gestëmmt hutt. Ech denken awer och un d'Dezentralisatioun vum Centre hospitalier neuropsychiatrique vun Ettelbréck, wou Leit vun aneren ONGen opgeholl goufen oder a Spezialservicer vum CHNP opgeholl ginn.

Mir hunn och Servicer konventionéiert, déi de Leit mat sensorielle Behënnungen zur Sâit stinn. Ech ginn awer gären zou, datt zousätzlech Efforte mussen gemaach ginn, besonnesch bei Schwiéerheeren a gehörlose Leit, wou mer geziilt mussen hëllefen, zum Beispill wa se wëllen oder mussen bei en Dokter goen, oder och wat zum Beispill d'Medien ubelaangt.

Fir d'Zukunft ass et wichtig, datt d'Familljen zousätzlech Hëllef kréien, fir eng behënnert Persoun doheim ze halen. D'Koordinatioun vun deene verschiddene Servicer muss och verbessert ginn, besonnesch wat den Deelzäitaccueil ubelaangt an déi parascolaire Aktivitéit vu behënnerte Kanner a Jugendlechen. An deem Sënn wëll ech op eise Projet pilote hiweisen, dee „La corde“ heescht, an dofir brauchen eng Partie vun de Motiounen net ugeholl ze ginn, well et an deem Projet wierklech drëm geet, fir deem nozekommen, wat vu verschiddenen Deputéierten a Motiounen gefrot gouf.

An deem Projet geet et drëm den Elteren e Professionellen zur Sâit ze stellen, déi ee behënnert Kand hunn. Seng Aufgab ass et, der Famill ze hëllefen ze plangen, ze géieren, an déi verschidden Démarchen ze koordinéieren. Domat

sollen d'Hëllef an d'Therapié vun deene verschiddene Servicer iwwert d'Zäit garantéiert ginn, dat heescht, wann d'Kand aus dem Frëiförderungsdéngscht erauskënnt, dass dann een aneren Dingscht do ass, deen et kann en charge huelen. Et soll och verhënnert ginn, datt d'Elteren op 20 Plaze mussen goen, fir ze wësse wie fir wat responsabel ass.

Dese Projet gëtt an Zesummenaarbecht tëschent dem Familljeministère, der Éducation nationale, der Santé an der Sécurité sociale realiséiert. D'wëssenschaftlech Auswärtung soll eis hëllefen ze gesinn, wat prioritär ass an der Koordinatioun, a wat als Hëllef fir d'Famill an Zukunft muss gemaach ginn.

Den zweete Punkt ass d'Aarbechtswelt. Dat ass eng vun deene Froen, déi och den Owend ëmmer erëm opgeworf gi sinn, an dat ass och den zweete Punkt vun dem Här Gira senger Interpellatioun. Dee Punkt läit an der gemeinsamer Kompetenz vun der Famill an dem Travail, an et funktionéiert ganz gutt esou.

Bis den 1. Juni 2004 kënne d'Betribler, Här Henckes, nach ëmmer tëschent 40 a 60% finanziell Hëllef kréien bei der Astellung vun engem Travailleur handicapé. Pro Joer sinn ongeféier 14,5 Milliounen Euro do ausbezuelt ginn. En Travailleur handicapé huet sechs Deeg supplémentaire Congé zegutt, deen de Patron vum Stat rembourséiert kritt, wat mat 1,2 Milliounen Euro zu Buch schléit.

Zënter 1999 stellt de Stat pro Joer 50 Leit mam Statut vum Travailleur handicapé an. Dat sinn zënter 1999 250 Poste mat engem jährelche Budget vun 18,5 Milliounen Euro. Lëtzebuerg ass och Partner am europäeschen Zentrum fir behënnert Aarbechter zu Bitburg, wou besonnesch am Kader vun den europäesche Programmer „Leonardo da Vinci“ an „Equal“ zesumme geschafft gëtt.

Ech wëll weider drop hiweisen, datt ech mech engagéiert hat, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Akommes an iwwert d'Aarbechtskonditiounen, fir en interministerielle Aarbechtsgrupp anzesetzen, fir ze kucken, wéi d'Situatioun sech presentéiert a fir Zuelen erauszefanne betreffend déi Leit, déi an dem Statut sinn. Dee Chiffer ass effektiv, sou wéi et hei gesot gouf, vun 1.909 op 3.069 eropgaangen, wat ouni Zweifel eppes ze dinn huet mam Changement vum Gesetz iwwert d'Invalidierten. 70% vun de Leit, déi de Statut vum Travailleur handicapé hunn, si physisch behënnert, 19% si mental behënnert, 8% sensorieel an 3% psychesch.

Am Privatsecteur schaffen 951 Leit. Am Secteur public sinn et der 426. An de Gemenge 86, an an den Ateliers protégés 435. Mir hunn de Moment 300 Leit, déi ageschriwwen sinn als Demandeur d'emploi. Net aktiv sinn 871 Persounen.

Eis Ëmfro vum Juni déses Joers huet erginn, datt am Secteur public 1,4% sinn, bei der Eisebunn 1%, an Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Gemengen hu mer keng nei Opschlëss, well mer keng Äntworte kritt hunn an och keng Äntworte an den Intérieur eragaange sinn.

Här Lux, do muss ech lech äntwerten, datt mer keng Sanktiounen geholl hunn, well mir hätten eis selwer fir d'Éischt misse sanktionéieren ier mir am Privatsecteur sanktionéiert hätten. Dofir géing ech nach eng Kéier och vun deser Plaz aus wierklech en Appel maachen, sou wéi den Här Gira dat och gemaach huet, fir ze soen: Et geet net nëmmen duer, fir hei eppes ze froen, mä jiddferen vun eis an och all Buergermeeschteren a Gemengeresponsabel sollen och bei sech

emol kucken, wat fir Leit kënne bei hinnen an hire Betrib agestallt ginn. Wann ech lech vun deenen 250 schwätzen, déi elo beim Stat an deene leschte puer Joer agestallt si ginn, da war op eemol eng grouss Nofro do vun deene verschiddene Verwaltungen, well se déi eigentlech en surnombre kritt hunn. Dofir huet net missen e Poste fräi sinn. Déi Leit goufe geholl, an do sinn duerch Leit derbäi, déi ganz valabel schaffen a ganz dacks vläicht méi wéi anerer. Mä wéi gesot, dofir muss jiddferen sech awer och selwer e bëssen an d'Responsabilitéit huelen.

OUNI Zweifel ass d'Gesetz iwwert d'Aarbecht vun de behënnerte Leit um Aarbechtsmaart oder an den Ateliers protégés - wou och keen domat benodelegt gëtt, well de Mindestloun mat engem Aarbechtskontrakt esouguer ganz vum Stat ka bezuelt ginn - och ee wichtige Punkt an der Normalisatioun an an der Autonomie vun de behënnerte Leit. Mir wëssen, datt et komplizéiert ass fir et ëmzesetzen, an dofir hu mir eis och néng Méint Zäit gelooss fir dat kënne ze maachen. Dir wësst, datt, wann nach Punkten oder Problemer bestinn a wann eppes net kohärent ass, een dat eben erëm muss changéieren. Et ass net dat éischt an net dat lescht Gesetz, wat mir géife verännern.

Datselwecht zielt fir d'Akommese vu Leit mat enger Behënnung, déi net kënne weder um Aarbechtsmaart nach an engem Atelier protégé schaffen. Si hunn en Akommes zegutt an der Héicht vum RMG, onofhängeg vum Akommes vun der Famill. Mir maachen e bëssen deen ëmgekeierte Wee wéi an Däitschland mat de Gesetzler an den Aktiounen. Wou si d'Gläichstellungsgesetz hunn, feelen awer eng ganz Partie vu konkreten Applikatiounen bei hinnen a si bei hinnen och manner gutt Bestëmmungen. Et muss een allerdéngs och zouginn, datt eis finanziell Situatioun besser war wéi hir bis elo. Mä - wéi gesot - ech mengen awer, datt dofir dat Gesetz nach ëmmer wichteg bleift an datt een dat och muss maachen.

Ech wëll drun erënnern, datt mir amgaenge sinn eng ganz Rei vun Atelier-protégéen ze bauen, fir och genuch Aarbechtsplaze fir déi behënnert Leit ze hunn. Ech denken zum Beispill un dee Projet zu Biekerech, Här Gira, mä awer och zu Housen an op anere Plazen. Dat sinn Atelierer, wou soll eng sennvoll Aarbecht gemaach ginn, déi revalorisant ass fir déi behënnert Aarbechter an Aarbechterinnen, mä awer och wäertvoll fir d'Gesellschaft.

De Gesondheitsministère huet och eng ganz wäertvoll Missioun doranner duerch de Service vun der Santé au travail, deen eis hëllef ze determinéieren, wéi eng Fäegkeeten déi betraffe behënnert Persoun huet an op wéi een Aarbechtsposte si da ka goen. Dem Gesondheitsminister ënnerstinn och d'Rééducation fonctionnelle, ee Frëiförderungsdéngscht, grad wéi och d'Atelierer an d'Logementer fir psychesch krank Leit. Iwwert d'Fleegeversicherung hu mir festgestallt, datt vun deene 6.703 Bénéficiaire vun der Fleegeversicherung, 888 Persounen manner wéi 50 Joer al sinn, also net altersbedéngt Fleeg brauchen.

Zwee wichteg Elementer vun der Mobilitéit sinn ouni Zweifel d'Accessibilitéit an och d'Transportméiglechkeeten. Am 12. Mäerz 2001 d'Gesetz iwwert den Zougank zu den öffentlechen Plazen a Gebaier gemaach, datt ass a Kraaft getratt, a mat deem Gesetz sinn de Stat, d'Gemengen an déi öffentlech Träger verpflichtet den Zougank fir nei Gebaier oder Plazen handikapéiertgerecht ze maachen. Selbstverständlech stellt sech ëmmer d'Fro: Firwat nëmmen déi öffentlech Gebaier? Ech denken, datt mir doduerch, datt mir och amgaenge sinn ee Label auszeschaffen, mir wëllen iwwert déi öffent-

lech Gebaier a Plazen erauskommen. Mir wëlle weisen, datt och de Privatberäich zougänglich ass.

Ech wëll och drop opmierksam maachen, datt et mol eenzel Promoteure gouf, déi Haiser esou gebaut a gesot hunn, „dat hei ass behënnertgerecht“. Déi sinn déi Haiser net lass ginn, well da gesot gouf: Dat do gëtt ee Ghetto, wou lauter behënnert Leit beieene kommen. Wa se awer gesot hunn, „dat hei ass altengerecht“, da ware se fort wéi d'Mëtschen.

Ënner der Koordinatioun vum Info-Handicap ass ee gudde Guide ausgeschafft gi fir déi Professionell vum Bau, besonnesch fir d'Architekten an d'Ingenieuren. Mat dese Leit a fir si ginn och Formatiounen ugebueden. Privatpromoteure gi sensibiliséiert an informéiert iwwer gutt Beispiller. Ech denke besonnesch och do un den Tourismus, wou mir mat dem Saarland verschidden Aktivitéite gemaach hunn.

Et besteet och eng enk Zesummenaarbecht mat den Associatiounen fir behënnert Leit, wéi zum Beispill dem Info-Handicap oder der Adapt. Leider hu mir net generell eng Kultur vun der Accessibilitéit, well wa mir déi hätten, da wär d'Liewe fir jiddferen vun eis méi liicht a méi einfach, selbstverständlech awer och fir all déi Leit, déi eng Behënnung hunn.

Beim Transport sinn trotz villen Efforten dacks d'Zich, d'Bussen, d'Quaien an d'Garen net accessibel. Déi behënnert Persounen sinn dann ugewisen op d'Hëllef vum Personal. Vu datt mir net esou séier alles accessibel gemaach kréien, huet den Transportministère am Laf vun de Joren ee spezielle Service agefouert. Fir d'Joer 2004 - den Här Gira huet d'Zuel genannt, mä et ass awer vläicht eng Kéier gutt, wann Dir lech se wierklech richtig iwwerleet - si 14,5 Milliounen Euro virgesi fir dee Spezialtransport, deen domadder nach net all Besoinen ofdeckt.

Dofir, mengen ech, komme mir net derlaanscht fir wierklech an deenen nächste Joren derfir ze surgen, datt a vill méi engem groussen Ausmooss d'Accessibilitéit och am Transport, ob datt an den Zich oder an de Bussen ass, garantéiert gëtt, well mir soss onméiglech Zomme mussen ausginn, fir - wéi gesot - nach net all de Besoiné vun de Leit ze entsprechen.

D'Gemeng Lëtzebuerg huet an deem Sënn e groussen Effort gemaach. D'Halschent vun hire Busse sinn elo Niddregföörbussen, déi a Betrib sinn. Zousätzlech géiere d'Stad Lëtzebuerg mat Succès de Rolly-Bus, dee fir Leit am Rollstuhl oder Gehbehënnert zur Verfügung steet.

Dir gesitt, datt och a verschiddene Gemenge vill Positives geschitt. Ech erënnern och un d'Gemeng Esch an un d'Gemeng Beetebuerg, déi opgrond vun der Deklaratioun vu Barcelona probéieren hir Gemengen accessibel ze maachen. Et wär also schéin, wann och nach vill aner Gemenge sech deenen Efforté géifen uschlëssen.

Fir Informatioun a Sensibilisatioun hu mir mat Info-Handicap zesummen eng Konventioun, wou d'Personal vum Familljeministère bezuelt gëtt. Niewent de Radiosémissiounen an aneren öffentlechen Aarbechten sinn et de „Guide du Handicap“ a „Resolux“, déi vum Info-Handicap erauskonn sinn. Mat siwen Organisatiounen fir, mat a vu behënnerte Mënschen hu mir als Familljeministère Campagné fir Sensibilisatioun an Informatioun gemaach. Ech denken zum Beispill un d'Broschür iwwert d'Gebuert vun engem behënnerte Kand. D'Presentatioun vun der Agenda 22, d'Deklaratioun vu Barcelona an esou viru sinn am Laf vun de Joren erausgi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschten Jore konnte mir villes erreche fir déi behënnert Matmënsche mat hiren ënner-

schiddleche Behënnerungen an Erwaardungen, fir déi jonk, déi eeler an och hir Familjen. Ech hoffen, dass dës Efforten an deenen nächste Jore kënne viru gefouert ginn.

Ee grouse Merci wëll ech och alle soen: De Familien, déi sech dacks iwwermenschlech asetze fir hir Kanner an hir Partner kënne do-heem ze behalen, den ONGe fir a vu Behënnerter fir den Asaz fir d'Menscherechter an d'Selbstbestëmmung vun deene Betreffenen, alle Kolleegen, déi an de Regierunge waren an och an der Chamber, fir d'Bereitschaft op legislativem a budgetärem Plang dës Weeër matzegoen, menge Mataarbechterinnen a Mataarbechter fir hiren Asaz mat vill Engagement, Gefill a Sachkenntnis ronderëm d'Auer, deene behënnerter Mënsche selwer awer och - an dat ass de Mëtten och hei gesot ginn -, fir hir Freed, hire Liewensmutter, all dat, wat si eis ginn, wat net mat Geld ka bezuelt ginn, an dofir vill méi wäert ass.

Här President, ech géif an der Vitesse och nach zu deene verschiddene Motiounen hei Stellung huelen.

Dat geet elo op een aneren Zäitkont an net op der Madame Brasseur hiren; da brauch ech mech elo net esou ze hetzen.

(Interruptions)

Mir probéieren, dat alles ze maachen esou séier an esou gutt wéi et geet.

Zu der Motioun 1 géif ech wëlle soen, datt ech déi an deem Moment net géif unhuelen, well mir eben de Projet vun der „Cordée“ do hunn, fir och ze gesinn, wat d'Besoin sinn a wat do fir déi eenzel Kanner och néideg ass. Et geet jo besonnesch do ëm d'Kanner.

Zur Motioun 2, wou et ëm d'Tutelle geet, Här Gira, dat ass mir einfach ze vill kuerz gegruff, well ech weess, datt nach ganz aner Besoinen do sinn, wat de ganze Problem vun den Tutellen ubelaangt. Ech denke besonnesch och do un déi dément Leit. Mir hu probéiert eng ganz Partie vu Viraarbechten ze maachen. Ech wär gare bereet och eng Kéier mat dem Justizminister an eng Kommissioun ze kommen, fir lech ze soen, wat alle guerten d'Schwieregkeete si fir net nëmmen dee finanzielle Problem vun den Tutellen ze léisen, mä och ze kucken, wat dann d'Wënsch vun deenen eenzel Leit sinn, wou se wëllen hikommen, wat se wëlle maachen, esou datt ech mengen, datt et vläicht an deem Moment ze fréi wär fir déi dote Motioun unzuhuelen.

D'Motioun 3 kann ech unhuelen, well et déi ass iwwert d'Gesetz vun der Gläichstellung.

D'Motioun 4 iwwerloossen ech der d'Madame Brasseur.

D'Motioun 5 ass eng, déi een am Prinzip kann unhuelen, mä wou et natierlech vun de budgetäre Mëtten ofhänkt, wat ee ka maachen a wat een net ka maachen.

Bei de Statistiken, Här Henckes, gëtt et ee gréissere Problem, dee sech stellt. Et wär engersäits gutt, wann een der eng Partie hätt, mä heiansdo ass awer anerersäits den Désavantage derbäi, datt d'Leit sech dann éirens mussen aschreiwe goen. A vill Behënnerter wëllen dat net maachen. Dofir mengen ech och geet dat net iwwert de Wee vun enger Autonomie. Et soll een déi Statistiken, déi ee ka kréien, an déi Zuelen, déi zur Verfügung stinn, vläicht besser ausnotzen, mä ouni dofir elo extra anzuschreiwen, well dobei nach de Problem kënnt, wat d'Definitioun vum Handicap ass, wou Dir selwer drop higewisen hutt, datt et net esou einfach ass.

Iwwert de Guichet unique soen ech datselwecht wéi iwwert d'„Cordée“. Dat alles gehéiert, mengen ech, an deeselwechte Kontext. Et muss een do kucken, wéi dat sech auswierkt an duerno decidéieren, wat

ee brauch. Datselwecht ass fir e „Comité des usagers personnes handicapées“ de Fall. Och do géif ech dovun ofgesinn, de Moment esou eng Motioun unzuhuelen.

Domadder - déi aner vum Här Colombera, do hat ech elo grad ewell Stellung derzou geholl - géing ech lech wëlle merci soen a virun allem och Äert Engagement virun erhoffe fir déi Leit, déi manner gutt dru si wéi mir.

Merci villmools.

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Et waren eigentlech 20 Minutte virgesinn, mä ech menge mir missten der Madame Educationminister Anne Brasseur awer och nach d'Wuert ginn, fir zu deemem Sujet Stellung ze huelen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, merci fir Äert Verständnis.

Dee Sujet, dee mer haut diskutéieren, an dee Volet, dee mech méi direkt ugeet, d'Integratioun vun den Handicapéierten an eisem Schoul-system, ass e ganz sensible Sujet, deen dofir och mat ganz vill Sensibilitéit muss traitéiert ginn. Dat ass heibanne geschitt. Dat geschitt awer net ëmmer op der Place publique, wou een awer och versteet, firwat et net geschitt, well do Emotionen mat verstréckt sinn a well do Leit betraff sinn. An déi Leit, déi si ganz oft an engem Désarroi.

Ech wëll och direkt am Ufank soen, dass déi Kanner, wou Differenze bestinn téschent den Autoritéiten, ob dat den Inspekter ass, ob dat d'Schoulkommissioun ass, ob dat d'Commission médico-psycho-pédagogique régionale oder nationale ass, ob dat den eenzelen Enseignant ass oder de Ministère de l'Éducation nationale, also Kanner wou et wierklech e Problem gëtt, ob se sollen integréiert ginn oder net, a wou et eng Auseinandersetzung mat den Eltere gëtt, déi Fäll si Gott sei Dank ganz rar. Well an deene meeschte Fäll gëtt probéiert, dat Besch fir d'Kand erauszuesichen, wat net ëmmer onbedéngt eppes mam Recht ze dinn huet, well d'Wuel vum Kand muss een oft iwwert den Droit stellen.

Leider stelle mer awer och fest, dass et zu Prozesser geféiert huet an dass Leit, déi an deem Service schaffen, sech elo mussen verteidigen. Natierlech kréie se d'Protektion als Beamte vum Stat. Mä déi Leit, déi wierklech esou schaffen als gutt Professioneller, Décisiounen geholl hu wou se gemengt hunn et wäeren déi richteg, dass déi elo attackéiert ginn, dat ass fir déi Leit alles aneschtens wéi flott an dat bréngt et och mat sech, dass den Dossier ëmmer méi explosiv gëtt an ëmmer méi op der Place publique diskutéiert gëtt. Dofir probéieren ech mat deene Betreffene selwer ëmmer an Arrangement ze fannen, an dofir hu mer och an deen neie Projet de loi elo erageschriwwen, dass d'Kommissioun soll eng Décisioun huelen an dass een dann eng Recoursmëiglechkeet huet beim Minister. Dat ass haut net gesot ginn, mä dat steet expressis verbis an deem neie Projet de loi dran, dass, wann d'Elteren net déi Satisfaktioun kréien, déi se wëllen, dass se een Droit de recours hu beim Minister.

Ech muss lech soen, dass, wat gläich Rechter ubelaangt, wat d'Scolarisation vun Kanner ubelaangt, een ni kann iwwert d'Scolarisation als Eltere bis an de leschten Detail decidéieren. Och d'Promotioun vun de Kanner, ob se vun enger Klass an déi aner kommen, ass de Professionelle virbehalen. Ob se vun engem Ordre d'enseignement an deen anere kommen, dat war fréier mol duerch een Examen geregelt, dat ass elo duerch aner Methode geregelt. Et kann een awer och nach en Examen de

recours maachen, dat heescht dass d'Décisioun, a wellechen Ordre d'enseignement ee Kand kënnt, a wellech Klass e Kand kënnt, an alle Fäll vun de Professionellen decidéiert gëtt. Just bei den Handicapéierte war et bis elo esou, dass d'Elteren déi lescht Décisioun haten.

Or, et huet ee leider misse feststellen, dass dat a ganz weinege Fäll zu Schwierigkeete geféiert huet. Well wat ass de But? De But muss sinn, dass all Kand soll a sengem eegenen Intérêt déi Sclaritéit mat op de Wee kréien, déi fir hatt am beschten ass, an dat ass bal an alle Fäll, soen ech, d'Integratioun. Ech soe „bal an alle Fäll“, well heiansdo ass den Handicap esou, dass déi Formatioun, déi ee muss kréien, an déi Betreierung, déi ee muss kréien, esou spezifesch ass, dass dat net kann am Regelunterrecht gemaach ginn. An dat ass haaptsächlech bei enger Partie Kanner, wou Beispill déi infirmes moteur-cérébraux sinn, déi ganz vill kierperlech Stimulanté mussen kréien, déi duerch spezialiséiert Personal mussen betreit ginn, wou mer spezialiséiert Infrastrukture mussen hunn, déi net iwwerall kënnen ugebuede ginn.

Datselwecht gëllt am Centre de Logopédie, wou Kanner, déi malentendant sinn, oder daf Kanner, eng spezialiséiert Betreierung mussen kréien. A wa bei deene Kanner géing gefrot ginn, si missten an de Regelunterrecht integréiert ginn, da wär dat net am Intérêt vum Kand, well déi Kanner am Regelunterrecht net dat mat op de Wee kréien, wat een hinne ka mat op de Wee ginn, wann ee se an enger spezialisierter Schoul huet.

Wat mer awer maachen a wat mir wierklech um Häerz läit, dat ass dass d'Elteren net eleng gelooss gi bei deem Parcours du combattant, dee se leider mussen goen. Dofir hu mer och probéiert an deem neie Gesetz d'Education différenciée als een Ordre d'enseignement ënner all deenen aneren ze gesinn, wou temporairement oder ganz op d'Spezifisitéite vun de Kanner geäntwert gëtt. Wat mer och gemaach hunn, an dat ass zrëckzeféieren op e Gesetz, wat Dir zejoert à l'unanimité gestëmmt hutt, dat ass dass mer d'Services, déi d'Eltere kréie ronderëm d'Schoul, mat der Schoul, dass mer déi op Plazen un regionalen Niveau regroupéieren. D'lescht Woch konnt ech zu Bartreng esou e Centre aweien, wou den Institut pour déficients visuels, de Service de guidance, de Service ré-éducatif ambulatoire an d'Inspekteren op enger Plaz sinn, sou dass d'Elteren an hirem Secteur sech un eng Plaz mussen wenden an net méi dee Parcours du combattant mussen maachen, an da mat de Spezialiste kucken, wat déi beschte Léisung ass.

A wann een eng Léisung fënnit zu engem Moment am Liewen, am jonke Liewe vun deene Kanner, da sinn dat Léisungen déi och mussen flexibel bleiwen, well d'Kanner evoluéieren an d'Émfeld evoluéiert. Bei verschiddene Kanner, wann d'Integratioun och ganz einfach ass wa se méi kleng sinn an dat och zu hirem Notzen ass an zum Notze vun hinnen all, stellt déi Integratioun awer, wann d'Kanner e bësse méi grouss sinn, heiansdo Problemer duer, an och dat muss een awer kënne ganz kloer soen.

An heiansdo, an dat hunn ech hei an der Diskussioun net héieren, gëtt esou gemaach wéi wann d'Education différenciée eppes wär, wat u sech net gutt wär. Or, ech muss soen, do gi ganz vill Kanner mat ganz grousser Kompetenz enorm gutt betreit a ginn no hire Spezifisitéiten op d'Erausforderunge preparéiert, wat een am Regelunterrecht, egal wéi een déi

Kanner ënnerstëtzt, net kann esou maachen. Dofir mussen déi Iwwergang und fléissend sinn a mir müssen ons och eng Handhabung ginn, dass se fléissend bleiwen, an net dass een da wéinst engem Text ee kann usichen, well eng Kommissioun net consultéiert ginn ass, well een e Kand deelweis integréiert oder mat deene Betreffene schwätzt, fir ze kucke wat dat Besch ass fir d'Kand, dass dann déi Professionell duerno Schwierigkeeten hunn.

Ech muss lech soen, am Milieu vun deene Leit vun der Education différenciée besteet eng ganz grouss Onsécherheet am Moment, well se sech an hirer Aarbecht attackéiert fillen, wéi wann déi Aarbecht, déi si an deene Centres maachen, géing als net valabel ugesi ginn dobaussen. Or ass dat fir verschidde Kanner awer eng oder déi bescht Méiglechkeet.

Ech wëll lech och soen, dass et eng Partie Leit ginn, déi hir Kanner am Regelunterrecht integréiert hunn an da stellt sech op eemol d'Situatioun, dass et net méi geet. Da gi se an d'Education différenciée, obwuel d'Elteren dat net gär maachen. No engem Mount soen d'Elteren - an do hunn ech eng Partie Témoignagen -, dass se am Fong ganz frou sinn, dass se dee Schrëtt gemaach hunn an dass se elo agesinn, dass dat hirem Kand an där Situatioun am meeschte bréngt an dass dat Kand an där Situatioun frou ass a Sérénitéit austrahlt, wou se virdrun, soe se, d'Impressioun haten, dass et awer iwwerfuert war.

Och all déi Nuancé muss een an der Diskussioun gesinn, sou dass et fir mech net nëmmen eng Léisung gëtt. A wann een d'Zuelen och kuckt, wéi vill Schüler - an ech mengen, d'Madame Nagel huet dat an hirer Interventioun gesot -, mir hei zu Lëtzebuerg an extrae Strukturen hu par rapport zum Ausland, sou ass dat zu Lëtzebuerg 1% vun de Kanner, déi a spezialiséierte Schoule sinn. Et sinn 2,6% a Frankräich, et sinn 3,7% a Finnland a 4,6% an Däitschland. An Italien allerdingens sinn et nëmmen 0,5%, déi a Sonderschoule sinn an an der Schwäiz sinn et ëmmerhin 6% vun der Schoulpopulatioun.

Et gesäit een also, datt mer zu Lëtzebuerg mat deene 571 Schüler an der Education différenciée wierklech e ganz niddrege Prozentsaz hu vu Kanner, déi an enger Sonderschoul sinn, déi also net integréiert sinn. Dogéint hu mer der awer 929, déi extra betreit ginn an déi integréiert sinn, obwuel se e Problem hunn. An do huet d'Zuel vun de Kanner an der Education différenciée vun 1999 bis 2003 net vill geännert. Si ass vu 552 op 571 eropgaangen an do ginn et heiansdo Schwankungen.

D'Zuel vun de Kanner, déi awer am Regelunterrecht eng speziell Ennerstëtzung kréien, ass vu 505 op 929 an d'Luucht gaangen. An do muss ech soen, dass de Service ré-éducatif ambulatoire Stonnen zougessprach krut an do ass op eemol drop zrëckgegraff ginn an do huet den Här Gira gesot, dass de System pervertéiert ginn ass. Dofir ass de System och erëm rezentriert ginn an déi Stonne sollen deene Kanner zegutt kommen, déi effektiv Besoins spécifiques hunn an net Léierschwierigkeeten am Allgemengen, well dofir sinn aner Instrumenter do.

Déi Zuele wollt ech nenne fir lech ze soen, dass wierklech alles dru gesat gëtt, fir esouvill Integratioun wéi méiglech ze maachen, an dass mer och mussen probéieren an d'Education différenciée, wann et dann néideg ass, differenzéiert oder deeldifferenzéiert Schoul ze halen an déi Kanner ze ënnerriichten, dass dat am deegleche Kontakt mat deenen anere geschitt an dofir gëtt et scho Centres, wéi beispillsweis zu lechternach oder an der Réiser Gemeng, wou d'Education différenciée um selwechte Site ass wéi d'Primärschoul. Ech sinn

dofir frou, dass d'Gemeng vu Rued-Sir ons geholfen huet dobei, fir dass bei der Primärschoul Klassenraim opgeriicht ginn, fir d'Education différenciée ënner Daach ze bréngen.

Des Weideren hu mer eng ganz Partie vun extrae Klassen, Classes d'intégration. Or, do soen Elteren, déi Classes d'intégration géinge benotzt ginn als Virwand fir d'Kanner net mussen a Regelklassen ze integréieren. Ech sinn der Meenung, dass et net drëm geet wien hei soll Recht hunn, mä et soll een all Solutiounen envisagéieren, fir deene Kanner déi bescht Sclaritéit mat kënnen op de Wee ze ginn, fir dass se duerno dann och kënnen eng Berufsausbildung kréien. Dofir sinn heiansdo spezifesch Enseignement néideg, fir hinnen iwwerhaapt d'Méiglechkeet ze ginn op eng Berufsausbildung duerno ze kommen, an dass mer dat dofir an allen Nuancé mussen gesinn. Ech sinn der Meenung, dass een dofir muss de Professionellen all Confiance maachen, se ënnerstëtzen, mä selbstverständlech muss ee sech méi Zäit huelen, fir net nëmmen déi Handicapéiert, déi Betraffe selwer ze kucken, mä méi Zäit huelen d'Aarbecht mat den Elteren ze maachen an déi effektiv och ze begleeden. An et ass an deem Sënn wou ech mat allen Nuancé probéiert hunn déi zwee Gesetzesprojeten, déi ech déposéiert hunn, d'allgemengt Schoulgesetz an d'Gesetz iwwert de Primaire ze definéieren, wou d'Education différenciée dann als Enseignement à part entière vum allgemengen Enseignement gëllt, mä ebe just spezifesch adaptéiert, wa sech da solle Besoinen erginn.

Et ass déi Approche, déi ech wëll hunn. Et ass also net esou, dass ech géint d'Integratioun wär, au contraire, well ech dat nach ëmmer dat Allerbescht fannen an ech hoffen, dass mer all zesummen dann am Intérêt vun de Kanner kënnen Léisunge fannen an dat dierf selbstverständlech net un de Ressourcé scheitern. Ech wëll och soen, dass d'Ressources financières fir déi verschidde Servicer an de leschte Jore staark an d'Luucht gaange sinn, a mir mussen kucken, dass d'Wuel vum Kand iwwert den Droit stoe kënnt, well heiansdo si leider déi zwou Saachen net matenee kompatibel.

An da wollt ech lech nach zum Schluss soen, Här President, Dir Damen an Dir Hären, wat d'Motioun vum Här Gira ubelaangt, dass ech déi net kann unhuelen, well a sengem Considérant seet hien, dass et Retizenze gi vis-à-vis vun der Integratioun, dass et „néanmoins des exemples d'intégration réussis“ ginn. Där ginn et net nëmmen „néanmoins“, där ginn et ganz vill. Ech géing mer wënschen, dass et der an Zukunft nach vill méi géife ginn a mir müssen alles dorop axéieren, mä ech kann déi Motioun vum Här Gira net unhuelen.

Ech soen awer jidderengem merci fir seng Stellungnahm an ech soen lech merci, Här President, dass Dir mer nach Zäit ginn hutt fir mä Standpunkt ze exposéieren.

Merci villmools.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. Den Interpellant huet nach „parole après ministre“ gefrot an dofir ginn ech dem Här Gira dann d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRENG), interpellateur. - Merci, Här President, ech hat mer souwisou nach e puer Minutte gehale fir zu de Motiounen, mä awer och zu der Interventioun vun der Madame Brasseur nach eng Kéier kuerz Stellung ze huelen.

Ech weess net ob hei bewosst laanschtenee geschwat gëtt oder ob mer net wëllen op de Punkt hei kommen. Här President, ech hunn de Mëtteg keen héieren op deem Pult, dee wëllt d'Education différenciée ofschafen. Ech hunn och keen

héieren, dee gesot huet, an der Education différenciéée géng schlecht Aarbecht gemaach ginn. Ech hunn och keen héieren, dee gesot huet, dass et selbstverständlech eng Rei Fäll oder vill Fäll wäert ginn, wou jiddferree wäert agesinn, dass mer esou Institutoune brauchen, dass d'Kanner och besser do opgehewe si wéi am normalen Unterrecht. Dat ass net de Punkt, Madame Brasseur. Madame Brasseur, de Punkt ass, dass Dir e Paradigmewissel hei vollzitt, deen a villen Hinsichten an eisen Ae katastrophal ass. Mir sinn a bleiwen der Meenung, dass e juristesche net tragbar ass a mir si wierklech gespaant op den Avis vum Conseil d'Etat. Firwat soll deen zënter 1994 seng Meenung geännert hunn, wou en eng ähnlech Proposition verworfen huet mat gudden Argumenter. Et géng ze wäit féieren déi elo hei opzezielen.

An da fanne mer et einfach vun der Symbolik hier schlecht. Dir kënnt awer net d'Décisioun, ob e Kand op 7ième classique oder 7ième technique geet, vergläiche mat der Décisioun vun Eltere vun engem handicapéierte Kand, dat am normalen Unterrecht wëllen ze integréieren oder an der Education différenciéée. Et deet mer Leed, do leien awer...

(Interruptions diverses)

Jo, dat sinn Äppel a Biren an do leie Welten derteschent, an ech mengen, wa mer bei den Äppel an de Bire sinn, Madame Brasseur, Dir kennt jo awer Ar Servicer gutt genuch, dass Der net dierft hei erop kommen an déi 579 Kanner an der Education différenciéée opzeweie mat deenen 929, déi vum SREA Hëllef kréien. Dir wësst esou gutt wéi ech, dass an der Tëschenzäit e ganz groussen Deel vun deenen 929 Kanner der si mat schulesche Schwierigkeeten. Ech ënnerstëtzen lech direkt, wann Der sot: Mir recentréieren d'Aufgabe vum SREA op hir primär Aufgab, nämlech: „L'enfant à besoins spéciaux“, wou virun allem un Handicap geduecht ginn ass. Da muss een nawell kucke wéi een déi aner Besoinen opfängt.

Mä et geet hei ëm e fundamentaalt Recht vun Elteren. Dat ass den Enjeu. An et ass och keen eropkomm, Madame Ministesch, dee gesot huet, e wär zefridde mat der aktueller Situatioun. Et ass well mir och net zefridde si mat der aktueller Situatioun, dass mer déi Motioun hannerluecht hunn, an ech verstinn einfach net, dass Der déi, esouguer wann Der wëllt bei Ärem Projet de loi bleiwen, net kënnt unhuelen. Ech hunn och kee Problem den „néanmoins“ ze sträichen, mä Dir wäert jo awer net verleegen, wann Der regelméisseg d'Zeitung

liest, dass Retizenzen dobaussen an der Gesellschaft sinn, fir déi Integratioun ze bedreiwen, Retizenzen, déi ee ka verstoen, wann Enseignanten zu Walfer net préparéiert si ginn op esou eng Tâche. Et gëtt bei de Gemengeverantwortlechen och vläicht eng Rei Leit, déi keng positiv Beispiller vun Integratioun kennen am Land an da mengen, si géinge sech, wéi den Här Lux et gutt gesot huet, d'Eltere vun den normale Kanner vläicht op den Hals lueden, well déi fäerten, do géng eppes geschéien.

Et ass eng eminent wichtig Aarbecht ze maachen, fir d'Partner un en Dësch ze kréien, fir emol ze kucke wou effektiv, wéi ech et geschriwwen hunn, d'Karezze sinn, wéi mer et faerdeg bréngen dat Thema do méi positiv ze behandelen. Dofir kann ech wierklech net verstoen, dass déi Motioun do net kann ugeholl ginn. Mä ech mengen, Dir schéckt wierklech e falscht Signal no baussen, well mat där aktueller onzefriddener Situatioun gitt Dir e Signal op d'Säit vun deene Leit déi soen: „Integratioun ass kee Recht, mä dat ass eng Toleranz.“ Dat ass awer wierklech de falsche Wee an dat entsprécht net deem, mengen ech, wat mer hei de ganze Mëtten diskutéiert hunn. Dir hëlleft net de Paradigmewissel virun allem an de Käpp an an eiser Gesellschaft weiderzebréngen, an dat fanne mer schued. Mä mir sinn awer relativ iwwerzeegt, dass mer net déi leschte Kéier de Mëtten iwert dat do Thema diskutéiert hunn. Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Gira. Mir sinn dann elo um Schluss vun den Diskussiounen iwert d'Interpellatioun vun der Politik fir déi handicapéiert Leit ukomm. Déi Motiounen, déi déposéiert goufen, ginn an der nächster Sitzung ofgestëmmt; déi ass de 25. November. Domat wär d'Sitzung vun haut opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.45 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nospelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 63

Hommage à la mémoire de M. Maurice Thoss,
député honoraire page 63

Communications pages 63-64

Ordre du jour pages 64-65

Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 346 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du phénomène de l'immigration clandestine, adressée au Ministre de la Justice page 65

- Question N° 347 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux expropriations pour cause d'utilité publique, adressée au Ministre de la Justice pages 65-66

- Question N° 348 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet des discriminations liées au sexe dans l'offre de biens et de services, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 66

- Question N° 349 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député François Bausch au sujet de la nomination du médiateur, adressée au Ministre de la Justice page 66

- Question N° 350 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet du financement communautaire de la recherche sur les embryons humains et les cellules souches embryonnaires humaines, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 66

- Question N° 351 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant l'application de la nouvelle politique agricole au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 66-67

- Question N° 352 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des modalités du système de subventions pour les installations photovoltaïques, adressée au Ministre de l'Environnement page 67

- Question N° 353 du 11 novembre 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la taxe d'abonnement sur certains titres de propriété, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 67

5098 - Projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 67-77

4861 - Projet de loi fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à tenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification: 1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments; 2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes; 4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques; 5. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation; 6. de la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours; 7. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers; 8. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique; 9. de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; 10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance pages 77-78

Ordre du jour page 78

Dépôt d'une motion par M. Nicolas Strotz relative aux fibres d'amiante page 78

5109 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic pages 78-84

Motion de M. Nicolas Strotz relative aux fibres d'amiante page 84

5152 - Projet de loi autorisant l'Etat à acquérir des immeubles sur le site de Belval-Ouest pages 84-89

5169 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970 pages 89-90

Ordre du jour page 90

5234 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 90-91

Communication page 91

Interpellation de M. Lucien Lux sur la politique familiale et le système de transferts sociaux dont bénéficient les enfants pages 91-99

Interpellation de M. Camille Gira au sujet de la politique pour personnes handicapées pages 99-106

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 3 / 2003-2004

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2282	Renée Wagener	Egalité de traitement
2336	Lucien Lux	Augmentation des tarifs postaux
2338	Jeannot Krecké	Mise en oeuvre d'une certification ISO 9001-2000
2341	Laurent Mosar	Refus de vente de certaines marques prestigieuses aux petits commerces
2362	Renée Wagener	Lutte contre la traite des femmes
2369	Ben Fayot	Organisation d'une campagne publique d'information sur le projet de constitution européenne
2377	Robert Garcia	Choix du facteur d'orgues pour l'orgue de la salle de concert à Luxembourg-Kirchberg
2379	Alex Bodry	Projet de diffusion de publications et d'expériences pour la formation continue dans le secteur médical et hospitalier
2380	Alex Bodry	Aménagement de la zone Haff Réimech
2382	Aly Jaerling	Hauts-fourneaux destinés au Musée de l'Industrie
2385	Jean-Paul Ripinger	Confection de passeports spécifiques pour se rendre aux Etats-Unis
2387	Gusty Graas	Projet d'aménagement d'un terrain de golf à Meysembourg
2393	Aly Jaerling	Organisation des élections sociales du 12 novembre 2003
2404	Mars Di Bartolomeo	Fonctionnement du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP)
2406	Camille Gira	Situation des personnes présentant une déficience auditive
2409	Gusty Graas	Vente des permis de pêche
2410	Marc Zanussi	Moyens financiers pour l'infrastructure ferroviaire
2411	Patrick Santer	Transposition des directives européennes
2413	Laurent Mosar	Maintien des comptes de la SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands) sur la place financière luxembourgeoise
2416	Georges Wohlfart	Exploitation de l'aérodrome de Noertrange
2419	Alex Bodry	Projet d'urbanisation Meysembourg
2426	François Bausch	Etude de la Chambre de Travail sur les relations de travail entre salariés et employeurs
2427	Marc Zanussi	Recrutement dans l'armée luxembourgeoise
2431	Camille Gira	Classement définitif du site de Meysembourg
2432	Aly Jaerling	Transport scolaire vers le lycée Josy Barthel à Mamer
2435	Aly Jaerling	Enquête internationale sur les réseaux pédophiles
2441	Xavier Bettel	Composition du Tribunal d'arrondissement de Diekirch
2446	Nico Loes Marco Schank	Parcours de la ligne d'autobus Ettelbruck-Heinerscheid
2453	Ben Fayot	Quotas pour l'immigration légale
2456	Xavier Bettel	Rapport du Conseil de l'Europe sur le Luxembourg
2458	Xavier Bettel	Cas de tuberculose au Centre pénitentiaire de Schmassig

Question 2282 (18.7.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG) concernant l'égalité de traitement:

La directive européenne 2000/43/CE relative à l'égalité de traitement sans distinction de race ou d'origine ethnique devrait être transposée en droit luxembourgeois pour le 19 juillet 2003.

Qu'en est-il des préparatifs pour légiférer en la matière au Luxembourg?

Réponse (30.10.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le projet de loi portant transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique a été approuvé par le Conseil de Gouvernement et est actuellement engagé dans la procédure législative.

Question 2336 (14.8.2003) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant l'augmentation des tarifs postaux:

L'augmentation des tarifs opérée récemment par l'Entreprise des P&T a suscité des réactions mitigées aussi bien auprès des consommateurs que dans les milieux économiques luxembourgeois. On estime ainsi notamment que de par leur niveau élevé les hausses pratiquées risquent de peser lourd dans les charges de bon nombre d'entreprises des secteurs du commerce, des transports et des services.

Compte tenu du fait que d'après la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux:

- les tarifs de chacun des services faisant partie de la prestation du service postal universel doivent être transparents et non discriminatoires; et que
- l'Institut luxembourgeois de Régulation doit approuver la liste des prix en vigueur de tous les services offerts dans le cadre du service postal universel.

Compte tenu par ailleurs que le conseil d'administration de l'Institut luxembourgeois de Régulation est composé de sept membres nommés par le Gouvernement en Conseil et inclut notamment un représentant du Ministre ayant dans ses attributions la protection du consommateur ainsi qu'un représentant du Ministre ayant dans ses attributions les classes moyennes:

Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les arguments respectivement les faits sur lesquels l'Institut luxembourgeois de Régulation s'est appuyé pour autoriser la hausse des tarifs évoquée ci-avant et, le cas échéant, me transmettre l'avis émis par l'Institut en la matière?

Réponse (11.11.2003) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:

Comme suite à sa question parlementaire N°2336 du 14 août 2003, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Monsieur le Député Lucien Lux les renseignements suivants, me communiqués par l'Institut luxembourgeois de Régulation, instance compétente en la matière.

«...le conseil d'administration de l'Institut est en charge des questions budgétaires ainsi que de toutes les questions ayant trait aux

comptes, sa compétence étant celle d'autorisation et de contrôle financier. L'Institut a, quant à lui, une compétence de régulation de marchés faisant abstraction de toute considération politique ou sociale. La gestion courante est de la seule compétence de la direction de l'Institut; son conseil n'avait pas à se prononcer dans le cas présent. Soulignons encore que la direction de l'Institut se trouve dans une situation indépendante face, notamment, à toute décision des membres du conseil d'administration de l'EPT, choisis parmi les fonctionnaires de différents ministères, qui sont tenus à défendre leurs intérêts. Il ne peut y avoir aucun lien entre la direction de l'Institut et le conseil d'administration de l'EPT.

L'augmentation des prix du premier échelon du poids dont question doit tenir compte, notamment du titre VI de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux. Ainsi les tarifs des services faisant partie de la prestation du service postal universel doivent être transparents et non discriminatoires. La comptabilité interne du prestataire de service postal universel doit présenter des comptes séparés pour les services réservés respectivement non réservés, ces derniers devant établir la distinction entre les services faisant partie du service postal universel et ceux n'en faisant pas partie. Le législateur détermine les principes de la tenue de la comptabilité et énumère les moyens de répartition des coûts entre les services déterminés.

L'Institut est en droit de requérir des informations détaillées en relation avec le système de comptabilité appliqué: lesdites informations sont fournies de manière, confidentielle à la seule intention du régulateur.

A la suite de plusieurs échanges avec les responsables de l'EPT, et après avoir procédé aux investigations qui s'imposent, l'Institut a pu conclure tout en faisant parvenir sa décision à l'EPT comme suit:

Étant donné que les effets de l'adaptation des tarifs n'ont qu'une envergure limitée pour les segments de clients concernés, l'Institut peut accepter l'ajustement proposé, en exprimant toutefois une réserve d'adaptation en cas de contestation justifiée ultérieure.

L'Institut impose en outre à l'Entreprise des Postes et Télécommunications

- de présenter pour le 15 décembre 2003 au plus tard un plan d'entreprise sur trois ans qui détaille les objectifs ainsi que les stratégies commerciales et opérationnelles dans le domaine postal;
- de présenter un plan d'actions relatif au plan d'entreprise;
- de soumettre à un expert externe mandaté par l'Institut et conformément à l'article 25 (d) de la loi, sa comptabilité analytique réglementaire afin d'en vérifier la conformité;
- de soumettre chaque fin de semestre une analyse des effets de l'adaptation sous rubrique, afin que l'Institut puisse juger si les mesures prises à ce stade ont été adéquates et leur ampleur conforme aux résultats escomptés. En effet, l'Institut voudrait en tout cas s'assurer que l'adaptation proposée permet à l'EPT le maintien du service.»

Question 2338 (18.8.2003) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant la mise en oeuvre d'une certification ISO 9001-2000:

Au cours du mois de juin 2002 le Ministère des Classes moyennes a entamé les travaux préparatoires en vue de la certification selon la norme ISO 9001-2000. Dans ce contexte le Ministère a notamment procédé à un audit d'auto-évaluation du service des autorisations.

A cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me communiquer:

- (1) les résultats de cet audit d'évaluation,
- (2) les mesures éventuelles que le Ministère compte prendre sur base de ces résultats?

Enfin, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur la date prévue de l'achèvement des travaux respectivement de mise en oeuvre de la certification ISO 9001-2000?

Réponse (5.11.2003) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Comme indiqué dans la question parlementaire de Monsieur le Député Jeannot Krecké, le Ministère des Classes moyennes a entamé en juin 2002 les travaux préparatoires en vue de la certification selon la norme ISO 9001-2000 en procédant à un audit d'auto-évaluation du service des autorisations ainsi qu'à l'inventaire des procédures existantes et la rédaction des procédures de management de la qualité conformes aux exigences de la norme.

L'objet de l'exercice d'évaluation, faite en collaboration avec un consultant externe, était d'analyser la compatibilité des structures de

fonctionnement du service des autorisations du Département des Classes moyennes avec les exigences de la norme.

La démarche suivante a consisté en l'adaptation des procédures internes du service aux exigences de la norme tout en tenant compte des particularités des règles régissant le fonctionnement de l'administration publique.

Les phases conceptuelle et rédactionnelle de la mise en place des procédures conformes à ISO 9001-2000 sont achevées.

Suivra ensuite la phase opérationnelle de mise en place et d'application des procédures, qui devrait permettre au service de se soumettre à un audit de certification au premier trimestre 2004.

Question 2341 (18.8.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le refus de vente de certaines marques prestigieuses aux petits commerces:

Un certain nombre de grandes marques prestigieuses refusent de livrer à de petits commerces, préférant approvisionner les magasins situés dans les grandes surfaces à l'extérieur des agglomérations urbaines. De ce fait, il existe un mouvement entraînant la disparition progressive de ces marques des commerces de proximité. Les commerces concernés sont ainsi forcés d'offrir des articles de marques nettement moins connues et demandées, ce qui met en question leur compétitivité et, à terme, leur survie même. Cette situation n'est guère propice au maintien d'une activité commerciale attrayante dans les centres urbains du pays. Du côté des grandes marques procédant de la sorte, il s'agit d'un refus de vente net à des commerces qui ne correspondent pas à leurs attentes.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- S'il a connaissance du refus de certaines grandes marques de livrer à des commerces situés dans les centres urbains, et, dans l'affirmative, s'il est déjà intervenu dans de telles situations?
- Si, dans l'intérêt du commerce de proximité, il considère qu'il peut être remédié à cet état des choses, notamment en saisissant la Commission européenne afin qu'elle prenne les dispositions qui s'imposent?

Réponse (5.11.2003) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'inquiète du refus de livrer, opposé par certaines grandes marques prestigieuses, à de petits commerces, ces marques préférant approvisionner les magasins situés dans les grandes surfaces à l'extérieur des agglomérations urbaines.

A l'heure actuelle, mes services n'ont été contactés que par un seul commerçant auquel une marque, qui est connue et appréciée par une certaine clientèle, aurait refusé de livrer de la marchandise au motif qu'un gros client installé dans une surface commerciale périphérique ne serait pas favorable à une dissémination de cette marque auprès d'autres commerçants. En réalité, certains autres commerçants du centre-ville offriraient actuellement en vente également des articles de ladite marque, il n'y aurait donc pas à proprement parler de contrat d'exclusivité.

Comme l'honorable Député, je suis d'avis que si de telles pratiques se

confirmaient, elles défavoriseraient les petites PME et seraient donc contraires aux efforts européens actuels en faveur des petites entreprises.

Vu le caractère transnational de ce dossier, j'envisage de saisir du problème les services de la Commission européenne, dès que le commerçant plaignant m'aura fourni une copie des courriers échangés avec son fournisseur potentiel.

Question 2362 (25.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant la lutte contre la traite des femmes:

Le Ministère de la Promotion féminine organise un colloque sur la traite des femmes, lors duquel seront notamment présentées les approches suédoise, belge et allemande. L'invitation à ce colloque renvoie expressément à une motion adoptée le 16 mai 2002 par la Chambre des Députés. Par cette motion, le Gouvernement est entre autres invité à „réaliser une étude comparative des statuts de la prostitution dans les pays européens et plus particulièrement aux Pays-Bas, en Suède, en Espagne et en Allemagne“.

Qu'en est-il de cette étude comparative? Est-ce que le colloque prend en considération les résultats de cette étude? Qu'en est-il des approches des Pays-Bas et de l'Espagne, pays qui ne sont pas traités dans le cadre du colloque?

Qu'en est-il des onze autres points de la motion? Quel est leur état de transposition?

Réponse (3.11.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine:

Transposition de la motion:

ad A) - La Convention de 1950 interdisant la légalisation de la prostitution. Il n'y a pas de marge de manœuvre.

ad B) - Une étude comparative des statuts dans les États membres de l'Union européenne n'est pas nécessaire alors que les autorités luxembourgeoises connaissent les différents systèmes existants.

Pour autant que de besoin, une telle étude pourrait être menée au niveau de l'Union européenne moyennant un des programmes de financement.

ad C), D) et E) - De telles dispositions sont prévues dans le projet de loi 'Protection des Victimes' qui est actuellement déposé à la Chambre des Députés.

ad F) à K) - Ces différents points font actuellement l'objet d'un examen par un groupe de travail qui soumettra des propositions concrètes au Conseil de Gouvernement en décembre 2003.

Ad L) - Un tel observatoire aurait une utilité limitée alors que Europol est déjà compétent pour la lutte contre la traite des êtres humains.

Question 2369 (26.8.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'organisation d'une campagne publique d'information sur le projet de constitution européenne:

Le 18 juillet 2003, le projet complet de Constitution, préparé par la Convention européenne, a été présenté officiellement, à Rome, au président du Conseil européen. Ce projet servira de document de base pour la prochaine Conférence intergouvernementale, à laquelle il incombera de décider de la version finale de la future Constitution de l'Union élargie. Il importe de souligner que la Chambre des Députés s'est prononcée à l'unanimité pour que ce projet de Constitution européenne soit soumis par un

référendum aux citoyens luxembourgeois.

Le dernier sondage Eurobaromètre réalisé au courant de ce printemps par la Commission européenne montre qu'au Luxembourg, deux tiers des personnes interrogées sont en faveur d'une Constitution de l'UE. Pourtant, ce chiffre a baissé de dix points de pourcentage par rapport au sondage Eurobaromètre d'octobre 2002. En plus, il en ressort une demande accrue d'informations fiables sur les travaux de la Convention et sur le contenu du projet de Constitution.

Eu égard à ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

Est-ce que le Gouvernement entend lancer une campagne publique d'information sur le projet de Constitution européenne?

Dans l'affirmative, quels sont les projets du Gouvernement aux plans financier et thématique pour ladite campagne de sensibilisation?

Réponse (30.10.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

Le Gouvernement a décidé le 27 juin 2003, lors de sa réunion en conseil, de soumettre le futur traité constitutionnel, une fois signé par le 25 chefs d'État et de Gouvernement, à une ratification par référendum national au courant de l'année 2004.

La Chambre des Députés, dans une résolution adoptée en date du 1^{er} juillet 2003 dans le cadre d'un débat relatif à la Constitution européenne, s'est déclarée en faveur de la tenue d'un référendum portant sur le texte final du Traité instituant une Constitution européenne.

Vu l'importance que le Gouvernement attache à la future Constitution, qui fera l'objet du premier référendum national depuis 1937, il est prévu de lancer une campagne publique d'information sur le projet de traité constitutionnel avec la participation active des forces vives.

Sous réserve de son adoption par la Chambre des Députés, le projet de budget 2004 prévoit une dépense de 150.000 euros en relation avec la campagne publique d'information sur le projet de traité constitutionnel.

Question 2377 (12.9.2003) de M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG) concernant le choix du facteur d'orgues pour l'orgue de la salle de concert à Luxembourg-Kirchberg:

Les travaux de construction de la future salle de concert à Luxembourg-Kirchberg allant bon train, il serait utile de soulever la question de l'orgue prévu pour compléter l'installation acoustique de cette grande salle de spectacles musicaux.

En date du 21 novembre 2001 le jury d'experts instauré par le Gouvernement pour proposer le choix d'un facteur d'orgues avait recommandé à l'unanimité de ses membres le projet de la société «Glatzer-Götz Orgelbau» sous réserve de trois recommandations d'ordre technique et juridique.

Dans une réponse du 24 juin 2002 à une question parlementaire de l'honorable Monsieur Colombara, Madame la Ministre relève le fait qu'une des trois recommandations n'avait pas été suivie, à savoir que „le programme musical est à compléter et à améliorer par cinq membres du jury (quatre organistes et un compositeur)“. Pour cette raison aucun projet n'a finalement été retenu par Madame la Ministre des Travaux publics.

Le silence autour de l'évolution du dossier et l'échéance de l'aboutis-

sement des travaux de gros œuvre de la salle de concert m'amènent aux interrogations suivantes:

1. Est-ce que le fait que la consultation d'experts n'a pas abouti signifie que depuis près de deux ans aucune évolution marquante n'a pu être notée dans ce dossier essentiellement technique?
2. Au cas où une nouvelle procédure de consultation en vue d'établir le choix du facteur d'orgue aurait été mise en œuvre entre-temps, il serait intéressant de connaître les critères de sélection relatifs au choix du facteur d'orgues, la composition du nouveau jury et, le cas échéant, les progrès réalisés dans la question du programme musical.
3. Au vu de l'avancement rapide des travaux, ne serait-il pas urgent d'arriver à un choix définitif du facteur d'orgue et du programme musical, ceci afin d'éviter que l'important ouvrage devra être intégré a posteriori dans l'espace intérieur achevé de la salle de concert.

Réponse (3.11.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

L'honorable Député rappelle à juste titre qu'aucun projet n'avait pu être retenu parce qu'une des trois recommandations du jury n'avait pas été respectée. Depuis, l'établissement public «Salle de concert Grande-Duchesse Joséphine Charlotte» a été mis en place et s'occupe activement, en collaboration avec le Ministère des Travaux publics, de la préfiguration de la Philharmonie. Ses responsables m'ont assurée que l'échéancier de l'orgue pourrait être respecté, ce qui permettrait, avec un début de construction de l'orgue en janvier 2004 et son rodage de mi-avril à mi-juin 2005, sa mise à disposition pour l'ouverture de la salle de concert le 26 juin 2005.

Question 2379 (4.9.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le projet de diffusion de publications et d'expériences pour la formation continue dans le secteur médical et hospitalier:

D'après des informations parues dans la presse écrite, le Conseil de Gouvernement a refusé d'accorder une aide financière au projet présenté par la société Telemedia dans le domaine de la communication électronique.

En l'occurrence, les initiateurs du projet veulent mettre en place une plate-forme électronique destinée à la diffusion de publications et d'expériences en images digitalisées pour la formation continue dans le secteur médical et hospitalier.

Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas soutenir un tel projet pourtant fort innovateur?

N'aurait-il pas été possible d'insérer ce projet dans les travaux menés au niveau des centres de recherche publics?

Réponse commune (6.11.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:

L'honorable Député s'enquiert sur un refus prononcé par le Conseil de Gouvernement pour une demande d'aide financière au projet présenté par la société Telemedia

dans le domaine de la communication électronique.

Le Conseil de Gouvernement n'a jamais été saisi par une demande émanant d'une société dénommée Telemedia; vu que l'honorable Député se réfère cependant à des informations tirées de la presse écrite, il s'agit sans doute d'une demande introduite par la société Telemediana.

Le Conseil de Gouvernement s'est effectivement penché, lors de ses réunions des 20 décembre 2002 et 31 janvier 2003, sur une demande d'aide financière introduite par la société Telemediana.

Le dossier soumis à l'appui de la demande d'aide financière contient des informations confidentielles; il en est dès lors de même pour les avis cités. Je ne manquerais cependant pas de le soumettre, sur demande, dans son intégralité à l'honorable Député pour consultation.

Notons d'emblée que les avis ne mettaient jamais en doute les compétences et la réputation scientifique des deux principaux protagonistes du projet.

Par contre, ils étaient très sceptiques quant à la faisabilité notamment d'un point de vue financier du projet, le montage financier reposant sur des bases fragiles. Ils relevaient que de potentiels partenaires du secteur privé avaient décidé de ne pas s'impliquer dans le projet, soulignant l'ampleur des difficultés présentes et le caractère sans doute trop optimiste des projections financières et mirent en évidence un certain nombre de lacunes du projet, notamment l'absence d'une analyse du marché, l'absence d'un concept clair en matière de droits d'auteurs ainsi que l'absence d'autres partenaires industriels.

En ce qui concerne la suggestion de l'honorable Député d'insérer le projet Telemediana dans les travaux menés au niveau des centres de recherche publics, il y a lieu de répondre que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait bien proposé en 2001 aux responsables de la société Telemediana de prendre contact avec les centres de recherche publics afin d'évaluer la possibilité de développements communs. Dans l'immédiat, ces propositions n'avaient pas eu de suites concrètes de la part de Telemediana.

Un tel contact avait cependant été établi fin 2002 avec le CRP-Henri Tudor. En vue d'évaluer l'opportunité d'une initiative commune, une présentation, destinée à la communauté hospitalière et médicale luxembourgeoise et de la Grande Région, avait été organisée le 29 janvier 2003 au Technoport Schlassgoart. L'écho à cette présentation n'a pas donné lieu à une poursuite de cette initiative commune.

Question 2380 (4.9.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant l'aménagement de la zone Haff Réimech:

L'aménagement de la zone «Haff Réimech» est défini et régi par un règlement grand-ducal du 10 avril 1997.

D'après d'informations crédibles, différents travaux d'aménagement ont été effectués fin 2002 début 2003 dans la zone réservée aux résidences secondaires située sur le territoire de la commune de Remerschen.

Il semblerait que ces travaux ont pour but de créer un «parking écologique» (sic!).

Est-ce que le Ministère ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions a connaissance de tels travaux et d'éventuelles contestations y relatives?

Est-ce que la création d'un parking à cet endroit est conforme à la partie écrite et graphique du plan d'aménagement global «Haff Réimech», dont l'inobservation est soumise à des sanctions pénales?

Réponse (14.11.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

L'aménagement de la zone «Haff Réimech» est effectivement régi par les dispositions du règlement grand-ducal du 10 avril 1997 déclarant obligatoire le plan d'aménagement global «Haff Réimech».

L'article 8 du règlement précité ayant pour objet plus précisément la zone de résidences secondaires dispose entre autres que les prescriptions dimensionnelles des constructions à y ériger sont celles retenues pour les zones d'habitation pure figurant au plan d'aménagement général de la commune de Remerschen.

L'adoption d'un plan d'aménagement particulier, conformément à la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, approuvé le 23 juillet 1997 par le Ministre de l'Intérieur, précise et complète les dispositions du règlement grand-ducal prémentionné.

Les services du Ministère n'ont pas connaissance de travaux, ni d'éventuelles contestations y relatives, entrepris dans la zone concernée.

La délivrance des autorisations de construire est par ailleurs de la compétence exclusive du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Remerschen en application de l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités, de l'article 3 du titre XI du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police, des articles 67 et 68 de la loi communale, ainsi que la législation sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire tout en respectant les dispositions de la réglementation prémentionnée.

Question 2382 (5.9.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les hauts-fourneaux destinés au Musée de l'Industrie:

D'Regierung wëllt op den Industriebroochen en nationalen Industriemuseum oprichten. Integrale Bestanddeel vun dësem Musée sollen déi zwee lescht Héichiewen (A a B) op Belval-West ginn. Ee vun dësen Héichiewen (A) huet d'Arbed dem Lëtzebuerger Stat „geschenkt“, deen zweete muss de Stat kafen. Déi zoustänneg Kommissioun vun der Vollekervertreiederkummer huet elo schonns e Gesetzprojekt guttgeheescht, dee fir ronn 14 Milliounen € d'Stabiliséierung an d'Ofsicherung vun dësen lewe garantéiere soll.

Ontransparent ass dëse Projet fir de Steierzueler an deem Sënn, datt guer net gewosst ass, wat de Kaf vun Héichuewe B de Stat iwwerhaapt kascht.

Dofir dës Fro:

Wat ass de Kafprais vun deem Héichuewen?

Réponse (6.11.2003) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

D'Fro vun Députierten Aly Jaerling ass an de Kontext ze setze vum „Projet de loi 5152“, deen de Stat soll autoriséieren d'Gebaier an d'Terrainen op dem Site Belval-Ouest ze kafen an deen an der Chamber de Mee 2003 déposéiert ginn ass an och schonns vun der Finanzkommissioun vun der Chamber lo am Oktober aviséiert gouf.

Am Kontext vun deem Projet ass virgesinn, datt den Héichuewe B zesumme mat anere Gebaier an Terraine vun Stat opkaaft gétt.

Am „rapport d'évaluation“, dee vun engem Réviseur d'entreprise erstallt gouf, bei Geleeënheet vun der Kapitalerhéijung vun der Entwécklungsgesellschaft Agora, steet den Héichuewe B mat enger „valeur pour mémoire“. Den Terrain, wou den Héichuewen drop steet ass 166,76 Ar grouss a kascht 1.859,20 € den Ar, am Total also ee Kafpräis vun 310.040 €. Sou wéi am Gesetzprojet 5152 virgesinn, dréit de Stat awer de proportionellen Undeel Entwécklungskäschten, déi ufale fir Terrainen an och d'Gebaier ze entwéckelen, fir déi nei Uwendungen op der Industriebrooch Belval iwwerhaapt ze erlaben.

Question 2385 (15.9.2003) de M. Jean-Paul Ripinger (DP) concernant la confection de passeports spécifiques pour se rendre aux États-Unis:

Il ressort d'un communiqué de presse du Ministère des Affaires étrangères, publié le 12 août 2003, qu'à partir du 1^{er} octobre 2003, les ressortissants luxembourgeois qui voyagent aux États-Unis sans visa doivent être en possession d'un passeport dont les données peuvent être lues électroniquement.

Or, il me revient par un article publié dans la presse luxembourgeoise, qu'à partir du 26 octobre 2004, les États-Unis exigent, lors de l'entrée sur leur territoire, la présentation d'un passeport contenant un chip recensant toutes les mesures biométriques de la personne en question.

Ainsi les pays, dont les ressortissants ne nécessitent actuellement pas de visa pour entrer aux États-Unis, parmi lesquels se trouve le Luxembourg, devraient délivrer à partir de cette date des passeports munis d'une puce électronique qui contient non seulement les empreintes digitales, mais aussi d'autres données biométriques telles que des informations sur les rétines ou d'autres données corporelles spécifiques.

Je voudrais donc savoir de Madame le Ministre des Affaires étrangères:

Est-ce que Madame le Ministre peut confirmer que ces nouvelles dispositions s'appliqueront désormais également aux ressortissants luxembourgeois désireux de se rendre aux États-Unis?

Dans l'affirmative, quelles mesures compte-elle entreprendre pour rendre nos passeports conformes à ces nouvelles exigences? Faudrait-il alors, le cas échéant, établir un passeport spécifique pour se rendre aux États-Unis?

Réponse (6.11.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

A la suite des attentats du 11 septembre les États-Unis ont amendé, le 23 janvier 2002 leur législation sur la sécurité aux frontières en y apportant, entre autres, des modifications en relation avec le „visa waiver“ programme, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité qui doivent être incorporées, à partir du 26 octobre 2004, dans les documents de voyage émis par les pays bénéficiaires de ce programme. Une de ces mesures est l'obligation de munir les passeports d'un dispositif permettant d'inclure des éléments biométriques qui peuvent être lus électroniquement aux frontières des États-Unis. Ces nouvelles dispositions s'appliqueront donc également aux ressortissants luxembourgeois désireux de se rendre aux États-Unis à partir de cette date.

La loi amendée ne précise cependant pas la nature de ces éléments biométriques. Actuellement trois systèmes entrent en ligne de compte à savoir la reconnaissance faciale, les empreintes digitales

ainsi que la reconnaissance de la structure de l'iris qui pourront être stockées dans une puce électronique.

Vers la fin de cette année la Commission européenne fera une proposition en vue d'une harmonisation au niveau européen sur le choix des éléments biométriques à incorporer dans les passeports nationaux.

Jusqu'à présent aucun pays de l'Union européenne ne dispose d'éléments biométriques dans ses passeports nationaux. En raison de l'énorme investissement à consentir à court terme dans une technologie qui n'a pas encore fait toutes ses preuves il est également peu probable que les pays de l'Union seront prêts pour rencontrer les exigences américaines à la date imposée.

Le Luxembourg émettra au cours de l'année prochaine une nouvelle série de passeports. Les négociations actuellement en cours avec le producteur des passeports luxembourgeois tiennent compte des exigences américaines et se font sous réserve de ce que la Commission retiendra dans ses propositions.

La question de savoir si le Luxembourg sera en mesure d'établir un passeport conforme aux exigences américaines pour pouvoir se rendre aux États-Unis sans visa après le 26 octobre 2004 dépendra donc largement du progrès au niveau de l'Union européenne en la matière et plus particulièrement du choix de la technologie retenue et des contraintes techniques pour pouvoir introduire des éléments biométriques dans les nouveaux passeports.

Question 2387 (15.9.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant le projet d'aménagement d'un terrain de golf à Meysembourg:

Il me revient par voie de presse que des initiatives sont en cours afin d'aménager un terrain de golf et un lotissement résidentiel dans les alentours du Château de Meysembourg. Ainsi, la Commission de l'Aménagement auprès du Ministère de l'Intérieur aurait déjà émis un avis négatif à la fin des années 1970. En 1987 le Ministère de l'Intérieur aurait finalement donné son accord à un projet prévoyant outre l'aménagement d'un terrain de golf, la construction d'un hôtel et de villas alors que le Ministère de l'Environnement avait refusé le projet. En 1988 le site aurait été classé zone de sports et loisirs par la commune de Larochette. En 1990 le site aurait été retenu par la directive «Habitat» en tant que zone protégée.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Culture et à Messieurs les Ministres de l'Environnement et de l'Intérieur:

- Est-ce que Madame le Ministre et Messieurs les Ministres peuvent me confirmer les informations développées ci-dessus et si un projet concret a déjà été introduit auprès des administrations concernées?
- Est-ce que l'aménagement éventuel d'un terrain de golf et d'un lotissement sur le site évoqué ci-contre est en accord avec les contraintes écologiques?
- Est-il vrai que le Service des Sites et Monuments entend classer l'entièreté du site en question? Dans l'affirmative où en est la procédure?
- Enfin est-ce que Madame le Ministre et Messieurs les Ministres peuvent me dire si ces intentions répondent aux exigences recherchées par le concept intégré des transports et du développement spatial pour le Luxembourg?

Réponse (18.11.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Ad 1.

Le Ministère de l'Environnement n'est pas, à l'heure actuelle, saisi officiellement d'un dossier en vue de l'autorisation d'un projet de golf et d'un lotissement résidentiel à Meysembourg.

Ad 2.

Le site de Meysembourg a, du fait de ses qualités écologiques et esthétiques, fait l'objet d'une désignation en tant que zone de protection à vocation récréative à la déclaration d'intention générale relative au PAP Environnement naturel, adopté par le Gouvernement en 1981.

La vallée du Manzebaach a, quant à elle, été déclarée paysage à protéger le long d'un cours d'eau. Enfin, les forêts entourant la localité de Larochette ont été désignées en tant que massifs forestiers d'un intérêt particulier.

Une partie des fonds a par ailleurs été désignée en tant que zone spéciale de protection en vertu de la directive «Habitat».

Il découle des considérations précédentes que le site de Meysembourg présente des valeurs écologiques et paysagères de tout premier ordre, méritant un état de conservation favorable à des fins écologiques mais aussi récréatives.

Ce fait a été documenté par la désignation des fonds Meysembourg en tant que «zone de protection à vocation récréative, zone noyau pour la protection de la nature et du paysage» au programme directeur de l'aménagement du territoire, récemment adopté par le législateur.

Question 2393 (17.9.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'organisation des élections sociales du 12 novembre 2003:

Den 12. am Wantermount 2003 fanen d'Sozialwahlen statt, ënner anere och d'Wahl vun den Delegéierten fir d'Beruffskummere vun den Aarbechter, Privatbeamten a Fonctionnaires.

Dat aktivt a passivt Wahlrecht bei dese Wahlen gëtt all Salarié zougestanen, den 18 Joer alt ass an duerch en Aarbechtsvertrag an eng Entreprise, respektiv Stat oder Gemeng, gebonnen ass.

Laut dem Stand vum Heemount 2003 sinn hei am Land 7.282 Persounen an Chômage bei der ADEM ageschriwwen. Dës Persounen ënnerleie kengem Aarbechtsvertrag a sinn de legale Bestëmmungen zur Folleg vun de Beruffskummerwahlen ausgeschloss.

Des Weidere sinn och nach 2.898 Persounen a Beschäftigungsmessuren engagéiert, déi u sech och keen typeschen Aarbechtsvertrag hunn.

Des Weidere sinn och all déi Persounen, déi bei Interimgesellschaften onni feste Vertrag engagéiert sinn, och ausgeschloss.

Et kann een dervun ausgoen, datt em déi 5% vun de Salariéen, déi hei am Land um Aarbechtsmaart waren oder an iergendenger Form nach domat verbonne sinn, vun de Beruffskummerwahlen ausgeschloss sinn.

Dofir meng Froen:

1. Sinn déi Persounen, déi an enger Beschäftigungsmessuren oder bei Interimgesellschaften engagéiert sinn, bei de Beruffskummerwahl wahlberechtegt?

2. Sinn dem Här Minister déi virzitéiert Faite bekannt?

3. Wat gedenkt den Här Minister kuerzfristeg ze ënnerhulen, fir datt och déi virzitéiert Persounen hiert Wahlrecht bei de Beruffskummerwahlen vum 12. am Wantermount 2003 kënnen ausüben?

4. Hunn déi zoustänneg Ministere sech scho Gedanken gemaach, fir de Bréifwahlsystem bei de Krankekeessen- a Beruffskummerwahlen duerch e manner käschtespillige Wahlsystem, zum Beispill iwwer Urnen, ze ersetzen?

Réponse (11.11.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

D'Gesetz vum 4. am Fréileng 1924 gesäit vir, datt fir d'Beruffskummeren déi Leit wahlberechtegt sinn, déi een Aarbechtsvertrag hunn oder wou den Aarbechtsvertrag duerch Krankheet net ausgeféiert gi kann. D'Leit an eenzelne Beschäftigungsmoosnamen a verschidden Interimssalariéé sinn net wahlberechtegt. Si hu keen Aarbechtsvertrag am Sënn vum Gesetz vum 24. um Oktavsmount 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag.

Déi Bedingung vum Aarbechtsvertrag ass duerchaus berechtigt. D'Beruffskummere verrieden d'Interesse vun enger Kategorie vu Salariéen an, an deem Kader, och nach déi vun enger Spart, well d'Beruffskummere si jo no Gruppen ageedeelt. Sou bedarf et, ëmsou méi dës Organismen an d'gesetzberesch Prozedur agebonne sinn, enger gewësser Stabilitéit.

Déi vum Volleksverrieder ugesproche Kategorien hunn awer, ënner anere, déi Charakteristik, datt se an hirem Aarbechtsliewe ganz oft de Statut änneren. Interimssalariéé kënnen entweder ouni Aarbecht sinn, oder eng Aarbecht an enger anere Grupp, oder souguer am Beräich vun enger anerer Beruffskummer hunn, wat géif ee permanente Wiessel am Elektorat, oder souguer bei deene Gewielte mat sech bréngen. Dës géif sécher der Funktioun vun de Beruffskummeren net entspriechen.

D'Argument, datt déi Leit eise Aarbechtsmaart verbonne waren, ass also net ganz stéichhalteg, well dës Leit duerchaus, zum Beispill am Moment wou d'Lëschten zougemaach ginn, entweder net schaffen oder am Ausland schaffen an, entgéint der Meenung vum Här Jaerling, iwwerhaupt kee Lien mat eise Aarbechtsmaart hunn, dee géif eng Berechtigung fir d'Wahlrecht an enger Beruffskummer duerstellen.

Esou ginn also déi Interimssalariéé wahlberechtigt, déi vum Datum vum definitiven Opstelle vun de Wahleschte bei engem Patron a Missioun sinn.

Eege Gruppe kënnen also aus den uewe genannte Grënn net envisagéiert ginn.

Ausserdeem géifen eege Gruppen zu enger Ghettoiséierung a Markéierung féieren, déi ech net wëllt.

Dat géillt och fir d'Leit a Beschäftigungsmoosnamen. Och hei besteet kee Lien mam Aarbechtsmaart am Kader vum Sënn an Zweck vun de Beruffskummeren. Hei hu mer keen Aarbechtsvertrag am éischte Sënn. Och hei hu mer een heefege Wiessel am Statut. Och hei sinn d'Leit zum Deel ouni Lien mam Aarbechtsmaart am Sënn vum Gesetz iwwer Beruffskummeren. Dës Moosname sinn do, fir deene Leit ebe just d'Méiglechkeet ze ginn ee Statut ze fanen, wou si wahlberechtigt ginn. Ausserdeem lafen dës Moosnamen dacks op ee Joer, während „d'Legislationsperiode“ an de Beruffskummere fënnel Joer ass. D'Onstabilitéit am Lien mam Aarbechtsmaart, genee wéi de spezielle Statut vun deene Leit, justifiéiert also, datt se net fir d'Beruffskummere wahlberechtigt sinn. An och hei sinn ech strikt géint eng

eege Grupp, déi nach méi ee Stempel op d'Stir vun deene Leit géif drécken.

Näischt verhënnert déi Leit sech zesummenzuschléissen, fir hir Rechter ze vertéidegen, mä dës ka menger Meenung no net am Kader vun enger Beruffskummer sinn.

De Kritär vum méi oder weineger direkte Lien mam Lëtzebuurger Aarbechtsmaart, deen de Volleksverrieder uféiert an dee ganz dacks guer net esou kloer ass, ass am Kader vun der Funktioun an der Gesetzgebung iwwer Beruffskummeren net ausschlaggebend.

D'Interesse vun deene Betreffene sinn also vun der Volleksverriederkummer wouerzuehelen.

Ech weess och net wéi den Här Jaerling op 5% vun de Salariéé kënn. Dat wiere jo permanent 15.000 Leit. Wann een awer de stännege Wiessel am Statut vun deene Betreffene gesäit, kënn een an der Moyenne sécher op knapp 1,5% vun den Aktiven, woubäi dese Rasonement, un Hand vun deem, wat ech virdrun gesot hunn, sécher net richteg ass.

Wat de Wahlmodus ugeet, sou ass et un de Beruffskummeren ze entscheeden, wat fir si am Beschten ass. Ech sinn do an hiren Hän. Ech zweifelen awer drunn, datt et eng Fro vu Käschten ass.

Question 2404 (23.9.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le fonctionnement du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP):

Selon des informations récentes, il existait une grave mésentente entre le personnel, la direction et le conseil d'administration du Centre hospitalier neuropsychiatrique. Apparemment il ressort d'un courrier adressé par deux membres du conseil d'administration à son président, que les décisions dudit conseil sont prises «par une majorité d'administrateurs sans consultation de la 'minorité' représentative du CHNP». Par ailleurs, il est question de «dysfonctionnements aux conséquences humaines parfois désastreuses (...)».

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il peut confirmer cette situation. Quels sont exactement les éléments de ce conflit? Est-ce que Monsieur le Ministre entend prendre par l'intermédiaire des représentants du Ministère dans le conseil d'administration des initiatives pour rétablir le bon fonctionnement au sein du CHNP?

Réponse (30.10.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Député s'est enquis au sujet du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP), suite à des informations récentes ayant fait état d'une situation conflictuelle, au sein dudit centre, entre le personnel et la direction, d'une part, et le conseil d'administration, d'autre part.

Je tiens d'emblée à rappeler que le Centre hospitalier neuropsychiatrique, dont la création remonte à la loi du 17 avril 1998, est constitué en établissement public, qui de surcroît jouit d'une autonomie tant en matière financière qu'administrative.

Il est un fait incontestable que la transition du statut d'hôpital étatique, à savoir l'Hôpital neuropsychiatrique de l'État (HNPE) à un statut d'hôpital public s'est traduite par une plus grande flexibilité tant au niveau de la gestion budgétaire qu'au niveau de la gestion des ressources humaines.

Toutefois, cette phase transitoire, qui se caractérise également par la coexistence au sein du CHNP de personnel à statut privé recruté depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 avril 1998, et de fonctionnaires

de l'HNPE repris par l'établissement public, peut être à l'origine de certaines frictions entre les membres du personnel.

Cela étant, je ne suis pas en mesure de confirmer les propos alarmistes de l'honorable Parlementaire. Par contre, je suis persuadé que le conseil d'administration du CHNP parviendra à assurer pour autant que de besoin la sérénité dans une structure hospitalière qui se trouve en pleine mutation depuis la mise en œuvre du projet de réhabilitation psychiatrique, ceci conformément à l'objectif visé au plan hospitalier.

Question 2406 (25.9.2003) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant la situation des personnes présentant une déficience auditive:

In seiner Entschliessung zur Zeichensprache für Gehörlose vom 17. Juni 1988 fordert das Europäische Parlament die Förderung und Umsetzung der Anerkennung nationaler Zeichensprachen in den EU-Staaten Schritt für Schritt zu realisieren. Im Rahmen des europäischen Jahres der Behinderten stellt sich heute die Frage, was in Luxemburg in den vergangenen 15 Jahren in diesem Bereich in die Wege geleitet wurde.

Ich möchte deshalb folgende Fragen an die Ministerin für Familie und soziale Solidarität sowie die Ministerin für nationale Erziehung richten:

- Wie viele Hörgeschädigte zählt Luxemburg augenblicklich? Wie viele davon sind unter medizinischen (Lautsprache kann auch mit apparativer Versorgung nicht vornehmlich übers Ohr aufgenommen werden, englisch „deaf“) bzw. kulturellen (im Sinne der Gemeinschaft und der Minoritätenkultur, englisch „deaf“) Gesichtspunkten als gehörlos einzustufen?
- Die Gemeinschaft der gehörlosen Menschen bildet eine Sprachminderheit, deren Sprache die jeweilige nationale Zeichensprache ist. Inwiefern wurden bisher Anstrengungen unternommen, die Zeichensprache in Luxemburg offiziell anzuerkennen?
- In der oben genannten Entschliessung werden die Mitgliedstaaten mit Nachdruck aufgefordert, die Forschungstätigkeit im Hinblick auf die Veröffentlichung von Wörterbüchern der jeweiligen nationalen Zeichensprachen zu unterstützen. Existiert eine wissenschaftliche Forschungstätigkeit in diesem Sinne? Wird dabei den Besonderheiten der Luxemburger Zeichensprache, beispielsweise in Abgrenzung zur „Deutschen Gebärdensprache (DGS)“, Rechnung getragen?
- Für Menschen, die im Laufe ihres Lebens das Gehör verlieren, ist die Zeichensprache oft die einzige Möglichkeit, nicht zu vereinsamen und wieder mit anderen Menschen kommunizieren zu können. Welche Möglichkeiten werden diesen Menschen geboten, die Zeichensprache zu erlernen?
- Das europäische Parlament fordert nicht nur gehörlose, sondern auch „hörende Kinder und Erwachsene durch entsprechend ausgebildete Gehörlose in der Zeichensprache zu unterrichten“. Werden die gehörlosen Kinder in Luxemburg systematisch in Zeichensprache unterrichtet? Werden den Lehrern dieser Kinder systematisch Fortbildungen in diesem Bereich angeboten? Welche Instanzen prüfen die Zeichensprachkenntnisse der betreffenden Lehrer? Werden gehörlose Lehrer ausgebildet? Wenn ja, werden diese im

Unterricht bei hörgeschädigten und hörenden Kindern eingesetzt?

- Inwiefern werden Eltern gehörloser Kinder über die Zeichensprache informiert? Welche Möglichkeiten werden ihnen geboten, um die Zeichensprache zu erlernen, und wie wird diese Ausbildung finanziert?
- Wird der Beruf des „Gehörlosendolmetschers“, wie vom Europäischen Parlament gefordert, in Luxemburg offiziell anerkannt? Wurden, wie weiter gefordert, „unter Anleitung der nationalen Verbände der Gehörlosen Ausbildungs- und Beschäftigungsprogramme für hauptberufliche „Gehörlosendolmetscher““ ausgearbeitet?
- Wurden, wie gefordert, Anstrengungen unternommen, „alle Regierungsverlautbarungen über Sozialleistungen, Gesundheit und Beschäftigung den Gehörlosen mit Hilfe der Zeichensprache über Video“ bekannt zu geben?
- Wurden die Rundfunkanstalten angehalten, „Fernsehnachrichten, politische Sendungen und [...] eine Auswahl kultureller Programme und Sendungen von allgemeinem Interesse“ in die Zeichensprache oder zumindest in Untertitel zu übertragen?
- Nimmt Luxemburg am Austausch von Zeichensprachkundigen Personen innerhalb der Europäischen Gemeinschaft teil?
- Welche finanzielle Unterstützung ist für den Ausbau von Dienstleistungen für Gehörlose vorgesehen? Welche Dienstleistungen werden bisher angeboten?

Réponse commune (11.11.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

Es gibt weltweit eigentlich zwei verschiedene Richtungen um gehörlosen Menschen die Kommunikation miteinander und mit den Menschen im allgemeinen zu ermöglichen. Auf der einen Seite dieses Jahrzehntelangen Methodenstreites stehen die Vertreter der Zeichensprache, auch Gebärdensprache genannt, und auf der anderen Seite die Anhänger der Lautsprache, die häufig für den gänzlichen Verzicht eines Gebärdenspracheinsatzes plädieren.

Bis zum Jahre 1997, und das seit ungefähr 100 Jahren, sind in Luxemburg die gehörlosen und schwerhörigen Menschen exklusiv in Lautsprache unterrichtet worden. Da der Lautsprachenerwerb für gehörlose und schwerhörige Menschen oft sehr mühsam ist, ist die Wahl der an der Sonderschule angewandten Sprache natürlich besonders bedeutsam. In Luxemburg hat man sich vor über 100 Jahren für das Unterrichten der Gehörlosen in deutscher Sprache entschieden. Dies offenbar unter anderem aus dem Grunde, dass die deutsche Schriftsprache lautgetreuer als zum Beispiel die französische Sprache ist, wodurch der Erwerb der Lautsprache über den Einsatz der Schriftsprache begünstigt wird. Vom Unterrichten einer zweiten Sprache wurde wegen der besonderen Schwierigkeiten des Lautsprachenerwerbs gehörloser Menschen bisher abgesehen.

Seit 1997 werden ausschliesslich die lautsprachbegleitenden Gebärden (LBG) im Centre de Logopédie in Luxemburg angewandt und unterrichtet. Die lautunterstützten Gebärden sollen den gehörlosen und schwerhörigen Menschen das Erlangen der Lautsprache erleichtern. Im Centre de Logopédie wird die Meinung vertreten, dass das parallele Einsetzen dieser lautbegleitenden Gebärden zur Hör- und Sprechreizehung hilft, die Lautsprache zu festigen. Auch ist das Einsetzen von LBG als zusätzliche

Kommunikationsstütze bei mehrfachen behinderten hörgeschädigten Kindern eine grosse Hilfe. Im Centre de Logopédie arbeitet seit 1998 eine gehörlose Mitarbeiterin, die in den Klassen für gehörlose und schwerhörige Schüler die Kommunikation durch das Einsetzen von LBG unterstützt und erleichtert. Seit 1999 werden dort regelmässig Kurse in LBG angeboten, sowohl für Lehrer und Erzieher, wie für Eltern gehörloser und schwerhöriger Kinder.

Die LBG, die sich auf das Mundbild bezieht, ist als Hilfsp Sprache anzusehen, während Zeichensprachen oder Gebärdensprachen nicht nur grammatisch und von der Syntax her an die jeweiligen Nationalsprachen gebunden sind, sondern auch von der Aussprache her. Aufgrund dieser Tatsache gibt es regionale Unterschiede in der deutschen Gebärdensprache.

Soweit gehörlose Menschen in Luxemburg eine anerkannte Gebärdensprache gelernt haben, meistens die jüngere Generation, ist es die deutsche Gebärdensprache aus dem Raum Rheinland-Pfalz oder Nordrhein-Westfalen, wo eine Reihe gehörloser Menschen bisher weiterbildende Schulen besucht haben. Eine anerkannte luxemburgische Gebärdensprache gibt es zur Zeit nicht. Ältere gehörlose Menschen, welche in Luxemburg die deutsche Gebärdensprache nicht gelernt hatten, sondern nur die deutsche Lautsprache, benutzen unter sich in der alltäglichen Kommunikation Gebärden, die einerseits der deutschen Gebärdensprache angehören, und andererseits aber national geprägte Handzeichen darstellen. Diese nonverbalen Kommunikationsmittel der gehörlosen Menschen in Luxemburg bleiben bis heute unerforscht. In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass die in anderen Ländern anerkannten Gebärdensprachen sich über Jahrhunderte in der alltäglichen Kommunikation Gehörloser ausgebildet haben.

Insgesamt ist festzuhalten, dass die Situation der hörgeschädigten Menschen in Luxemburg sehr komplex ist, nicht zuletzt aufgrund der Mehrsprachigkeit unseres Landes und unabhängig davon ob die betroffenen Menschen die Laut oder Gebärdensprache erlernt haben.

Zu den 11 gestellten Fragen sind folgende Informationen von Wichtigkeit:

1. Die Weltgesundheitsorganisation stuft Hörschädigungen, Schwerhörigkeit respektiv Gehörlosigkeit, folgendermassen ein:
20-40 dB Hörverlust: leichte Schwerhörigkeit
40-70 dB Hörverlust: mittlere Schwerhörigkeit
70-90 dB Hörverlust: starke Schwerhörigkeit
über 90 dB Hörverlust: Gehörlosigkeit oder Taubheit

In Luxemburg sind zur Zeit Statistiken über schwerhörige und gehörlose Menschen nicht zentralisiert. Zahlenmaterial ist nur soweit verfügbar wie hörgeschädigte Menschen soziale Leistungen oder Dienste in Anspruch nehmen.

Nach Auskunft der betroffenen Stellen, gibt es insgesamt 78 eingetragene gehörlose/schwerhörige Kinder/Jugendliche in Luxemburg, davon werden 59 im Alter zwischen 2 und 15 Jahr im Centre de Logopédie betreut, 7 Jugendliche befinden sich in Luxemburg in der beruflichen Ausbildung und 12 Schüler sind im Ausland eingeschult.

42 von diesen 78 sind als gehörlos eingestuft. Die gehörlosen Kinder und Jugendliche sind je doch alle mit einem Hörgerät oder einem Cochlear Implant versorgt, das

ihren Hörverlust um 40 bis 60 dB reduziert.

Nach Angaben der „Cellule d'évaluation et d'orientation“ der Pflegeversicherung gibt es 317 hörgeschädigte Erwachsene, die Leistungen der Pflegeversicherung in Luxemburg beanspruchen. Davon sind 148 Schwerhörige und 149 Gehörlose, also fast die Hälfte.

2. Wie bereits erwähnt, ist die Zeichensprache oder Gebärdensprache, eine Sprache mit eigener Grammatik und Syntax, die sich an der jeweiligen Nationalsprache orientiert. Die Muttersprache der Luxemburger ist Luxemburgisch. Deshalb müsste die „nationale Gebärdensprache“ eigentlich auf der luxemburgischen Sprache aufgebaut sein. Solange es keine einheitliche Zeichensprache für alle hörgeschädigten Menschen (alt und jung) in Luxemburg gibt, kann es keine offizielle Anerkennung einer Gebärdensprache als nationale Zeichensprache geben. Die Mehrsprachigkeit Luxemburgs (luxemburgisch, französisch und deutsch) ist im Falle der Wahl einer national anerkannten Gebärdensprache noch eine zusätzliche Schwierigkeit.
3. In Luxemburg existiert noch keine wissenschaftliche Forschungstätigkeit im Hinblick auf die Veröffentlichung von Wörterbüchern der jeweiligen nationalen Zeichensprache.
4. Menschen die im Laufe ihres Lebens das Gehör verlieren, werden, nachdem medizinisch abgeklärt ist wie viel Gehörvermögen noch vorhanden ist, mit technischen Hilfsmitteln unterstützt und nach Bedarf psychologisch betreut. Sie verlieren die Lautsprache nicht, wenn sie von Therapeuten die Möglichkeit bekommen diese zu trainieren. Sie können aber nur eine Gebärdensprache im Ausland erlernen, entweder in Deutschland oder, für frankophone Gehörlose, in Belgien.
5. In Luxemburg wird noch nicht in Zeichensprache unterrichtet. Im Centre de Logopédie werden die lautsprachbegleitenden Gebärden (LBG) systematisch unterrichtet und eingesetzt. Auch können die Sonderschullehrer an Fortbildungen in LBG im Ausland teilnehmen. „Gehörlose Lehrer“ werden nicht in Luxemburg ausgebildet. Diese Ausbildung ist im Ausland (Deutschland, Frankreich,...) möglich. Es hat jedoch bis jetzt noch kein luxemburgischer Gehörloser oder Schwerhöriger diesen Beruf ergriffen.
6. Die Eltern der gehörlosen und schwerhörigen Kinder werden von den Sonderschullehrern des Centre de Logopédie über die verschiedenen Gebärdensprachmöglichkeiten ausführlich informiert. Auch erhalten sie die Möglichkeit, gratis die LBG in der obengenannten Schule von den „Professeurs d'enseignement logopédique“ zu erlernen.
7. Aus den oben genannten Gründen gibt es in Luxemburg zur Zeit keine offiziell anerkannten Gebärdensprachinterpreten.
8. Bisher wurden Regierungsverlautbarungen nicht über Video den Gehörlosen in Zeichensprache vermittelt, da es eine luxemburgische Gebärdensprache nicht gibt.
9. In nächster Zukunft möchte das Familienministerium in Zusammenarbeit mit dem zuständigen Minister für Kommunikation und der nationalen Fernseh- und Rundfunkanstalt die Möglichkeit ermitteln, die nationalen TV Nachrichten mit Untertitel zu versehen.
10. Luxemburg nimmt am Austausch von Zeichensprachkundigen Personen innerhalb der Europäischen Union teil. Es werden auch regelmässig Fachleute aus dem benachbarten Ausland zur Fortbildung der luxemburgischen Sonderschullehrer, Lehrer und Erzieher eingeladen.

Des Weiteren ist zu erwähnen, dass die Mitarbeiter der „Éducation

différenciée“ zunehmend lautsprachunterstützende Gebärden zur Sprachförderung von Kindern mit einer geistigen Behinderung einsetzen. Diese Form der Betreuung geschieht sowohl in enger Zusammenarbeit mit den gebärdensprachkundigen Fachkräften des Centre de Logopédie als auch unter der Anleitung ausländischer Experten. Den Lehrern und Erziehern der Éducation différenciée werden entsprechende Fortbildungsmöglichkeiten angeboten, da ein positiver Einfluss der lautsprachbegleitenden Gebärden auf die Kommunikationsfähigkeit der Kinder mit einer geistigen Behinderung festgestellt wurde.

Weiterhin ist der Verein der Gehörlosen und Schwerhörigen Luxemburg asbl (VGSL) bisher in der „European Union of the Deaf“ (EUD) vertreten.

11. Das Familienministerium hat seit 2001 eine Konvention mit dem Verein der Gehörlosen und Schwerhörigen Luxemburg (VGSL) und hat dieser Organisation finanzielle Mittel zur Verfügung gestellt für den Aufbau einer sozialen Beratungsstelle.

Erstes Ziel soll es sein, die bestehenden Hilfsangebote für hörgeschädigte Menschen auf ihre Vollständigkeit hin zu überprüfen und eventuelle Probleme und Defizite des Hilfesystems zu ergründen. In einem zweiten Schritt soll dann ein gezieltes Projekt ausgearbeitet werden zur Förderung der Integration und Chancengleichheit hörgeschädigter Menschen. Zur Zeit unterstützt das Familienministerium aktiv die Gründung eines Dachverbandes, welcher die verschiedenen bestehenden Hörgeschädigtenvereinigungen sowie betroffene Fachdienste vereinen soll. Dieser sollte es in Zukunft ermöglichen die Interessen der betroffenen Personen auf eine koordinierte und gezielte Art und Weise zu vertreten und um zusammen mit den zuständigen staatlichen Stellen kohärente Massnahmen für hörgeschädigte Menschen auszuarbeiten. In nächster Zukunft soll die Verbesserung der Integrationsmöglichkeiten der hörgeschädigten Menschen in unserer Gesellschaft eine Priorität der Behindertenpolitik sein.

Question 2409 (29.9.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la vente des permis de pêche:

Conformément à l'article 2 (5) du règlement grand-ducal du 14 décembre 2001 concernant l'exercice de la pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder Rhénanie-Palatinat et Sarre de la République fédérale d'Allemagne, d'autre part, et à l'article 5 de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, les bourgmestres délégués par les commissaires de districts peuvent délivrer les permis de pêche. Les montants du droit et de la taxe piscicole sont fixés par des règlements grand-ducaux afférents. Or il s'avère que des communes, à part du montant fixé par le législateur, perçoivent en supplément une taxe de chancellerie pour l'émission des permis de pêche. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me communiquer le nombre des communes touchant une taxe de chancellerie sur la vente des permis de pêche?
- Est-ce que la perception d'une telle taxe est conforme aux lois en vigueur?
- Est-ce qu'il n'y a pas lieu d'harmoniser le montant des permis de pêche tout en supprimant cette taxe de chancellerie?

Réponse (6.11.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Il est vrai que certaines communes, dont les bourgmestres délivrent des permis de pêche sur base d'une délégation du commissaire de district, demandent une taxe de chancellerie en sus des montants du droit et de la taxe piscicole dont sont grevés les permis de pêche sur base d'un règlement grand-ducal.

Il est difficile de connaître le nombre exact de communes qui appliquent une taxe de chancellerie supplémentaire, étant donné que huit communes seulement ont expressément dénommé la taxe afférente «taxe permis de pêche», mais que d'autres communes ont une taxe de chancellerie qui porte une dénomination générale et qui s'applique entre autres à la délivrance de permis de pêche.

Aucune disposition légale ne s'oppose à ce que les communes introduisent une taxe de chancellerie pour compenser le travail administratif à accomplir par les services de la commune dans le cadre de la délivrance de permis de pêche pour le compte de l'État

En effet, les conseils communaux ont, en principe, conformément aux articles 99 et 102 de la Constitution, la faculté d'établir les taxes et impositions qu'ils veulent, s'il n'est pas porté atteinte à la règle de l'égalité devant l'impôt édictée par l'article 101 de la Constitution. Ils ont encore un pouvoir pour ainsi dire illimité de fixer, comme ils l'entendent, l'assiette et le montant de ces taxes et impositions. Cependant, des limites naturelles sont tracées aux communes. D'une part, elles ne peuvent percevoir des contributions pour des objets étrangers à leur mission, d'autre part, ces contributions ne doivent pas nuire à l'intérêt général du pays.

Il résulte des développements qui précèdent que les taxes de chancellerie communales qui s'ajoutent aux droit et taxe élatiques, dont sont grevés les permis de pêche ne sont pas contraires à la loi ni à l'intérêt général. Voilà pourquoi d'ailleurs les délibérations afférentes des conseils communaux ont été approuvées par le Grand-Duc. Il n'y a finalement aucune raison objective de toucher au principe de l'autonomie communale en matière d'introduction de taxes et d'impositions, ceci surtout à une époque où la situation financière des communes n'est pas des meilleures.

Question 2410 (29.9.2003) de M. Marc Zanussi (*LSAP*) concernant les moyens financiers pour l'infrastructure ferroviaire:

Une des composantes principales de la stratégie «mobilité.lu» est le transport par chemin de fer. Cette stratégie, qui a pour but de résoudre les problèmes de mobilité qui touchent quotidiennement notre pays, est l'un des fers de lance du Ministre des Transports. S'il est vrai qu'un bon nombre de projets de loi concernant les infrastructures ferroviaires ont été déposés et votés à la Chambre des Députés, il faut toutefois rester attentif aux réalisations concrètes ainsi qu'aux conditions qui sont octroyées à la SNCFL, en tant qu'acteur principal du secteur ferroviaire.

Or, il découle d'un communiqué de la FNCTFEL, que Monsieur le Ministre des Transports a sollicité la direction des CFL de réduire les dépenses du domaine des transports par rail d'un montant de 10 millions d'euros.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une telle mesure de réduction des dépenses du domaine des transports par rail a été sollicitée auprès de la direction des CFL?

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cette réduction considérable des dépenses?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que pour aboutir à un résultat concret en matière d'amélioration de la mobilité dans notre pays, il faut donner aux CFL les moyens financiers nécessaires pour réaliser les tâches quotidiennes de maintenance en même temps que les infrastructures ferroviaires nouvelles?

Réponse (7.11.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Si le nombre de voyageurs nationaux par rail transportés par semaine entre 1994 et 1998 tournait autour de 195.000, leur nombre était en constante augmentation depuis 1999 pour atteindre le nombre de 222.000 en 2002, soit une progression de 13,85%.

De même l'investissement dans l'acquisition ou la rénovation de matériel roulant ferroviaire utilisé pour le service public national était inférieur à 5 millions €/an pendant la période de 1994 à 1999 pour atteindre le montant de 100 millions € en 2002 et selon les prévisions 194 millions € en 2003.

La même progression peut être observée dans l'évolution des crédits mis à la disposition des CFL pour assurer les prestations nationales en service public ferroviaire. De 55 millions € par an en moyenne à la fin des années 90 les crédits ont progressé à 68,5 millions € en 2001, 71 millions € en 2002 et 2003 (prévisions budgétaires) pour atteindre 89 millions € dans les prévisions budgétaires pour l'exercice 2004, soit une progression de 24,78% entre le budget voté 2003 et le projet de budget 2004.

Cette hausse considérable des crédits budgétaires en matière de prestations de service public par rail est entre autres due à l'introduction d'une redevance d'infrastructure à partir du 1^{er} mai 2003 et à la mise en service de nouveau matériel roulant.

En ce qui concerne les moyens budgétaires mis à la disposition des CFL en matière d'infrastructure ferroviaire pour 2004, les CFL ont été invités en matière d'entretien constructif à accorder une toute première priorité aux projets améliorant la sécurité du réseau, tout en poussant en matière de projets nouveaux la réalisation des nouvelles lignes ferroviaires identifiées dans la stratégie mobilité.lu.

L'honorable Député conviendra donc - j'en suis certain - que les chiffres précités documentent la volonté de mon département et des CFL d'avancer de façon résolue par des initiatives concrètes vers l'objectif d'un modal split de 25% en faveur des transports publics qu'il est prévu d'atteindre à l'horizon 2020.

Question 2411 (30.9.2003) de M. Patrick Santer (*CSV*) concernant la transposition des directives européennes:

Dans un communiqué de presse du 19 septembre 2003 la Commission européenne constate une nouvelle détérioration dans la transposition des règles par les États membres. Les derniers chiffres établis par la Commission font apparaître pour le Luxembourg un "déficit de transposition" (pourcentage de directives non transposées en droit national dans les délais prescrits) en droit national de directives relatives au marché intérieur, qui est plus de deux fois supérieur à l'objectif de 1,5% fixé lors des Conseils européens tenus à

Stockholm et Barcelone. Il est même l'avant-dernier de la «tolérance zéro», qui fixe le retard maximal de transposition d'une directive à deux ans après le délai prescrit. Sept directives ont dépassé ce délai au Luxembourg, la plus ancienne datant de l'année 1993.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

- Quelle est la position de Madame la Ministre sur cette problématique?
- Quelles sont les mesures mises en oeuvre par Madame la Ministre afin de remédier à cette situation?
- Quelles sont les conséquences luxembourgeoises à craindre par le Gouvernement luxembourgeois?

Réponse (7.11.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Patrick Santer du 30 septembre 2003, il y lieu de retenir en premier lieu que les procédures de transposition en droit luxembourgeois des sept directives qui, à la date du 1^{er} juillet 2003, affichaient un retard de plus de deux ans, se présentent actuellement de la façon suivante:

Directive 93/15/CEE du 5 avril 1993 (contrôle des explosifs à usage civil - échéance de transposition: 30 septembre 1993)

Cette directive a fait l'objet d'une action en manquement par la Commission au mois de juin 2001 suite à la constatation que les textes en vigueur n'assuraient pas une transposition suffisante. Le Luxembourg a été condamné en date du 3 octobre 2003 (affaire C-89/03). Un projet de loi visant à mettre la législation en conformité avec les exigences de la directive devrait être prochainement soumis au Conseil de Gouvernement suite à la réorganisation des compétences en matière d'explosifs civils entre différentes administrations.

Directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 (protection et réduction intégrées de la pollution - échéance de transposition: 30 octobre 1999)

Cette directive a fait l'objet du projet de loi N°4863 A déposé en date du 7 novembre 2001 et le vote définitif par la Chambre des Députés est intervenu le 21 octobre 2003.

Directive 97/11/CE du 3 mars 1997 (incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement - échéance de transposition: 14 mars 1999)

Cette directive a été partiellement transposée par le règlement grand-ducal du 7 mars 2003 en ce qui concerne les aspects environnementaux et fait, pour le surplus, l'objet du projet de loi N°5198 déposé en date du 26 août 2003. Dans ce dossier, le Luxembourg a fait l'objet d'une condamnation de la CJCE (affaire C-366/00) par arrêt du 19 février 2002.

Directive 97/66/CE du 15 décembre 1997 (données à caractère personnel et protection de la vie privée - échéance de transposition: 24 octobre 1998)

Cette directive a initialement fait l'objet du projet de loi N°4554 déposé en date du 30 mars 1999 et retiré du rôle en date du 21 mars 2000. La directive a entre-temps été remplacée par la directive 2002/58/CE du 31 juillet 2002 qui sera transposée par le projet de loi N°5181 déposé le 11 juillet 2003. A noter que dans ce dossier le Luxembourg a fait l'objet d'une condamnation par la Cour de Justice des Communautés européennes en date du 6 mars 2003.

Directive 98/27/CE du 19 mai 1998 (protection des intérêts des consommateurs - échéance de transposition: 1^{er} janvier 2001)

Cette directive fait l'objet du projet de loi N°4861 déposé en date du 25 octobre 2001. Le Conseil d'État a rendu son avis en date du 1^{er} juillet 2003. La directive fait actuellement l'objet d'une action en manquement devant le CJCE. (affaire C-9/03)

Directive 98/44/CE du 6 juillet 1998 (protection juridique des inventions biotechnologiques - échéance de transposition: 30 juillet 2000)

Cette directive a fait l'objet du projet de loi N°4673 déposé en date du 6 juin 2000 et devenu le projet de loi N°4673 B en date du 12 février 2001. Par lettre du 26 juillet 2003, le Ministre des Relations avec le Parlement a demandé que le dossier soit remis à l'ordre du jour de la Commission parlementaire compétente.

Directive 98/81/CE du 26 octobre 1998 (utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés - échéance de transposition: 26 octobre 1998)

Cette directive se trouve être transposée en partie par le règlement grand-ducal du 17 octobre 2002 et fait, pour le surplus, l'objet du projet de loi N°4913 déposé en date du 6 février 2002.

Le communiqué de presse de la Commission européenne (Direction du Marché intérieur) situe le Luxembourg à la 8^{ème} place des États membres en matière de transposition de directives communautaires. Cette 8^{ème} place traduit un déficit de transposition de 3,2% représentant un retard de transposition de 50 directives sur un total de 1.535 directives en vigueur au 1^{er} juillet 2003. Le déficit du Luxembourg est ainsi supérieur à la moyenne communautaire qui est actuellement de 2,75% comparé à 1,8% au mois de mai 2002. A l'heure actuelle, le déficit de transposition luxembourgeois est de 3,6% soit l'équivalent de 56 directives en retard de transposition.

Depuis qu'en 1997 la Commission a entrepris de mesurer à intervalles semestriels les performances des États membres en matière de transposition de directives communautaires, le Luxembourg s'était distingué par des performances insuffisantes au point de régulièrement figurer dans le dernier quart du tableau d'affichage du marché intérieur.

Afin de remédier à cette situation, j'ai dès mon entrée en fonction lancé plusieurs initiatives.

D'une part, dans le contexte plus large du suivi journalier des affaires européennes assuré par le Ministère des Affaires étrangères et de l'effort collectif à fournir par l'ensemble des structures gouvernementales et administratives en matière de transposition de directives, j'ai veillé à ce que mon Département exerce une mission d'intermédiaire et de facilitateur entre la Commission européenne et les départements ministériels.

J'ai, d'autre part, fait procéder à l'élaboration d'un tableau d'affichage national permettant au Conseil de Gouvernement de disposer, à côté du réseau existant des correspondants européens chargés au sein de chaque Ministère du suivi des affaires communautaires, d'un instrument adéquat pour analyser les progrès et le rythme de transposition de directives.

Du fait de ces deux initiatives et l'attention politique accrue qu'elles ont engendrées au niveau de la problématique de la transposition des directives communautaires, il a été possible au Luxembourg de ramener entre novembre 2000 et novembre 2001 son déficit de transposition de 5,7% (82 directives en retard de transposition) à 2,1% (31 directives en retard).

Depuis le printemps 2002, l'évolution du déficit de transposition du Luxembourg affiche en revanche un renversement de tendance et est de nouveau en progression régulière, passant respectivement de 2,3% (35 directives en retard de transposition) à 3,6% (56 directives en retard) actuellement. Pareillement, le nombre de directives restant à transposer en droit interne et qui était de 195 directives au 1^{er} décembre 1999 est repassé à 164 directives après avoir atteint les seuils de 124 et 129 directives au mois de décembre 2000 et 2001.

Alors que le Ministère des Affaires étrangères n'est pas appelé à intervenir directement dans les procédures de transposition proprement dites - ceci reste de la compétence exclusive des Ministères concernés par les matières visées, son rôle consiste - en sa qualité d'interlocuteur unique vis-à-vis de la Commission européenne en matière de notification des mesures de transposition de directives - à rappeler de manière systématique tant aux responsables gouvernementaux qu'aux administrations concernées les efforts qu'il reste à réaliser en matière de transposition de directives.

L'évolution récente en matière de transposition de directives communautaires a eu comme conséquence une augmentation des procédures en manquement sous forme de mises en demeure et d'avis motivés de la Commission voir encore sous forme de recours devant la Cour de Justice des Communautés européennes.

C'est ainsi que sur les 56 directives marché intérieur actuellement en retard de transposition, 25 font l'objet d'une mise en demeure, 13 d'un avis motivé tandis que sept d'entre-elles font ou ont fait l'objet d'un recours devant la CJCE.

Question 2413 (30.9.2003) de M. Laurent Mosar (*CSV*) concernant le maintien des comptes de la SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands) sur la place financière luxembourgeoise:

A en croire des articles parus cette semaine dans la presse internationale, il existerait toujours des comptes de la «Sozialistische Einheitspartei Deutschlands» sur la place financière luxembourgeoise. Or, la SED n'existant plus depuis 1990, et les fonds de l'ancien parti unique de la RDA ayant normalement été bloqués voire saisis pour recevoir une nouvelle destination, le maintien de comptes de la SED au Luxembourg soulève les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de tels comptes au Luxembourg?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le volume des fonds placés au Luxembourg par la SED?
- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons du maintien de tels comptes, ainsi que sur le sort que lui-même respectivement le Gouvernement entendent leur réserver?

Réponse (6.11.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Les comptes en Allemagne ou à l'étranger de la «Sozialistische Einheitspartei Deutschlands» (SED) sont, suite à la disparition de la SED depuis 1990, des avoirs qui sont considérés par l'État allemand comme étant détenus de façon fiduciaire par des personnes physiques ou morales privées ayant appartenu au régime de l'ex-RDA.

Après la signature par la PDS (successeur de la SED) d'un accord de renonciation à la fortune en faveur de l'État fédéral allemand, ce der-

nier a chargé la «Unabhängige Kommission zur Überprüfung des Vermögens der Parteien und Massenorganisationen der DDR» (UKPV) de rechercher l'ensemble des fonds ayant appartenu à l'ancienne SED.

L'État fédéral allemand procédera maintenant aux démarches nécessaires en vue de récupérer les fonds déposés en Allemagne et à l'étranger et qui lui appartiennent légitimement. Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas concerné par ces démarches.

Le secret bancaire luxembourgeois s'oppose à la communication d'autres éléments faisant l'objet de la question parlementaire.

Question 2416 (2.10.2003) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant l'exploitation de l'aérodrome de Noertrange:

A la question parlementaire N°2307 de Monsieur le Député Jean-Pierre Koepf concernant l'exploitation de l'aérodrome de Noertrange, Monsieur le Ministre des Transports a répondu: «Fir weidere Problemer bei der Disponibilitéit vun den Terrainen aus dem Wee ze goen, huet de Lëtzebuerger Stat kierzlech 27,73 ha zu engem Präs vu ronn 620 Euro/Ar ukaaft»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'État provoque une énorme influence à la hausse des prix des terrains, en payant 620 euros l'are, tandis que les prix payés par les agriculteurs ne correspondent qu'à un tiers de cette somme?
2. Est-ce que tous les terrains nécessaires pour garantir l'exploitation de l'aviation à Noertrange sont enfin à la disposition de l'État?
3. En cas de contrats de bail, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les prix par are payés par l'État aux propriétaires? Est-ce que ceux-ci sont supérieurs aux prix payés par les agriculteurs (environ 250 euros/are)?

Réponse (14.11.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Dans sa question du 2 octobre 2003 l'honorable Député s'inquiète de l'influence défavorable que l'acquisition par l'État des terrains abritant l'aérodrome de Noertrange pourrait avoir sur l'évolution des prix des terrains agricoles dans la région.

En vue de répondre aux questions précises qu'il m'a posées dans ce contexte, je me suis adressé au Comité d'acquisition de l'État fonctionnant auprès du Ministère des Finances qui est compétent en la matière.

Avant de faire une offre, le Comité d'acquisition de l'État examine la localisation exacte des terrains et leur classification, il étudie les transactions récentes faites dans des contextes comparables dans la région concernée et, en tenant compte des circonstances particulières de la situation, il offre un prix spécifique par projet. Ce prix correspond à une indemnisation juste du propriétaire qui vend, dans le cadre d'une procédure à l'amiable, un terrain destiné à accueillir une nouvelle infrastructure publique.

En ce qui concerne les terrains nécessaires pour l'exploitation de l'aviation à Noertrange, il y a lieu de remarquer qu'à l'issue d'une réunion convoquée le 12 juin 2003 par le conseil échevinal de la commune de Winseler, la commune a noté l'accord des différents propriétaires sur le prix. Certains compromis d'acquisition ont déjà été

conclus, les autres sont en préparation.

Il est à espérer que le dossier d'acquisition puisse être achevé, avec l'aide de la commune en ce qui concerne différentes transactions particulières comportant des échanges, avant la fin de l'année.

Question 2419 (3.10.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le projet d'urbanisation Meysembourg:

Selon les déclarations des promoteurs du projet d'urbanisation Meysembourg, le Ministère de l'Environnement avait donné son accord de principe à leur projet, dès le mois de juin 2003, et ceci malgré les avis négatifs de l'Administration des Eaux et Forêts.

Au mois de septembre 2003 Monsieur le Secrétaire d'État, Eugène Berger, qui auparavant avait encouragé et approuvé oralement la demande des promoteurs, a changé radicalement d'attitude et exprimé son refus du projet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Est-il exact que Monsieur le Secrétaire d'État a, en deux réunions dont une sur les lieux avec les promoteurs du projet, donné son accord de principe au dossier présenté, sous réserve de quelques adaptations?
- Quelles sont les raisons objectives qui ont amené Monsieur le Secrétaire d'État de changer radicalement d'avis au courant du mois de septembre?
- Dans quelle mesure la responsabilité de l'État et la responsabilité personnelle d'un membre du Gouvernement peut-elle être engagée par ce changement d'attitude du Ministère respectivement de Monsieur le Secrétaire d'État dans le cadre d'une procédure d'administration?

Réponse (17.11.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Au cours des réunions visées, aucun dossier officiel de demande pour un projet n'a été présenté et aucun accord, de principe ou définitif, n'a été donné par le Secrétaire d'État à l'Environnement.

Question 2426 (7.10.2003) de M. François Bausch (DÉI GRÉNG) concernant l'étude de la Chambre de Travail sur les relations de travail entre salariés et employeurs:

Selon mes informations le Ministère du Travail et de l'Emploi aurait financé une étude de la Chambre de Travail sur les relations de travail entre salariés et employeurs.

Est-ce que cette étude est déjà finalisée?

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats de cette étude?

Réponse (6.11.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Je n'ai pas connaissance d'une étude de la Chambre de Travail intitulée «les relations de travail entre salariés et employeurs», ni d'un financement d'une telle étude de la part de mon département.

Question 2427 (7.10.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le recrutement dans l'armée luxembourgeoise:

Il est bien connu que l'armée luxembourgeoise éprouve des difficultés à recruter des jeunes qui seraient prêts à s'engager dans une carrière militaire.

Or, il s'avère qu'à chaque recrutement, de nombreux candidats échouent aux épreuves d'allemand, de français et de mathématiques.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que maints échecs pourraient être évités si les candidats avaient l'opportunité de se préparer auxdits examens?

Par ailleurs, il me revient que, lors de ces épreuves, les candidats sont soumis à une certaine pression vu le temps qui leur est imparti pour répondre aux questions.

Enfin, il semble que certains sujets d'examens soient largement dépassés.

Afin d'encourager davantage de jeunes à envisager leur profession dans l'armée, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de revoir les modalités et le contenu des examens de recrutement?

Réponse (3.11.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense:

La question parlementaire de l'honorable Député concerne le recrutement des volontaires de l'armée prévu par un règlement grand-ducal du 22 septembre 1967 déterminant le statut des volontaires de l'armée tel qu'il a été modifié par la suite.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est utile de présenter les chiffres de la dernière incorporation ayant eu lieu en date du 20 octobre 2003 afin d'illustrer les réponses à la question posée.

En effet, 293 personnes se sont portées candidats à l'armée. 127 personnes ont été admises et 121 ont été refusées, alors que 45 personnes ont retiré leur candidature.

On constate effectivement un nombre considérable d'échecs lors des épreuves de sélection.

Les raisons de ces échecs se situent à différents niveaux:

- échecs aux différents tests de connaissances intellectuelles;
- échecs aux épreuves physiques;
- inaptitude constatée d'un point de vue médical et psychotechnique;
- inaptitude morale relevée par l'enquête policière.

En ce qui concerne les tests de connaissances intellectuelles, des exercices en langue allemande, française et en mathématiques sont posés à un niveau de difficulté comparable à celui d'une classe de septième préparatoire.

Les candidats potentiels sont informés lors de leur première prise de contact avec le bureau de recrutement de l'armée des modalités et du contenu des épreuves de sélection et ont, par conséquent, la possibilité de se préparer aux épreuves.

Alors que le nombre des refus est considérable, la Direction de la Défense a, sur base d'un règlement grand-ducal du 20 mars 2003 modifiant le statut des volontaires de l'armée, organisé depuis juin 2003 des cours d'appui dans le cadre des Centre national de Formation professionnelle continue (CNFPC) d'Ettelbruck et d'Esch-sur-Alzette, et ceci en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale. Ces mesures visent à mieux préparer les candidats ayant connu un échec à l'occasion d'une épreuve de sélection antérieure. Actuellement 30 personnes non admises à l'incorporation du 20 octobre 2003 sont inscrites à ces cours.

Par ailleurs, par l'entrée en vigueur de la loi du 20 décembre 2002, permettant l'incorporation de volontaires citoyens européens non luxembourgeois dans l'armée luxembourgeoise, l'introduction d'un contrôle des connaissances en langue luxembourgeoise, s'est révélée nécessaire sur base des dispositions du règlement précité. Un extrait luxembourgeois d'un discours tenu devant la Chambre des Députés a été soumis aux candidats avec instruction de le traduire au choix en français ou en allemand. Après les premières expériences il y a effectivement lieu de revoir le contenu de cette épreuve qui s'est montrée être trop exigeante pour l'ensemble des candidats. Toutefois, il y a lieu de préciser que jusqu'à présent aucun candidat n'a été refusé sur la seule base de manque de connaissances en luxembourgeois.

Concernant le temps de réponse accordé aux candidats, il est d'une heure et demie pour l'ensemble de l'épreuve écrite. Il est généralement admis que ce temps est suffisant pour répondre aux questions du niveau posé. En cas d'augmentation du délai il y aurait également lieu de revoir le degré de difficulté des exercices.

En ce qui concerne l'épreuve physique, les échecs sont presque si nombreux que ceux enregistrés pour les épreuves intellectuelles.

Mon département, d'un commun accord avec les responsables du Centre militaire, envisage l'organisation de journées d'entraînement devant avoir lieu avant les épreuves de sélection et ayant pour but de faire pratiquer par les candidats les mêmes exercices que ceux demandés lors de l'épreuve de sélection proprement dite. A l'occasion de cette préparation les candidats seront suivis et conseillés par les moniteurs professionnels de l'armée en la matière afin de pouvoir mieux s'entraîner pour l'épreuve de sélection.

Question 2431 (14.10.2003) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant le classement définitif du site de Meysembourg:

- Est-il vrai que Madame la Ministre a clairement exprimé qu'elle n'envisage pas de classer le site de Meysembourg dans son ensemble ni à court ni à moyen terme?
- Quels sont les arguments en faveur d'une telle décision?
- Est-ce que Madame la Ministre se rend compte de l'envergure de cette décision? En effet, la mise sur l'inventaire supplémentaire ne pourra pas servir comme alternative au classement car elle prévoit seulement que la Ministre soit informée en cas d'un projet qui altère le milieu concerné mais ne garantit pas la protection effective du site.
- Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'il serait approprié que le Gouvernement se concertent enfin et prenne une position clairement identifiable et consensuelle au niveau de tous les départements ministériels concernés?

Réponse (3.11.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

La réponse à la première question de Monsieur le Député est négative. En effet, j'ai dit à plusieurs reprises que le classement du site de Meysembourg n'est actuellement ni exclu, ni envisagé. Cette réponse rend les questions 2 et 3 superflues. En ce qui concerne la dernière question, le Gouvernement se concertera en temps utile c'est-à-dire quand le projet sera soumis en bonne et due forme aux différents ministères concernés.

Question 2432 (14.10.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le transport scolaire vers le Lycée Josy Barthel à Mamer:

Dës Schoulreintree huet de Lycée „Josy Barthel“ zu Mamer fir d'éischt seng Paarten opgemaach, wat och eng Neiorganisation vum Schülertransport bedéngt huet. Dobäi ass feststellen, datt den Eck Käerjeng-Kenzeg-Féngeg keng Schoulbuslinn a Richtung vum Mamer Lycée krut. Hei besteet awer esou e Besoin, datt d'Gemeng Kenzeg huet missen higoen an op Gemengekäschten eng eeg Buslinn op d'Rieder stellen.

Dofir dës Froen:

1. Firwat gouf fir d'Regioun Käerjeng-Kenzeg kee Schülerbus ageplangt?
2. Huet den Transportminister nach vir, fir dës Regioun eng Schoulbuslinn a Richtung Mamer Lycée anzerichten, respektiv eng bestehend, wéi zum Beispill déi Schuller-, oder Héiwenger-Linn iwwert deen Eck fueren ze foossen?

Réponse (13.11.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Den Här Deputéierten Aly Jaerling mengt a senger Ufro, datt keng Buslinn vu Käerjeng, Kenzeg a Féngeg an de Mamer Lycée fiert.

D'Organisation vun deem Transport fir de Mamer Lycée gouf a mengem Departement an enker Zesummenaarbecht mam Unterrichtsministère, mat der neier Direktioun vum Lycée a mat der Eisenbahn geplangt an ausgefihrt.

Säit der Rentrée de 17. September fonctionnéieren d'Linn bei de Lycée op Mamer, dovun och eng Linn Kenzeg-Féngeg-Garnech-Mamer.

D'Bahaftung vum Här Deputéierten, d'Gemeng Kenzeg misst op hir Käschten eng Linn op d'Rieder stellen, kann ech deemno net verstoen.

Käerjeng ass laut dem „Plan sectoriel Lycée“ Péiteng zougedeelt. Mamer ass deemno net als Lycée de Proximité fir Käerjeng virgesinn, wat bei der Organisation vum Transport och entsprechend berücksichtegt gouf.

Et läit iwwerengs och keng offiziell Demande fir esou en Transport vir.

Question 2435 (20.10.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'enquête internationale sur les réseaux pédophiles:

Eng international gefouert Enquête (Codenumm „Marcy“) géint d'Kannerpornozeen huet kierzlech weltwäit zu Hausduerchsichunge mat deelweis massiver Beschlagnahme vu Beweismaterial gefouert. Eleng bei eisen däitschen Nopere goufen an dësem Kontext iwwer 500 Wunnengen a Geschäften duersicht an eng ganz Retsch Leit goufe schonns inculpiert.

Laut verschiddene Medieberichter si weltwäit 26.500 Internet-Notzer an 166 Länner an d'Viséier vun dëser Enquête komm. A verschiddene Länner sinn doropshin eegen Enquêtes an d'Weer geleet ginn, ënner anerem och an den USA an Australien.

Vu Lëtzebuerg héiert een an dësem Kontext erstaunlecherweis näischt.

Dofir dës Froen:

1. Huet déi genannten international Enquête am Kannerpornographie-milieu och Verzweigungen no Lëtzebuerg erginn?
2. Falls jo, gouf oder gétt och zu Lëtzebuerg an deem Kontext enquetéiert?

3. Wa jo, wéi eng Resultater huet d'Exekutiv an deem Beräich opweises - koun et schonn zu Inculpatiounen?

Réponse (14.11.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

D'après les renseignements qui nous ont été donnés par les parquets, les autorités judiciaires et policières luxembourgeoises ont été sollicitées lors de l'opération «Marcy», menée par les autorités allemandes contre la pornographie infantile sur l'Internet.

Les enquêtes sont en cours et aucune conclusion ne peut dès lors en être tirée à ce jour. Par ailleurs, en vertu du secret de l'instruction aucune information supplémentaire ne peut être donnée.

Question 2441 (23.10.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la composition du Tribunal d'arrondissement de Diekirch:

Le 9 septembre 2003 le Ministre de la Justice a reçu les 17 nouveaux membres qui vont entrer en magistrature.

Chaque année, les responsables du Tribunal de Diekirch affirment qu'il leur manque des magistrats et que le volume de travail est trop important pour les huit magistrats qui y sont affectés.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si Monsieur le Ministre peut m'informer de l'affectation des 17 nouveaux membres de la magistrature et me faire connaître le nombre de magistrats qui seront affectés au Tribunal de Diekirch?

Réponse (14.11.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Les attachés de justice que j'ai reçus en septembre 2003 proviennent de deux promotions, à savoir celle de 2002 et celle de 2003. Les attachés de la promotion 2002, qui ont accompli leur stage, vont être nommés dans la magistrature assise ou debout, à Luxembourg ou à Diekirch, au fur et à mesure que des places deviennent vacantes. Ceux de la promotion 2003, qui viennent seulement d'être nommés attachés de justice, suivent actuellement des cours théoriques et accomplissent des stages pratiques.

D'après les informations de Monsieur le Procureur général d'État, il compte affecter un des attachés de la promotion de 2003 au Tribunal d'arrondissement de Diekirch, ceci à partir du mois de janvier 2004, à savoir après les stages théoriques et pratiques.

Par ailleurs un attaché de la promotion de 2002 a été affecté au Tribunal d'arrondissement de Diekirch au début de l'année courante. Cet attaché vient d'être nommé juge au Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Question 2446 (24.10.2003) de MM. Nico Loes et Marco Schank (CSV) concernant le parcours de la ligne d'autobus Ettelbruck-Heinerscheid:

Un certain nombre de personnes empruntent chaque jour la ligne d'autobus N°555 qui assure la liaison entre les localités d'Ettelbruck et de Heinerscheid. Cependant pas mal d'habitants de la localité de Weiswampach, située à cinq kilomètres de Heinerscheid, ne peuvent pas profiter de cette liaison pour faire leurs courses à Ettelbruck étant donné que le terminus de cette ligne se trouve à Heinerscheid.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Pour satisfaire la demande de cette clientèle ne serait-il pas envisageable d'allonger le parcours de la ligne Ettelbruck-Heinerscheid jusqu'à la localité de Weiswampach?

Réponse (13.11.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Je voudrais attirer l'attention de Messieurs les Députés sur le fait que depuis de nombreuses années, la localité de Weiswampach est reliée par la ligne publique N°685 à la gare de Troisvierges, d'où des trains partent régulièrement à cadence horaire vers Ettelbruck et Luxembourg.

Cette formule s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans la stratégie mobilité.lu qui retient de diriger un maximum de trafic sur la voie ferrée, en l'occurrence la ligne du Nord Troisvierges-Ettelbruck.

Quant à votre proposition de prolongement de la ligne d'autobus N°555 prémentionnée, il s'avère que le supplément de parcours de deux fois sept minutes ne suffirait pas à l'exploitant pour maintenir son horaire cadencé actuel.

Les moyens budgétaires disponibles ne permettraient d'ailleurs pas de mettre en service du matériel roulant supplémentaire, pourtant indispensable en cas d'extension du service.

Question 2453 (3.11.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les quotas pour l'immigration légale:

Lors de la réunion informelle Justice et Affaires intérieures de Rome dans le courant du mois de septembre, un projet de la présidence italienne portant sur l'établissement de quotas d'entrée de chaque pays de l'Union européenne pour le transit des citoyens extracommunautaires, a reçu une approbation unanime de la part des 28 ministres européens présents. Ce projet précise que la programmation des flux et du nombre d'entrées, visant à lutter contre l'immigration clandestine, ne sera pas centralisée, mais sera évaluée selon le pouvoir discrétionnaire de chaque gouvernement national. Pour ce faire, il a été décidé de confier à la Commission européenne une étude approfondie sur la question. Une fois l'étude achevée, la prochaine démarche serait une discussion à caractère opérationnel orientée à prendre des décisions pour adopter cette mesure.

Lors du dernier sommet européen des 16 et 17 octobre, plusieurs délégations ont exprimé leurs réserves au sujet des quotas d'«immigrants légaux». Il s'avère que la mise à l'étude du projet de fixation de quotas au niveau européen figurerait explicitement dans le projet de conclusions, mais que la mention en a été supprimée à la demande de plusieurs pays. Finalement, la version finale des conclusions est muette sur la question des «quotas», mais elle précise que «chaque pays membre est responsable du nombre d'immigrants légaux admis sur son territoire».

Y a-t-il une divergence de vues au sein du Gouvernement quant à la création d'un système des quotas d'immigrés légaux?

Réponse commune (7.11.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Tant le Premier Ministre que le Ministre de la Justice estiment qu'un système de quotas d'entrée est difficile à mettre en place, ne tient pas compte des particularités inhérentes à chaque marché du travail, et ne résout pas les problèmes po-

sés par l'immigration illégale.

Il n'y a pas eu «d'approbation unanime» au Conseil informel JAI de septembre pour introduire des quotas d'entrée. Ainsi, le communiqué du Ministère de la Justice luxembourgeois du 12 septembre 2003 précise: „En matière de gestion des flux migratoires, la présidence italienne a mis en avant l'idée d'étudier l'introduction de quotas d'entrée. Sans rejeter l'idée d'une étude, le Ministre Frieden a rejoint nombre de ses collègues pour exprimer son scepticisme quant à la faisabilité d'un système de quotas et quant à l'opinion qu'un tel système puisse mettre un terme substantiel à l'immigration illégale.“

Complément à la réponse commune (18.11.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Le Conseil européen, lors de ses réunions les 16 et 17 octobre, n'a pas retenu la suggestion italienne visant l'introduction de quotas d'entrée. Plusieurs gouvernements, dont celui du Luxembourg, s'y sont opposés.

Question 2456 (4.11.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le rapport du Conseil de l'Europe sur le Luxembourg:

Dans un article publié dans le «Tagblatt» d'aujourd'hui concernant le nouveau livre du juge d'instruction Eva Joly, le journaliste en reprend certains extraits ayant la teneur suivante:

Alle Untersuchungen stossen sich an den Schutzregeln der Steuerparadiese. Was Luxemburg angeht - um nur einen Fall zu benennen - hat ein Bericht (des Europarates vom 18 Februar 2000) die juristischen Hindernisse beschrieben: Im Durchschnitt treffen 2.100 Rechtshilfe-Ersuchen in Luxemburg jedes Jahr ein. Davon werden etwa 20% von den Untersuchungsrichtern anerkannt. Wenn dann glücklicherweise einmal eine Auskunft aus Luxemburg käme, dann sähe sie so aus: Kontoinhaber: ein Kunde der Bank.

Adressat der Überweisung. Ein anderer Kunde der Bank. Bei präziseren Angaben würde in Luxemburg nur ein verschwindend geringer Anteil der Verfahren die Einsprüche überstehen. So seien 1997 und 1998 nur 1,2% der Anfragen nach den Einsprüchen positiv beschieden worden (Seiten 311 und 312).

Für Delinquenten von Finanzdelikten handele es sich darum, Zeit zu gewinnen. Das sei von der Bankvereinigung (ABBL) auch festgestellt worden: Die Attraktivität Luxemburgs sei so stark, wie die Justiz im Lande schwach sei.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence d'un tel rapport du Conseil de l'Europe?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner de plus amples informations sur ce rapport?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il réagir aux affirmations de Madame Joly?

Réponse (13.11.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Les affirmations relatées dans l'extrait cité relatives au Luxembourg ne correspondent pas à la vérité. Il n'est pas dans nos habitudes de réagir à chaque fois qu'un livre ou article paraissant à l'étranger fait état de faits incorrects. Ceci vaut à fortiori pour un livre que je n'ai pas lu.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que les seules critiques émises voici quelques années à l'égard de l'entraide judiciaire luxembourgeoise, ceci par l'Union européenne et non par le Conseil de l'Europe, ont été rencontrées par l'adoption de la loi du 8 août 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale. Je me réfère également à mon intervention à la Chambre des Députés en date du 13 juillet 2000 où j'ai commenté en détail le fonctionnement de l'entraide judiciaire internationale à Luxembourg (cf. www.gouvernement.lu, rubrique discours des ministres).

Question 2458 (6.11.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le cas de tuberculose au Centre pénitentiaire de Schressig:

Il me revient qu'un détenu a été incarcéré récemment au Centre pénitentiaire de Schressig et que l'on craint qu'il ait contracté la tuberculose.

Cependant, il semble qu'aucune précaution pour éviter un contact avec le personnel du CPL ainsi qu'avec les autres détenus n'ait été prise à ce jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il décidé d'en informer le personnel du CPL, les membres de la police grand-ducale ainsi que les magistrats et greffiers qui sont entrés en contact avec cette personne?
- Quels sont les mesures et traitements qui vont devoir être appliqués?

Réponse (14.11.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

D'après les renseignements qui m'ont été donnés par Monsieur le Directeur du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schressig, l'information dont fait état Monsieur le Député ne correspond pas à la vérité.

Chamber TV

weist all öffentliche Sätzung
live an integral

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff),
Keespelt, Meespelt, Ollem a Nospelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz